

# Le monde de 1850 à nos jours

*Concepts : modernité / capitalisme / totalitarisme / colonialisme / socialismes / démocratie / République.*



*Fresque de Diego Rivera (peintre muraliste mexicain 1886-1957, proche du communisme mexicain) pour l'«Institut of Art» de Detroit (1932).*

## Sommaire

### **1ère partie : l'apogée de la puissance européenne 1850-1914 (page 2-43)**

- Chapitre 1 : essor économique et mutations des sociétés jusqu'en 1914 (page 3-11)
- Chapitre 2 : naissance et affirmation des démocraties et des nations jusqu'en 1914 (page 12-20)
- Chapitre 3 : la France, un modèle républicain dans la modernité jusqu'en 1914 (page 21-32)
- Chapitre 4 : coloniser, dominer le monde jusqu'en 1914 (page 33-43)

### **2ème partie : crises des sociétés modernes 1914-1945 (page 43-94)**

- Chapitre 1 : de la Grande Guerre aux Révolutions 1914-1923 (page 43-53)
- Chapitre 2 : l'âge des totalitarismes (page 54-61)
- Chapitre 3 : crise et croissance (page 62-67)
- Chapitre 4 : la République française dans les années 30 entre impérialisme et crise politique (page 68-74)
- Chapitre 5 : la seconde guerre mondiale (page 75-94)

### **3ème partie : un nouveau monde 1945 nos jours (page 95-144)**

- Chapitre 1 : des «Trente glorieuses» aux mutations du capitalisme mondialisé (page 96-108)
- Chapitre 2 : de nouveaux rapports de force internationaux (page 109-128)
- Chapitre 3 : la République française de 1945 à 1962 (page 129-134)
- Chapitre 4 : un monde multipolaire depuis 1991 ? (page 135-143)

# 1<sup>ière</sup> partie : l'apogée de la puissance européenne 1850-1914

Entre le milieu du 19<sup>e</sup> siècle et l'entrée dans la Grande Guerre, les sociétés européennes et quelques rares sociétés extérieures à l'Europe (EU, Japon, Canada) entrent dans l'apogée de leur domination sur le monde. Cette domination s'explique d'abord par l'accumulation depuis la fin du Moyen Age d'immenses connaissances, savoir-faire, technologies ; par le dynamisme d'Etats rivaux qui se sont multipliés en Europe de l'Ouest depuis cette même époque et enfin par l'émergence d'un nouveau type de société : **la société capitaliste**. Entre 1850 et 1914, cette société capitaliste entre dans son âge industriel et devient le creuset d'une **modernité** qui s'exprime dans tous les domaines : économique, scientifique, culturel et politique.

Cette domination se traduit par une main mise des Européens sur le reste du monde, **la colonisation** et par une volonté radicale de comprendre et transformer la nature et les sociétés. Ainsi, la science permet à la fois un essor prodigieux des techniques, fait naître l'espoir d'un gouvernement des sociétés enfin rationnel et efficace et justifie la domination des Européens sur le monde par le racisme scientifique. Ce sentiment de supériorité des Européens renforce cette impression d'une ère de progrès devant conduire le monde vers un meilleur avenir : le progrès devient une nouvelle religion des sociétés modernes, tandis que s'affaiblissent les vieilles religions traditionnelles. Mais la guerre qui s'ouvre en 1914 enterre cet optimisme triomphant et ouvre en réalité une ère de catastrophes sans précédent.

Dans ce cadre général, la France connaît une évolution à la fois semblable à celle des autres sociétés modernes et spécifique du fait de son Histoire et de ses caractéristiques propres. Elle parvient ainsi à construire l'un des premiers modèles démocratiques autour d'un Etat républicain qui est l'outil majeur de construction de la Nation, forme moderne du peuple.

*Qu'est-ce alors que cette modernité à l'apogée de la puissance européenne et comment transforme-t-elle les sociétés ?*

# Chapitre 1 : essor économique et mutations des sociétés jusqu'en 1914

*Qu'est-ce qu'une société capitaliste ?*

## A l'entrée dans l'âge industriel

### **1 Un monde déjà plein et une population en plein essor :**

Vers 1850, la population mondiale représente environ 1,2 milliard à 1,4 milliard de personnes dont la majorité sont déjà asiatiques et en 1910 à la veille de la guerre, 1,75 milliard dont seulement 266 millions sont européennes. A cette date, la Chine compte déjà au moins 420 millions d'habitants et l'Inde dépasse les 200 millions. Ces 3 ensembles constituent donc déjà l'essentiel du peuplement mondial, bien que certaines régions connaissent pendant cette période un formidable essor. Les EU, par exemple voient leur population passée de 23 millions en 1850 à près de 100 millions en 1914 !

Cette croissance forte de la population mondiale s'explique d'abord par une transformation radicale des conditions de vie des hommes et de leurs milieux depuis le début du 19<sup>e</sup> siècle : les sociétés fondées jusque-là sur l'agriculture et une démographie à la croissance limitée, entrent dans **l'âge industriel**. Il s'agit d'une rupture majeure dans l'Histoire des hommes puisque jusqu'à cette date la croissance démographique avait toujours été très lente et régulière, même si elle connaissait des à-coups comme lors des grandes épidémies de la fin du Moyen Age en Europe. La croissance démographique devient irrésistible, à tel point que certains savants comme Malthus s'inquiètent du risque de manque de ressources pour nourrir toutes ces bouches nouvelles. Il préconise donc une limitation des naissances et la suppression des aides aux pauvres. Ceux-ci en effet se multiplient avec l'entrée de l'Angleterre dans l'âge industriel à la fin du 18<sup>e</sup> siècle.

### **2 Une Révolution industrielle ?**

Une nouvelle forme d'économie s'est construite depuis la fin du Moyen Age à partir de l'expansion de l'Europe dans le monde (Grandes Découvertes), de l'essor des échanges qui s'en suit (commerce des esclaves, des denrées coloniales) et de l'accumulation par un groupe de plus en plus important d'entrepreneurs (marchands, aristocrates, riches propriétaires terriens) d'un capital réinvesti dans de nouvelles activités. A la fin du 18<sup>e</sup> siècle, un saut qualitatif est fait en Angleterre vers un nouveau type d'économie : **l'économie industrielle capitaliste**.

Dans cette période, l'Angleterre connaît à la fois une **Révolution des machines** (la vapeur, les métiers mécaniques), une **Révolution du mode d'organisation du travail** et une **Révolution de la pensée économique** (Smith, Ricardo). Les machines démultiplient la puissance du travail humain et en abaisse fortement le coût. Elles contraignent à des investissements lourds et à réunir les ouvriers dans un lieu unique : elles donnent donc naissance à **l'usine** d'abord appelée fabrique. C'est le textile et la métallurgie qui sont les deux grands secteurs où s'exprime cette nouvelle manière de produire. En conséquence, le travail jusque là fortement réglementé (concurrence, qualifications, production) devient une simple marchandise, qui s'achète et se vend sur un marché : c'est l'essor prodigieux du salariat. Le salarié devient lui-même totalement dépendant du marché pour se nourrir, se loger, se vêtir.

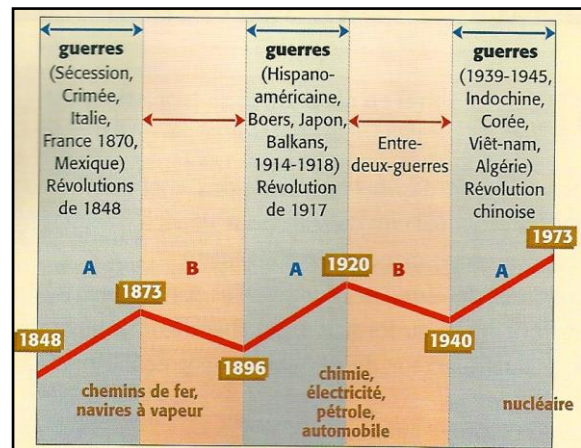
Les historiens discutent encore de cette notion de Révolution industrielle (inventée par l'historien libéral Auguste Blanqui), mais quoiqu'il en soit, pour les contemporains, il ne faisait aucun doute qu'une évolution majeure se déroulait sous leur yeux qui consistait en une modernisation de la première révolution industrielle (celle de la 1<sup>ère</sup> moitié du 19<sup>e</sup> siècle) : par exemple le passage du fer à l'acier et de la machine à vapeur à la turbine. Cette évolution déboucha à partir des années 1880 sur une série d'innovations techniques tout-à-fait déterminantes :

Dates	Innovations techniques et auteurs	Pays d'origine
1876	Téléphone (Bell)	EU
1880	Phonographe (Edison)	EU
1886	Moteur à explosion (Daimler)	Allemagne
1888	Pellicule photo (Eastman)	EU
1895	Cinématographe (Lumière)	France
1897	TSF ou Radio (Branly, Marconi)	France et Italie
1899	Aspirine (Bayer)	Allemagne
1909	Traversée aérienne de la Manche (Blériot)	France

Comme on le voit, il s'agit en une vingtaine d'année des principales inventions qui symbolisent la modernité (automobile, avion, radio, cinéma, téléphone). Même si leur production reste en grande partie artisanale et leur impact limité jusqu'en 1914 (à l'exception du cinéma et de l'aspirine), ces nouvelles technologies connaîtront un succès et une diffusion très grandes dès les années 20. Enfin, ce sont aussi de nouvelles énergies qui se développent pendant cette période, comme l'électricité et le pétrole, ainsi que des secteurs industriels entiers comme la chimie ou l'automobile.

Mais, les contemporains sont aussi frappés par les difficultés économiques que recèle la période. En effet, à partir des années 1873-76, l'économie mondiale entre dans une phase de crise, baptisée par les acteurs du temps «Grande Dépression» qui prend la forme d'une baisse des prix en particulier agricoles et des profits des entreprises. Cette «Dépression» s'éternise jusque dans les années 1896 et provoque également de sérieuses conséquences sociales (des migrations, des conflits politiques...). Cependant, à partir de 1896, la croissance économique reprend plus fortement et se traduit par une «Belle Epoque» de prospérité, bien que le monde ouvrier voie plutôt ses conditions de vie se dégrader.

Cette alternance de périodes économiques (hausse, baisse puis hausse...) suscite la curiosité des économistes comme Kondratiev ou Schumpeter qui tentent dans les années 20 de les expliquer avec beaucoup de difficultés. Néanmoins, ils remarquent que ces périodes forment des cycles réguliers (une vingtaine d'années) qu'ils interprètent finalement comme un mode d'évolution spécifique de cette nouvelle forme d'économie : le capitalisme.



### 3 Naissance de la grande entreprise capitaliste

Dans le cadre de l'entreprise capitaliste, le salarié devient au cours du XIX<sup>e</sup>s, un simple maillon d'une chaîne de production où les tâches sont de plus en plus parcellisées. C'est un ingénieur américain, FW Taylor, qui dans les années 1880 conçoit le premier un système de production devant permettre une amélioration forte de la **productivité** des ouvriers : c'est **l'organisation scientifique du travail ou taylorisme**. Il s'agit d'un système dans lequel l'ouvrier n'effectue qu'une tâche limitée sur une pièce pour laquelle il est chronométré et qu'il peut ainsi

perfectionner et effectuer plus vite. Il organise aussi une stricte séparation des tâches de production et des tâches de conception jetant les bases de l'entreprise moderne. Ces innovations sont mal reçues par les ouvriers qui y perdent une nette qualification et autonomie dans le travail, mais en revanche elles entraînent une amélioration considérable de la productivité.

Henry Ford parachève le nouveau système de production en mettant au point en 1908 la **chaîne de montage** (cf doc photo de la chaîne Ford en 1913) qui apporte à l'ouvrier les pièces à monter, permettant ainsi la réalisation de gains de temps. Il parvient aussi progressivement à standardiser la production ce qui entraîne une baisse nette des coûts de production et donc des prix du modèle de voiture qu'il a conçu (cf tableau ci-dessous). Enfin une partie de ces gains est redistribuée aux ouvriers sous la forme de hausses de salaires ou de primes à la productivité.



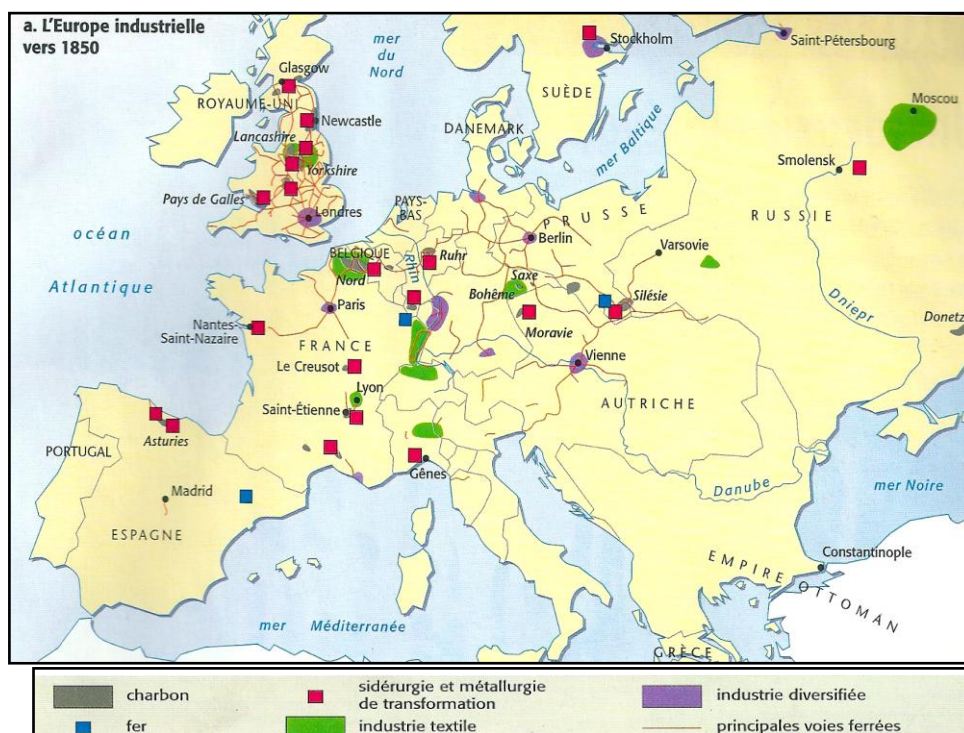
	1907-1908	1908-1909	1909-1910	1911-1912	1913-1914	1915-1916	1916-1917
Production	6 398	10 607	18 664	78 440	248 307	472 350	730 041
Prix en \$ d'une voiture	2 800	850	950	690	550	440	360

Jacques BRASSEUL, Histoire des faits économiques, Armand Colin, 1998.

Ces nouvelles manières de produire et la complexité croissante des produits, des machines expliquent l'essor de nouvelles entreprises de plus

en plus grandes et s'appuyant sur les banques et les marchés financiers pour se financer. Ainsi, apparaissent les **sociétés par actions** capables de réunir les capitaux de milliers d'investisseurs et de se financer grâce aux grandes banques qui accompagnent ce mouvement. Bien sur, l'essentiel des entreprises restent de petite taille, mais quelques grands groupes émergent aux EU (Standard Oil) ou en Allemagne (Krupp) qui peuvent dominer un marché voire un secteur entier du produit brut jusqu'au produit fini et employer des milliers de personnes. Ces **concentrations** spectaculaires d'entreprises inquiètent certains milieux politiques comme aux EU où en 1890 une loi anti-trust est votée

contre la Standard Oil, mais en Allemagne, à la même époque, le gouvernement encourage la naissance de ces grands mastodontes industriels (AGFA-BASF-Bayer).



## B Des situations très diverses dans le monde et dans les pays

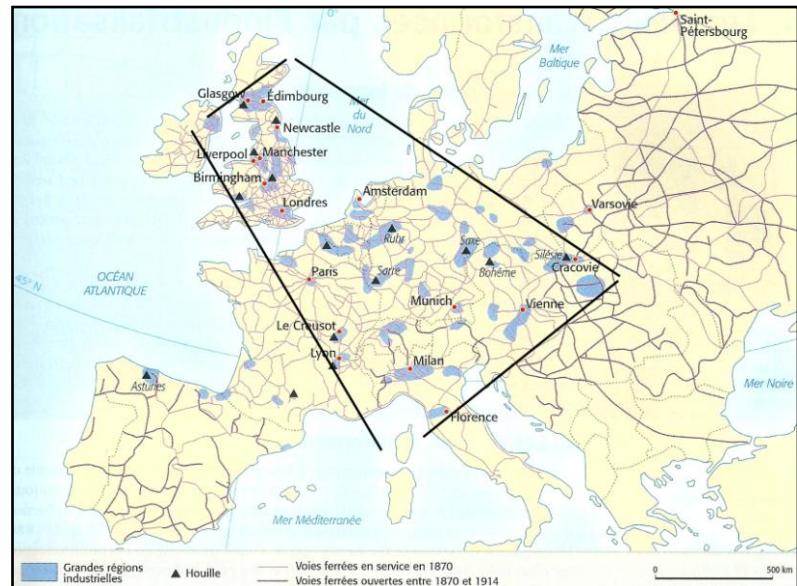
## 1 Des niveaux d'industrialisation très hétérogènes

Comme le montre cette carte, l'Europe de la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle reste très diversement industrialisée. L'Angleterre est la seule société véritablement industrielle dès avant 1880 (près d'une personne sur 2 travaille dans l'industrie en 1850), mais d'autres pays progressent à un rythme très rapide : les Etats-Unis et l'Allemagne.

L'industrie se concentre dans quelques régions comme le Lancashire ou le Yorkshire anglais, le Nord français et la Wallonie belge, la Ruhr allemande. Ce sont souvent des **régions mono-industrielles**, textiles ou charbonnières, mais dans certains cas comme en Angleterre, il y a un véritable système industriel qui se met en place autour du charbon et de la métallurgie en particulier. De plus, les grandes villes ont tendance à attirer une bonne partie des industries nouvelles comme l'automobile (ainsi Paris en France ou Berlin en Allemagne).

Progressivement d'abord, puis très rapidement après 1860, se met également en place un vaste réseau de voies de chemin de fer qui relie ces grandes régions industrielles et les métropoles et ports. L'Angleterre est également pionnière dans ce domaine, mais en 1914 c'est presque toute l'Europe qui est équipée (cf carte de l'Europe industrielle au début du 20<sup>e</sup> siècle, ci-contre).

Il y a ainsi plusieurs Europe économiques qui coexistent jusqu'en 1914 et même au-delà. Comme la carte le montre bien, on peut opposer une Europe du Nord-Ouest et une large bande déjà bien industrialisée depuis Edimbourg jusqu'à Florence et Cracovie à l'Est et une Europe de l'Est et du Sud encore presque vierge : la Grèce, le Portugal, les Pays des Balkans et même le Sud de l'Italie forment à cet égard des ensembles presque immobiles. Certains historiens parlent donc d'une Europe du cheval vapeur (Ouest) par opposition à une Europe du cheval de trait (Sud et Est).



## 2 Mais une Europe encore dominée par les paysans

L'Europe d'avant 14 reste largement une Europe des paysans. Même les sociétés les plus développées dans le capitalisme industriel comme l'Allemagne garde une forte proportion de ceux-ci : ils étaient 55% de la population active en 1850 et sont encore 35% en 1913, le chiffre est encore plus fort en France (44% en 1913) et même aux EU dont la population d'ensemble a explosé, le chiffre atteint encore à la même date les 31%. Seule l'Angleterre constitue déjà en 1850 une société moderne (22% de paysans en 1850 et 12% en 1913). Mais ces chiffres dissimulent en fait d'énormes disparités en Europe et surtout au sein des régions des ces différents Etats. L'Espagne, la Russie, le Portugal ou la Serbie demeurent des sociétés pré-modernes pour l'essentiel. L'agriculture y est aux mains d'une grande aristocratie de propriétaires absents qui font travailler des millions d'ouvriers agricoles misérables sur d'immenses domaines comme en Sicile ou en Andalousie. A l'est, dans les Empires, on trouve une situation assez semblable dans laquelle des paysans misérables parfois juste émancipés du servage (en 1861 en Russie) travaillent sur les terres d'une aristocratie encore maîtresse du pouvoir politique et économique.

Ces paysans du Sud et de l'Est, mais aussi de nombreuses régions de l'Ouest comme dans le Sud et le Centre de la France, travaillent encore de manière traditionnelle, sans machine, sans produits chimiques fertilisants ou insecticides. Petits propriétaires ou simples métayers (locataires),

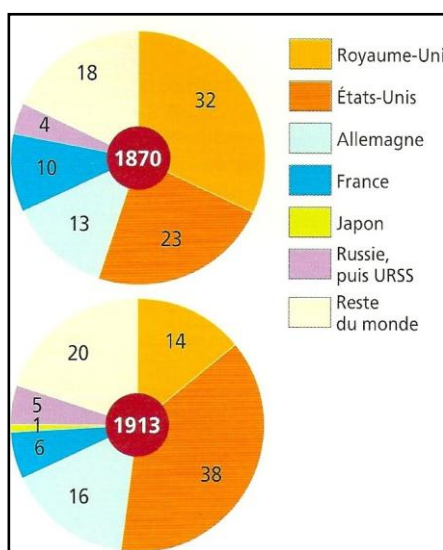
ils subissent la baisse des prix agricoles des années de la «Grande Dépression» et la concurrence de plus en plus vive des produits venus des nouveaux pays du Sud comme l'Argentine ou l'Australie ou des paysans qui peuvent se moderniser dans certaines régions d'Europe.

En effet, certaines régions de l'Ouest européen comme la Beauce, la plaine du Pô connaissent une véritable **révolution agricole** causée par l'essor des communications, des machines et de la chimie. Dans ces régions déjà bien intégrées aux marchés urbains depuis le 18<sup>e</sup> siècle, l'agriculture devient progressivement un secteur entièrement tourné vers le marché. Certaines exploitations se développent tandis que d'autres disparaissent et que la main d'oeuvre agricole se transforme en prolétariat migrant vers les grandes villes en quête de travail.

Ces situations contrastées correspondent à des évolutions marquées à l'échelle du monde desquelles se dégagent une hiérarchie des puissances bien plus complexe en 1914 qu'elle ne l'était en 1850.

### 3 Un centre majeur de plus en plus contesté

Ce schéma de la production industrielle mondiale par pays en % en 1870 et 1913 montre nettement l'affaiblissement de l'industrie britannique. Précurseur et encore ultra-dominant en 1850



dans le domaine industriel, le Royaume-Uni n'est plus que l'ombre de lui-même dans ce domaine en 1913. Il est déjà largement dépassé par les EU depuis les années 1880 et même par l'Allemagne (16% en 1913) après 1900. La part des autres puissances reste stable à l'exception de celle de la France qui baisse sérieusement, tandis qu'émergent le Japon (1%) et la Russie (5%). Les 5 premières puissances mondiales représentent au total près de 80% de cette production industrielle ! Le centre du monde se trouve donc nettement en Europe de l'Ouest, mais il a commencé à se déplacer vers l'autre rive de l'Atlantique.

Cependant, si le Royaume-Uni rate la seconde révolution industrielle et demeure essentiellement une puissance dans les vieux secteurs textile et charbonnier, nul ne peut contester la domination à la fois commerciale et financière de l'Empire

britannique. En effet, les Britanniques ont construit les premiers depuis le 18<sup>e</sup> siècle un immense empire colonial qui leur donne la maîtrise des mers et d'une grande partie du commerce mondial : le port de Londres représente 28% du total des échanges de marchandises dans le monde en 1892. Ils sont aussi les premiers investisseurs mondiaux (44% en 1914 contre 20% pour la France et seulement 7,5% pour les EU) grâce à la puissance de leurs grandes banques et de leur bourse installées au cœur de la capitale : la City. C'est la Livre Sterling, bien évidemment, qui constitue la monnaie la plus solide de la période tout comme Londres, elle-même, est la plus grande ville au monde en 1914 avec plus de 6 millions d'habitants.

Derrière l'empire britannique, des rivaux sont pourtant en plein essor, en particulier les EU et l'Allemagne. Ceux-ci ont connu un développement industriel plus tardif, mais depuis les années 1880, ils ont largement contribué à la seconde révolution industrielle en innovant dans les secteurs de l'automobile (Ford) ou de la chimie (Bayer), mais aussi en développement de nouvelles formes d'organisation du travail (fordisme) et des entreprises (trust ou konzern). Enfin, l'Allemagne en particulier, mais aussi la France grâce à son empire colonial ou les EU en Amérique latine investissent fortement dans certaines régions du monde et concurrencent les entreprises et marchands britanniques.

**Cependant, tous ces bouleversements radicaux du travail et de l'économie dans son ensemble allaient avoir des répercussions profondes sur les sociétés.**

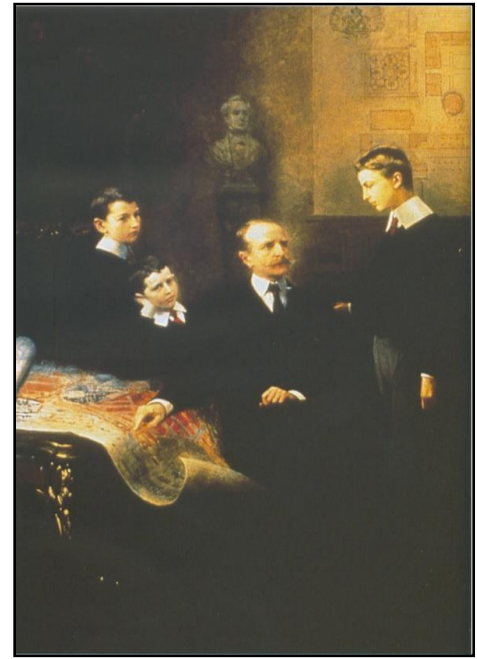
## C Des sociétés nouvelles

Entre 1850 et 1914, c'est une véritable société moderne qui émerge en particulier dans les grandes régions industrielles et urbaines de l'Europe de l'Ouest et des Etats-Unis. Cette société est plus complexe dans sa composition socio-culturelle qu'elle ne l'avait jamais été dans l'Histoire, plus riche et plus inégalitaire, mais aussi plus urbaine et cosmopolite.

### 1 Emergence d'une société de classes...

La société moderne se caractérise par une société beaucoup plus complexe socialement. Les individus y sont bien plus autonomes que dans les sociétés traditionnelles qui privilégient les hiérarchies et la stabilité et sont d'abord déterminés par leur fonction au sein du système de production : direction, encadrement, surveillance, production. Ces grandes fonctions se regroupent en quelques classes sociales qui se sont substituées au cours du 19<sup>e</sup> siècle aux anciens ordres des sociétés pré-modernes.

Au sommet de la société, se trouvent ceux qui encadrent et dirigent. Ils forment l'élite politique et économique qui rassemble selon les pays la grande bourgeoisie et l'aristocratie ancienne. Elle contrôle le pouvoir économique par la possession des grandes entreprises, le pouvoir politique et culturel par sa formation universitaire. Les Schneider, par exemple en France, constitue une véritable dynastie de patrons, à la fois maître de forges au Creusot, maire et député, voire ministre à certains moments et alliés avec les grandes familles de la noblesse (cf portrait de Eugène Schneider et ses fils par A Morot en 1909, ci-contre). Classe relativement ouverte, elle accueille en son sein des hommes nouveaux ayant fait fortune dans les affaires comme Ford, Renault ou Andrew Carnegie. Son mode de vie axé sur le travail, l'épargne et la transmission du patrimoine, mais aussi une certaine philanthropie voire un paternalisme (les Schneider au Creusot ou Carnegie) d'inspiration chrétienne, témoigne d'un conservatisme social très fort qui lui fait défendre la société capitaliste contre les nouvelles idéologies révolutionnaires.



	Un budget bourgeois en 1913	Un budget d'employé en 1913	Un budget de famille ouvrière vers 1885
	Revenus : 25 000 francs	Revenus : 6 000 francs	Revenus : 2 350 francs*
Loyer	3 750 francs	900 francs	200 francs
Alimentation	6 250 francs	2 400 francs	1 800 francs
Chauffage et éclairage	1 250 francs	300 francs	80 francs
Blanchissage	750 francs	180 francs	62 francs
Linge et vêtements	2 500 francs	600 francs	200 francs
Éducation des enfants	2 500 francs	420 francs	—
Dépenses de santé	500 francs	60 francs	—
Gages des domestiques	700 francs	360 francs	—
Loisirs et voyages	3 300 francs	420 francs	—
Épargne et charité	2 000 francs	240 francs	—
Divers	1 500 francs	120 francs	8 francs

\* Les revenus de la famille sont composés du salaire du père (1 200 francs), du fils aîné (1 000 francs) et d'un deuxième fils (150 francs).  
D'après Michelle PERROT, *le Mode de vie des familles bourgeoises, 1873-1953*, 1961 et Émile CACHEUX, *la Réforme sociale*, 1885.

Plus bas dans la hiérarchie sociale, avec des fonctions de surveillance et d'encadrement se trouvent le groupe composite des classes moyennes. Autrefois essentiellement composé d'artisans ou de petits commerçants indépendants, il est de plus en plus composé de salariés dont la société



moderne a besoin : ingénieurs, employés de bureau des entreprises, fonctionnaires de l'Etat (instituteurs, profs, techniciens divers). Vivant comme les ouvriers du salaire qu'ils perçoivent, ils s'en distinguent cependant par leurs revenus plus élevés et diversifiés et par leur mode de vie. Ils cherchent en effet à se rapprocher du modèle bourgeois dans leurs loisirs, leur apparence vestimentaire ou leurs idéaux politiques. S'ajoutent à cet ensemble composite, les professions indépendantes nouvelles en plein essor que sont les médecins, juristes, mais également à un niveau inférieur les paysans propriétaires. Le poids de ces classes moyennes va croissant mais leur destin est varié. Le monde de l'artisanat et du petit commerce en particulier subit une rude concurrence de l'industrie et du grand commerce et connaît une baisse nette de ses effectifs dans les villes

Enfin, tout en bas de la hiérarchie sociale, se trouvent les classes sociales dont la fonction est uniquement de produire des biens, des marchandises pour le reste de la société et qui vit presque essentiellement de son salaire. Ce sont les ouvriers plus ou moins qualifiés, les petits paysans fermiers ou métayers. Peu payés et vivant dans une précarité constante, ils n'ont presque aucune chance de s'élever dans la hiérarchie sociale. Leurs valeurs sont beaucoup plus collectives que celles des autres classes, car leur fonction les contraint très souvent à dépendre d'autres ouvriers comme eux pour leurs revenus. Ainsi, la solidarité et les luttes collectives expriment-elles leur force et marquent-elles leur identité spécifique. Reléguée aux marges de la ville, en banlieue ou dans les quartiers pauvres du centre, cette masse ouvrière de plus en plus déqualifiée par l'essor du travail taylorien, s'éloigne du monde de l'artisanat dont elle provient en partie et intègre à l'inverse de plus en plus de ces petits paysans et ouvriers agricoles qui fuient les campagnes à la recherche de meilleurs revenus. Dans les années 1890-1900, elle finit par constituer une classe sociale relativement homogène, la classe ouvrière, dotée de ses propres valeurs (travail, solidarité, socialismes), modes de vie et culture (le café, l'usine, la guinguette, le syndicat). De plus en plus présente dans la société, elle en est pourtant tenue à l'écart et reste méprisée, car elle fait peur aux classes moyennes et bourgeoises qui ne voient en elle qu'une masse de **prolétaires** prête à l'insurrection. De fait, ces prolétaires (qui ne possèdent que leur force physique pour survivre) sont souvent au contact du monde des exclus (mendiants, petits voleurs, prostitués...) lorsque le chômage les rattrape.

## 2 ...urbaine et plus cosmopolite

La ville au 19<sup>e</sup> siècle devient le cœur de la modernité à la fois comme lieu principal de l'industrie et comme expression de la culture moderne par son architecture, sa société plus ouverte et cosmopolite.

Comme lieu de l'industrialisation, la ville connaît pendant cette période une croissance particulièrement forte. Pour la première fois dans l'Histoire de grands territoires s'urbanise : le Royaume Uni passe de 48% d'urbains en 1850 à 73% en 1911. Il constitue ainsi la première société urbanisée d'Europe avec une capitale qui dépasse les 6,5 M d'habitants avant 14. Mais l'Allemagne avec 62% d'urbains en 1911 et une capitale de 2M d'habitants en 14 suit une évolution semblable. Les autres sociétés industrielles demeurent encore assez rurales puisque la France et les EU sont à moins de 50% en 1911 (respectivement 44% et 35%).

Bien évidemment **l'urbanisation** comme processus de croissance du nombre d'habitants dans les villes en général et comme processus de croissance des villes elle-même à la fois dans l'espace et en nombre d'habitant, est directement liée à l'industrialisation. Celle-ci en effet permet d'accroître considérablement la production de biens de toute nature et donc libère les hommes de la servitude agricole et rurale. La démographie très dynamique de l'Europe joue également son rôle puisque la croissance de la population européenne double presque entre 1850 et 1914, alors que des millions d'Européens migrent vers les autres continents.

Ces **migrations** vers les Amériques (plus de 50M d'Européens entre 1850 et 1914) et vers les dominions



britanniques sont un autre bouleversement des sociétés de part et d'autres des océans. Ces migrants s'installent très souvent dans les villes et constituent une main d'œuvre exploitée par l'agriculture et l'industrie locales. Ils apportent également leur culture et font de certaines villes comme New York ou Buenos Aires et Paris de véritables villes-monde. Progressivement, comme les Italiens à Marseille où les Russes à New York (image ci-dessus de New York vers 1900), ils forment de véritables quartiers au cœur de la ville.

Enfin, la ville elle-même est transformée par l'industrie dans son organisation et ses paysages. Elle s'étale en banlieues industrielles et d'habitats, transforme ses infrastructures pour s'adapter à la circulation automobile et ferroviaire (métro à Paris en 1900), abat parfois ses quartiers médiévaux ou ses murailles et se couvre de nouveaux immeubles de béton et d'acier. Aux EU, les grandes métropoles comme New York expérimentent les premières ces nouvelles techniques de construction qui révolutionnent la physionomie de la ville.

### 3 de l'individu à la masse

Des sociétés en marche vers de nouvelles manières de vivre, de travailler, voilà donc la situation de l'Europe et des pays neufs d'Amérique à l'aube du 20<sup>e</sup> siècle. Des sociétés ensuite, où l'individu peut s'affirmer comme jamais, dans le cadre urbain en particulier. Celui-ci offre plus de liberté et d'opportunités de rencontres, de mixité et d'accès à la culture nouvelle. L'homme



européen de 1900 est un individu à la fois plus libre (droits politiques, religieux, niveau de vie, savoir...) qu'il ne l'a jamais été dans l'Histoire à cette échelle là et en même temps corseté dans des identités puissantes et souvent exclusives. Le langage, l'aspect vestimentaire, les lieux fréquentés sont des marqueurs forts de l'identité chez les individus. L'appartenance de classe comme on l'a vu est déterminante puisqu'elle assigne une place au sein du système capitaliste, mais l'appartenance à la nation ou à une religion sont également des facteurs d'identité majeurs pour les individus. Le fait urbain vient également brasser et mixer ces identités.

Une culture commune fondée sur l'école, la presse, le marché et le travail émerge malgré tout. Celle-ci est diffusée de plus en plus massivement par de nouveaux médias. L'avant 14 marque l'apogée de la presse écrite qui tire déjà à des millions d'exemplaires et se nourrit à la fois des progrès techniques qui baissent les coûts de production du journal papier, de l'essor de la publicité et des petites annonces et bien sur

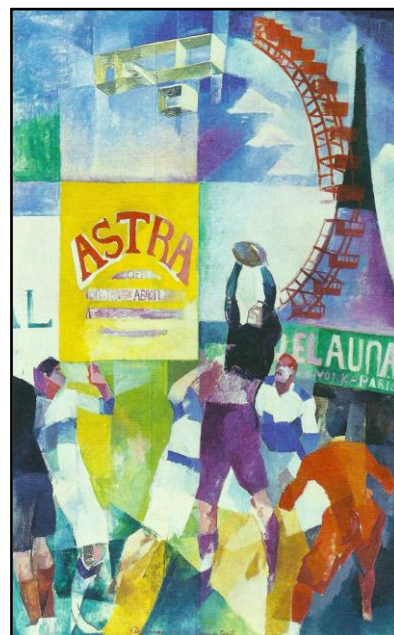
de la montée du niveau d'instruction des populations. On parle dorénavant d'une culture de masse où le sport, le spectacle, le loisir commencent à devenir un langage commun aux diverses classes sociales (Une du journal l'Auto en 1903).

Le monde de l'Art connaît lui aussi une profonde révolution du fait de l'émergence de l'individu et de la révolution technique. C'est la peinture des années 1860 à 1914 qui incarne peut-être le mieux cette tension entre l'individu, sa capacité de création et la société de masse industrielle. Les courants nouveaux issus de **l'impressionnisme** qui évoluent vers l'abstraction avec le cubisme de Picasso sont d'abord rejetés et les artistes éprouvent de grandes difficultés à survivre sans reconnaissance sociale. L'image pourtant commence son ascension irrésistible dans les sociétés à travers l'affiche, la carte postale, la photo et le cinéma. C'est pourquoi les artistes vont bien vite faire de l'industrie et de la modernité (cf ci-dessous, Robert Delaunay, l'Equipe de Cardiff, 1912-1913) le sujet même de leur œuvres. L'Art s'affirme ainsi comme un puissant moyen

de contestation politique, il peut également devenir un véritable secteur industriel comme le cinéma après 1914.

Enfin dans cette atmosphère de temps nouveaux, c'est toute la pensée qui est bouleversée par l'industrialisation du monde. Celle-ci oscille entre **positivisme** et critique de la Raison. Depuis le milieu du siècle, en effet, la science s'était imposée comme nouvelle religion capable d'expliquer tous les phénomènes naturels et bientôt humains (Histoire, sociologie, économie) et de nombreux scientifiques prétendaient qu'il était dorénavant possible d'envisager de gouverner les sociétés de manière scientifique (Ernest Renan) et peut-être même d'améliorer l'espèce humaine par l'eugénisme et la sélection des individus et des « races ». Mais la fin du 19<sup>e</sup> siècle voit également une remise en cause de cette prétention au règne de la Raison. Les découvertes de Freud sur l'inconscient où les philosophes comme Nietzsche et Bergson réhabilitent l'instinct et l'intuition.

C'est pourtant le courant positiviste qui domine très largement et qui fait prédominer dans les sociétés l'idée d'un progrès constant devant conduire vers un futur meilleur. Mais, la crise de 1914 viendra mettre à bas cet optimisme et cet esprit bourgeois qui dominaient le 19<sup>e</sup> siècle.



L'âge industriel est donc marqué par la naissance d'une société capitaliste plus complexe où l'individu s'affirme en même temps que de nouvelles identités de classe ou nationale. C'est l'homme moderne est **l'homme économique** qui se veut plus rationnel et en marche vers un progrès général. Il participe dorénavant à la croissance économique par son travail et sa consommation, mais si l'enrichissement est global, les inégalités se renforcent et provoquent tensions et conflits. La société moderne est une société qui cherche une solution à la question de l'intégration politique des masses entre **démocratie** et **libéralisme**.

### J'ai retenu les grands concepts du chapitre

#### Partie A : L'entrée dans l'âge industriel

Transition démographique, malthusianisme, fabrique, usine, salariat, révolution industrielle, grande dépression, croissance économique, cycle Kondratiev, taylorisme, fordisme

#### Partie B : Des situations très diverses dans le monde et dans les pays

Concentration industrielle, loi anti-trust, régions mono industrielles, révolution agricole, exode rural

#### Partie C : Des sociétés nouvelles

Classes sociales, ordres d'Ancien régime, philanthropie, paternalisme, bourgeoisie, classe moyenne, prolétariat, urbanisation, transition urbaine, culture de masse, positivisme

## Chapitre 2 : naissance et affirmation des démocraties et des nations jusqu'en 1914

En ces temps de Révolution industrielle, les sociétés cherchent de nouvelles voies politiques pour faire vivre ensemble les individus modernes. Les Britanniques les premiers ont réussi à construire une société politique moderne reposant sur un ensemble de droits naturels défini depuis la fin du 17<sup>e</sup> siècle par les juristes et les philosophes. Progressivement, c'est le reste de l'Europe qui entre également dans l'âge politique moderne dans lequel la souveraineté passe du monarque au peuple, mais l'Histoire politique du 19<sup>e</sup> siècle est marquée par les luttes pour définir ce qu'est le peuple et ce que sont ces droits. Cette affirmation des droits du peuple crée une tension très vive dans les sociétés encore dominées par des aristocraties, ainsi que dans les Empires multinationaux où différents peuples se côtoient dans l'obéissance à une dynastie unique (dans l'Empire de Russie ou en Autriche-Hongrie par exemple). La question du droit du peuple débouche donc également sur la question des droits des nations.

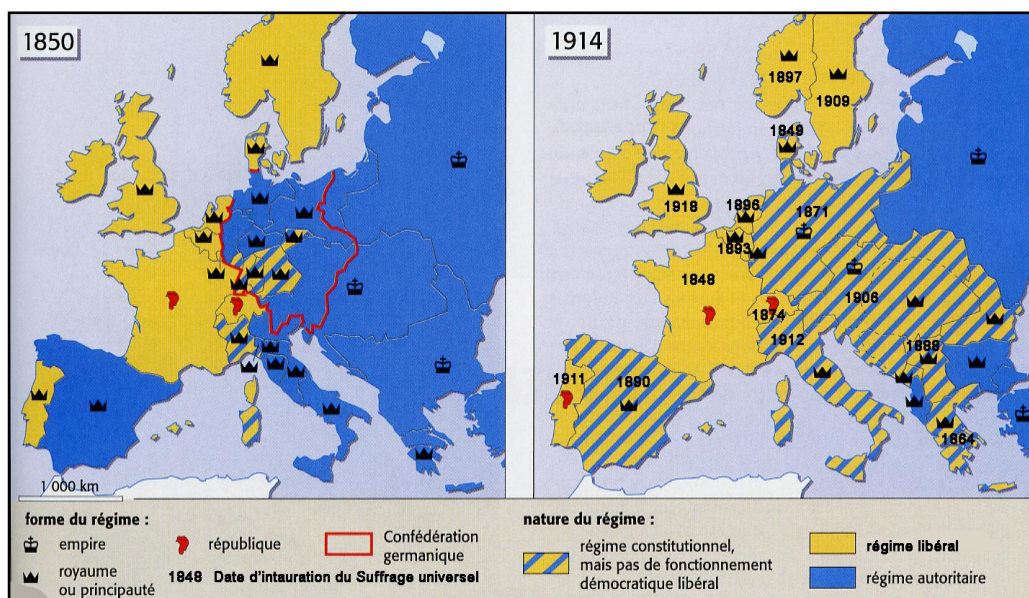
*En quoi la société capitaliste conduit-elle à un renouvellement des conceptions politiques ?*

### A les sociétés entre démocratie et libéralisme jusqu'en 1914

#### 1 Le Royaume-Uni montre la voie du régime libéral parlementaire

Ces droits naturels sont, selon les philosophes des Lumières, la liberté et la propriété qui en est la condition dans une société civilisée. Cette liberté est donc celle du propriétaire qui est intéressé au gouvernement pour protéger et développer son patrimoine. Elle lui donne des droits politiques qu'il peut exercer par l'élection de représentants, eux-mêmes contrôlant le gouvernement. Ce système dit **parlementaire** se met en place au cours du 18<sup>e</sup> siècle et fait du Roi un souverain qui règne mais ne gouverne plus. A sa place, gouverne un chef de parti pour une période de temps limitée. C'est donc l'Assemblée des propriétaires (la Chambre des Communes) qui détient le pouvoir législatif et désigne le chef du gouvernement. Cette révolution politique donne naissance à une nouvelle forme de régime qu'on appelle **libéral** puisqu'il garantit aux individus les droits civils (liberté de pensée, de croyance, d'association, de réunion, de circulation...) et dans certaines conditions les droits politiques (droit de vote, d'être candidat...). Cependant, en temps que régime des propriétaires, le **régime parlementaire libéral** n'est pas la démocratie, il en est même fort éloigné, puisqu'il réserve les droits politiques à une minorité de personnes. Ainsi le RU de la deuxième moitié du 19<sup>e</sup> siècle ne compte encore que 1,7 million d'hommes pouvant voter (Reform Act de 1867),

puis 5,5 millions en 1884, mais ce n'est qu'en 1918 que le suffrage devient universel (avec des restrictions pour les pauvres et les femmes). C'est donc une lente montée vers le **suffrage universel** qui caractérise le régime libéral britannique.



## 2 Une démocratisation largement incomplète en Europe jusqu'en 1914

La progression du libéralisme en Europe après 1848 est générale comme le montre les cartes. D'abord confiné à une petite Europe de l'Ouest et du Nord en 1850, le libéralisme progresse vers l'Est pendant le demi-siècle suivant, au rythme de l'industrialisation. Le modèle britannique est d'abord copié dans les monarchies scandinaves, belge et hollandaise, tandis que s'affirme un modèle républicain en France à partir de 1848 et surtout 1870. Rares sont les pays qui mettent un place un suffrage universel à cette date. Seuls la France, le Danemark, la Suisse et la Grèce s'y essaient. Cependant les régimes constitutionnels inspirés du modèle parlementaire britannique gagnent l'ensemble de l'Europe centrale (Allemagne, Autriche-Hongrie, Serbie) et même le Sud (Italie, Espagne). Les élections y sont régulières et le suffrage parfois universel (masculin), mais les partis politiques sont encore embryonnaires et surtout la domination des élites traditionnelles (aristocratie, Eglises) est garantie par des **pratiques clientélistes** (achat des votes) ou la corruption du personnel politique. Rarement les libertés fondamentales sont réellement respectées (droit de réunion, liberté religieuse, liberté de la presse...) et même les formes de suffrage restent marquées par les anciennes pratiques censitaires. Ainsi dans l'Empire allemand à partir de 1871, le suffrage est-il universel, mais il demeure censitaire dans certains Etats de la fédération comme la Prusse. De même l'empereur règne et gouverne, il peut dissoudre le parlement, révoquer le chancelier qui est responsable devant lui seul. Le régime a donc beau avoir des traits démocratiques, il n'est pas véritablement parlementaire.

Enfin à l'Est persiste jusqu'en 1914 des régimes autoritaires qui ont refusé presque toute avancée libérale ou démocratique. La Russie est le modèle du régime autocratique où l'empereur est tout puissant. Même s'il a du concéder la création d'une Assemblée (Douma) élue au suffrage universel en 1905, le Tsar Nicolas II ne libéralise pas le régime puisque cette assemblée ne contrôle pas le gouvernement et qu'elle fut dissoute plusieurs fois sans pouvoir contester les mesures gouvernementales. L'Empire ottoman quant à lui, demeure entièrement dominé par le sultan même s'il a accordé une constitution en 1876.

## 3 Pratiques démocratiques et libertés citoyennes

Si l'idée s'impose progressivement d'une souveraineté populaire et de libertés fondamentales devant permettre l'exercice de cette souveraineté, la réalité de la pratique des régimes politiques d'Europe jusqu'en 1914 en reste très éloignée. En effet, depuis les événements sanglants de la Commune de Paris en 1871, les élites politiques de l'Ouest craignent que la démocratisation conduise à la Révolution et s'effraient d'un peuple tout puissant et hors de contrôle : comment donc démocratiser sans risque la perte du pouvoir pour les élites anciennes et nouvelles ?

Les élites vont donc mettre un certain nombre de garde-fous à cette démocratie qu'ils craignent. D'abord sur la question du scrutin. Comme on l'a vu celui-ci ne devient vraiment universel (mais sans les femmes) que lentement (sauf en France), il est d'autre part toujours encadré par diverses mesures qui en amoindrissent la portée : les assemblées élues au suffrage universel voient leur pouvoir limité comme en Allemagne le Bundestag, parfois comme au RU ou en France, une Haute Assemblée (Chambre des Lords ou Sénat) est chargée de contrebalancer les pouvoirs de la Chambre des représentants ; des voix supplémentaires pouvaient être accordées aux citoyens instruits (en Belgique, Pays-Bas, Italie) ; ou encore le découpage électoral des circonscriptions garantissait la victoire des conservateurs. Aux Etats-Unis, derrière l'apparence d'une démocratie constitutionnelle, une partie de l'électorat (les populations noires et aborigènes) était privée du droit de voter par tout une série de mesures que prenaient les Etats localement (obligation de savoir lire et écrire, sommes d'argent à posséder...) ou des groupes qui faisaient régner la terreur pour dissuader ces populations de se rendre aux urnes (Ku Klux Klan). Enfin, il faut rappeler que le secret du vote n'existe que tardivement (1901 au Danemark, 1913 en France...)

D'autre part, les libertés citoyennes sont encore balbutiantes avant 1914. Le droit de se syndiquer par exemple s'il est fréquemment reconnu en Europe de l'Ouest, est souvent difficile à mettre en œuvre au sein des entreprises. La presse écrite, bien que protégée par des lois comme celle de 1881 en France est souvent en butte aux attaques des gouvernements lorsqu'elle exprime

des opinions radicales, de même que les partis de Gauche qui ne parviennent vraiment à s'organiser solidement qu'à partir des années 1890.

Mais dans l'ensemble les élites de la «Belle Epoque» comprennent que la démocratie libérale peut être un système stable et profitable à leur propre domination, si elles parviennent à conduire certaines réformes indispensables et à rallier l'essentiel des classes moyennes émergentes. C'est toute l'œuvre d'un Parti radical en France par exemple qui parvient à rallier les petits paysans et les classes moyennes à une République modérée, tout en livrant une véritable guerre à la Gauche révolutionnaire. En fait, avant 1914, seule une majorité des Eglises chrétiennes en particulier l'Eglise catholique reste encore méfiante devant ce nouveau système politique. Jusqu'en 1914, elle refuse ainsi la création de parti politique chrétien et tente de résister tant qu'elle le peut à la laïcisation des sociétés.

## **B Du peuple à la nation**

L'accession du peuple à la souveraineté au cours de ce siècle est un bouleversement de grande ampleur. Couplée à l'émergence d'une économie industrielle et d'un marché national, elle pose bientôt la question de la **nation**, *c'est-à-dire la question du rapport qu'une société moderne entretient avec son **Etat**, son territoire, comment il se définit en tant que communauté ?*

### **1 Le peuple forme une nation dans la modernité**

C'est la France qui développa l'idée au 19<sup>e</sup> siècle de la **Nation comme idée politique, communauté de destin de personnes, voire de peuples divers (colonisés, minorités linguistiques) ayant choisi l'appartenance à l'Etat français**. Cela se fit en fait progressivement par la construction d'un Etat absolu qui intégrait territoires et populations depuis la fin du Moyen Age dans un ensemble commun. Avec la Révolution, l'Etat se fonde sur l'alliance du Roi et de la Nation, puis la République fait du citoyen le dépositaire d'une certaine idée de la souveraineté et de la nation. Les soldats de la «Grande Nation» portent dans toute l'Europe cette idée nouvelle d'un peuple en arme se battant pour une idée. Cette idée c'est celle de l'Etat-Nation dans laquelle le peuple se confond avec l'Etat à la fois comme instrument et comme territoire. En conséquence l'appartenance à la nation française est liée à la résidence sur le territoire de son Etat, mais également à la volonté des individus qui peuvent parfaitement s'y intégrer quelque soit leur origine. De ce principe découle aussi le droit du sol (jus solis) qui permet l'intégration par la naissance sur le sol français à la nationalité et donc à la citoyenneté ou par la naturalisation en cas de résidence ancienne : la loi de 1889 donne à tout étranger né en France et y résidant jusqu'à sa majorité la nationalité française et donc les droits politiques qui lui sont liés.

En Allemagne et plus généralement en Europe de l'Est se développa au même moment une conception différente qui visait plutôt à **confondre la nation avec le peuple et non l'Etat**. Cette conception en effet s'imposait parce que beaucoup de peuples ne disposaient pas de leur propre Etat (tchèques, croates, polonais...) ou bien étaient divisés en Etats rivaux (Prusse, Bavière, Autriche...) pour les Allemands. Privés d'une citoyenneté politique, ils cherchaient une nationalité qui leur permette d'être une Nation. Le plus souvent, ils construisirent cette Nation rêvée à partir de ce qui dans l'identité populaire résonnait le plus profondément : la langue qui distinguait de l'autre (le serbo-croate contre l'allemand) ou rassemblait (l'allemand), la religion (le catholicisme des Polonais contre l'orthodoxie russe et le protestantisme prussien), voire la race (fin 19<sup>e</sup> siècle). En effet, une grande part de cette identité est rêvée et enferme ; elle débouche sur une conception de la Nation qui lorsque l'Etat sera construit conduit à l'oppression des minorités, ou à un volonté de conquête pour rassembler tout le peuple sur le même territoire (pangermanisme) voire l'épurer (nazisme).

De cette conception, découle un droit du sang (jus sanguinis) pour le droit de la nationalité qui se distingue de la citoyenneté politique. Ainsi les Allemands de Russie installés depuis le 17<sup>e</sup> siècle près de la Volga sont réputés allemands au nom de sang et de la langue mais n'ont pas la citoyenneté s'ils ne viennent pas s'installer en Allemagne. De même certaines minorités d'Europe

ATTRIBUTS → PEUPLES ↓	Langue Propre *récente **disparu	Appartenance à un Seul Etat	Religion commune ou très majoritaire	Forme et nature du régime : **libéral **autoritaire	Etat propre →	Formes de nationalisme		
						Bases de l'identité nationale	Orienta-tion politique	Projet politique
Anglais	Oui	Oui	Oui	Monarchie*	Oui	Monarchie/empire	Droite	Colonialisme/Impérialisme
Allemand	Oui	Non	Non	Monarchie**	Oui	Langue/race	Droite	Pangermanisme
Basque+	Oui **	Non	Oui	Monarchie**	Non	Race, patrie	Droite	Indépendance
Juif	Non	Non	Oui	Divers	Non	Judaïsme/ communautarisme	Réactionnaire	Sionisme
Irlandais+	Non**	Oui	Oui	Monarchie*	Non	Catholicisme/ patrie Rejet des anglais	Divers	Indépendance
Français	Oui	Non	Oui	République*	Oui	Patrie, République	Gauche puis droite après 1890	Républicanisme, impérialisme
Polonais+	Oui	Non	Oui	Monarchies**	Non	Catholicisme/ rejet des russes, patrie	Divers	Indépendance
Russes	Oui	Oui	Oui	Monarchie**	Oui	Monarchie, orthodoxie et panslavisme	Réactionnaire	Russification

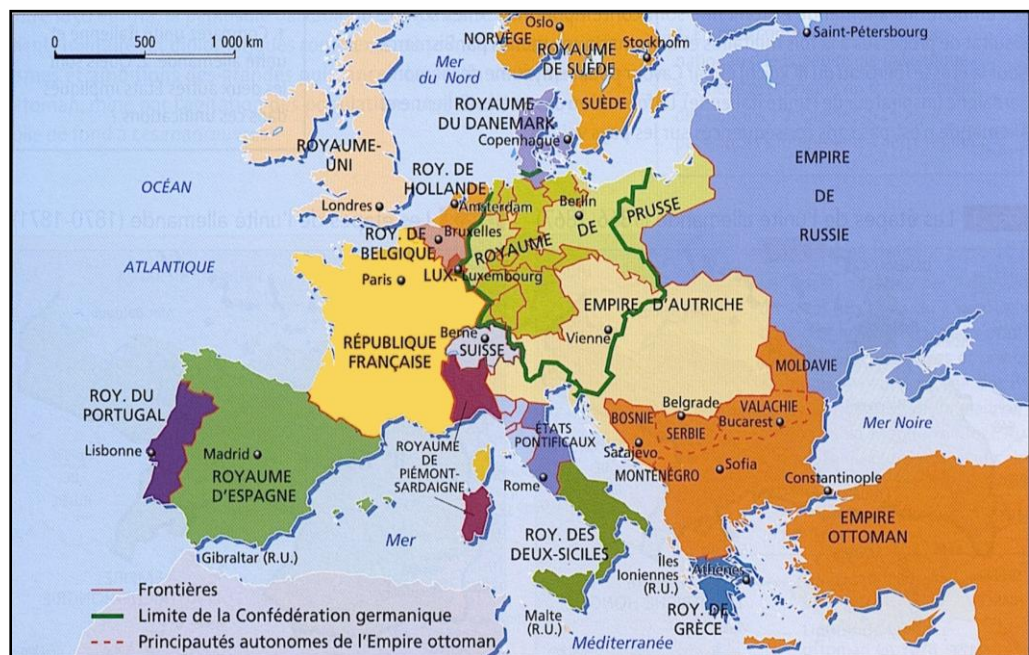
centrale (tziganes) sont considérés comme appartenant à une nationalité différente même s'ils peuvent avoir la citoyenneté.

Enfin, ces deux conceptions varient selon les peuples, les Etats mais aussi selon les options politiques et les classes sociales (cf tableau des nationalismes en Europe avant 14, ci-dessous). En effet, la Nation construite au 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles est un

corps politique agité de soubresauts et constamment travaillée par des questions identitaires (immigration, intégration de groupes dominés, transformations des élites...) et les rapports aux autres. Donc, ces définitions masquent un recouvrement partiel des conceptions dans la réalité. Ainsi le jus solis à la française plutôt ouvert avec une nation politique et non ethnique, n'a jamais empêché le racisme et la xénophobie sur des critères parfois raciaux et culturels (mais plus souvent économiques quand même) en particulier dans les périodes de crises. De même, les EU, dont la conception de la Nation est également ouverte, sont traversés depuis leur origine par un puissant courant raciste d'origine biologique qui limita pendant des années l'accès des noirs à la citoyenneté.

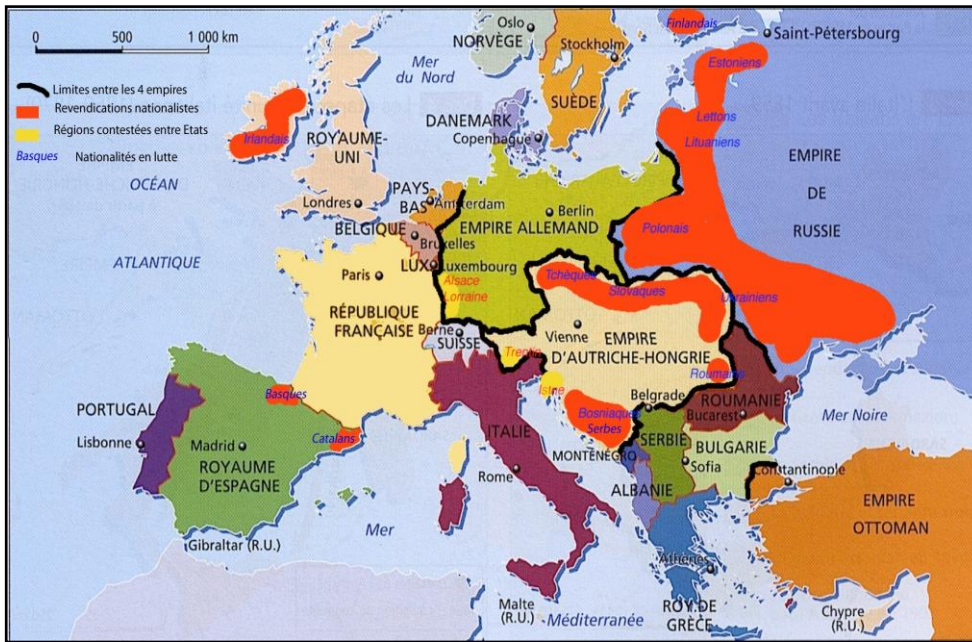
## 2 l'émergence des nations en Europe centrale

En 1850, peu de peuples en Europe sont déjà constitués en Etat-Nation sur le modèle français. Seuls les Britanniques unis sous une même couronne, les Portugais ou les Suisses, disposant depuis longtemps de frontières reconnues et



solides, s'approchent de ce modèle avec leurs propres spécificités. Pour les autres peuples comme le montre la carte de l'Europe des Etats en 1850 ci-dessus, la règle est plutôt l'appartenance à un grand empire multinational comme les Empires russe ou Austro-Hongrois voire la division entre

Cours rédigé par C. Meignat et C. Delaunay (Lycée Descartes de Tours)



plusieurs Etats rivaux comme dans le cas des Allemands ou des Italiens. C'est d'ailleurs chez ces deux peuples possédant déjà une véritable conscience nationale que la lutte pour la naissance de l'Etat-Nation va se développer précocement. Celle-ci est liée à l'essor du libéralisme et de l'industrialisation qui convainquent les élites bourgeoises de

la nécessité de construire un Etat unique capable d'organiser les bases d'un grand marché.

Ce nationalisme visant à unifier des populations séparées en différents Etats est donc plutôt libéral même s'il a également une dimension révolutionnaire et démocratique. Son échec en 1848 ouvre la voie à une autre forme de l'unification qui sera accomplie par les élites conservatrices des Etats les plus avancés dans la société industrielle : le Piémont en Italie et la Prusse en Allemagne. Il se heurte néanmoins à de nombreuses résistances et ne parvient à ses fins que tardivement en 1870. C'est donc la volonté des hommes qui crée l'Etat et non l'Etat qui crée la Nation comme en France (cf carte ci-contre de l'Europe en 1914).

### 3 Mais la nation reste privée d'Etat en Europe orientale

En Europe orientale où dominent les grands Empires multinationaux peu modernes et libéraux, la nation émerge d'une volonté des élites en particulier intellectuelle et économique sur le modèle de la nation allemande. Les écrivains, les folkloristes cherchent dans le passé du peuple une langue, une culture qui seraient nationale et serviraient de marqueur à une identité spécifique. Cette quête est particulièrement forte chez les peuples slaves de l'Empire Austro-Hongrois confrontés à la domination politique des 2 Nations dominantes. Ils obtiennent ainsi la reconnaissance de leur langue, voire des droits spécifiques mais jamais l'indépendance pour laquelle ils luttent. Ce nationalisme de libération n'a pas de couleur politique précise puisque son but (l'indépendance de la nation) est par définition trans-classes.

Il existe également à l'Ouest, où des régions intégrées parfois depuis des siècles dans de grands Etats-Nations, voient s'éveiller un puissant sentiment national souvent fondé sur un rejet d'une domination de type colonial comme en Irlande ou sur une langue et une culture spécifique (en Catalogne) parfois entièrement recréée comme au Pays Basque espagnol. Des mouvements autonomistes voire indépendantistes comme le Sinn Fein en Irlande ou le PNV au Pays Basque se développent à la toute fin du 19<sup>e</sup> siècle. Au total, si le nationalisme devient un puissant courant

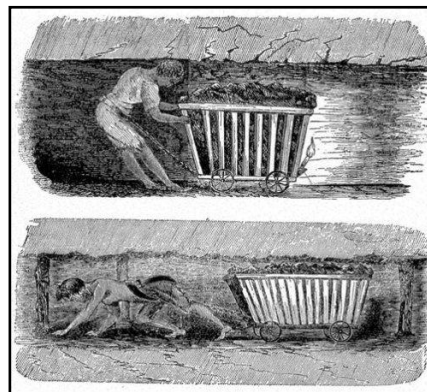




conduisant au bouleversement de la carte de l'Europe après 1870, son impact reste limité à l'Est. C'est surtout en tant que courant politique au sein même des sociétés déjà constitués en Etat-Nation que son rôle sera le plus fort jusqu'en 1914, à travers l'émergence de partis et de courants nationalistes chauvins et très souvent antisémites. Mais l'avant guerre est aussi le moment de la constitution des partis politiques, en particulier ceux de la classe ouvrière en formation.

### C Idéologies et classes en conflits

La société qui se démocratise avant 1914 est également une société en conflit. L'aspiration aux droits politiques et sociaux forme la trame de fonds des conflits du temps. Le monde ouvrier, en effet, cherche à s'organiser pour peser sur le système politique et lui arracher les droits qui lui sont refusés. Jusqu'aux années 1880, les élites lui refusent ses droits pour l'essentiel, mais les luttes ouvrières et les troubles engendrés par la domination capitaliste (cf caricature de l'hebdo anarchiste, *L'Assiette au Beurre*, 1907) convainquent les dirigeants d'accepter une certaine intégration des pauvres dans le système politique. Dès lors la «question sociale» va devenir la grande question politique des années 1900-1914.



#### **1 Essor du mouvement ouvrier...**

Difficilement, les ouvriers se dotent des organisations politiques et syndicales qui vont leur permettre d'obtenir ces droits que le libéralisme leur conteste.

Ce sont d'abord les organisations syndicales qui se forment dès les années 1840 en Angleterre malgré une très forte répression du gouvernement. En effet, le libéralisme considérait comme une atteinte aux lois du marché toute organisation collective visant à influencer sur les salaires ou les conditions de travail. Cependant à la même époque la tragédie des enfants travaillant dans l'industrie (cf illustration ci-contre) et le sort des femmes mobilisent une partie de l'opinion publique. Les premières lois de protection de l'enfance sont votées à ce moment là pour limiter l'exploitation de cette main d'œuvre. Mais, leur efficacité est faible, faute d'une administration suffisamment puissante pour faire respecter les lois. Ce n'est donc qu'après 1870 que les syndicats ouvriers apparaissent dans les grands pays d'Europe et d'Amérique : AFL en 1886 et Chevaliers du Travail fondé en 1868 aux EU, CGT en France en 1895... La répression avant 1914 est forte d'autant que dans de nombreux pays la grève n'est pas toujours reconnue comme un droit (en 1864 en France). Mais même lorsqu'elle l'est, les manifestations tournent fréquemment au massacre pur et simple : à Chicago en 1877, en 1886 massacre de Hay Market qui donna naissance à la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai dans le monde entier pour la journée de 8 Heures ou bien à Fourmies dans le Nord de la France, le 1<sup>er</sup> Mai 1891 (9 morts et au moins 35 blessés). Ces organisations syndicales se donnent comme but la conquête de droits pour les ouvriers sur leur lieu de travail et l'amélioration immédiate de leurs conditions de vie (hausse des salaires, réduction du temps de travail à 8H, droits syndicaux, droit à la retraite...). Mais avec l'essor du socialisme dans la décennie 1890, nombre d'entre-eux comme la CGT en France deviennent des organisations révolutionnaires.

Les partis socialistes se développent au même moment avec des objectifs divers selon les pays et les traditions locales. Bien que l'organisation soit d'abord pensée par ses promoteurs comme transnationale, (l'**Association Internationale des Travailleurs** est fondée en 1864 par les ouvriers français et britanniques), les divisions nationales et idéologiques sont puissantes et se renforcent au cours des années qui suivent. Les anarchistes de Bakounine y sont majoritaires contre les disciples du socialisme de Marx ou les mutuellistes de Proudhon. Des divergences tactiques et stratégiques séparent également ces différents courants, ce qui débouche en 1876 sur la scission de cette première Internationale. Mais, à l'échelle nationale, ces courants socialistes s'organisent également avec leur propre stratégie. Ainsi en Allemagne, le **Parti Social Démocrate** naît en 1875 et constitue

rapidement une importante force politique, même si le chancelier Bismarck tente de le dissoudre. En 1912, il regroupe déjà 34,5% des voix et plus d'1M de militants. De même en Scandinavie, où les partis socialistes constituent la première force politique. En France à la même époque le parti socialiste (SFIO) organisé depuis 1905 à partir de différents courants, ne constitue qu'une force plus modeste (seulement 76 000 membres en 1914), mais ses progrès sont réels aux différentes élections et il compte plus de 100 députés en 1914.

## 2 Idéologies en lutte

La société des années 1880-1914 produit 2 grandes idéologies qui s'affrontent dans le système politique et sur les lieux de travail : les socialismes et le libéralisme.

Le **libéralisme** s'est constitué depuis la fin du 18<sup>e</sup> siècle à partir de la théorie des droits naturels développée par John Locke. Il préconise une société d'individus libres, égaux en droit et propriétaires construisant un Etat de droit reposant sur la loi et le contrat. Cette liberté s'étend à tous les aspects de la vie politique, religieuse et économique. Les penseurs libéraux classiques comme Adam Smith et David Ricardo définissent les premiers un ensemble de lois (offre et demande, marché) que l'Etat doit respecter pour permettre aux individus de jouir de leur liberté dans le domaine économique. Ils considèrent ainsi que l'Etat doit uniquement garantir la propriété, assurer la protection de la société et construire les infrastructures nécessaires à son fonctionnement (routes, ponts...) et laisser le marché régler tous les autres aspects des rapports entre les hommes. L'Angleterre sera la première société à tenter de mettre en œuvre cette théorie du **marché autorégulateur** dans les années 1830, puis à ouvrir ses frontières aux produits agricoles étrangers dès les années 1840 (corn laws) et enfin à signer des traités de libre-échange en 1860 avec la France. C'est l'apogée de l'idée libérale, mais au prix d'une situation sociale dramatique dans les milieux ouvriers privés de tout droit pour se défendre. Enfin, ce libéralisme constitue l'idéologie fondamentale des partis bourgeois de la fin du 19<sup>e</sup> siècle dans toute l'Europe et en Amérique. Libre-échangiste et conservateur au Royaume-Uni, il peut être plus progressiste et protectionniste en France et aux EU.

En effet, dès les années 1830-40, les premiers critiques de la société libérale dénoncent l'égoïsme des riches et la fausse égalité que le règne du marché implique. Pour eux, le marché autorégulé c'est la loi du plus fort et ils préconisent, par delà leurs différences, l'organisation des ouvriers et la conquête du pouvoir politique pour changer les règles. **Le socialisme n'est autre que le remède proposé au 19<sup>e</sup> siècle contre les maux engendrés par le capitalisme et le libéralisme qui organise son fonctionnement.** Il s'agit de créer par la propriété collective des moyens de production (entreprises, sols, banques...) une société plus juste et égalitaire, donc une véritable démocratie. Cela implique de s'attaquer à la propriété privée sur laquelle repose la société capitaliste. Cependant, si sur le but à atteindre les socialistes se rejoignent, les moyens pour y parvenir et même le type de société qui doit découler de la remise en cause de la propriété privée, varient considérablement.

Dans les années 1880-90, c'est le courant du socialisme marxiste (issu des idées de Karl Marx) qui s'impose nettement au sein des partis de la seconde Internationale. Le PDS en Allemagne, la SFIO en France, le Parti Socialiste en Italie sont tous dominés par des marxistes qui préconisent une double stratégie : participation aux élections et préparation à la prise du pouvoir pour transformer la société. Cependant, des courants plus ou moins révolutionnaires coexistent au sein de ces partis et créent des tensions parfois vives entre les différents leaders. Ainsi en Russie le PSD est tiraillé entre une tendance révolutionnaire nommée bolchevik et une tendance plus attentiste nommée Menchevik. Le parti éclate finalement en 1912. Le projet marxiste est la mise en place d'une société socialiste devant conduire à un communisme des biens : il s'agit donc à moyen terme d'abolir l'Etat et la propriété pour aller vers une société de mise en commun des biens, sans argent.

Le second grand courant socialiste de l'époque est celui formé par les anarchistes conduits par Bakounine, puis Kropotkine. C'est un courant éclaté et peu organisé car les anarchistes refusent le jeu des partis et la participation aux élections qu'ils considèrent comme un faux-semblant. Après des tentatives d'actions violentes (attentats sur des personnalités dans les années 1890) pour

provoquer la Révolution qui échouent, les anarchistes se tournent pour nombre d'entre-eux vers le syndicalisme (la CGT en France, la CNT en Espagne). Ils préconisent la grève générale révolutionnaire pour faire tomber le capitalisme et son remplacement par une société communiste et une fédération des territoires et des secteurs économiques. Certains enfin, se détachent de l'action politique pour élaborer un projet de transformation radicale de l'individu lui-même, en dehors de toute participation à la société (travail, école...) et parfois basculent dans l'illégalisme (la célèbre bande à Bonnot en France en 1912).

**Tableau récapitulatif de l'évolution des socialismes jusqu'en 1914**

CONTEXTE	1850	1860	1870	1880	1890	1900	1914
<b>MOUVEMENTS REFORMISTES</b>	Constitution au R.U. et aux E.U. d'organisations ouvrières (Trade-Unions) ancêtres des travaillistes et mouvements républicains en France ancêtres des radicaux	<b>Naissance de partis politiques réformistes aux noms divers :</b> Parti travailliste en Angleterre (1900) Parti radical en France (1901) Parti social démocrate en Suède (1889)			Ces partis deviennent progressivement majoritaires et gouvernement en alternance avec les libéraux ou les conservateurs en France, au R.U, en Europe du Nord puis se rapprocheront des socialistes non-révolutionnaires après 1919		
<b>MOUVEMENTS REVOLUTIONNAIRES</b>	Socialisme utopique de Fourier, St Simon ... Socialisme libéral de Proudhon. <b>Parution en 1848 du Manifeste du Parti Communiste de K Marx et F Engels.</b>	<b>Création de l'Association Internationale des Travailleurs (1864-76)</b> qui rassemble les 2 principaux courants socialistes :  - <b>Socialisme marxiste</b> (communiste) de Marx et Engels  - <b>Socialisme libéral</b> (anarchisme) de Bakounine			Création de la 2 <sup>ème</sup> Internationale des travailleurs (1889), uniquement formée de marxistes. Multiplication des partis politiques d'inspiration marxiste : PSD en Allemagne (1875) dirigé par Kautsky, Bernstein, ou en Russie. SFIO en France (1905) dirigé par Guesde et Jaurès <b>(Mais apparition de tendances + ou – révolutionnaires ex bolchevik/Menchevik en Russie en 1906)</b>  <input type="checkbox"/> anarcho-syndicalisme (CGT 1906 en France, CNT 1911 en Espagne) <input type="checkbox"/> Anarchisme de la propagande par le fait (attentats 1890's en France, Italie, EU) : Ravachol, Caserio, Vaillant... <input type="checkbox"/> communisme libéral (Kropotkine) <input type="checkbox"/> Anarchisme individualiste et illégaliste (1900-14) : Albert Libertad, Jules Bonnot.		

Quoiqu'il en soit, l'ensemble du mouvement ouvrier réalise quelques conquêtes avant 1914 : système d'assurances sociales en Allemagne, ébauche de système de retraite en France, droit au repos hebdomadaire au RU et en France et droits syndicaux. Mais, le monde ouvrier reste exploité et méprisé par les classes moyennes et bourgeoises triomphantes de la «Belle Epoque».

### 3 Naissance de l'extrême-droite

Tandis que libéraux et socialistes s'organisent, un courant politique nouveau naît également de l'industrialisation et la démocratisation des sociétés européennes. Il s'agit du courant **nationaliste** dont le projet politique s'articule autour d'un rejet de la modernité, le plus souvent et surtout de l'exaltation de la patrie. A vrai dire ce sentiment nationaliste (patriotisme) est d'abord inculqué par les Etats qui voulaient faire des nations, à l'image de l'Italie ou de l'Allemagne, mais également dans les vieux Etat-Nations comme la France où l'enseignement primaire se développe formidablement entre 1870 et 1914 pour solidifier la République. Aux Etats-Unis par exemple la langue anglaise devient obligatoire pour l'obtention de la nationalité et le levé des couleurs une cérémonie généralisée dans les écoles. En France, les bataillons scolaires et l'apprentissage du français, de l'Histoire et Géographie forment des générations de jeunes citoyens patriotes prêts à se battre pour la patrie. C'est sur ce terrain que vont se développer ces nouveaux courants nationalistes, ainsi que sur les inquiétudes nées de l'industrialisation. La crise de l'agriculture, celle de l'artisanat, l'essor des migrations en France, aux EU, mais également chez certains intellectuels (O Spengler en Allemagne, M Barrès en France) la critique du progrès et de la modernité

contribuent également à l'émergence de ce nouveau courant politique. En somme, une partie de la société menacée dans son mode de vie ou ses certitudes (religieuses par ex), s'empare de la démocratie de masse et des libertés politiques pour propager une critique radicale de la civilisation industrielle.

Le courant nationaliste s'inquiète d'abord de ce qu'il perçoit comme un risque de destruction de la culture traditionnelle, religion, hiérarchies, mode de vie. Egalement, **il dénonce l'esprit scientifique et l'idée du progrès comme nouvelle religion**. Enfin, il réclame la protection de la nation contre les migrations et plus généralement rejette la mixité (d'ailleurs très relative) qu'entraîne l'urbanisation. En effet, au cœur de ces nationalismes de la «Belle Epoque» se trouve le racisme et l'antisémitisme largement propagés par toute sorte de médias. Cette coloration singulière du nationalisme le classe nettement à droite sur l'échiquier politique à partir des années 1890. L'Affaire Dreyfus en France à partir de 1898 marque le tournant. Jusque là le nationalisme n'était pas systématiquement associé à la droite et au conservatisme, il pouvait même avoir une forte coloration de gauche en France où aux Etats-Unis par exemple, mais l'antisémitisme et la xénophobie vont servir de ciment à toute une droite antilibérale qui puise son électorat dans les

### J'ai retenu les grands concepts du chapitre

#### **Partie A : Des sociétés entre démocratie et libéralisme jusqu'en 1914**

Droits naturels, libertés fondamentales, système parlementaire, suffrage censitaire, suffrage universel, libéralisme politique, clientélisme, régimes autocratiques, démocratie

#### **Partie B : Du peuple à la nation**

Nation, Etat, Etat-nation, droit du sol, droit du sang, pangermanisme, empire multinational

#### **Partie C : Idéologie et classes en conflits**

Question sociale, syndicalisme, socialisme, anarchisme, marxisme, mutualisme, social-démocratie, libéralisme, Etat gendarme, xénophobie, racisme, antisémitisme

inquiétudes des classes moyennes traditionnelles. En Allemagne, une **ligue pangermaniste** se développe ainsi durant les années 1890 revendiquant une grande Allemagne pour l'épanouissement de la «race», tandis que le chrétien-démocrate Lueger, féroce antisémite devient maire de Vienne en 1897. Aux EU, certains Etats comme la Californie interdisent l'immigration sur leur territoire aux non-blancs.

**C'est donc un tournant majeur que le nationalisme jusque-là plutôt libéral voire orienté à gauche se déplace vers la droite et parvient à réaliser l'amalgame entre les théories raciales scientifiques, la xénophobie populaire et l'anti-capitalisme.**

## Chapitre 3 : la France, un modèle républicain dans la modernité jusqu'en 1914

La République qui revient en France pour la troisième fois en 1870, n'est pas le régime préféré des Français de cette époque. En effet, la France à l'aube de la guerre contre la Prusse à l'été 70 reste globalement très attachée à la dynastie napoléonienne qui gouverne le pays depuis près de 20 ans. Paysans, bourgeois, notables de province ont bénéficié de l'essor économique et de la stabilité politique imposée par le régime autoritaire de Louis-Napoléon. Cependant les monarchistes, bien que divisés entre les 2 branches qui ont gouverné le pays entre 1815 et 1848 (Orléans et Bourbons), sont toujours avides de revanche et surtout le mouvement républicain s'est considérablement renforcé dans les années 1860 du fait d'une certaine libéralisation du régime bonapartiste.

Pourtant, à la surprise générale, la guerre qui éclate à l'été de 1870 entre la France et la Prusse, dont les Français voient depuis plusieurs années la montée en puissance avec inquiétude, va causer l'effondrement du régime en moins d'un mois.

*Comment le modèle républicain français s'affirme-t-il dans ce contexte de modernisation et de transformation économique et culturel entre 1870 et 1914 ?*

### A Naissance de la République dans la guerre 1870-71

#### **1 La fin du régime de Bonaparte**

En effet, l'armée est mal préparée, mal commandée et dès le 1<sup>er</sup> septembre essuie à Sedan une grave défaite dans laquelle l'empereur, à sa tête, est fait prisonnier. Le 3, la nouvelle du désastre parvient à Paris et les députés du centre gauche comme Gambetta et Favre, craignant l'insurrection et la Révolution choisissent de ne pas proclamer officiellement la République, mais la déchéance de l'Empire. Avec le soutien des députés comme Thiers et du général commandant la place de Paris, Trochu, un gouvernement de Défense Nationale est institué et finalement Gambetta nommé ministre de l'Intérieur proclame la République le 4 : *«citoyens de Paris ! La République est proclamée. Un gouvernement a été nommé d'acclamation. Il se compose des citoyens : Emmanuel Arago, Crémieux, Jules Favre, Jules Ferry, Gambetta, Garnier-Pagès, Glai-Bizoin, Pelletan, Rochefort, Jules Simon, représentant Paris. Le général Trochu est chargé des pleins pouvoirs militaires pour la défense nationale. Il est appelé à la présidence du gouvernement. Le gouvernement invite les citoyens au calme : le peuple n'oubliera pas qu'il est en face de l'ennemi. Le gouvernement est avant tout un gouvernement de défense nationale.»*

Cependant, le peuple de Paris conduit par les révolutionnaires de Louis Blanqui a déjà pris le pouvoir municipal et le gouvernement est divisé devant l'attitude à adopter face aux Allemands. Dès le 8 septembre, alors que certaines villes de province comme Lyon connaissent des troubles, Gambetta appelle les citoyens à élire une assemblée constituante.

#### **2 La défaite militaire**

Le 19 septembre, Paris est encerclée et le gouvernement piégé dans une capitale qui ne tarde pas à être affamée. Des négociations sont entamées avec l'assaillant, mais Bismarck pose de telles conditions que la guerre s'impose comme unique solution. Cependant, cela signifiait aussi l'impossibilité d'organiser les élections prévues. Devant les risques de désunion du pays, Gambetta quitte Paris le 7 octobre en ballon et installé à Tours avec une partie du gouvernement, il organise la défense nationale. Il parvient à reconstituer une armée à acheter des armes aux EU et fixe comme objectif la délivrance de Paris. Mais, à Metz, fin octobre, le maréchal Bazaine décide la capitulation de son armée et livre la ville aux Allemands. Le coup est rude pour Gambetta qui dénonce la trahison du maréchal et cela provoque à Paris des manifestations de la Gauche révolutionnaire. Au cri de «Vive la Commune», Blanqui, Delescluze et d'autres entraînent les Parisiens contre le

gouvernement (31 octobre). Celui-ci parvient à rétablir le calme en promettant des élections dans les arrondissements de Paris. Mais, l'armée de civils, organisée par Gambetta, malgré une victoire à Orléans, ne parvient pas à forcer les lignes allemandes pour marcher sur Paris et Gambetta est contraint d'abandonner Tours pour Bordeaux. Critiqué de toute part, les Républicains se divisent et le camp monarchiste favorable à la paix avec l'Allemagne en profite pour s'unir en prévision des élections à l'Assemblée prévues pour le 8 février 1871. La victoire de ce camp est massive : tout l'Ouest du pays et une grande partie du centre ont voté pour les monarchistes et donc pour la paix. Les républicains divisés entre les partisans de Gambetta et de la continuation de la guerre, et les modérés comme Ferry et Favre favorables à la paix sont largement vaincus (cf carte ci-contre). Mais si la victoire de l'aristocratie est nette (225 députés sur 675 élus) et celle des partisans de la paix indiscutable (400 monarchistes), les Républicains forment des majorités importantes dans quelques régions comme Paris ou Marseille : les départements les plus industrialisés et les grandes villes, ainsi que les régions frontalières ont massivement soutenu les républicains partisans de la guerre (250 élus). Dans les jours qui suivent, à Bordeaux, Thiers est désigné chef du pouvoir exécutif de la République française à la quasi unanimité des députés, alors même que ceux-ci sont très nettement contre cette République ! Mais Thiers est l'homme de la situation pour les modérés des deux camps : monarchiste, **orléaniste et libéral**, partisan de l'ordre et âgé de 74 ans, il présente toutes les garanties de modération et d'expérience pour ceux qui veulent négocier une paix rapide et organiser le retour à l'ordre dans le pays. Il compose un gouvernement mixte républicain-

monarchiste et libéral et engage immédiatement les négociations avec les Allemands. Celles-ci débouchent le 26 février sur une convention prévoyant la cession de l'Alsace et Moselle à l'Allemagne et le paiement d'une énorme indemnité de guerre de 5 milliards de Franc-or. Malgré les vives protestations des députés de ces 3 départements, le texte est ratifié par l'Assemblée. De nombreux députés républicains choqués, démissionnent, tandis que Gambetta se retire en Espagne. L'Assemblée en profite pour voter l'installation de son siège et du gouvernement à Versailles et accepter l'occupation temporaire de Paris par les troupes allemandes autorisées à défiler sur les Champs-Élysées. La population parisienne déjà bouleversée par la défaite, interprète ces mesures comme une véritable provocation.

Le 9 mars, le gouvernement aggrave son cas devant les Parisiens en condamnant à mort Louis Blanqui et Flourens qui avaient conduit l'émeute du 31 octobre où l'on avait crié «Vive la



Commune» et en interdisant les journaux révolutionnaires comme le *Cri du Peuple* de Jules Vallès. Enfin, des nominations de bonapartistes aux postes de préfet de police et de gouverneur, ainsi qu'une loi votée le 10 mars exigeant le remboursement des dettes commerciales achève de provoquer la rupture entre les Parisiens et le gouvernement.

Celle-ci prend la forme d'un contre-pouvoir qui s'incarne dans la Fédération des bataillons de la **Garde Nationale** proclamant le refus de la défaite et de reconnaître les chefs nommés par le gouvernement. Cette milice bourgeoise à l'origine, née en 1789 avait joué un grand rôle pendant les événements révolutionnaires des années 1789-1794, puis encore en 1848. Élisant ses officiers et recrutée selon les périodes dans l'ensemble des citoyens, elle constituait à la fois un modèle et un acteur politique de premier plan. Avec le siège de Paris depuis septembre, la Garde Nationale avait mobilisé tous les hommes disponibles pour résister au siège et même participer aux opérations militaires. Ainsi démocratisée, elle devenait le haut lieu de la résistance à la défaite et au nouveau gouvernement issu de l'Assemblée royaliste. Le 15 mars, la Fédération de la Garde Nationale se dote d'un Comité Central élu dans les arrondissements de Paris. Celui-ci est composé surtout de petits artisans, commerçants dont les objectifs sont la République avec toutes ses conséquences, c'est-à-dire le refus de la défaite, la justice et la solidarité sociale, la liberté. Ce programme est loin d'être révolutionnaire et ceux qui le portent sont plutôt des petits patrons que des ouvriers.

### 3 La guerre civile

L'épreuve de force entre les deux logiques se joue le 18 mars. Thiers veut récupérer les canons financés par les Parisiens et gardés par la Garde Nationale à Montmartre et Belleville. Mais les soldats fraternisent avec la foule venue en masse protéger les canons de Montmartre. Effrayé par cette fraternisation qui pouvait s'étendre et par l'exécution des 2 généraux qui commandaient l'opération (et ancien massacreur pour l'un d'entre-eux, des ouvriers en juin 48), Thiers décide l'évacuation de Paris par l'armée et le gouvernement au soir de cette même journée. La Garde Nationale se retrouve maîtresse de Paris ; la rupture définitive est alors consommée. Les ouvriers et les pauvres qu'Hausmann avait chassés dans les banlieues sous l'Empire, reflux vers la capitale, tandis que la bourgeoisie des beaux quartiers de l'Ouest fuit vers Versailles. Le Comité Central de la Garde, quant à lui, s'installe à l'Hôtel de Ville pour organiser la transition, tandis que les révolutionnaires groupés dans un Comité des 20 arrondissements contrôlant les mairies, faisaient monter la pression et réclamaient une révolution sociale. Le comité Central de la GN propose d'organiser le 26 mars des élections pour élire une Commune en réponse aux menaces de l'Assemblée de Versailles. Celles-ci voient la victoire des modérés, mais une forte composante socialiste et révolutionnaire participe à la Commune.

Celle-ci est en fait un véritable «gouvernement de la Ville» et elle prend de suite une série de mesures d'urgence concernant particulièrement le travail (abolition du travail de nuit, interdiction des amendes et des retenues sur salaires...), mais aussi des décisions de grande ampleur politique : abolition des armées permanentes et conscription, nationalisation des biens du clergé, adoption du drapeau rouge à la place du drapeau tricolore, justice gratuite, enseignement laïc et obligatoire.... La bourgeoisie et les Versaillais sont épouvantés par ces mesures pourtant relativement modérées (il n'y a pas d'attaques contre la propriété privée, ni de persécution des opposants), mais le choix du drapeau rouge est extrêmement symbolique et, de plus, dans les jours qui suivent le 18 mars, plusieurs villes proclament elles-aussi leur propre Commune (Lyon, Marseille, Narbonne, Le Creusot). Cependant très vite, ces mouvements échouent et une tentative d'offensive contre Versailles, le 2 avril, échoue de même. Le général et marquis versaillais commandant l'armée capture de nombreux gardes nationaux qui sont purement et simplement exécutés. Ces échecs des Fédérés convainquent Thiers d'avoir recours à la force contre Paris et de préparer une armée de reconquête de la capitale.

Cette stratégie de Thiers et de son général en chef Mac Mahon, porte ses fruits puisque l'armée campe aux portes de Paris dès le début mai, tandis que les Communards se divisent sur la stratégie militaire et que certains poussent à une solution de plus en plus radicale : les premiers otages sont fusillés le 19 mai. Le 21 mai, une porte de Paris non gardée à l'ouest est ouverte et

l'armée s'engouffre dans la capitale. Une semaine entière de combat de rue va alors se dérouler. Face à la résistance désespérée des Fédérés et Communards qui dressent des barricades dans toute la ville et incendient certains bâtiments pour retarder l'avancée de l'ennemi, l'armée forte de 130 000 hommes venus des campagnes et embrigadés dans une haine des «Rouges» soigneusement entretenue par les chefs militaires, massacre à grande échelle les suspects et les prisonniers. En représailles, certains groupes communards isolés et sans commandement exécutent des otages (dont l'archevêque de Paris, le 24 mai). Les Communards se battent jusqu'au 28 mai autour du quartier de Belleville et dans le cimetière du Père Lachaise.

Le bilan est terrible, c'est le plus grand massacre commis par un gouvernement contre son propre peuple dans l'histoire du 19<sup>e</sup> siècle: 10 000 exécutions et morts selon une estimation récente, mais peut-être jusque 30 000 selon des témoins de l'époque et des dizaines de milliers d'arrestations (36 000) avec des condamnations lourdes à la mort (93) ou à la déportation en Nouvelle Calédonie (Louise Michel) ou aux travaux forcés ce qui revenait quasiment à une mort lente. Enfin, des milliers de Communards comme Elisée Reclus sont contraints à l'exil ou d'autres comme le peintre Gustave Courbet condamnés à des amendes énormes qu'ils devront payer leur vie entière.

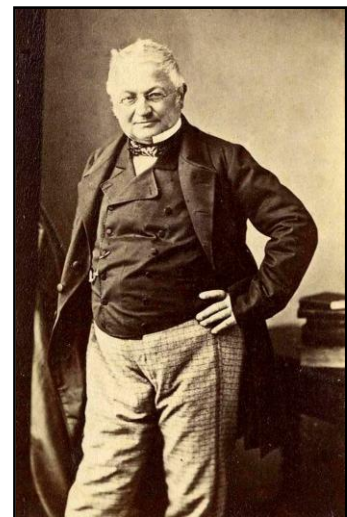
L'aristocratie et la bourgeoisie triomphent bien sur, mais la République fondée sur ce bain de sang est néanmoins le régime du pays et les monarchistes majoritaires à l'Assemblée ne peuvent risquer une nouvelle guerre civile en proclamant un retour à la monarchie immédiat. D'autre part, de nombreux républicains modérés comme Gambetta et Ferry espèrent bien que l'écrasement des Communards aura finalement servi à rassurer tous ceux que le retour de la République en septembre 70 avait inquiétés.

## **B De la République des monarchistes à la République des Républicains 1871-1885**

### **1 Le ralliement de Thiers à la République 1871-73**

C'est donc vers une **République conservatrice** que s'oriente Thiers (cf portrait ci-contre) à l'été 71, lorsque considéré comme le libérateur du territoire grâce au paiement d'une bonne partie de l'amende à l'Allemagne dès juillet et le sauveur de l'ordre bourgeois, il est nommé en août président de la République. Ce titre et les pouvoirs qui lui sont conférés renforcent le nouveau régime et lui donne une légitimité que les monarchistes pourtant fermement décidés à restaurer le Roi ont du mal à contester. D'autant que Thiers lui-même est de plus en plus convaincu que seule une République conservatrice peut garantir la paix sociale et la stabilité. Cette conviction est renforcée par le fait que les idées républicaines progressent dans le pays au cours des mois qui suivent : des élections partielles voient la victoire de candidats républicains et le rôle de Gambetta s'affirme à l'Assemblée comme dans le pays. Celui-ci insiste sur l'émergence de nouvelles classes sociales dans un célèbre discours de 1872, qui réclament une République de l'égalité et de la paix, c'est-à-dire une République héritière du libéralisme de 1789, mais également démocratique et pacifiée. Son rôle dans la propagation des idées républicaine dans les classes moyennes et la paysannerie est essentiel. L'homme est un remarquable orateur et un agitateur d'idées hors pair, infatigable propagandiste de la République modérée. Il se met donc en place une sorte d'alliance entre le vieil orléaniste Thiers et le jeune avocat républicain d'origine italienne.

Mais, l'année 1873 voit la rupture entre l'Assemblée toujours largement monarchiste et Thiers. Ceux-ci ne pardonnent pas, en effet, le ralliement de Thiers à la solution républicaine et le renverse en mai par un vote à l'Assemblée. Il est remplacé par le maréchal de Mac-Mahon qui nomme lui-même le Comte de Broglie comme chef de son gouvernement et annonce un projet de rétablissement de «l'ordre moral». Il s'agissait de fait de préparer le terrain au retour du roi et de mener une politique ultra-religieuse (dès l'été le gouvernement lance le projet de construction d'une basilique à Montmartre pour «l'expiation des crimes de la Commune»). Partout le gouvernement et





l'Assemblée s'attaqua aux républicains, en interdisant leurs journaux, arrêtant, persécutant leurs leaders. C'était un retour en arrière d'une particulière brutalité.

## 2 l'échec des monarchistes 1873-79

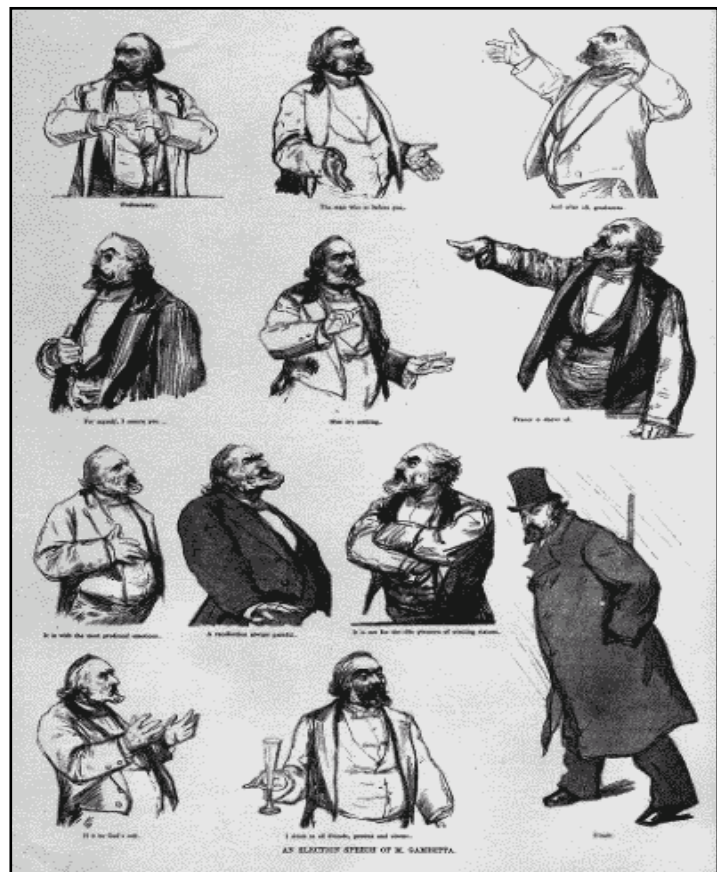
Pourtant, malgré une forte majorité à l'Assemblée et un gouvernement acharné à restaurer le Roi, les monarchistes vont échouer à se mettre d'accord sur les modalités de la restauration. En effet l'héritier légitime (Bourbon), Henri de Chambord refusait à l'automne 73 d'accepter le drapeau tricolore, symbole de 1789. Ce refus, bien plus qu'un symbole, constituait tout un programme politique de retour à une France d'avant 1789, totalement inacceptable pour une partie de la Droite monarchiste libérale. Pour gagner du temps, De Broglie instaura alors le mandat de 7 ans pour le Président de la République en espérant une restauration d'un Orléans, mais se faisant, il mécontentait l'Assemblée qui voyait son pouvoir amoindri par rapport au Président.

Cependant, le temps pressait pour De Broglie, mais aussi pour le Républicains. Il fallait ou bien que la République modérée et libérale l'emporte ou bien que la monarchie s'installe définitivement. C'est la montée du bonapartisme critiquant les 2 voies et se proposant comme solution de recours qui précipita en janvier 1875 la résolution du problème. Le député Wallon, orléaniste devenu républicain de raison comme Thiers, proposa que le régime prit officiellement le nom de République et que son président soit élu par 2 chambres (Sénat et Chambre des députés). Cet amendement très habile permit de rassembler à une voix de majorité (353 contre 352) la Gauche républicaine et une partie de la Droite, surtout orléaniste qui était rassurée par la création d'un Sénat conservateur dans son mode de désignation. Enfin, le président était rééligible pour 7 ans et disposait d'important pouvoirs (dissolution de l'Assemblée, chef de la diplomatie) qui faisaient de lui un véritable monarque républicain, comme devait le regretter amèrement certains républicains radicaux.

Un compromis entre le centre-gauche et le centre-droit avait donc rendu possible la naissance des institutions qui allait durer jusqu'en 1940, soit la plus longue République que la France ait jamais connue : une République libérale et modérée l'emportait finalement.

Les élections législatives de février-mars 1876 allait constituer le premier grand test de la réaction du pays à cette évolution. La bataille électorale fut intense et décisive à la fois contre la Droite et son «ordre moral», mais également contre les Bonapartistes. Gambetta y joua un rôle clé comme orateur et inspirateur d'une République modérée et sage (cf cette illustration canadienne de 1881). Il parcourut le pays en train et participa à d'innombrables banquets et réunions. Il en appela aux conservateurs, aux bourgeois et aux notables pour qu'ils soutiennent cette République libérale.

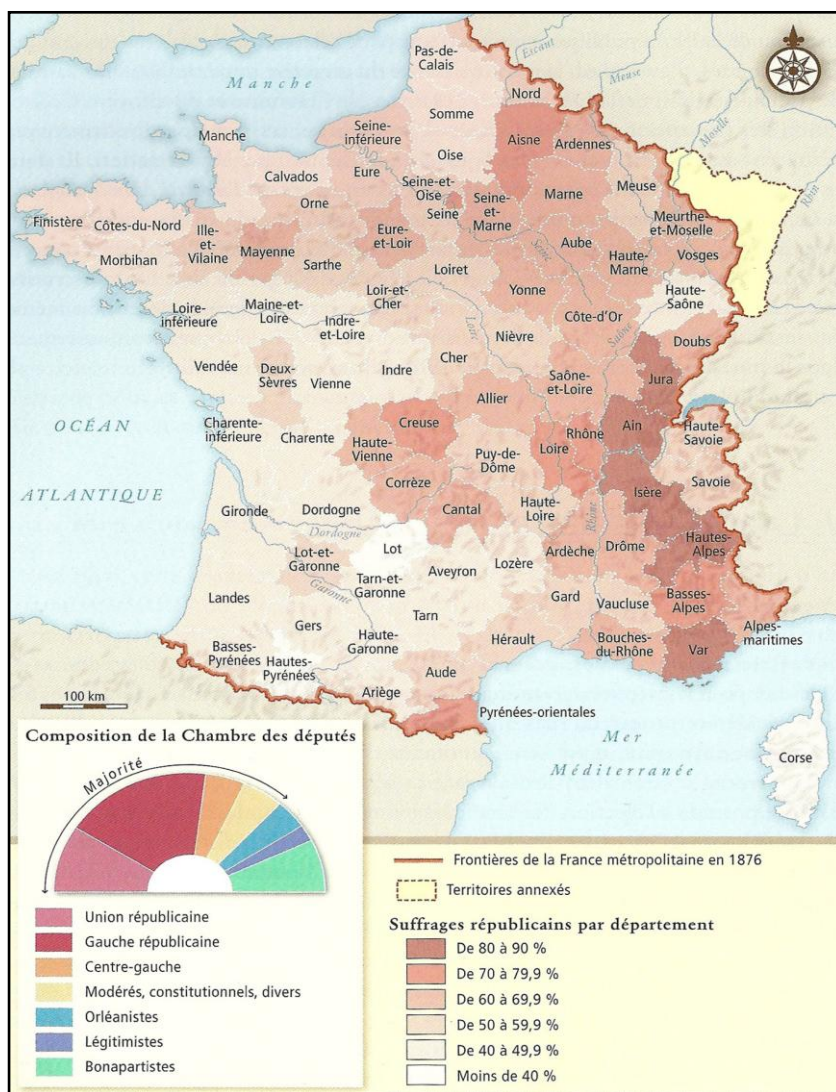
Et en effet, les Républicains triomphèrent à l'Assemblée (cf carte ci-contre) et même au Sénat dont le mode de désignation favorisait la Droite, ils réalisèrent un très bon score. Une majorité républicaine se dégagait nettement dans tout l'Est du pays et les grandes villes. Mais tout l'Ouest restait largement hostile à la République, soit les régions rurales et catholiques. De plus en nombre de voix, la différence entre



Gauche et Droite n'était pas si importante (4 millions contre 3,2 millions de voix).

Dans les mois qui suivirent, la crise s'approfondit entre Mac Mahon et la Chambre, en particulier sur la question de la place de l'Eglise dans la société. Celle-ci menait une campagne contre la République et en particulier le suffrage universel avec l'appui des monarchistes. Le 16 mai 1877, Mac Mahon renomma De Broglie, le chef des conservateurs, pourtant minoritaires et dissout la Chambre espérant profiter de la crise. Mais cela provoque l'union des Républicains de la Gauche radicale de Clemenceau aux Orléanistes de Thiers !! La campagne qui s'ouvre voit encore Gambetta jouer un rôle central comme organisateur et comme acteur de l'union entre les différents courants républicains. La Droite et Mac Mahon jouent la peur du désordre, mais leurs

manœuvres d'intimidation contre la Gauche se retournent contre eux : en octobre 1877, la participation électorale est encore plus forte qu'en 1876 et les Républicains l'emportent (même si c'est moins largement que l'année précédente). Cependant, Mac Mahon refuse cette victoire et nomme un gouvernement de Droite, mais la résistance de la Chambre et même du Sénat le contraint finalement à se soumettre et à renoncer à dissoudre une nouvelle fois. Cependant, il restait à se débarrasser de Mac Mahon. Cela fut fait grâce à la victoire des Républicains aux élections municipales qui permirent un changement de majorité au Sénat, début 1879. Dans les jours qui suivirent, le Président du finalement démissionner et les deux Chambres réunies nommèrent à l'Elysée, un véritable républicain, Jules Grévy.



### 3 Construction des fondements de la République 1879-1885

En quelques années, les leaders républicains, Gambetta et Jules Ferry, allaient poser les fondements de cette République, enfin solidement installée, mais toujours contestée. Ferry s'attela immédiatement à la construction de ce qui paraissait aux démocrates comme le fondement principal de la démocratie républicaine : une école laïque et la liberté de conscience des enseignants. Cette école républicaine devait aussi forger la nation en inculquant aux enfants et adolescents le sentiment national. Le livre de G Bruno, *Le tour de la France par deux enfants*, publié en 1877 et qui devait constituer le



le livre de lecture pour les CM, racontait l'histoire de 2 orphelins lorrains traversant clandestinement la frontière allemande en 1871 à la recherche d'un oncle et de leur mère. Ce livre fut édité à 6M

d'exemplaires jusqu'en 1901 !! En 3 ans de 1879 à 1882, tout un ensemble de lois cohérentes créa donc une école primaire laïque, gratuite et obligatoire, organisa la formation des maîtres et celle de l'Université, définit les programmes...

Le second fondement posé par les premiers républicains fut d'instituer les libertés fondamentales : liberté de la presse en 1881, liberté de réunion toujours en 1881, loi autorisant les syndicats en 1884, loi organisant l'élection de tous les conseils municipaux (sauf Paris) en 1882, loi autorisant le divorce en 1884. Au total, ce fut en quelques mois une œuvre considérable qui devait



garantir les droits des citoyens en matière politique et sociale.

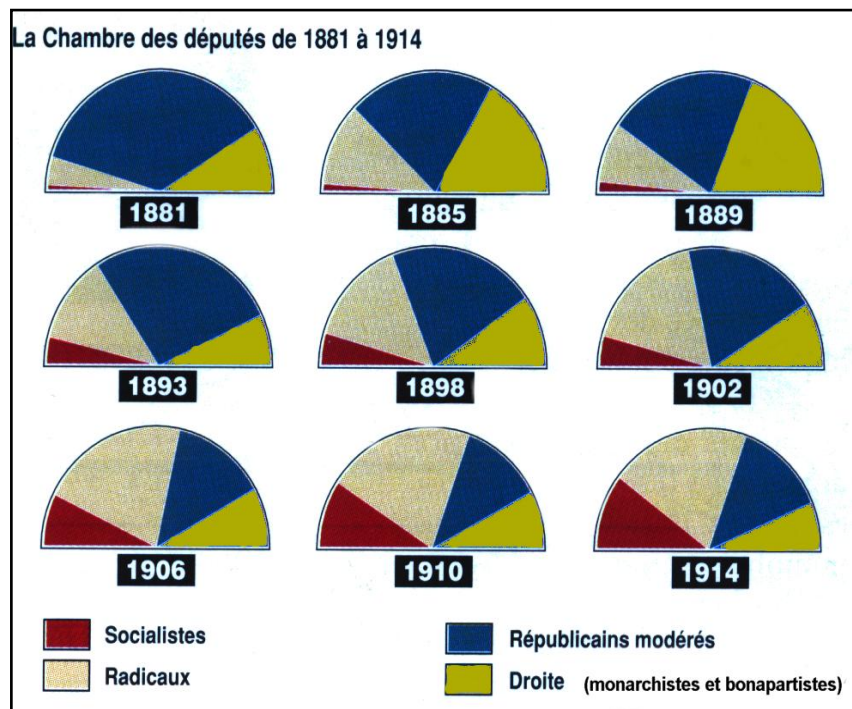
Pour finir, les Républicains vont également donner à la République certains fondements symboliques, mais d'une grande importance. Dès février 79, moins d'un mois après le départ de Mac Mahon, la Marseillaise devient l'hymne officiel et à la fin de cette même année, les deux Chambres se réinstallent à Paris. Les députés votèrent également à l'été 79 une loi d'amnistie pour les anciens Communards qui les gracia ou leur permit de revenir d'exil et enfin l'année suivante, le 14 juillet devint la fête nationale et fut commémoré pour la première fois depuis la Révolution. Le pays tout entier se couvrait alors de statues de Marianne et les rues de la République firent leur apparition dans toutes

les communes.

Cependant, les Républicains de cette époque sont encore frileux sur certains points et n'osent s'attaquer trop frontalement à l'Eglise. Ils craignent aussi les radicaux et refusent donc d'aller vers une laïcité complète de l'Etat, tout comme ils rejettent le droit d'association. Enfin, la gratuité de l'école et l'éducation reste limitée à l'enseignement primaire. Pourtant, ces décisions sont déjà beaucoup trop pour les adversaires de Droite du régime et pour l'Eglise. Il faudra attendre 1914 pour que ces symboles et ces décisions deviennent véritablement nationaux et plus seulement républicains.

### C De la République conservatrice à la République radicale 1885-1914

L'année 1885 marque un tournant à tout point de vue, les grandes réformes sont achevées, la République fondée et certains des grands acteurs se retirent : Gambetta est mort en 1882 et Ferry démissionne en 1885 et ne reviendra plus au pouvoir. Enfin, la République est menacée par de nouveaux adversaires internes et externes : le mouvement socialiste qui se développe et commence à



s'organiser, le nationalisme qui sort de la crise Boulanger et surtout les scandales à répétition qui déconsidèrent les personnel politique et la Chambre. La crise grave de l'Affaire Dreyfus marque l'apogée de ces difficultés et révélant le conservatisme du régime, permet à la République de renouveler son modèle et son personnel politique dans le radicalisme.

## 1 La tentation autoritaire des Républicains 1885-1897



Au cours de cette période, la République s'affermi comme le montre tous les résultats des élections qui se succèdent (cf graphiques ci-contre). Cependant, si les Républicains sont largement majoritaires, royalistes et bonapartistes ne disparaissent pas, se renforçant même parfois à l'occasion de certaines crises (comme celle de 1888-89 avec Boulanger). De plus la Gauche Républicaine, en particulier Radicale, incarnée par Georges Clemenceau, progresse fortement dans ces années. A la fin de la période, ils font quasiment jeu égal avec les Républicains modérés. Enfin, la Gauche socialiste, elle aussi progresse et devient une force politique non négligeable dès 1893, dont la grande figure est Jean Jaurès (cf portrait ci-dessous).

Le pays traverse en effet, une série de graves crises à la fois économique (la Grande Dépression) et politique. Ces crises se cristallisèrent sur la personne d'un homme, le général Boulanger. Nommé ministre de la guerre en 1886, il gagna une forte popularité chez les soldats par des réformes et dans la population en prêchant pour la «Revanche», c'est-à-dire la guerre contre l'Allemagne. Soutenu à Gauche comme à Droite et dans tous les milieux sociaux, le «général Revanche» fut alors écarté du gouvernement en mai 87. Une énorme manifestation encadrée par la Ligue des Patriotes de Paul Déroulède (fondée par ce Républicain en 1882) échoue pourtant à imposer le retour du général. Parallèlement, un scandale énorme (le gendre du président de la République vendait des décorations !) contraint le président à la démission. Le «Parti National» réunissant nationalistes de Droite et de Gauche en profite pour imposer Boulanger comme un recours. Celui-ci redevenu civil se présente à une élection partielle où il est triomphalement élu. Une énorme propagande en sa faveur se mit alors en place à travers journaux, affiches, chansons à la gloire du «général Revanche». Mais, les boulangistes divisés sur la stratégie (légaliste ou coup d'Etat) laissèrent passer leur chance et les Républicains s'unirent contre cette menace. Fin 88 et début 89, la Ligue de Déroulède fut interdite, les Républicains dénoncèrent le projet de dictature de Boulanger et l'alliance de celui-ci avec les monarchistes et l'Eglise, enfin, ils menacèrent Boulanger d'un procès pour attentat contre sécurité de l'Etat.

À la fin de cette même année, les Républicains l'emportèrent largement contre les Droite et Boulanger, mais la crise laissa des traces et renforça une tendance autoritaire chez certains Républicains qui avaient fait de Boulanger, l'ennemi à abattre. La démocratisation fut donc remise en cause devant la peur qu'avaient les modérés qu'un tribun comme le général puisse exploiter à son profit les erreurs et la corruption d'une partie du personnel politique.

Cette tendance autoritaire fut confirmée dans les années 1890, lorsqu'à la suite d'un nouveau scandale (celui du canal de Panama) qui mêlait corruption des députés, antisémitisme, la Droite républicaine accéda au pouvoir. Cette Droite se ralliait à la République à la demande du Pape, lui-même. Ainsi, quand la République fut confrontée à une nouvelle crise d'une toute autre nature, le régime se durcit considérablement et les héritiers de Ferry qu'on appelait «opportunistes» s'allièrent-ils avec



La charge.  
Félix Vallotton, 1893, collection privée.

Venu de Lausanne et arrivé très jeune à Paris pour suivre l'enseignement de l'Académie Julian, le peintre Félix Vallotton (1865-1925) se rapprocha en 1891 du groupe des Nabis auquel participaient des artistes d'avant-garde, souvent d'esprit anarchiste, tels Vuillard, Bonnard ou Sérusier. Il excella dans la gravure sur bois et commença de réaliser pour les revues *La Plume* et *La Revue blanche* des gravures sur bois d'un style dépouillé, violent, moderne. *La Charge* de 1893 traduit l'atmosphère de répression qui sévissait à Paris où les forces de police entraient en action à la moindre réunion non autorisée.

cette nouvelle Droite pour gouverner sans l'appui des Radicaux, trop marqués à Gauche.

Cette crise était politique et sociale, elle portait sur la question sociale et la place du monde ouvrier et du socialisme dans la République, elle posait aussi la question de la démocratie. Le gouvernement depuis la crise boulangiste s'alarmait de la montée d'un mouvement ouvrier très revendicatif. En 1891, une manifestation du 1<sup>er</sup> mai à Fourmies dans le Nord avait tournée au massacre (10 morts, 30 blessés chez les ouvriers pacifiques), mais plus généralement le droit de réunion était bafoué et la police et l'armée réprimaient férocement toute manifestation (cf illustration ci-contre).

Dans les mois qui suivirent, plusieurs attentats anarchistes servirent de prétexte au gouvernement pour durcir encore la répression contre l'Extrême-Gauche et le monde ouvrier en général. En effet, la peur des anarchistes (Ravachol, Edouard Vaillant...) culmina avec l'attentat de Caserio qui couta la vie au Président Sadi Carnot en 1894. Les militants furent arrêtés, les journaux fermés, les auteurs des attentats guillotinés... Les gouvernements de cette époque furent donc dominés par une alliance conservatrice Droite-Gauche dominée par Charles Dupuy et la mise en place des «lois scélérates» qui permettaient de mettre en prison presque tout militant de Gauche. Un grand mouvement de résistance se développa d'ailleurs contre ces lois où l'on trouva les acteurs majeurs de l'Affaire quelques années plus tard (Jaurès, Bernard Lazare...).



Jusqu'à l'éclatement de l'Affaire Dreyfus en 1898, le gouvernement fut dirigé par Jules Méline, héritier de Ferry qui renforça l'alliance avec la Droite et le conservatisme social, mais l'Affaire allait bouleverser le pays tout entier et contribuer finalement à une véritable démocratisation.

## 2 Le tournant de l'Affaire Dreyfus 1894-1906

La République qui entre dans l'Affaire Dreyfus au cours des années 1894-1898 est donc un régime de plus en plus conservateur qui exalte la grandeur de l'armée et de la conquête coloniale et qui a apaisé la querelle avec l'Eglise tout en

réprimant fortement les aspirations du monde ouvrier à plus de justice et de démocratie.

La France est d'autre part gagnée par un antisémitisme et une xénophobie populaires, propagées par une multitude de supports et d'acteurs. Le plus célèbre est le directeur du journal, *La Libre Parole*, Edouard Drumont (cf image ci-contre). Particulièrement violent, ce journal populaire joue un rôle important dans la montée de l'antisémitisme et dans la croyance au complot juif. Ce contexte est particulièrement fort dans l'armée où les duels se multiplient entre officiers juifs et catholiques. En effet, de nombreux officiers inquiets de la concurrence des nouveaux corps issus de Polytechnique, dont sortent certains officiers juifs, se réfugient dans un catholicisme très marqué par l'antisémitisme.

Le capitaine Alfred Dreyfus fait partie de ces jeunes officiers, né en 1859, alsacien et juif, polytechnicien brillant. Il est arrêté en octobre 1894 à la suite de la découverte d'une tentative d'espionnage pour le compte de l'Allemagne. Sa culpabilité est proclamée par le ministre de la Guerre, le général Mercier, avant même son procès sur la simple foi d'une expertise de l'écriture du fameux bordereau retrouvé par une femme de chambre dans la poubelle de l'attaché militaire de Cours rédigé par C. Meignat et C. Delaunay (Lycée Descartes de Tours)



«En famille», gravure de Félix Vallotton publiée dans *Le Cri de Paris*, le 13 février 1899. Artiste d'avant-garde parmi les plus talentueux de la fin du 19<sup>e</sup> siècle, Félix Vallotton (1865-1925) s'est précocement engagé dans l'affaire Dreyfus. Ce bois gravé reproduit dans *Le Cri de Paris* du 13 février 1899 révèle toute la profondeur de l'événement. Une femme, jeune, lit *L'Aurore*, le quotidien dreyfusard dirigé par Georges Clemenceau qui publia le 13 janvier 1898 le célèbre article «l'accuse...!» d'Émile Zola. Son fils (vraisemblablement, et dont on devine la présence) lit un journal anarchiste, *Le Libertaire*, dirigé par le dreyfusard Sébastien Faure. Leur tournant le dos, le mari et/ou le père est plongé dans la lecture de *L'Intransigeant*, le journal d'Henri Rochefort, violemment hostile aux dreyfusards.

l'ambassade. En décembre 94, le Conseil de Guerre le condamne à la dégradation et à la déportation en Guyane à partir du dossier secret constitué par l'armée. Dans les 3 années qui suivent plusieurs personnalités (B Lazare, G Monod...) mènent leurs propres contre-enquêtes et parviennent à la conclusion du complot contre Dreyfus et à son innocence. Le lieutenant-colonel Picquart à la tête du service de renseignements militaires, découvre lui-même le véritable coupable, un officier corrompu : le commandant Esterhazy. L'armée réagit en mutant Picquart et en organisant un procès d'Esterhazy où celui-ci fut innocenté en janvier 98. Le gouvernement de Méline nia toute affaire Dreyfus ! Emile Zola, écrivain parmi les plus importants de l'époque rédigea alors une lettre qu'il publia dans le journal l'Aurore de Clemenceau, le 13 sous le titre : «J'accuse». La lettre de Zola relance l'Affaire et contraint le gouvernement à réagir. Ce sera le procès de Zola, mais conçu de manière à ne pas parler de l'innocence de Dreyfus lui-même. Le procès tourne à l'avantage de Zola et des Dreyfusards, mais un coup de théâtre survient lorsque le général de Pellieux fournit une «preuve absolue» de la culpabilité de Dreyfus (en réalité un faux grossier fabriqué en 1896 par le commandant Henry). Zola est condamné, mais pour se protéger de tout risque, le ministère de la Guerre prépara un nouveau dossier secret fabriqué de toute pièce pour masquer les faux et les illégalités du procès Dreyfus. Cependant, la Cour de Cassation annula le procès de Zola et la presse nationaliste se déchaina alors contre les juges. Le nouveau procès a peine ouvert est suspendu et Zola menacé de toute part fuit vers l'Angleterre.

Mais au cours de l'été, l'Affaire bascula lorsque le faux d'Henry fut reconnu et que celui-ci contraint d'avouer se suicida. Le gouvernement fut alors obligé de concéder la révision du procès, réclamé depuis des mois par les Dreyfusards. L'Affaire prit alors une dimension de crise politique et causa la chute du gouvernement en septembre, tandis que les nationalistes recommencèrent une intense campagne d'insultes contre les Dreyfusards et les juges. Le soir du 23 février 1899 pour les funérailles du Président Felix Faure, mort quelques jours plus tôt, Déroulède, Barrès et les nationalistes manifestèrent et tentèrent d'entraîner l'armée dans un coup d'Etat qui échoua. Mais le gouvernement protégea les nationalistes et continua de chercher à étouffer l'Affaire par tout un tas de manoeuvres de plus en plus grossières.

Le 3 juin, la Cour de cassation cassait le jugement de Dreyfus ouvrant la porte à l'acquiescement. Les nationalistes se déchainèrent et le gouvernement tomba, une grave crise s'ensuivit avec des manifestations dans tout le pays, des affrontements (le Président Loubet fut même agressé par le baron Christiani). Georges Clemenceau, inquiet évoquait le risque de guerre civile dans l'Aurore, la tension était à son comble, même dans de petites villes de province où des troubles se déroulèrent. La réponse politique fut un gouvernement de «Défense républicaine» qui autour de Waldeck-Rousseau, ancien proche de Gambetta, rassemblait les modérés du Centre et même pour la première fois, un socialiste : Alexandre Millerand. L'Affaire débouchait donc sur l'impensable, l'intégration des socialistes dans la République et l'acceptation par le gouvernement de l'innocence de Dreyfus, le combat contre les nationalistes et l'armée antidreyfusarde.

Mais, le procès de Rennes avec Dreyfus fut un procès politique où le capitaine fut formellement reconnu coupable, mais avec des circonstances atténuantes !! Il s'agissait en fait de protéger l'armée et d'éviter la guerre civile en choisissant la voie de la grâce présidentielle pour en finir avec l'Affaire. Celle-ci intervint le 19 septembre et dans la foulée toutes les procédures ouvertes en lien avec l'Affaire furent amnistiées. Mais, il fallut attendre 1903 et un autre contexte pour que Jaurès et les Dreyfusards relancent l'Affaire et obtiennent de la Cour de cassation en 1906 qu'elle casse le jugement de Rennes et réhabilite entièrement Dreyfus, reconnu innocent, réintégré dans son grade et promu commandant. A cette date, le pays a tourné la page et est entré dans une nouvelle phase de son histoire politique.

### **3 Une République qui se démocratise 1899-1914 ?**

Ce fut un net infléchissement à Gauche qui caractérisa la politique des gouvernements en particulier de 1899 à 1905, lorsque gouvernèrent Waldeck-Rousseau, puis Emile Combes de 1902 à 1905. Ces deux hommes incarnèrent le combat contre le nationalisme antirépublicain de Barrès, Déroulède et Maurras. Plusieurs importants leaders nationalistes furent d'ailleurs arrêtés et jugés

(Déroulède), mais une **Action Française** se constitua autour de Charles Maurras et continua le combat contre la République et Dreyfus. Une tentative partielle de mise au pas de l'armée fut également entreprise et le service militaire fut ramené à 2 ans au lieu de 3, mais les résistances dans ce milieu furent très fortes et seule la guerre de 14, permis de faire des officiers des soutiens fermes de la République.

Un moment particulièrement important de consolidation du régime fut la journée de fête organisée par le gouvernement de Waldeck-Rousseau en novembre 99. Ce fut l'inauguration de la statue de Marianne (Triomphe de la République) réalisée par l'ancien communal Jules Dalou. Les Parisiens défilèrent pour l'occasion et pour la première fois depuis 71, les drapeaux rouges et les chants révolutionnaires furent tolérés par la police. Dans l'année qui suivit, un banquet fut offert à l'ensemble des maires des communes de France qui se déroula pendant l'Exposition Universelle de Paris célébrant le nouvel âge industriel.

L'année 1901 fut marquée par la loi du 1<sup>er</sup> juillet qui donna naissance au droit d'association. Cette loi joua un rôle majeur dans l'approfondissement de la démocratie par l'implication toujours plus grande de la société dans la politique. En particulier, elle permit la naissance de toute une série de partis politiques : Parti Radical, Alliance Républicaine et Démocratique, SFIO en 1905...

La laïcité fut le second grand volet de ces politiques de Gauche conduites par Waldeck-Rousseau et Combes. La crise Dreyfus avait montré le rôle politique que l'Eglise jouait encore et son refus de l'innocence du capitaine avait pesé lourd dans l'Affaire. Les chefs militaires et les nationalistes de l'Action Française étaient également très liés à la hiérarchie catholique. Les congrégations religieuses étaient les plus visées, car elles disposaient de ressources importantes et de journaux, enfin elles dispensaient un enseignement antirépublicain. Dans la loi de 1901 sur les associations, certaines furent interdites d'enseignement, mais ce fut surtout le grand combat du gouvernement d'Emile Combes où pour la première fois les Radicaux vainqueurs des élections de 1902 dominaient. Ce gouvernement, qualifié de «Bloc des Gauches», bénéficiait du soutien des socialistes (Jaurès) et lança clairement une politique anticléricale destinée à régler la question des congrégations. Au cours d'un débat houleux, la Chambre décida donc l'expulsion d'un grand nombre de congrégations en mars 1903. Il fallut utiliser l'armée pour déloger les religieux et cela provoqua de nombreux incidents, comme en Bretagne. Au total 10 000 établissements d'enseignement religieux furent fermés. En réalité, la résistance des milieux catholiques donna à Combes le prétexte qu'il attendait pour pousser plus loin la laïcisation. En 1904, il fit interdire tout enseignement congrégationniste, puis plusieurs mesures contre la présence des signes religieux dans les tribunaux ou dans l'armée furent prises : la séparation totale de la religion et de l'Etat était en

marche. Elle n'intervint cependant qu'à la fin de 1905, après la chute du ministère Combes, et fut provoquée par une grave crise diplomatique avec le Vatican qui pendant des mois avait cherché à s'opposer à l'interdiction des congrégations. Celle-ci entraîna la fin du Concordat mis en place par Bonaparte en 1801 et ouvrit donc la voie à un nouveau type de relation entre Etat et Eglises.

Le dernier volet de la démocratisation du régime fut le plus timide



et pourtant il était le plus nécessaire : ce fut la question sociale. Les manifestations et grèves ouvrières pour la journée de 8 heures, le respect des droits syndicaux... se multipliaient dans le pays depuis 1900. Waldeck-Rousseau avait bien tenté quelques réformes et surtout limité la répression policière, de même Combes soutenu par les socialistes avait lui aussi fait quelques réformes, mais ce furent surtout les gouvernements suivants qui allèrent plus loin. Dès 1905, une première loi sur la journée de 8H pour les mineurs avait été votée, puis l'année suivante une loi rétablissant le repos hebdomadaire. Pourtant depuis 1905, la SFIO rassemblant tous les socialistes avait mis un terme au soutien au gouvernement et la peur de la grève générale et de la révolution resurgissaient de plus belle. Clemenceau exploita habilement cette peur pour constituer un gouvernement radical plus conservateur à partir de fin 1906. Les grèves se multipliant sous son gouvernement de même qu'une grave crise agricole dans le Languedoc, où les vigneronns étaient victimes de la surproduction, Clemenceau réagit par la manière forte. A Draveil et Villeneuve-Saint-Georges (4 morts), en Languedoc, plusieurs manifestants furent tués et le secrétaire général de la CGT arrêté. Dans les années qui suivirent, ce furent les fonctionnaires dont la syndicalisation était interdite qui furent victime de la répression brutale du gouvernement d'Aristide Briand. Les combats pour la démocratisation des années 1908-12 échouèrent tous les uns après les autres : lutte contre la peine de mort, contre le bagne ; pire même, les gouvernements renforcèrent l'arbitraire contre les Tsiganes dans une loi votée en 1912 qui accrut leur exclusion. Enfin, la montée du nationalisme et des périls dans les Balkans et dans les relations avec l'Allemagne renforça le camp des nationalistes et empêcha toute démocratisation de l'armée. En 1913, la durée du service militaire fut même repoussée à 3 ans. Seule la loi sur les retraites ouvrières votée en 1910 apporta une éclaircie pour les travailleurs, mais elle était bien faible (voir affiche de Grandjouan ci-dessus pour la CGT).

**Si l'on peut parler d'une démocratisation réelle du régime en particulier en ce qui concerne la loi sur les associations et les premières mesures prises pour protéger les ouvriers de l'exploitation capitaliste, la République de la «Belle Epoque» fut surtout une République des classes moyennes et des notables sur lesquels s'appuyaient les gouvernements radicaux. Solidement installés au pouvoir depuis 1902, ils allaient profondément marquer le modèle républicain, mais l'intégration du monde ouvrier restait largement à faire, tandis que le nationalisme antisémite se renforçait et constituait un courant majeur de la vie politique française. L'entrée en guerre en aout 1914 allait pour la première fois éprouver la solidité du régime, né lui-même de la défaite de 1871 et de l'écrasement de la Commune.**

#### J'ai retenu les grands concepts du chapitre

##### **Partie A : Naissance de la République dans la guerre de 1870-71**

Garde nationale, Commune de Paris, semaine sanglante

##### **Partie B : De la République des monarchistes à la République des républicains 1871-85**

République conservatrice, orléanistes, borbons, bonapartistes, lois scolaires Ferry, libertés fondamentales

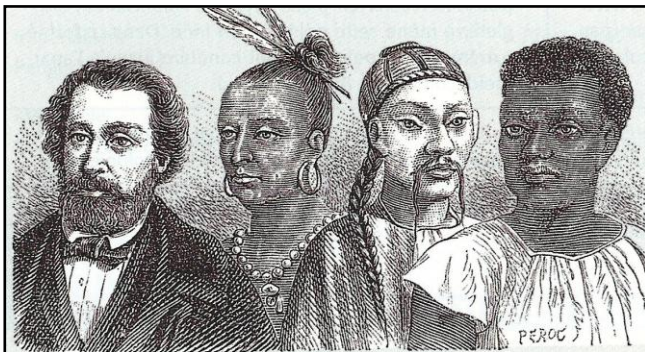
##### **Partie C : De la République conservatrice à la République radicale 1885-1914**

Lois scélérates, affaire Dreyfus, ligues, Action française, droit d'association, loi de séparation des Eglises et de l'Etat



## Chapitre 4 : coloniser, dominer le monde jusqu'en 1914

Sur de sa puissance et de sa civilisation, l'Europe (et les pays nés d'elle comme les Etats-Unis), se lance dans la 2<sup>ème</sup> moitié du 19<sup>e</sup> siècle dans une colonisation du monde tous azimuts. Ayant perdu les Amériques depuis quelques années, elle vise dorénavant les continents aux Etats faibles comme en Asie (Chine, Iran) ou bien l'Afrique qui lui paraît barbare et non-exploitée. Tout un discours scientifique, politique et économique est fabriqué par les élites pour convaincre le peuple de conquérir des territoires lointains. En quelques années de 1840 à 1880, l'Afrique est explorée, cartographiée et bientôt livrée à l'appétit des puissances européennes, tandis que l'Asie est soit conquise (l'Inde) soit soumise à l'influence européenne (le Japon, la Chine, l'Iran). Enfin, jusqu'en 1914 se mettent en place les grands empires coloniaux qui difficilement parviennent à se répartir les territoires et les sphères d'influence. La guerre est plusieurs fois évitée de justesse, d'autant que la colonisation permet aux Etats d'exalter leur puissance et nourrit un nationalisme en plein essor.



LES QUATRE RACES D'HOMMES. — La race blanche, la plus parfaite des races humaines, habite surtout l'Europe, l'ouest de l'Asie, le nord de l'Afrique et l'Amérique. Elle se reconnaît à sa tête ovale, à une bouche peu fendue, à des lèvres peu épaisses. D'ailleurs son teint peut varier. — La race jaune occupe principalement l'Asie orientale, la Chine et le Japon : visage plat, pommettes saillantes, nez aplati, paupières bridées, yeux en amandes, peu de cheveux et peu de barbe. — La race rouge, qui habitait autrefois toute l'Amérique, a une peau rougeâtre, les yeux enfoncés, le nez long et arqué, le front très-fuyant. — La race noire, qui occupe surtout l'Afrique et le sud de l'Océanie, a la peau très-noire, les cheveux crépus, le nez écrasé, les lèvres épaisses, les bras très-longs.

### A Pourquoi coloniser ?

#### **1 le discours sur les races humaines...**

Depuis le 18<sup>e</sup> siècle, les Européens ont commencé à construire un discours de plus en plus complexe sur les «races humaines». Le concept encore vague à cette date s'affine avec les progrès de la biologie et les recherches sur les origines de l'homme. Les sciences de la nature connaissent au siècle suivant de remarquables progrès qui vont alors permettre aux scientifiques d'élaborer une théorie générale des races humaines. Mais ce sont aussi des pseudo-sciences telles que la **craniologie** qui vont permettre aux scientifiques d'élaborer un véritable **racisme «scientifique»**. Selon cette théorie, l'espèce humaine est divisée en races qui se différencient par la couleur de la peau et leurs aptitudes. Ces races sont bien évidemment hiérarchisées, mais la hiérarchie et le nombre diffèrent selon les auteurs. Cependant, tous sont d'accord pour placer au sommet de la hiérarchie, la «race blanche» que certains auteurs appellent caucasienne. Dans les écoles, on donne donc à apprendre aux enfants, les dernières trouvailles de la biologie, comme le montre cette illustration du Tour de France par 2 enfants de G Bruno, publié en 1877 et qui sera un succès considérable de l'époque.



C'est en vain que quelques philanthropes ont essayé de prouver que l'espèce nègre est aussi intelligente que l'espèce blanche. Quelques rares exemples ne suffisent point pour prouver l'existence chez eux de grandes facultés intellectuelles. Un fait incontestable et qui domine tous les autres, c'est qu'ils ont le cerveau plus rétréci, plus léger et moins volumineux que celui de l'espèce blanche, et comme dans toute la série animale, l'intelligence est en raison directe des dimensions du cerveau, du nombre et de la profondeur des circonvolutions, ce fait suffit pour prouver la supériorité de l'espèce blanche sur l'espèce noire. Mais cette supériorité intellectuelle, qui selon nous ne peut être mise en doute, donne-t-elle aux Blancs le droit de réduire en esclavage la race inférieure? Non, mille fois non. Les nègres sont doués de parole, et par la parole nous pouvons nouer avec eux des relations intellectuelles et morales, nous pouvons essayer de les élever jusqu'à nous, certains d'y réussir dans une certaine limite. Du reste, un fait physiologique que nous ne devons jamais oublier, c'est que leur race est susceptible de se mêler à la nôtre, signe sensible et frappant de notre commune nature. Leur infériorité intellectuelle, loin de nous conférer le droit d'abuser de leur faiblesse, nous impose le devoir de les aider et de les protéger.  
Pierre Larousse (1817-1879), Grand dictionnaire universel du XIX<sup>e</sup> siècle, 1866-1876, article nègre.

Cette hiérarchisation des «races humaines» nourrit le discours colonial qui insiste sur la nécessité d'apporter la civilisation aux peuples barbares. C'est, entre autre, un argument clé dans la bouche de Jules Ferry lorsqu'il défend sa politique de colonisation au début des années 1880 : «le devoir de civiliser les races inférieures» ou celui de R Kipling, l'auteur du *Livre de la jungle* qui parle du «fardeau de l'homme blanc». Les médias prennent également le relais de ces conceptions raciales : l'école bien sur, mais également la presse écrite qui raconte les conquêtes coloniales puis la construction des empires comme une grande aventure généreuse et civilisatrice ou encore les **zoos humains** qui apparaissent dans les années 1870 en Allemagne puis en France. Ceux-ci ont pour but de montrer aux Européens les peuples inférieurs à civiliser dans des spectacles anthropologiques où sont reconstitués leur habitat, leur mode de vie (cf image du Jardin d'acclimatation de Paris, 1895). Des impresarios parcourent alors l'Afrique et l'Asie à la recherche de groupes qu'ils louent par contrat pour faire des tournées durant parfois plusieurs années. Les Européens se pressent dans ces spectacles où les barrières et la mise en scène en dit long sur l'infériorité des peuples qui sont présentés. Leur succès culmine avant 1914 dans certaines des grandes expositions coloniales comme celle de Paris en 1907, que plus de 2M de personnes visitèrent.

## **2 ... Et le développement capitaliste alimente l'impérialisme européen**

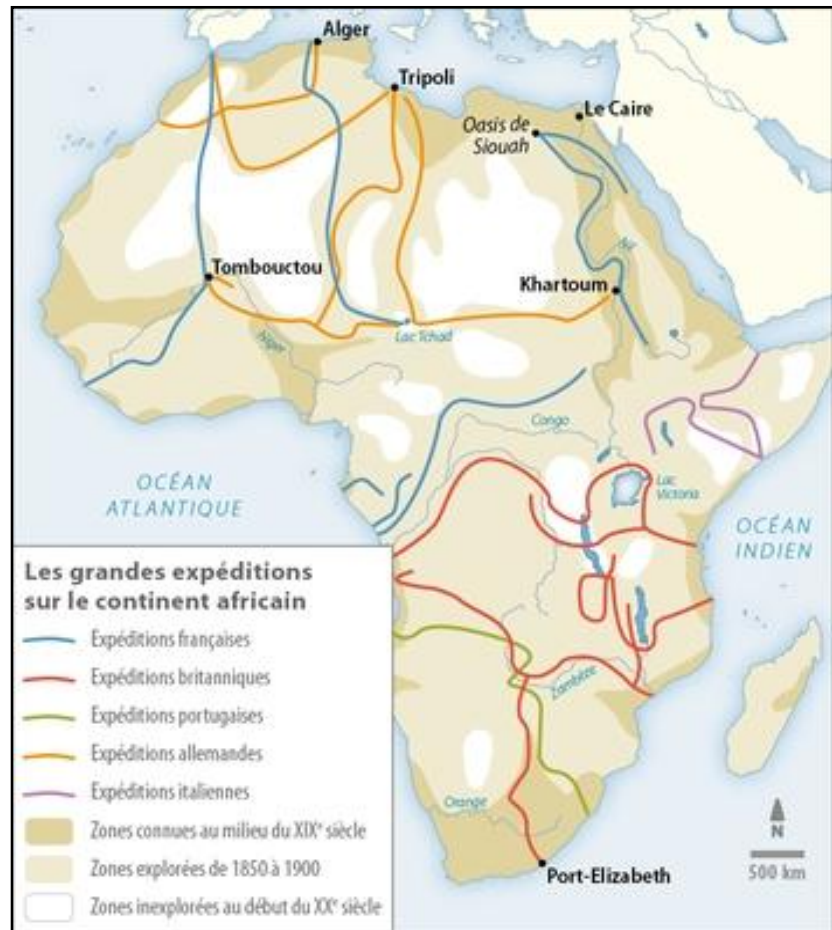
La puissance de l'Europe du 19<sup>e</sup> siècle qui s'exprime dans sa capacité de production, dans sa démographie, ses sciences et ses techniques, engendre une soif plus grande de domination, mais aussi une nécessité pour les élites de convaincre les peuples du bien fondé de la colonisation. On a vu précédemment l'importance que le discours scientifique sur les races représentait pour les partisans de la colonisation comme Jules Ferry, mais ce n'est pas le seul argument déployé pour la justifier. Selon eux, il faut également trouver des débouchés à l'industrie nationale et s'approvisionner en produits et matières premières, enfin, il faut aussi disposer de ports et de voies maritimes sécurisées pour contrôler les océans et le commerce international.

L'essor du capitalisme industriel, puis du libre-échange dans les années 1860 contraint en effet les grands Etats européens à une vive concurrence pour les marchés et les matières premières. Le coton par exemple, devient pour les Britanniques un enjeu majeur de leur développement industriel qui les pousse à prendre le contrôle de l'Égypte ou de l'Inde pour s'y approvisionner. De même les Français font de l'Algérie un puissant producteur de blé, de vin ou de fruits à destination du marché de la métropole, tandis que les autres colonies d'Afrique fournissent cacao, café ou bois. Pour d'autres Etats comme les Etats-Unis ou la Russie, la colonisation est plutôt un processus d'expansion de leur propre territoire vers les régions intérieures de leur continent. Dès 1848, au cours de sa guerre contre le Mexique, un journaliste américain définit ainsi l'impérialisme de son pays comme le résultat d'une «destinée manifeste» : celle d'apporter la démocratie à l'ensemble du continent au nom des valeurs religieuses et de la liberté. Mais la réalité est surtout que l'afflux constant de migrants s'accompagne d'un processus de conquête des vastes terres des Grandes Plaines et d'appropriation des ressources nécessaires à l'essor industriel. En quelques années, les EU deviennent la première puissance industrielle et agricole au monde !

## **3 Des enjeux géopolitiques majeurs**

Comme le montre cette carte, le continent africain en 1850 reste pour l'essentiel encore mal connu et peu exploré. Celui-ci est l'objet de tous les fantasmes des Européens : sources du Nil, royaumes nègres, richesses naturelles, animaux fascinent les explorateurs qui partent par dizaines vers le cœur du continent. Se faisant, ils cartographient, signent des traités avec certains peuples et prennent possession des territoires qu'ils découvrent. Ainsi Speke et Burton, Livingstone, puis Stanley entre 1850 et 1870 partirent-ils à la recherche des sources du Nil. De même, Savorgnan de Brazza, pour le compte de la France, explora le bassin du Congo dans les années 1870 et 80 pour contrer les ambitions britanniques et belges dans la région.

Au début des années 1880, l'Afrique de mieux en mieux connue et explorée, le temps du partage survient : il faut fixer des règles pour éviter les conflits et définir des frontières précises entre les territoires revendiqués par les Européens. Ce sera l'objectif de la conférence qui se réunit à Berlin au début de l'année 1885 et qui rassemble les grandes puissances européennes et les Etats-Unis. La conférence se saisit d'abord de la question du Congo dont l'immense bassin au cœur de l'Afrique forme la clé de la circulation entre l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud. Il est partagé entre Belges, Français et Portugais, tandis qu'est affirmée la liberté du commerce sur le fleuve ainsi que sur le Niger. De plus, le principe est posé du droit des Européens à contrôler les territoires en arrière d'un littoral déjà sous contrôle, sous réserve de traités avec les populations locales. Enfin, la conférence se met d'accord sur l'interdiction de l'esclavage. Les règles ainsi définies lancent une vaste course vers l'intérieur afin de s'assurer du contrôle des arrière-pays par la force, pour définir ensuite les frontières avec les autres impérialismes européens. Cependant, il n'est pas toujours aisé de se mettre d'accord et la course tourne parfois à l'incident militaire comme en 1898 entre Français et Britanniques lorsque dans le Soudan, les 2 nations se

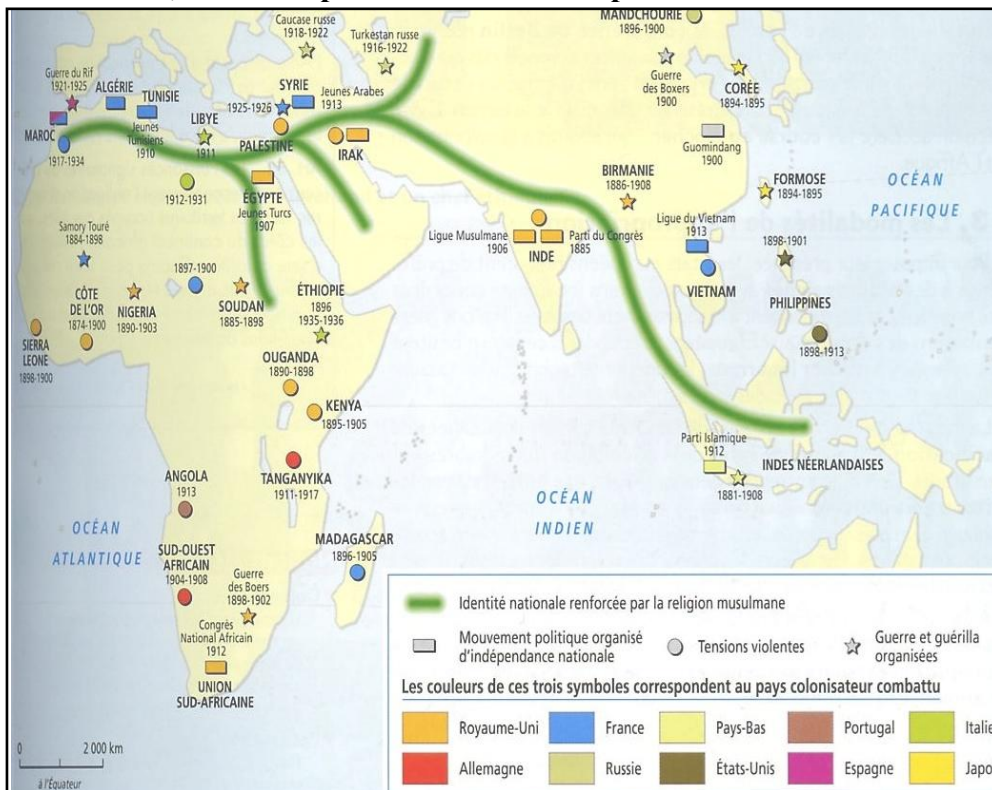


retrouvent face à face pour le contrôle du poste militaire de Fachoda, verrou de l'Afrique de l'Est. La défaite française et l'humiliation du corps expéditionnaire dirigé par le Commandant Marchand provoque une grave crise diplomatique dont les Britanniques sortent vainqueurs et qui alimente les passions nationalistes dans les deux Etats (la France est en pleine Affaire Dreyfus à cette date).

L'Asie mieux connue depuis le Moyen Age est elle aussi l'objet d'une âpre compétition entre les impérialismes avec cette particularité de la présence des Russes, des Japonais et des Etats-Unis en plus des Européens. Les puissances se disputent en particulier le contrôle de la Chine, géant affaibli et l'Asie Centrale. Britanniques et Russes s'affrontent pour la domination sur l'Afghanistan, tandis que les Français tentent de contrer la présence anglaise en Asie du Sud-est et en Chine, par la pénétration au Tonkin et le contrôle du fleuve Rouge. Les nouvelles ambitions japonaises sur le continent (en Corée) débouchent sur un conflit avec la Russie (1904-05), elle aussi cherchant à renforcer sa présence sur la côte du Pacifique Nord. En moins de 2 ans, la nouvelle économie industrielle du Japon vient à bout du géant russe, c'est la première victoire d'une puissance extra-européenne sur un grand pays occidental. Enfin, les EU aussi s'affirment dans la région par la conquête sanglante des Philippines qu'ils ont arrachées à la domination espagnole depuis 1898.

## B Comment coloniser ?

### 1 Coloniser, c'est s'emparer d'un territoire par la force



Comme le montre cette carte, coloniser c'est d'abord un processus d'appropriation des territoires. La conquête coloniale s'effectue partout entre 1860 et 1914, sur un rythme accéléré, car l'Europe dispose d'une telle avance technologique que les résistances sont de peu de poids. A l'exception du cas de l'Éthiopie qui résiste victorieusement à la conquête italienne

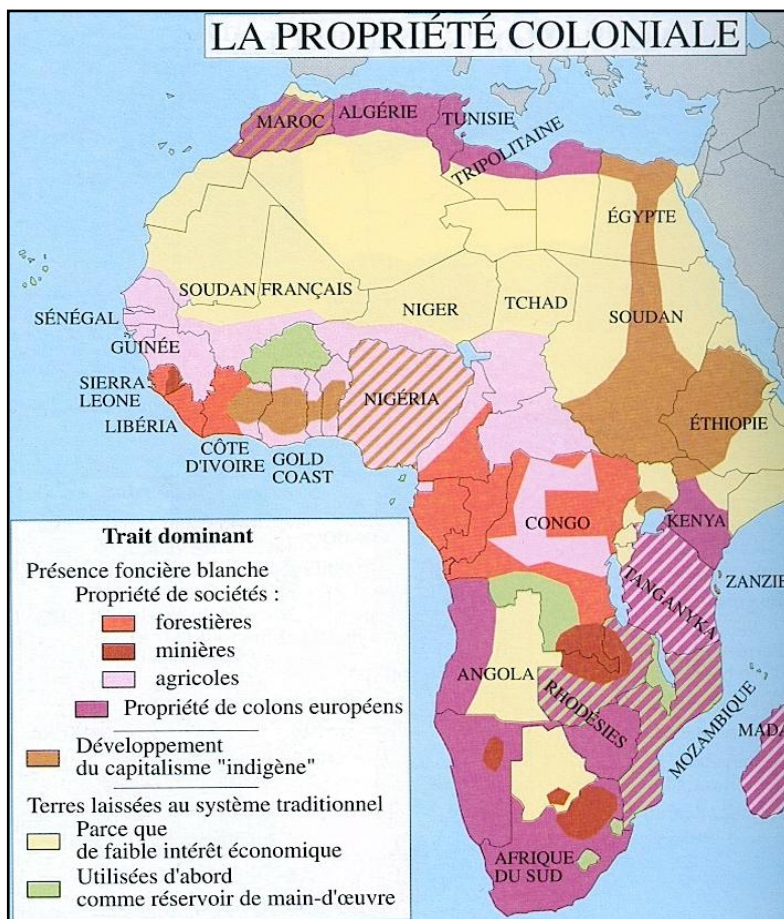
des années 1890, nulle part les populations locales ne sont en mesure de résister à la technologie ou aux pressions des grandes puissances européennes. Bien sur, l'appropriation varie selon que les Européens sont confrontés aux sociétés millénaires organisées en États d'Asie (Chine, Indochine, Perse) ou d'Afrique du Nord (Algérie, Maroc) ou bien aux sociétés moins organisées d'Afrique Noire. En Chine par exemple, elle prend la forme d'une sorte de dépeçage progressif de l'Empire par l'ensemble des puissances qui se font attribuer des concessions territoriales ou des comptoirs dans les grandes villes comme Shanghai (cf Illustration du *Petit Journal* de 1898). Les Britanniques laissent eux une large marge de manœuvre aux entrepreneurs privés comme Cecil Rhodes qui souhaitait joindre le Caire au Cap et qui soumit contre l'avis du gouvernement de nombreux territoires qui furent ensuite transformés en colonies par la Couronne britannique. En France, Italie ou Belgique, la prise de possession se fait sur le mode de la conquête militaire pure et simple décidée et organisée par l'État.



Ces différences dans la prise de possession, mais également des traditions propres à chaque puissance expliquent la diversité de statut de ces différents territoires une fois intégrés à l'empire colonial. On distingue traditionnellement 2 manières d'envisager la colonisation : une volonté française d'**assimiler** et un système britannique plus pragmatique d'**association**. Dans la réalité coloniale, les choses étaient plus complexes. Les Britanniques appliquaient des systèmes très différents selon les colonies et leurs intérêts propres. Ainsi, dans les colonies d'Afrique de l'Ouest littorale, ils mirent en place une

administration directe des territoires et intégrèrent assez aisément les Africains éduqués. Par contre, dans les colonies de peuplement blanches d'Afrique du Sud ou de Rhodésie, ils refusèrent tous droits aux Africains, tandis que dans l'Afrique intérieure ou en Inde ils privilégièrent «**d'indirect rule**», c'est-à-dire une administration indigène qui permettait à la Couronne de grandes économies. Les Français eux balançaient entre assimilation et association. **L'assimilation** selon la conception politique de la nation en France, consistait dans l'idée que la France apportait sa civilisation supérieure, qu'elle éduquait les peuples sauvages qui ainsi pourraient s'assimiler à la société française et devenir français. Mais la réalité du colonialisme et les dangers que faisait courir à la domination coloniale une telle conception, impliquaient que la France ne traitait jamais les indigènes des colonies comme ses propres citoyens. En Afrique, la citoyenneté n'était presque jamais accordée aux indigènes et ceux-ci étaient régis par un code qui les privaient de nombreux droits. Même l'Algérie pourtant assimilée à la métropole depuis 1847 comme départements et dont les habitants sont réputés citoyens français, ne bénéficient pas des droits réservés aux non-musulmans. Cependant, en Indochine où la conquête avait été difficile et où existaient des Etats anciens, les Français choisirent plutôt une administration indirecte (le protectorat, comme en Tunisie ou au Maroc), bien que dans la réalité les pouvoirs locaux fussent bien faibles. Seule la Cochinchine fut véritablement une colonie.

## 2 Coloniser, c'est exploiter



Une fois la conquête définitive, arrive le temps de l'exploitation économique. Elle consiste d'abord dans une expropriation des populations locales, très souvent facilitée par le fait qu'elles ignorent le principe de la propriété privée et que les droits des indigènes sont coutumiers et non réglés par des contrats écrits. Dans ces conditions, il est aisé de s'emparer de ces terres pour les attribuer aux colons et aux grandes sociétés coloniales. Comme on le voit sur cette carte de l'Afrique vers 1920, c'est presque la totalité du sol qui change de mains, à l'exception des régions les moins intéressantes du Sahara. Les sociétés coloniales qui exploitent le bois, les minerais ou les sols s'attribuent la plus grande partie de ces espaces à l'exception des colonies ou protectorats peuplés par des blancs comme en Algérie ou en Afrique du Sud où la terre est

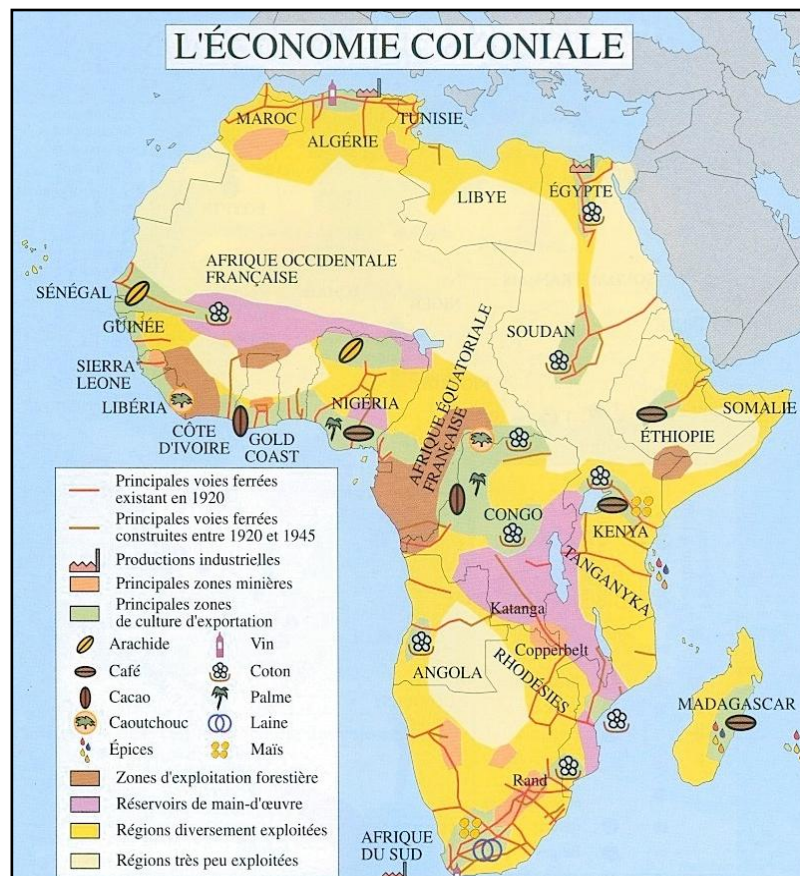
concedée à de petits fermiers. La violence est donc à la source de la colonisation et persiste longtemps dans les rapports entre colons et indigènes puisque ceux-là sont armés et peuvent légalement utiliser ces armes contre les indigènes qui privés des meilleurs terres tentent souvent de résister (comme en Algérie), puis doivent se plier au nouvel ordre économique.

Dans un second temps commence (encore timidement avant 1914), l'exploitation des ressources locales. Celles-ci varient selon les pays et les climats. L'Asie très riche encore avant le 19<sup>e</sup> siècle devient un marché important pour les produits occidentaux à tel point que certaines

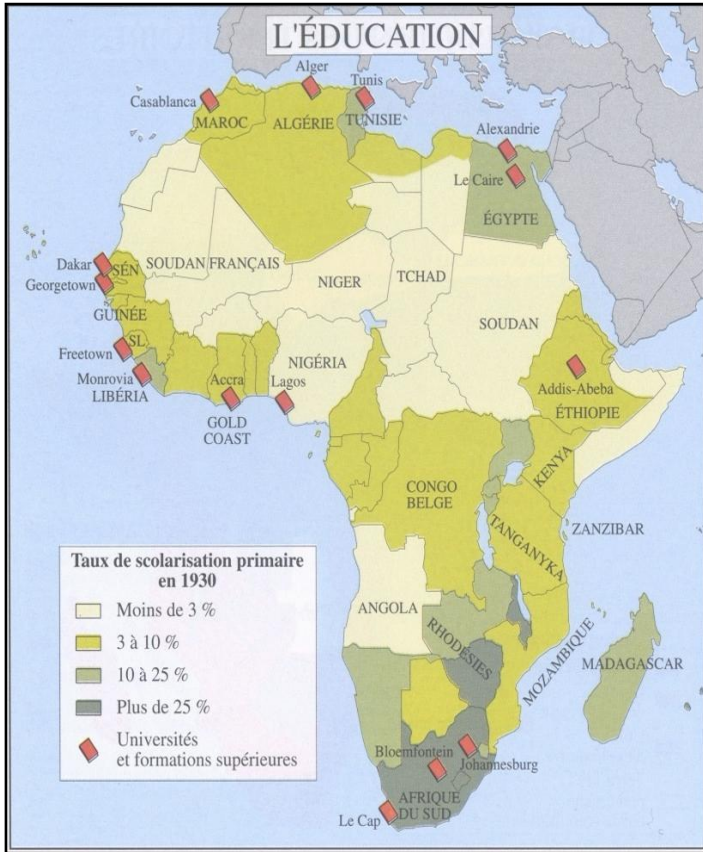
industries locales sont définitivement ruinées par cette concurrence imposée (le textile en Inde). De même, les Occidentaux exportent vers ces colonies ou des Etats affaiblis des produits à haute valeur ajoutée comme l'opium en Chine. Ils construisent rapidement de vastes réseaux de voies ferrées qui permettent une bonne administration de territoires souvent très vastes et densément peuplés comme en Inde, en s'appuyant sur une main d'œuvre locale presque infinie. Ils en importent les produits coloniaux indispensables à l'industrie européenne comme le coton, le jute, l'hévéa, des minerais (or d'Afrique du Sud). En Afrique, tout est à faire puisque l'économie monétaire et les industries étaient presque totalement absentes avant la colonisation, sauf en Afrique du Nord et certaines portions du littoral. Les Européens construisent donc les premières voies ferrées toutes axées du littoral vers l'intérieur et destinées uniquement à apporter vers les ports les richesses de l'arrière-pays (cf carte ci-contre). Ces ports deviennent rapidement les villes principales de ces nouveaux territoires comme Abidjan, Dakar ou Lagos, tandis qu'à l'intérieur, les Européens fondent des villes nouvelles sur les fleuves à proximité de grands gisements de minerais ou des grandes exploitations forestières (Kinshasa, Johannesburg...).

Cette mise en valeur des colonies se fait essentiellement avec la main d'œuvre locale car à l'exception de quelques colonies de peuplement comme l'Algérie ou l'Afrique du Sud, peu de colons viennent s'installer outre-mer. Il faut donc imposer aux populations locales souvent récalcitrantes un **travail forcé** ( photo ci-dessus vers 1900), qui s'apparente à une nouvelle forme d'esclavage. Le travail forcé consiste en différents moyens d'obliger l'indigène à offrir gratuitement son travail pour réaliser des travaux pour l'administration coloniale (construction de voies ferrées, travail sur le port...) ou des entreprises privées : soit sous la forme d'une **réquisition** (chaque village doit fournir un nombre d'hommes déterminé, **d'une prestation** qui est une corvée imposée plusieurs jours par année, d'une tâche effectuée dans le cadre du service militaire ou d'une obligation de travailler la terre. Les indigènes doivent en effet payer l'impôt en argent, ce qui les contraint dans des économies peu monétaires à s'employer dans les grandes sociétés coloniales.

**Cette entrée contrainte dans le système capitaliste conduit l'indigène vers une acculturation plus ou moins forte.**



### 3 Coloniser, c'est acculturer



**Acculturer c'est déposséder un individu de sa culture par la force ou par une assimilation volontaire.** Les 2 cas ont existé dans la domination coloniale. En effet, une partie des élites locales (anciens dirigeants, chefs de villages, notables) avaient intérêt à se rallier à la puissance coloniale pour sauver leur pouvoir et préserver leurs intérêts. Ainsi partout en Afrique et en Asie, se mettent en place des administrations locales dans le cas de «l'indirect rule» s'appuyant sur ces élites anciennes. Ce sont ces chefs de village qui par exemple en Afrique, fournissent les travailleurs requis. Ils sont choyés par la puissance coloniale qui leur permet d'obtenir la citoyenneté ou bien d'envoyer leurs enfants dans les meilleures écoles de la métropole. Rappelons l'exemple de Gandhi, fils d'un important homme politique indien qui partit faire des études de droit en Angleterre.

Mais pour la grande masse de la population indigène, l'acculturation est contrainte et

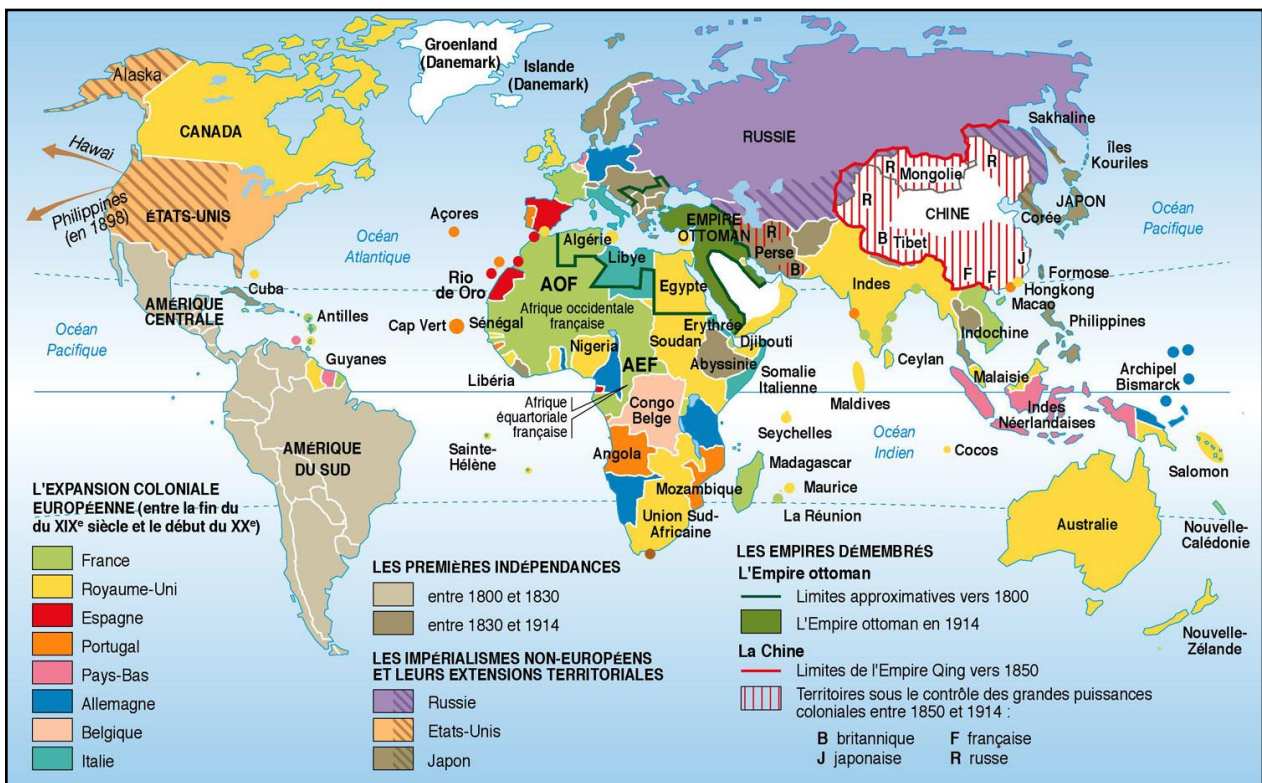
souvent superficielle. L'éducation, en effet, prise en charge par les missionnaires, reste très limitée, en particulier en Afrique (cf carte ci-dessus). Seules les colonies de peuplement comme l'Afrique du Sud et les Rhodésies disposent d'un véritable système éducatif à l'usage exclusif des blancs. Ailleurs, l'éducation se limite à une évangélisation et un apprentissage basique devant permettre aux sociétés et à l'administration coloniale de recruter policiers ou petits administrateurs, surveillants et techniciens nécessaires aux différents chantiers coloniaux. La France se distingue toutefois notamment en Algérie par son projet assimilationniste qui conduit l'Etat à mettre en place une politique scolaire plus affirmée (quoique limitée) afin de forger par l'école de vrais petits français soumis aux autorités coloniales (doc ci-contre). Cette acculturation est donc à la fois limitée car l'école reste rare et l'alphabétisation des populations indigènes très limitée, mais en même temps réelle du fait de l'imposition du système économique des Européens par le biais du travail forcé et du salariat.

Voici ce qui est écrit dans un manuel de Cours élémentaire destiné à l'Algérie.

« La France est le plus beau pays du monde. Les romains attaquèrent les Gaulois qui se battaient bien, mais les Romains étant les plus civilisés furent les plus forts et ils prirent la Gaule. Les Gaulois, les Romains et les Francs étaient intelligents, travailleurs et courageux. Si les Kabyles et les Arabes écoutent les Français, ils seront heureux, ils seront meilleurs et ils seront regardés comme les enfants de la grande nation française. »

C.R. Jouve, *Leçons d'histoire et de civilisation, C.E. des écoles indigènes de l'Algérie et de l'Orient, 1893*





## C Les empires coloniaux à la veille de la guerre

### 1 Rivalités impériales

A la veille de la Grande Guerre, le monde est donc presque entièrement sous la domination des Européens (cf carte ci-dessus). Même les régions qui restent indépendantes comme l’Ethiopie en Afrique ou les pays d’Amérique Latine, voire la Chine n’échappent pas à l’influence des grandes puissances coloniales. Ainsi, les EU en Amérique Centrale et dans les Caraïbes, sont les véritables maîtres du destin de nombreux Etats (Cuba, Mexique, Honduras, Nicaragua...). Par exemple, le Panama qui naît en 1903 d’une sécession d’avec la Colombie, est en réalité une création des EU qui s’assurent ainsi la possibilité de contrôler la construction du canal inauguré en 1913. De même, l’Afghanistan, théoriquement indépendant pour marquer la frontière entre les impérialismes britannique et russe ou le Siam entre Français et Britanniques, sont en réalité sous la dépendance des puissances. La Chine et la Perse deux grands Etats millénaires sont dépecées progressivement et leur économie passe sous contrôle des puissances. Même l’Empire Ottoman doit céder les territoires qu’il possédait en Afrique du Nord, tandis que les Balkans deviennent pour partie indépendants.

L’Afrique du Nord est l’objet de nombreuses convoitises du fait de cet affaiblissement ottoman et de l’installation des Français en Algérie. Le Maroc, seul Etat encore indépendant dans les années 1880, subit une forte pression des Européens, en particulier des Français qui progressivement s’emparent des provinces proches de la frontières algérienne et du protectorat sur la Tunisie en 1881. En 1902, ils signent une convention avec l’Italie qui en échange de la Libye reconnaît les droits de la France sur le Maroc, puis en 1904, c’est le RU et l’Espagne qui se mettent d’accord avec la République française contre l’abandon de l’Egypte aux Anglais et la reconnaissance de la colonisation espagnole sur une portion nord du Maroc et l’extrême sud. Le Maroc semble dorénavant sous la domination française, mais l’année suivante, l’Allemagne, mécontente d’avoir été tenue à l’écart des négociations, organise une expédition militaire, dont l’Empereur prend la tête, sur la ville de Tanger et exige du sultan qu’il refuse la domination franco-espagnole. Une conférence réunit à Algésiras résout provisoirement la crise, mais elle rebondit en 1911, lorsque l’Allemagne envoie en baie d’Agadir une canonnière menacée le grand port du Sud. Finalement les négociations débouchent sur l’abandon par l’Allemagne de toute revendication sur le Maroc en échange de territoires en Afrique équatoriale.

**Les rivalités se multiplient donc à la «Belle Epoque»** entre les grandes puissances européennes et sont l’un des facteurs de la signature d’accords militaires comme «l’Entente Cordiale» entre britanniques et français signée en 1904 qui débouchera sur la Triple-Entente avec la



Russie que les Britanniques ratifient en 1907, délimitant ainsi leurs sphères d'influence en Afghanistan et Perse. De son côté, l'Allemagne isolée en Europe et peu favorisée dans la course coloniale, change de politique après le départ de Bismarck et obtient quelques concessions en Afrique et en Asie, mais surtout elle constitue une contre-alliance avec l'Autriche-Hongrie et l'Italie pour limiter les ambitions françaises et lutter contre la Triple-Entente.

## 2 Deux grandes puissances coloniales

À la veille de la Grande Guerre, 2 grandes puissances coloniales dominent donc le monde : le Royaume-Uni et la France. Unis dans la Triple-Entente, ces 2 puissances sont parvenues à délimiter leurs sphères d'influence et à contenir les ambitions allemandes. Chacune d'entre-elle est présente sur tous les continents (cf carte) et contrôle des millions de km<sup>2</sup> de territoires et des populations très diverses.

Source : B Etemad, 2000.	1830	1880	1913
<b>Royaume-Uni :</b> Superficie en millions de km <sup>2</sup> Population en millions Commerce avec les colonies (en % du commerce avec le reste du monde) : Importations Exportations	7,4M  189M	22M  271M	32M  394M  24,9% 37,2%
<b>France :</b> Superficie en millions de km <sup>2</sup> Population en millions Commerce avec les colonies (en % du commerce avec le reste du monde) : Importations Exportations	0,013M  0,548M	0,728M  7M	9,6M  48M  9,4% 13%

La France est un empire essentiellement africain. Tout le Nord-Ouest et une partie du Centre lui appartiennent. Il est organisé en deux ensembles distincts : l'AOF et l'AEF, tandis que Maroc et Tunisie sont des protectorats et l'Algérie, des départements français. En Orient, la présence française est forte en Indochine, mais elle ne dispose que de quelques comptoirs en Inde et de quelques îles dans l'Océan Indien (dont l'immense île de Madagascar) et dans le Pacifique. Enfin en Amérique, l'ancienne puissance française du 17<sup>e</sup> siècle se manifeste encore par la possession des îles des Caraïbes et de la Guyane. Cela représente une population d'environ 50M de personnes en 1913, soit un chiffre assez limité, mais qui a cependant fortement cru depuis 1880.

Les Britanniques ont, quant à eux, constitué le plus grand empire de l'époque et de toute l'Histoire : plus de 30 millions de km<sup>2</sup> en 1913 et près de 400 millions d'habitants. La présence anglaise est généralisée des Amériques (Canada, Caraïbes) à l'Asie orientale (Hong Kong, Singapour, Malaisie...). Mais la perle de l'Empire sont les Indes occupées depuis le 18<sup>e</sup> siècle, qui donne au Royaume-Uni d'immenses ressources en hommes et en matières premières. Ainsi, les Britanniques exploiteront la main d'œuvre indienne et peupleront leurs colonies africaines, américaines ou Singapour grâce à ces populations. Cette extension gigantesque de l'empire donne également aux

Britanniques le contrôle des mers et des grands axes commerciaux qui transitent par les détroits comme celui de Gibraltar, de Malacca, d'Ormuz ou, bien sur, le Canal de Suez. Les colonies servent aussi à se débarrasser des populations indésirables de Grande Bretagne (pauvres, vagabonds, petits délinquants, prostitués...) qui sont envoyés peupler l'Afrique du Sud, l'Australie ou la Nouvelle Zélande. Ces territoires constituent d'ailleurs au début du 20<sup>e</sup> siècle (1907 et 1910), des **dominions**, soit des territoires autonomes possédant leur propre gouvernement et politique économique.

Les autres puissances comme le montre la carte sont plus secondaires, même si les Pays-Bas et l'Allemagne renforcent leur présence en Asie pour les premiers et en Afrique pour la seconde. Les anciennes puissances coloniales du 16<sup>e</sup> siècle comme l'Espagne et le Portugal voient leur déclin s'accélérer, même si le Portugal garde le contrôle de ses territoires africains, il est en réalité fortement dépendant de l'empire britannique qui domine en grande partie son économie. Enfin, les nouveaux arrivants que sont les EU et le Japon ne s'intéressent qu'à l'expansion dans des régions limitées qui sont l'Extrême-Orient et le Pacifique.

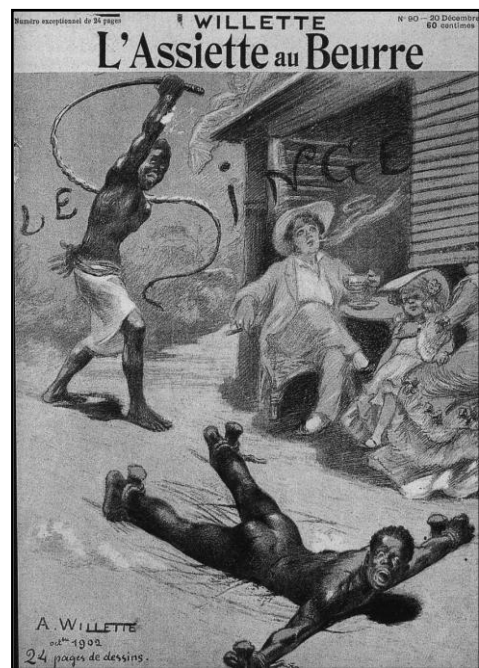
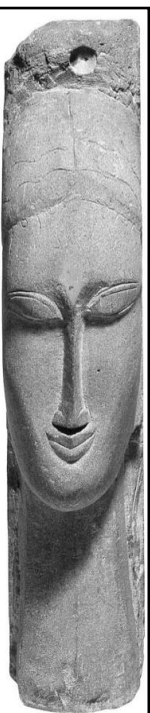
### 3 Colonisés et colonisateurs avant 1914

Les réticences des sociétés européennes face à la colonisation ne sont plus qu'un souvenir en 1914. Rares sont les voix condamnant l'exploitation coloniale à cette date, et les Européens se pressent de plus en plus nombreux aux expositions coloniales et aux zoos humains. La conquête coloniale permet en effet d'exalter la nation et sa mission civilisatrice, tout en soudant la population derrière son armée. Seule une fraction de la Gauche, anarchiste ou communiste dénonce encore la colonisation, mais ce sont des voix isolées (cf illustration de l'Assiette au Beurre en 1902).

Cependant, si l'adhésion au colonialisme est générale, la connaissance de la colonisation reste très limitée de même que celle des populations indigènes. Les spectacles de zoos humains privilégient en effet, un dispositif cherchant d'abord à montrer l'infériorité des peuples colonisés. Quant

aux expositions coloniales, elles propagent un discours impérialiste pour convaincre le grand public de l'importance de l'œuvre déjà accomplie.

C'est donc l'exotisme et la sauvagerie de ce monde colonial que les gouvernements veulent mettre en scène avant 14. Pourtant, le regard occidental commence à évoluer avec la découverte dès cette époque par certains artistes comme Picasso ou Modigliani (cf illustration ci-contre, d'une tête de femme, datée de 1912), des masques et sculptures africains (en particulier congolais). Mais, le discours des intellectuels est très marqué par une vision raciale des colonisés qui définit des stéréotypes qui seront dès lors omniprésents dans la culture populaire, comme on peut le voir dans ce texte de 1907 rédigé par un philosophe écrivain proche de l'Action Française :



«j'ai devant moi un des porteurs recrutés au dernier village. C'est un Lanka. Quelle belle bête, pleine de sang et bien racée. Le poids de la caisse n'a aucune importance pour lui. Il marche à son allure vive, élégante, un peu dansante, très légère et donnant un peu l'impression de l'envol. Pourquoi les humanistes de France ne veulent-ils pas admettre que la tête du Noir est faite pour porter des caisses et celle du Blanc pour penser ? (Ernest Psichari, Carnets de route, 1907).

Du côté des colonisés, le regard porté sur les Occidentaux est plus difficile à saisir, les sources étant plus limitées. Sans aucun doute, le choc de la conquête est brutal, en particulier en Afrique où les sociétés de l'intérieur du continent sont confrontées en quelques années à la déferlante des militaires, des missionnaires, puis des administrateurs coloniaux. Mais en Asie et en particulier en Chine, c'est un monde qui s'écroule, celui d'une société sûre d'elle et jusqu'au 18<sup>e</sup> siècle, faisant jeu égal avec les Etats européens. Comme en Inde, ces cultures millénaires ne sont pas préparées à affronter le choc de la colonisation et la remise en cause de leurs fondements est profond. Ainsi, dans ces sociétés tout comme dans les sociétés musulmanes, religion, système de caste ou pouvoir impérial entrent dans une crise qui bouleverse les structures sociales. Pourtant, les résistances s'organisent très vite dans de nombreuses régions. En Inde, le parti du Congrès né en 1885, évolue progressivement vers des positions indépendantistes, en Tunisie, un parti anticolonial naît dès 1907, en Indonésie dès 1908... Des intellectuels et des jeunes militants influencés par le mouvement socialiste et la doctrine des droits de l'homme ou s'appuyant sur les traditions locales recherchent des formes d'émancipation. Leur critique de l'Occident et de ses valeurs et parfois très forte, comme celle du grand poète indien Rabindranath Tagore dénonçant la civilisation «vorace et dominatrice» d'Europe (cf doc ci-dessous).

(...) *“ La civilisation qui nous vient d'Europe est vorace et dominatrice : elle consume les peuples qu'elle envahit, elle extermine ou anéantit les races qui gênent sa marche conquérante. C'est une civilisation toute politique, aux tendances cannibales ; elle opprime les faibles et s'enrichit à leurs dépens. C'est une machine à broyer. Elle sème partout les jalousies, les dissensions, elle fait le vide autour d'elle. C'est une civilisation scientifique et non humaine.*

*Sa puissance lui vient de ce qu'elle concentre toutes ses forces vers l'unique but de s'enrichir... Sous le nom de patriotisme, elle manque à la parole donnée, elle tend sans honte ses filets, tissés de mensonges, elle dresse de gigantesques et monstrueuses idoles dans les temples élevés au Gain, le dieu qu'elle adore. Nous prophétisons sans aucune hésitation que cela ne pourra durer toujours, Car il y a dans le monde une loi morale souveraine qui s'applique aux collectivités comme aux individus. [...] C'est une rébellion contre les lois d'en-Haut, elle ne peut aboutir qu'à un cataclysme... ”*

*Ce discours, qui marque un tournant dans l'histoire du monde, et dont aucun grand journal européen n'a parlé, est reproduit dans la revue The Outlook de New York, 9 août 1916.”*

*Discours de Rabindranath Tagore (1861-1941), poète indien et prix Nobel 1913 reproduit par Romain Rolland, Journal 1915-1943.*

**En 1914, l'Europe est donc à l'apogée de sa puissance tant économique que politique et coloniale. Pourtant, elle est aussi extrêmement divisée et agitée par de profonds mouvements idéologiques et culturels. Elle se considère comme le modèle de civilisation et défend sa supériorité à travers une vision raciale du monde qui pèsera lourd dans les années à venir.**

### J'ai retenu les grands concepts du chapitre

#### Partie A : Pourquoi coloniser ?

Racisme scientifique, craniologie, phrénologie, destinée manifeste, impérialisme

#### Partie B : Comment coloniser ?

Concessions, comptoir, colonie, protectorat, indirect rule, assimilation, association, code de l'indigénat, travail forcé

#### Partie C : Les empires coloniaux à la veille de la guerre

Entente cordiale, Triple Entente, dominions

# 2<sup>e</sup> partie : Crises des sociétés modernes

## (1914-1945)

### Chapitre 1 : De la Grande guerre aux révolutions (1914-1923)

#### A Entrer dans la guerre

*Pourquoi les sociétés et les gouvernements acceptent-ils le risque de la guerre ?*

#### 1 « Le narcissisme des petites différences ». Freud

L'Europe du 19<sup>e</sup> siècle est contaminée par les **thèses racistes** qui visent à établir une hiérarchie entre les Européens et les autres peuples... mais aussi entre les Blancs eux-mêmes. Le **pangermanisme** prône la conquête de la Mittel Europa jugée nécessaire pour établir un **espace vital** indispensable à la prospérité de la race aryenne. Ce **Lebensraum** se ferait au détriment des Slaves jugés comme des races inférieures qui seraient soit réduites à l'esclavage soit expulsées vers l'est. Le **panславisme** répond à cette démarche en visant à établir une unité « raciale » et religieuse (chrétienne orthodoxe) garantissant le contrôle direct ou indirect de toute l'Europe centrale à la Russie. Tout conflit aussi mineur soit-il dans cette région est aussi vu comme la préfiguration d'un **combat apocalyptique** entre races dont l'objet est la mise sous tutelle voire la disparition de tout un groupe humain. Les **stéréotypes nationaux** se diffusent largement dans toute l'Europe. Aux images d'un Français ripailleur, décadent et indiscipliné diffusées dans la presse allemande répondent les caricatures d'Hansi dénonçant des colons allemands gras, vulgaires et stupides qui persécutent les bons Alsaciens restés attachés à la France. La presse hexagonale s'enflamme régulièrement pour de beaux militaires qui appellent à la **Revanche** (général Boulanger) ou défendent le colonel Marchand, qui défend le drapeau tricolore à Fachoda contre des « politicards parisiens » qui négocient en sous main avec la perfide Albion (pour finalement obtenir 5 ans plus tard l'alliance indispensable à la revanche contre l'Allemagne). Les instituteurs de la 3<sup>e</sup> République montrent sans cesse sur les cartes de France la « ligne bleue des Vosges » pour rappeler les enfants à leur devoir futur.

#### Le saviez-vous ?



Sur les cartes scolaires représentant la France de 1871 à 1914, les frontières étaient symbolisées par un trait noir sauf celles avec l'Allemagne, dont le caractère provisoire était rappelé par l'usage de la couleur bleue.

Partout en Europe, Etat, groupements nationalistes structurés, organes de presse grand public favorise la diffusion d'un **nationalisme agressif**, exaltant la communauté nationale et dévalorisant les pays voisins.

#### 2 La culture de guerre en Europe

La guerre et son histoire sont l'objet de nombreux ouvrages savants et populaires au 19<sup>e</sup> siècle. L'image du **combattant chevaleresque** envahit les livres d'histoire de l'école républicaine. Vercingétorix, Charles Martel, Roland, Bayard, Jeanne d'Arc deviennent des modèles pour les petits Français. S'opposant à l'envahisseur, défendant leur patrie jusqu'à la mort, ces lointains héros préparent mentalement les jeunes gens au sacrifice suprême.

Le service militaire, obligatoire pour tous les hommes âgés de 18 ans, permet de donner une instruction militaire individuelle et collective assez poussée. En mélangeant classes sociales et origines géographiques, la **conscription** a également pour but de faire naître un esprit de corps et entretient la fibre nationaliste. Individuellement, ce temps compose pour des millions de jeunes gens un **rite de passage** entre l'enfance et l'âge adulte et une expérience radicalement nouvelle par

l'éloignement de la cellule familiale et villageoise. La guerre, le combat représente une possibilité **d'affirmer sa virilité** et donc revêt un aspect positif pour la majorité des Européens.

Le modèle antique du conflit s'impose dans les esprits : la guerre se résume à une **bataille décisive** qui apparaît comme un acte de justice divine. En France, le souvenir mythifié de **Valmy** et des victoires napoléoniennes, notamment **Austerlitz**, répond à la mémoire officielle du 2<sup>e</sup> Reich rappelant sans cesse que sa fondation se fit « par le fer et le sang » selon l'expression de **Bismarck**. Les triomphes de Sadowa (1866) et de Sedan assurèrent aux Prussiens la domination sur l'espace allemand et l'affaiblissement durable de leurs potentiels adversaires.

Pourtant cette **mémoire de guerre** est fort sélective, elle oublie (volontairement ?) que la **modernisation de l'armement** a conduit :

1. à un allongement des batailles et à la mise en place de structures défensives indispensables pour se protéger de l'artillerie (à l'efficacité décuplée depuis la mise en place de l'obus propulsé par des canons striés assurant une grande stabilité de tir) lors de la guerre de Crimée (1853) et des guerres balkaniques (1912-1913)
2. à de véritables massacres quand les stratégies offensives étaient prônées par l'État-major comme à Magenta et Solferino.

#### Le saviez-vous ?



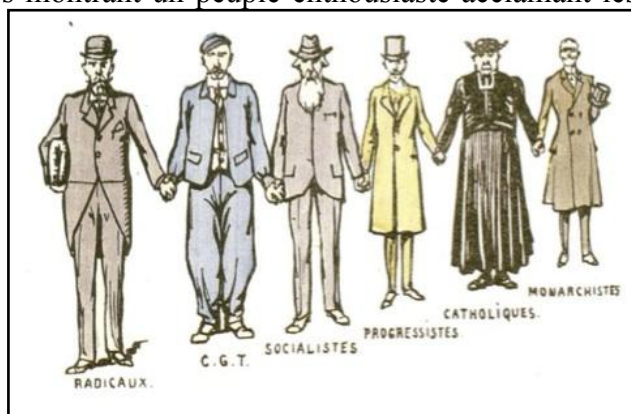
C'est lorsqu'il constate le terrible bilan humain de la bataille de Solferino (1859) qu'Henri Dunan décide de fonder la Croix-Rouge, organisation qui, à l'origine, avait pour mission de soigner les blessés des 2 camps.

Le public préfère lire *La Guerre des mondes* de George Orwell, qui pris au premier degré, fait l'apologie de la technologie comme outil de puissance et de domination. Beaucoup de Français aiment à penser que le canon de 75 et le fusil Lebel qui progressivement renvoie le Chassepot à l'âge de la préhistoire soient les assurances d'une victoire certaine.

La guerre est donc vue comme une épreuve difficile, sanglante mais brève qui, en fin de compte, récompense le camp défendant la justice, le Bien et valorise le **citoyen-soldat**, base de la société moderne.

### 3 Les premiers contacts avec la guerre

Les mobilisations se déroulent dans l'ordre et la discipline partout en Europe, les taux de désertions sont quasi-nuls, y compris dans les Empires multinationaux qui craignaient la rébellion ou du moins des résistances de la part des **minorités allogènes** (Tchèques ou Roumains dans l'Empire d'Autriche-Hongrie, Polonais du Reich...). Les pacifismes et antimilitarismes socialistes ou religieux s'effondrent, l'assassinat de Jaurès fait basculer la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) dans l'**Union Sacrée** (cf carte postale de 1914) : Albert Thomas, l'un de ces leaders devient même secrétaire d'Etat aux munitions ! Cependant, il faut très sérieusement nuancer l'impression laissée par les photographies montrant un peuple enthousiaste acclamant les soldats partant « **la fleur au fusil** ». Les enquêtes menées par les instituteurs et institutrices montrent au contraire qu'un grand scepticisme s'empare de la population lors de la proclamation de la **mobilisation générale**. Aux sombres réflexions et aux doutes succède la résignation ferme mais angoissée. La communauté villageoise, démunie de ces hommes valides, doit avant tout penser à organiser le travail des champs tandis que les mobilisés font avec courage et sérieux leur



devoir. Au départ vers le front, les hommes devenus militaires, désinhibés par l'alcool, prennent un air bravache et ne peuvent faire triste mine devant l'objectif des rares et peu discrets photographes mais aussi et surtout devant leurs camarades d'infortune. Une nouvelle sociabilité virile se met déjà en place.

La réussite initiale du **plan Schlieffen** et l'avancée rapide des troupes allemandes en Belgique puis en France du Nord permettent à l'Etat français de développer une propagande insistant sur la nécessité d'une mobilisation totale pour sauvegarder la République et la Patrie ralliant ainsi à lui toutes les tendances du spectre politique. La diffusion dans la presse d'informations alarmistes concernant les atrocités allemandes commises en Belgique et dans le Nord-Pas-de-Calais renforcent le nationalisme et la volonté de s'opposer aux « Huns ».

#### **Le saviez-vous ?**

En France, les surnoms péjoratifs pour désigner les Allemands se sont multipliés pendant la première guerre mondiale. Quelques exemples et leurs significations ou significations :

Boches (tête de bois), Schleu (diminutif de Deutsch), Vert de gris (couleurs des uniformes allemands), Fritz (diminutif de Fredrich, prénom allemand le plus courant en 1914), Casques à pointe (de la forme du casque réglementaire de 1914), Schpountz (mot provenant du yiddish désignant l'idiot du village)

Pendant la seconde guerre mondiale se rajoutera l'expression « les doryphores », petits insectes friands de pomme de terre qui pullulèrent pendant l'occupation car les Allemands

## **B La guerre totale, un tournant dans l'histoire**

*En quoi les affrontements de la guerre marquent-ils un franchissement de seuil de violence ?*

### **1 Au front, tenir et détruire**

Après une courte période de **guerre de mouvement** (été-automne 1914) où Français et Allemands essaient mutuellement de se déborder jusqu'à atteindre la mer du Nord, commence une **guerre de position** qui durera jusqu'au printemps 1918. La guerre, dite de tranchée, donne la primauté à la défense. La première ligne, en contact quasi direct avec l'ennemi, est reliée aux autres lignes de défenses par des boyaux de communications permettant d'acheminer ravitaillement et munitions. Le soldat doit travailler quotidiennement à l'entretien de ce vaste système de protection. Il faut sans arrêt lutter contre les éboulements de terre provoqués par les pluies et les bombardements. Le no man's land étant parfois limité à quelques dizaines de mètres, la mise en place d'un puissant système de barbelés est indispensable. Il doit ralentir une éventuelle percée adverse, des points d'observation (avec parfois des périscopes) et des cagnas sont aménagés.



Vue aérienne de la Ligne Hindenburg près de Cambrai. En haut à gauche, le no man's land. Les traits noirs à gauche sont des réseaux de fils de fer barbelé ; les lignes crénelées sont les premières lignes de tranchée.

Les premiers ennemis sont donc l'harassement lié à un travail pénible, toujours risqué, des conditions climatiques rendues encore plus rugueuses par l'affaiblissement des corps dû à la faim et

aux parasites (rats, tiques, poux...). Aux questions physiques s'ajoutent les blessures psychologiques. Les trop rares permissions ne permettent pas aux soldats de sortir de cet univers dévasté et profondément a-normal et im-moral (inversion des règles sociales et des codes moraux). Les combattants sont coupés de leur sphère familiale et amicale, de leurs racines villageoises et s'inquiètent du sort des leurs qui doivent organiser leur vie sans eux.



### Le saviez-vous ?

Le terme de poilu, qui qualifie les combattants de la première guerre mondiale, n'a rien à voir avec le fait qu'ils ne pouvaient pas se raser régulièrement. Dans le langage courant, le terme de poilu désigne un brave, un héros viril depuis le 15<sup>e</sup> siècle. Ainsi, tu peux lire cette réplique dans *Les précieuses ridicules* (scène 11) de Molière.

MASCARILLE: Ne vous étonnez pas de voir le Vicomte de la sorte; il ne fait que sortir d'une maladie qui lui a rendu le visage pâle comme vous le voyez.

JODELET: Ce sont fruits des veilles de la cour et des fatigues de la guerre.

MASCARILLE: Savez-vous, Mesdames, que vous voyez dans le Vicomte un des plus vaillants hommes du siècle? C'est un brave à trois poils.

Les attaques peuvent être ponctuelles mais se concentrent le plus souvent lors de batailles se déroulant sur des points précis du front. Elles peuvent alors durer plusieurs mois (Chemin des Dames : 16 avril-23 octobre 1917, Verdun : 21 février-19 décembre 1916...). L'**artillerie** est utilisée de façon massive pour préparer les offensives de fantassins attaquant par vagues. Celles-ci se heurtent alors aux défenses de la tranchée adverse. Les pertes sont colossales. Les innovations se multiplient alors pour percer le système défensif. Sur terre, les Français inventent les chars, véhicules blindés dont les premières utilisations ne sont pas couronnées de succès. Les Allemands utilisent les premiers gaz de combat, qui au-delà de leur efficacité réduite, sème la terreur et marque la conscience des combattants. Les **tactiques d'infiltration** se substituent progressivement aux offensives massives à partir de 1917. Mais **la guerre se déplace aussi sous la terre** avec le creusement de sape servant à placer des charges explosives pour détruire les défenses adverses. L'écoute avec des stéthoscopes et la contre-sape doivent permettre de détecter ces infiltrations souterraines. La **voie des airs est aussi utilisée**, ballons et zeppelins composant des cibles trop faciles à atteindre, l'aviation, invention très récente est utilisée pour procéder à des observations mais aussi aux premiers bombardements.

La guerre prend une autre dimension en **déterritorialisant le champ de bataille**. Pour approvisionner le front en armes, il faut faire tourner des usines qui ont besoin de matières premières provenant parfois de contrées très lointaines. Les **premiers bombardements** à longue distance sont opérés par les Allemands avec la Grosse Bertha, certes peu précise mais qui terrifie la population parisienne. La France a perdu les régions du nord et de l'est fort riches en charbon et fer, elle a donc recours à ses colonies pour lui fournir ces matières premières indispensables à l'activité de l'industrie sidérurgique. Pour lutter contre la supériorité maritime des Alliés qui acheminent hommes et ressources de leur possessions ultramarines aux métropoles et opèrent un éprouvant blocus contre les puissances centrales, les Allemands développent la **guerre sous marine** avec les fameux U-Boot.



Pour aller plus loin, un extrait d'un film qui fit pleurer les foules anglaises en 1916, *The Battle of the Somme*  
<http://www.youtube.com/watch?v=-Tv5gBa9DQs>

## 2 L'arrière, la clé de la guerre

Après une courte période brouillonne liée à l'impréparation face à un conflit long, l'Etat organisa la production en déterminant les entreprises prioritaires pour la réception des matières premières, fixant les prix de production et les salaires. Le personnel des entreprises stratégiques fut strictement encadré afin d'éviter sabotages, grèves ou infiltration d'espions. **La France s'avéra être la meilleure organisatrice de l'arrière.** Sous la houlette de Clémenceau et Albert Thomas (secrétaire d'Etat aux munitions), le gouvernement prévint l'essentiel des conflits du travail, organisa un rationnement bien accepté par la population et sut mobiliser la main d'œuvre féminine, coloniale et eut l'intelligence de rapatrier 500 000 **affectés spéciaux** (ingénieurs et ouvriers spécialistes de l'armement et de la sidérurgie) du front. **Les dimensions industrielle, financière (mobilisation de l'épargne pour financer la guerre), technologique (conception de nouvelles armes ou innovations sur des armes anciennes) et logistique (capacité à acheminer matières premières et armes) se révèlent être les clefs d'une guerre qui mobilise toute la population.**

A contrario, malgré les efforts de Rathenau, l'Allemagne fut beaucoup moins efficace. La population eut à souffrir d'un rationnement, dont la rigueur fut aggravée par le sévère blocus allié certes, mais qui fut mal maîtrisé. Ainsi lors de l'hiver 1916/17, la crainte de l'impossibilité de nourrir le cheptel ovin conduisit-il à l'abatage de tous les porcs. Désormais les Allemands durent se priver de viande : cet épisode est appelé la Saint Barthélémy du cochon ou l'hiver des navets. A partir de là, les stocks de nourriture furent prioritairement envoyés au front, provoquant **pénurie et marché noir** : la surmortalité touche les plus fragiles, cristallisant les tensions et les oppositions à la guerre. Le 9 novembre 1918, des manifestations à majorité féminine balayent un pouvoir affaibli par les défaites du printemps et de l'été. La capitulation de l'Allemagne (11 novembre 1918) s'explique autant par ses revers militaires sur le front ouest que par l'état de déliquescence dans lequel l'arrière était rentré dans l'hiver 1917/18.

## 3 La propagande, mobiliser et diaboliser

La **liberté de la presse** est suspendue dès l'entrée dans le conflit. Toutes les publications passent sous le contrôle de **comités de censure militaire** qui empêchent la publication d'articles jugés défaitistes, démoralisants ou pouvant potentiellement renseigner l'ennemi. Les carrés blancs se multiplient, frustrant un public en quête d'informations dans cette période d'inquiétude. La nature ayant horreur du vide, la population crée sa propre information se répandant par le bouche à oreille : c'est le temps des **rumeurs** d'autant plus incontrôlables que la foule recherche de l'information à tout prix. C'est alors que l'armée et l'Etat développent la **propagande** dans les journaux ou sous forme d'affiches. Cette guerre est donc aussi une **guerre psychologique**. La propagande repose sur quatre leviers : l'adhésion, le rejet, le respect de l'autorité (d'un homme, d'une allégorie), la conformité (à la masse à laquelle on appartient). Cette mobilisation des esprits, tournée vers un seul objectif : la victoire, est mal maîtrisée au début de la guerre. Aberration, décalage trop violent avec une réalité qui arrive à filtrer malgré la censure (exemple de l'automne 1914 : les balles allemandes sont de si mauvaise qualité qu'elles ne tuent pas nos soldats !!!) provoquent la méfiance d'une population rétive au « **bourrage de crâne** ». La propagande va donc considérablement se perfectionner et se développer, contribuant à **l'enracinement de stéréotypes** racistes et xénophobes allant jusqu'à nier l'humanité de l'adversaire et glorifiant à l'extrême une communauté nationale menant une guerre juste.

## C Un ordre européen fragile

*Comment peut-on reconstruire l'Europe aux lendemains de la guerre ?*

### 1 Une guerre totale engendrant un désastre humain

Ce conflit fut à l'époque le conflit le plus meurtrier de l'Histoire avec ses 10 millions de morts. L'Allemagne et la Russie payèrent les plus lourds tribus avec 2,4 millions de morts chacune, suivent la France (1,4 million de morts) et l'Italie (1 million de morts) et encore ce bilan ne prend-il pas en compte les décès de civils liés aux maladies engendrées par l'affaiblissement des populations



sous et mal-nourries (la plus connue étant la grippe espagnole qui tua 6 millions d'Européens en 1918/20 dont plus de 400 000 Français). Ce bilan terrifiant fut d'autant plus terrible pour la population européenne que 40% des corps des combattants ne purent être identifiés (70% des décès sont liés à l'artillerie), que les soldats furent souvent enterrés à la hâte sans point de repère précis (malgré les croix de bois posées par leur camarade) et que les circonstances de la mort sont souvent mal connues voire que leur sort ne soit pas établi clairement (plus de 100 000 soldats français ont disparu sans laisser de trace !!). Le deuxième élément pour comprendre le choc qui frappa l'ensemble des pays européens, est que ce continent était entré depuis le milieu du 19<sup>e</sup> siècle dans une phase de transition démographique marquée par une baisse de la mortalité infantile et juvénile : les parents commençaient à concevoir comme anormale la mort de leurs enfants. La canalisation de la douleur collective prit forme avec la mise en place de monuments aux morts dans toutes les villes et villages. Ce fleurissement de tombeaux commémoratifs s'explique par le désir de la communauté d'honorer ses morts servant de modèles aux générations futures et la nécessité pour les endeuillés de se regrouper pour partager leur deuil. Individuellement, les réactions furent, par nature, extrêmement diverses mais l'on peut dégager quelques grandes tendances : retour au religieux et plus largement au spirituel avec l'explosion de l'occultisme, culte du disparu conduisant à son omniprésence (photographie, prénom donné aux neveux...).



### Le saviez-vous ?

Quelques cas pour comprendre le désastre émotionnel provoqué par la mort de tous ces jeunes gens :

- Anthelme Mangin, dit le soldat inconnu vivant, amnésique récupéré en 1920 dans un hôpital allemand. Il fut identifié par des dizaines de famille qui voulait voir en ce jeune homme un fils, un frère...
- le général de Castelnau perdit ces 4 fils à la guerre
- Durkheim, célèbre sociologue, mourut de « chagrin » (comme l'on disait pudiquement à l'époque) en apprenant la mort de son fils unique.

## 2 Une guerre totale engendrant un désastre économique

Les dégâts colossaux précités se localisent cependant uniquement aux zones de combats. Ils ont été engendrés par l'artillerie et la politique de la **terre brûlée** organisée par les états-majors avant leur repli. Les problèmes se situent plus sur les terrains financiers et humains. L'Europe a perdu la fine fleur de sa jeunesse la privant de cadres, d'ingénieurs, de penseurs, plus largement le vieux continent manque de bras pour se reconstruire, innover, progresser. **L'endettement colossal** provoqué par l'achat d'armes plonge les Etats européens à accroître les ponctions fiscales qui ne suffisent cependant pas à rembourser les bailleurs de fonds privés et les États-Unis qui sont passés du stade de débiteur à celui de **premier créancier du monde** en l'espace de 4 ans ! La reconversion des entreprises de guerre se fait lentement, la réadaptation des soldats à la vie civile et au travail est difficile, d'autant plus que les femmes (et pensons aux centaines de milliers de veuves et aux femmes devenues pourvoyeuses principales de revenus du foyer avec le handicap de leurs maris) rechignent à rendre les postes obtenus lors du conflit. Partout règnent les pénuries, l'inflation et la misère. Les populismes, l'idéologie communiste et en général toutes les formes de contestation du système se développent sur ce terreau de pauvreté, d'interrogations (A quoi a servi la guerre ? A qui a-t-elle profité ?) et de doute sur l'avenir.

### 3 Une guerre totale engendrant une recomposition territoriale



L'Europe est redessinée lors de traités de paix qui se déroulèrent en 1919/20, le plus connu fut celui de Versailles qui statua sur le sort de l'Allemagne. Les alliés ne s'accordèrent que sur deux points, à savoir que seuls les Etats vainqueurs auraient voie au chapitre et qu'il fallait isoler la Russie communiste par un **cordons sanitaire** d'Etats puissants capables d'endiguer une vague de révolutions bolchéviques sur le continent. Ensuite les divergences furent multiples.

Les Etats-Unis, sous la conduite de **Wilson**, prônaient une diplomatie morale visant à établir une paix durable. En **14 points**, le président américain imposa des principes fondateurs de la « **new diplomacy** » : assurer la prospérité économique de tous les Etats afin de stabiliser les situations économiques et sociales (libre échange, accès à des ports en haut profonde à tous les pays), respect du principe des nationalités en créant des Etats-nations et en évitant de faire vivre des populations allogènes au sein d'Etats à l'identité ethnico-religieuse clairement établies), création de **société des nations** (SDN). Les objectifs de la SDN comportaient le désarmement, la prévention des guerres au travers du principe de *sécurité collective*, la résolution des conflits par la négociation et l'amélioration globale de la qualité de vie.

L'Angleterre, toujours fidèle à sa conduite, voulait faire prévaloir **l'équilibre européen** rompu par l'isolement russe et l'effondrement allemand. Ainsi l'ancien allié soutint du bout des lèvres les demandes françaises qui voulaient étrangler l'Allemagne. Celle-ci se vit imposer des décisions d'une extrême sévérité : perte d'1/7<sup>e</sup> de son territoire, amende colossale, réduction de son armée à 100 000 hommes avec interdiction d'établir un service militaire, de posséder des armes modernes (avions, chars) et de placer des forces militaires en Rhénanie. Derrière ce diktat imposé à la jeune République de Weimar, se cachent cependant un certain nombre de faiblesses. Jacques Bainville, s'inquiéta, dans *Les Conséquences politiques de la paix*, de la faiblesse militaire des alliés orientaux de la France. Les armées tchécoslovaque et polonaise des années 20/30 n'ont rien de commun avec le « rouleau compresseur » russe de 1914. L'Etat allemand, jusque là affaibli par le maintien d'un puissant régionalisme, connaît une centralisation sans précédent pour ce pays unifié depuis 1870. La puissance politique est donc renforcée même si son potentiel militaire est provisoirement affecté.

Enfin l'Italie se sent flouée car elle n'obtient pas les **terres irrédentes** situées sur la cote orientale de la mer adriatique. Ces terres sont données au jeune Etat yougoslave engendrant frustration et incompréhension d'une population durement frappée par le deuil et peu encline à pardonner cet abandon à des politiciens romains jugés comme incompetents et inefficaces.

Derrière des aspects flatteurs (démilitarisation de l'Allemagne, baisse des minorités nationales, respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, progrès de la démocratie en Europe centrale...), de **lourdes menaces se font jour** : les Etats sont menacés par des révoltes sociales et politiques, la violence de rue se répand notamment dans les pays frustrés par le résultats des traités de paix, un violent conflit éclate entre la Grèce et la Turquie conduisant à l'évacuation en catastrophe de centaines de milliers de Grecs des côtes égéennes de l'Anatolie et à la remise en cause du traité de Sèvres par une puissance qui n'aura jamais à répondre du premier génocide de l'histoire perpétré contre la communauté arménienne entre 1915 et 1916.

## **D L'impossible retour à la paix des âmes...**

*En quoi la sortie et la déprise de guerre sont-elles impossibles ?*

### **1 Les révolutions russes et la grande guerre**

La Russie apparait au début de la guerre comme un véritable rouleau compresseur grâce à son potentiel humain. Mais ce conflit inaugure l'ère de la guerre industrielle : c'est le perfectionnement de l'équipement, la capacité à mouvoir troupes, ravitaillement et armes qui décident du sort du conflit. Or, du fait de l'arriération des systèmes productif et structurel (transport, communication...) et des conditions météorologiques terrifiantes, l'armée russe se retrouve très vite en difficulté.

Le front germano-russe a été le théâtre d'âpres combats compris de part et d'autre comme une guerre civilisationnelle et raciale entre Slaves et Germains. L'isolement des troupes dans de vastes plaines stériles, l'usage de francs-tireurs et de la tactique de la terre brûlée par les troupes du tsar confortent les Allemands dans leur hostilité aux Russes qu'ils considèrent comme un agglomérat de races asiatiques et slaves inférieures et dangereuses. Des pratiques de cruauté sont massivement pratiquées sur les prisonniers de guerre, les civils, voire à l'encontre des cadavres des adversaires.

Les difficultés du front se conjuguent avec celles de l'arrière, le ravitaillement est prioritairement accordé aux troupes laissant la population civile dans une situation de très grande misère et de sous-nutrition chronique. Ce sont des manifestations de femmes qui balaient en février 1917 le régime des Romanov. Les slogans ne sont pas à proprement parlés politiques mais très prosaïques : Du pain et la paix ! Un gouvernement provisoire s'installe, prônant des réformes politiques (suffrage universel, mise en place d'un régime démocratique respectant les libertés fondamentales...), il en oublie les causes de son arrivée au pouvoir : aucune réforme à caractère sociale et la guerre continue ! L'agitation menée par les socialistes (bolchéviques de Lénine et Trotski, menchévik), anarchistes et nationalistes des différentes minorités de l'empire prend de l'ampleur après l'échec des offensives Kornilov de l'été 1917. Les pertes d'hommes colossales enregistrées lors de ces attaques sont perçues par le peuple comme une volonté délibérée d'une classe dominante dominant le corps des officiers et l'Etat-major de se débarrasser de la « populace ». On assiste alors à des exactions extraordinairement brutales des hommes de troupes contre leurs supérieurs. Les mutineries entraînent la désagrégation du front et des désertions massives. On assiste alors à une translation de la violence vers l'arrière, les déserteurs appuient des jacqueries dirigées contre la noblesse et l'Eglise orthodoxe, possesseurs des terres. Les bolchéviks, habiles orateurs et meneurs d'hommes, récupèrent puis coordonnent l'essentiel de ces mouvements à tendance anarchisante. Aussi, disposant d'une bonne implantation dans les Soviets urbains et d'une parfaite organisation militaire, Trotski et Lénine organisent un coup d'Etat contre le gouvernement provisoire dans la nuit du 24 au 25 octobre 1917.

Le gouvernement bolchévique décrète l'abolition de la grande propriété foncière, entérinant la situation de redistribution spontanée des terres dans les campagnes et entame les pourparlers de paix avec l'Allemagne qui aboutiront à la signature du traité de paix de Brest-Litovsk en mars 1918. Ces décisions permettent le ralliement d'une forte minorité de la population au nouveau régime mais les oppositions s'organisent : les fidèles de l'ancien régime constituent des armées blanches. Se formant sur les décombres de l'ancienne armée impériale, elles sont vite appuyées par les puissances étrangères notamment les Américains. Malgré ces appuis extérieurs en hommes et matériels, malgré les fortunes considérables dont elles disposent, ces armées ne réussirent pas à vaincre la très disciplinée Armée rouge par la faute des divisions et ambitions contradictoires de ces chefs. Mais cette terrible guerre civile ne fut pas seulement une

opposition entre rouges et blancs ; participaient également des troupes noires (anarchistes), nationalistes divers et variées (notamment en Ukraine), des « armées vertes » (paysans autogérés), des socialistes opposants à Lénine, les alliances se faisaient au gré des opportunités militaires ou politiques. Au sortir du conflit, gagné par les bolchéviks, le pays sort dans un état humain et matériel catastrophique.

Politiquement parlant, est apparu un nouveau régime, le **communisme de guerre**. La terreur rouge est menée contre tous les opposants réels ou supposés au régime. Toutes les libertés publiques sont suspendues, toute divergence au sein du Parti est condamnée avec la plus extrême sévérité. Une police politique, la **Tchéka**, espionne les vies privées de la population, multiplie les exécutions et emprisonnements autoritaires notamment dans des camps spéciaux : les **goulags**. L'Etat contrôle entièrement l'économie et la société qui doit s'aligner sur le projet de ses chefs.

Ce nouveau régime est l'héritier de trois tendances et expériences historiques : la Terreur robespierriste, le principe de dictature du prolétariat propre au marxisme et la violence de la première guerre mondiale.

## 2 L'impossible déprise de guerre

L'expérience de guerre engendra un profond traumatisme pour toute la population et plus particulièrement pour les soldats du front. Dans les pays vainqueurs et satisfaits des traités de paix, la majeure partie de la population adhère aux **thèses pacifistes**. C'est ainsi qu'en France s'affirme le refus de tous conflits et la recherche permanente du compromis politique notamment par le biais de la Société des Nations incarnée par Aristide Briand. Ce positionnement est aussi guidé par l'isolationnisme américain et anglais, qui prennent donc leurs distances avec l'allié français, le laissant seul devant les réticences allemandes à appliquer le traité de Versailles. L'Etat-major, tenant compte de cet état d'esprit et fort de l'expérience de la guerre, prône alors une stratégie purement défensive qui trouvera son aboutissement dans la construction de la **ligne Maginot**.

Mais dans les pays vaincus ou qui se sentent lésés par les traités de paix, le pacifisme reste un sentiment minoritaire, le **bellicisme** domine. La population ne comprend pas les raisons de la défaite, la propagande a entériné l'image d'un soldat et d'une armée invincibles, aussi la défaite ne peut venir que d'une trahison intérieure. Communistes et juifs, corps désignés comme étrangers par les nationalistes, sont directement visés. L'expérience de guerre compose pour tout soldat un choc traumatique amplifiée par la défaite jugée comme injuste pour soi mais aussi pour les camarades tombés au front. L'arrière, dont la normalité et la tranquillité supposées ont été fantasmées par le combattant, est l'objet de bien des désillusions lors de leur retour à la vie civile. La famille a appris à vivre sans eux, la population non combattante a du mal à comprendre leurs récits et leurs histoires de guerre, le chômage touche durement l'Europe. Aussi beaucoup ne se sentent pas considérés comme ils le devraient par une société « de planqués et d'embusqués » jugée avec défiance voire mépris. Ayant vécu pendant quatre ans dans une société aux règles anormales (pratiques de meurtres, violences, grande précarité morale et physique, omniprésence de la mort, quasi absence de femmes...), réapprendre les règles de la civilité est aussi une chose difficile : la **déprise de guerre** se fait lentement notamment pour les gens aigris qui ont trouvé dans la guerre un sens à la vie, la discipline militaire un ordre, l'armée une famille.

## 3 Révolutionnaires et contre révolutionnaires en Europe dans les années 20

La division du mouvement socialiste en deux branches est un événement fondamental. Les **partis sociaux-démocrates**, adhérant à la 2<sup>e</sup> Internationale, s'intègrent à la vie politique et connaissent un phénomène de recentrage politique. En France leur alliance avec les radicaux, leur assure respectabilité et crédit auprès d'une population soucieuse de justice sociale : les socialistes deviennent un parti de gouvernement presque comme les autres. Par contre, les **communistes** adhèrent à la **3<sup>e</sup> Internationale**, s'alignent sur les positions de Moscou. Ils apparaissent comme un corps étranger, qui en prônant la révolution et la lutte de classe sans compromis, représentent un danger pour l'ordre politique et social.

En Hongrie, Bela Kun prend le pouvoir en 1919 et crée la République des conseils de Hongrie. Le gouvernement révolutionnaire décide rapidement la nationalisation de nombreuses entreprises, de banques, des assurances, du commerce en gros, et des immeubles locatifs ; les terres des grands propriétaires agricoles sont confisquées ; les femmes et les enfants bénéficient de décrets sociaux ; la presse, la culture et les professions libérales font l'objet de mesures de contrôle. L'armée et la police sont dissoutes et remplacés par une organisation de volontaires révolutionnaires. Les autres partis politiques sont interdits, de même que la franc-maçonnerie. Les violences se multiplient contre les « accapareurs et exploités du peuple ». Une mission militaire française appuie alors les contre révolutionnaires hongrois qui chassent Bela Kun après 6 mois de dictature. Le général Horthy mènent alors une terreur blanche contre les communistes ou supposés tels et les juifs, boucs émissaires habituels en Europe de l'Est.

Les cas allemand et italien sont à analyser plus particulièrement. Dans ces deux Etats, des groupes paramilitaires (Freikorps, Squadri) constitués d'anciens soldats refusent les conditions de la paix imposées à leur pays. En Italie, des grèves insurrectionnelles éclatent dans les villes industrielles (Milan, Turin, Rome, Gênes...) mais aussi dans les espaces ruraux du centre du pays. Les occupations des usines et des terres se font au son de l'Internationale, les drapeaux rouges flottent partout. Face à ces désordres sociaux et à la menace politique, l'Etat semble impuissant comme il l'a été à défendre les intérêts du pays lors des traités de paix. Le patronat fait alors appel à des groupes paramilitaires qui se sont illustrés lors de la prise de Fiume, une ville frontalière que ces groupes soustraient à l'autorité yougoslave. Les fasci et autres arditi sèment alors la terreur dans les rangs des communistes et des socialistes, assassinats, destructions de locaux et de biens, torture. Le pays connaît une véritable guerre civile. C'est dans ce contexte de frustration en terme de politique internationale et de grand désordre et de crise sociale et économique sur le plan intérieur que **Benito Mussolini** fait muter son organisation paramilitaire en parti politique. En novembre 1921, naît le PNF : le **parti national fasciste** qui combine préoccupations sociales et volonté expansionniste en Europe et en Afrique.

En Allemagne, le comportement du gouvernement vis-à-vis de ces **Freikorps** reste assez ambigu jusqu'en 1921. Ainsi la tentative de coup d'Etat des Spartakistes menés par Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, est-elle écrasée par les actions violentes de ces groupes qui sèment la terreur dans les quartiers populaires des grandes villes. Une fois la menace intérieure anéantie, ils vont combattre en Prusse orientale pour défendre la frontière menacée par les Polonais. Défense que ne peut organiser un Etat dont l'armée a été réduite à 100 000 hommes. Puis ils se chargent de « protéger » les groupes germanophobes présents dans les pays baltes. Sous la pression internationale, l'Etat allemand leur demande d'arrêter ces opérations très meurtrières... mais du bout des lèvres, les laissant mener des raids contre les positions des Slaves et des communistes. Ce n'est qu'en rentrant en Allemagne, que le gouvernement s'inquiète des pratiques et des idéologies que développent ces **Freikorps** qui désormais appuient des tentatives de coups d'Etat monarchistes (roi de Bavière), militaires (Kapp, Ludendorff) ou d'agitateurs d'extrême droite (Hitler...). **L'organisation Konsul** réussit même à assassiner Walter Rathenau (ministre des affaires étrangères) en 1922. La violence envahit le champ politique, devient une norme de comportement et tout compte fait la seule façon de régler les différends au sein de la société. Au coté du pullulement de « partis nationalistes », les partis de gouvernement manipule des thèses nationalistes, jouent double jeu vis-à-vis de la France. Suite à l'échec de son coup de force de 1923, Hitler est condamné à 5 ans de prison. Il y rédige *Mein Kampf* et réfléchit à la construction d'un véritable parti capable d'utiliser la démocratie et ses faiblesses pour accéder au pouvoir. L'adversaire, l'opposant politique est considéré comme un ennemi à éliminer, un traître qui a vendu l'Allemagne en installant une démocratie et en signant le traité de Versailles.

C'est pour décrire cette situation politique inédite, ce transfert de la violence du front vers l'arrière que l'historien George Mosse a créé le concept de **brutalisation**.

### J'ai retenu les grands concepts du chapitre

#### Partie A : Entrer dans la guerre

Panslavisme, pangermanisme, Lebensraum, citoyen-soldat, plan Schlieffen, Union sacrée

#### Partie B : La guerre totale, un tournant dans l'histoire

Guerre de mouvement, guerre de position, tranchées, affectés spéciaux, rationnement, bourrage de crâne, propagande, censure, guerre psychologique, stéréotypes

#### Partie C : Un ordre européen fragile

Terre brûlée, cordon sanitaire, 14 points de Wilson, new diplomacy, SDN, terres irrédentes

#### Partie D : L'impossible retour à la paix des âmes

Traité de Brest-Litovsk, goulag, communisme de guerre, bellicisme, pacifisme, déprise de guerre, 3<sup>e</sup> Internationale, Freikorps, parti national fasciste, brutalisation

## Chapitre 2 : L'âge des totalitarismes

La notion de **totalitarisme** recouvre 3 pays à trois périodes distinctes : l'Italie de Benito Mussolini, l'Allemagne dominée par Adolf Hitler et l'URSS de Staline. Elle a été forgée dès l'entre-deux-guerres par les opposants à ces régimes, mais elle fut essentiellement popularisée par Hannah Arendt avec son livre : *Les origines du totalitarisme* publié en 1951. En pleine guerre froide, cette thèse qui rapproche stalinisme et hitlérisme connaît un véritable succès. Cependant, la mort de Staline marque une inflexion radicale du régime soviétique sous la présidence de Khrouchtchev. Tout en restant un régime autoritaire et dictatorial, l'URSS assouplit ses positions idéologiques, la répression interne se fait moins forte et une période de détente s'ouvre avec les Etats-Unis ce qui contredit l'idée d'un modèle fixiste ayant anéanti toutes oppositions ou voies divergentes. Au-delà des faits, nous essayerons de montrer la validité et les limites du concept de totalitarisme pour désigner les trois régimes précités.

### A Les origines du totalitarisme

*Comment comprendre l'émergence d'un type de régime politique différent dans l'après première guerre mondiale ? En quoi sont-ils le fruit de dynamiques anciennes et de réalités nouvelles ?*

#### 1 Le sentiment antidémocratique



**Le saviez-vous ? Une légende bien ancrée, nos ancêtres les Gaulois...**

Longtemps épris d'antiquité gréco latine, la France savante se lance à corps perdu dans les études gauloises au 19<sup>e</sup> siècle. Vercingétorix sort des oubliettes affublé d'une moustache (que les Gaulois ne portaient pas) pour ressembler à Napoléon III mais le ridicule avait déjà été atteint bien avant avec les historiens Amédée Thierry qui dans son *Histoire des Gaulois* publié en 1828 écrivait « Une race de laquelle descendent les dix-neuf vingtièmes d'entre nous Français. » et Henri Martin (celui de la fameuse rue rouge du Monopoly) qui affirmait sans rire « La France nouvelle, l'ancienne France, la Gaule sont une même personne morale. » L'histoire une science manipulée de tout temps pour créer une artificielle identité nationale.

Le 19<sup>e</sup> siècle est marqué par une progression des idées libérales liée à la diffusion de la **philosophie des Lumières** dans une société qui connaît de profonds bouleversements économiques (révolution industrielle), sociaux (apparition de la bourgeoisie d'affaires) et géographiques (exode rural, développement urbain). Les **conquêtes françaises de la République et de l'Empire** ont permis la diffusion des acquis révolutionnaires à l'Europe occidentale et centrale. Cependant, des forces politiques restent hostiles à ces changements. Ces forces conservatrices ou réactionnaires disposent d'un corpus idéologique très complet. D'un point de vue politique, elles **refusent la démocratie et le parlementarisme** qui sont assimilés à une division du pays en factions qui affaiblissent la Nation qui doit s'incarner en un homme. Sur le plan social, elles refusent les principes de méritocratie et d'ouverture des fonctions étatiques à des éléments jugés allogènes à une communauté autochtone blanche et catholique. Juifs, protestants, francs-maçons, étrangers sont vus comme autant de corps qui dissolvent l'unité de la société. La religion catholique est conçue non pas seulement comme une croyance mais comme une **idéologie structurante du corps social**, de la science. Le **rationalisme**, la **laïcité**, l'**agnosticisme**, l'**athéisme** sont condamnés avec la plus grande vigueur.

Ces **forces réactionnaires** s'appuient sur les anciennes élites (noblesse, clergé) toujours très influentes dans les campagnes mais aussi sur des classes populaires urbaines ulcérées par la misère de leur condition qu'ils attribuent souvent à la domination de la bourgeoisie libérale sur les systèmes politique et économique. Elles prônent un **régime politique monolithique** incarné par un

chef dépositaire de l'autorité étatique incarnant l'ensemble de la Nation vue comme un **groupe tribal** se définissant par d'intangibles caractéristiques religieuses et/ou ethniques.

## 2 Le culte de la modernité et de l'irrationnel

Le rationalisme et le scientisme ont prétention à expliquer le monde, la vie dans leur globalité. De nombreux intellectuels, écrivains, artistes regrettent cette sécheresse intellectuelle qui désenchante le monde. Ainsi un **antimodernisme diffus** se propage dans la société et la création artistique où s'organisent des formes de résistance. Aussi la fin du 19<sup>e</sup> siècle est il une période de développement du spiritisme et de l'occultisme (qui connaîtront leur apogée après le choc mortifère de la Grande guerre), d'une **histoire mystique notamment des origines** qui se confondent avec l'identité nationale.

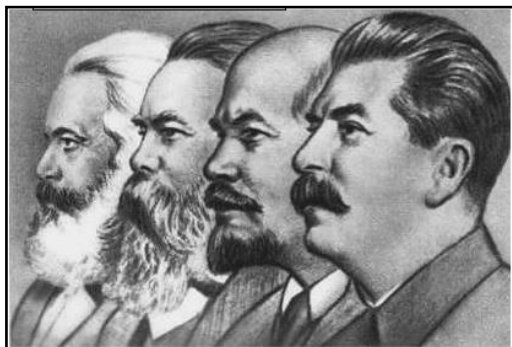
La prégnance de la culture et des croyances chrétiennes est aussi refusé par les communistes. Marx s'opposant aux « **socialismes utopiques** » dénoncent leur caractère messianique et bienpensant pour y substituer une « vision scientifique et historique ». Il condamne toute croyance religieuse comme étant le **fruit de l'obscurantisme** faisant ainsi écho au **positivisme** de son époque. Les nazis quant à eux, prolongent la pensée des groupes païens adorateurs des dieux germaniques et nordiques seules divinités représentant l'âme de la culture aryenne. Ils condamnent le christianisme vu comme un prolongement du judaïsme qui prône le pardon et l'amour affaiblissant l'âme humaine. Ainsi Himmler acquiert-il pour le compte de la SS le château de Wevelburg en 1934 pour y installer des bibliothèques plus ou moins ésotériques qui servaient de cadre d'études à des historiens à la solde des nazis.

La jeunesse et les milieux intellectuels se définissent d'abord par leur anticonformisme et un certain refus d'adhérer à une société qu'ils n'ont pas bâtie mais dont ils héritent. Un grand élan d'exaltation de la modernité caractérise la fin du 19<sup>e</sup> et les débuts du 20<sup>e</sup> siècle condamnant l'immobilisme, l'embourgeoisement, l'anticonformisme s'enthousiasme pour le technique, l'action et la guerre...

Il existe un dénominateur commun à toutes ces tendances qui peuvent apparaitre comme contradictoires de prime abord. Ces hommes, ces intellectuels **refusent le conformisme bourgeois libéral** et aspirent à la **création d'un homme nouveau** s'intégrant à une **société nouvelle**. Aussi la guerre, la révolution, la violence sont vues comme des forces positives capables de renverser l'ordre établi.

## 3 Le choc de la première guerre mondiale, la brutalisation des esprits ?

Voir le cours précédent dans lequel nous avons observé le profond traumatisme causé aux sociétés occidentales par la première guerre mondiale. Les normes de la société ont été bouleversées (femmes dominant le foyer, mort de masse...) ou inversées (exaltation de la mort donnée, haine de son prochain du moment qu'il soit un ennemi, déshumanisation de l'adversaire...). Les combattants ont du mal à se réintégrer à la société « normale » de l'après guerre et dans les pays vaincus ou mécontents des traités de paix aspirent à une **revanche qui commence par l'élimination de l'ennemi intérieur jugé responsable de la défaite.**



## **B Un ou des totalitarismes ?**

*Y-a-t-il une unicité des régimes stalinien, fasciste et nazi ?*

### **1 Des idéologies si éloignées ?**

Cette question a longtemps fait polémique. Aux Etats-Unis, plongés dans la guerre froide et jamais vraiment guéris du **maccarthysme**, l'assimilation des trois idéologies est une thèse dominante. Nazisme, fascisme et communisme ne seraient que les trois faces d'une seule pratique politique: le totalitarisme. A contrario, les écoles européennes et plus particulièrement française ont longtemps été influencées par une pensée marxiste ou marxisante distinguant clairement le nazisme et le fascisme d'un côté, le communisme de l'autre. Essayons de faire la part des choses en nous interrogeant sur les caractères social et nationaliste de chacun des régimes.

Le régime soviétique se base sur l'idéologie établie par les écrits de **Karl Marx et Frederich Engels** retravaillés par **Lénine** : on parle de marxisme-léninisme. Avant l'établissement de la société communiste sans classe ni Etat, doit se dérouler une phase transitoire de **dictature du prolétariat**. L'Etat prend alors le contrôle de l'ensemble de l'économie, le secteur privé disparaît totalement. Il utilise des moyens d'exception pour éliminer les ennemis tenants de l'ordre bourgeois et réactionnaire. La violence est considérée comme un mal nécessaire pour arriver à une société idéale. Ce principe théorique trouve sa concrétisation dans le **communisme de guerre** qui conduit les rouges à la victoire entre 1918 et 1921.

Après l'échec des révolutions en Europe centrale en 1919/20, Staline avança la théorie du **socialisme dans un seul pays** le 20 décembre 1924 qui fut par la suite développée par Nikolai Boukharine au point d'être adoptée par le XIV<sup>e</sup> congrès du Parti communiste de l'Union soviétique en 1925. Cette théorie défendait la possibilité de bâtir le socialisme dans l'Union des républiques socialistes soviétiques sans obtenir le secours des autres pays avancés qui auraient pu connaître une révolution. Les pensées expansionnistes étant mises provisoirement sous le boisseau (hormis chez les trotskystes), l'URSS devint donc **l'unique « patrie des travailleurs »**, reformulation audacieuse d'un nationalisme de libre adhésion du citoyen à un projet politico-économique. Mais derrière la propagande, la réalité de la russification persiste, toute tentative centripète est conçue comme une trahison au projet de l'Union communiste et sévèrement réprimée. Les goulags et la colonisation assurent la maîtrise russe sur l'espace soviétique composée de 15 Républiques peuplées par des centaines de peuples.

Le fascisme est une idéologie née de la rencontre entre des dissidents radicaux de syndicats et partis d'extrême gauche et de l'extrême droite en butte à leur leader jugés trop timorés ou conservateurs : il se veut donc être un national-socialisme se construisant sur un groupe national uni et solidaire doté d'une identité forte. **Cette pensée ultra minoritaire née à la fin du 19<sup>e</sup> siècle connaît plus de résonance dans la société d'après guerre.** Tout en voulant préserver une homogénéité ethnique et religieuse, le **fascisme italien n'est pas intrinsèquement raciste** et antisémite (il le deviendra à partir de son alignement politique sur le nazisme du milieu des années 30). Le patriotisme, la rénovation de l'Etat, la guerre et la violence intérieure sont perçus comme des moyens de mobiliser la population. Toute déviance, contestation est considérée comme un facteur de division et d'affaiblissement de la patrie. Il faut donc **croire, obéir et combattre** (la devise fasciste en forme de triptyque s'oppose au « liberté, égalité, fraternité »). La modernisation rapide du pays doit conduire à son autarcie pour soutenir un conflit contre ses puissants voisins, mais le projet économique fasciste revêt également une dimension sociale : l'Etat se veut le garant de la justice sociale et de l'amélioration de la condition ouvrière.

En prison, Hitler a lu les ouvrages de Mussolini et suivi son ascension politique. L'élève s'est donc inspiré de son maître pour élaborer la doctrine du **NSDAP (National Socialistische Deutsche Arbeiter Partei)**. L'hitlérisme est donc un fascisme adapté au projet antisémite et de conquête spatiale du **Lebensraum** en Europe centrale. La violence n'est cependant pas perçue comme un moyen de mobilisation des masses mais comme le moteur du régime, une seconde nature de l'homme.



Longtemps vues comme un simple paravent du fait de leur alliance objective et réelle avec le grand patronat, les préoccupations sociales sont pourtant réelles dans les deux régimes fascistes. Les camps de vacances mis en place pour la jeunesse sont perçus avant tout comme des moyens offerts aux enfants de classes populaires d'aller en vacances. La création d'organisme de formation comme la NEPOLA permet l'ascension sociale de jeunes issus de classes laborieuses.

## 2 La terreur, la véritable nature du régime

La construction d'une nouvelle identité individuelle et sociétale suppose la mise en place de moyens de contrôle et de répression contre les groupes ou individus isolés qui s'opposeraient à ce projet par leur activité ou leur nature propre.

Le régime totalitaire a prétention à contrôler tous les moyens de diffusion d'information (presse écrite, radio, actualités cinématographiques) par le biais de ministère de la propagande qui encadre même la production artistique (peinture, théâtre, musique...). L'artiste n'est plus un créateur libre mais un agent de promotion des nouveaux régimes obéissant à des codes esthétiques et idéologiques clairement définis. Les programmes scolaires sont reformulés et des organisations de jeunesse encadrent les loisirs des jeunes. L'adhésion au parti ou au syndicat unique n'est pas une obligation mais est une obligation pour obtenir des progressions de carrière au sein de l'administration ou pour décrocher des chantiers publics pour les entreprises privées.

La violence qui se déclenche contre les ennemis des régimes nouveaux comporte de nombreux points communs. Elle peut être publique et exemplaire : assassinat de Matteotti en 1925, rafles massives de communistes en 1933, **grands procès de Moscou en 1936**. Elle s'exerce souvent au sein même du parti contre des militants jugés comme dissidents ou dont l'aura porte ombrage au chef. La mise en place de polices politiques comportant de nombreux agents secrets n'est pas une nouveauté mais leur développement permet un encadrement sévère de la population poussant celle-ci à l'autocensure et par voie de conséquence permet d'atomiser les oppositions. Des camps de « rééducation idéologique » sont mis en place dans les trois pays, ils combinent une dimension purement répressive et une dimension économique clairement affirmée dès l'origine en URSS avec les **goulags**, dont le but est autant de punir que de peupler des contrées lointaines. La rationalisation économique des **camps de concentration (KZ)** allemands n'interviendra qu'avec l'accroissement considérable du nombre de détenus durant la guerre. A l'époque, l'opinion publique internationale ne réagit que mollement face à ces exactions car elle n'a qu'une connaissance partielle de l'étendue de ces camps mais aussi parce que les démocraties ont aussi conservées des formes carcérales très mortifères dont le fameux bagne français. Les nazis ont développé une forme de violence à l'encontre des handicapés mentaux. Débuté en 1939, le **programme Aktion T4** conduit à l'élimination de 250 000 « *malades héréditaires, fous, personnes handicapées et personnes socialement ou racialement non souhaitées* ». Malgré le secret qui entoure cette opération, des informations fuient et le clergé catholique dénonce officiellement ces exactions contre le genre humain entraînant l'arrêt immédiat de celles-ci (août 1941). Par sa finalité idéologique (« réordonner » le peuple allemand en fonction de critères « raciaux », les moyens de mise à mort utilisés (gazage, empoisonnement...), l'utilisation de la crémation pour faire disparaître les cadavres et donc les preuves et le secret entourant le projet, **l'opération Aktion T4 peut être considéré comme un préalable à la Shoah.**

## 3 L'Etat, le chef et le parti

Cette réflexion visant à analyser les rapports entre le dirigeant du pays, le parti qu'il est censé dirigé et dominé et l'ensemble des administrations composant le fonctionnement politique de l'Etat, doit nous permettre de comprendre que **le totalitarisme n'est pas un fait statique acquis dès la prise de pouvoir de Staline, Mussolini ou Hitler mais une dynamique aux contours différents selon le temps et l'espace.**

A l'issue de la guerre civile, la Russie désormais sous contrôle des Rouges est exsangue. Un immense territoire ravagé par 7 ans de conflit n'est géré que par une administration squelettique

composée d'anciens fonctionnaires ayant retourné leur veste ou par de jeunes recrues sans expérience. A partir de 1928, Staline, devenu maître du parti, impose **l'industrialisation à marche forcée du pays**. Cette urbanisation-industrialisation suppose une révolution agricole pour augmenter la production et la productivité agricoles de campagnes dont l'éclatement foncier (depuis les troubles de 1917/18 entériné par la **NEP**, nouvelle politique économique autorisant un retour partiel à l'économie capitaliste et la propriété privée) a conduit à une stagnation des récoltes. La **collectivisation des terres** se solde par un désastre économique et humain. 1 800 000 « koulaks » (paysans possesseurs de leur terre et ennemi « bourgeois » du nouveau régime) sont déportés au milieu de la taïga sibérienne dans des conditions précaires. 200 000 à 300 000 y périrent. Une gigantesque famine, provoquée par la désorganisation des circuits productifs, provoque la mort de 6 millions de personnes. De violentes contestations sont menées au sein du parti par Zinoviev, Kamenev, Boukharine, anciens compagnons d'armes de Lénine. Mais Staline reprend la main en faisant retomber la faute des échecs sur des responsables locaux qui auraient mal appliqué ces ordres, sur des sabotages perpétrés par les opposants au sein du parti. Les **grandes purges de 1936-38** conduisent à l'élimination de plus de 700 000 personnes parmi elles : 70% des membres du comité central, 56% des délégués du Congrès de 1934, 99% des membres du Comité central d'Ukraine. Au sein de l'armée, les chiffres sont aussi extravagant, 3 maréchaux sur 5, 13 généraux d'armée sur 15, 8 amiraux sur 9, tous les commissaires aux armées. De nombreux ingénieurs furent arrêtés ou exécutés pour « sabotage », la criminalisation de comportant socialement déviant (alcoolisme, insubordination...) se généralise.

C'est seulement à partir de ces grandes purges que l'on peut parler d'un passage de la dictature au totalitarisme du régime soviétique sous la domination du seul Staline qui a détruit toute opposition au sein du parti, pris le contrôle de l'Etat et de son administration en y plaçant ses hommes et imposé son projet politico-économique.

En Italie, le régime autoritaire installé par Mussolini à partir de 1925 est confronté à une administration dilettante et une Eglise très puissante qui continue, par ses organisations de jeunesse, sa distance critique vis-à-vis de l'Etat italien (dont elle se considère prisonnière depuis l'unification du pays en 1860) et des violences perpétrées par les fascistes, à présenter un contre-modèle idéologique. **Le régime dictatorial, en passant alliance avec les milieux possédants, semble se normaliser.** Mais le projet de Mussolini reste révolutionnaire, il lance son pays dans une politique extérieure agressive (invasion de l'Ethiopie en 1935, intervention dans la guerre d'Espagne dès 1936, rapprochement diplomatique puis alliance avec l'Allemagne nazie entre 1936 et 1938). Cet élan militariste permet au dictateur d'imposer une discipline de fer à l'armée et par le biais de la violence de remobiliser la violence de ses militants les plus ardents. La chambre des députés, qui ne jouissaient certes que de peu de libertés, est dissoute en 1939 ; Mussolini nomme son successeur.

On assiste donc à un **virage totalitaire au milieu des années 30**, période pendant laquelle le dictateur impose une révolution culturelle rappelant les origines idéologiques du fascisme, rompant avec le compromis conservateur et réactionnaire vers lequel le pays semblait se diriger après les accords de Latran (1929) avec la Papauté (reconnaissance diplomatique et mise en place d'un concordat)

L'imaginaire collectif fait d'Hitler le dictateur le plus puissant de l'histoire, véritable génie du mal à la tête d'un Etat et d'une armée disciplinés prêts à servir leur maître. Dès son arrivée au pouvoir, en 1933, Hitler met en place une dictature, éliminant toutes les formes d'oppositions politique, syndicale, médiatique. En 1934, l'anéantissement de la branche révolutionnaire de son parti, les SA d'Ernst Röhm, lui permet de contrôler totalement le NSDAP encadré par les dévoués SS d'Himmler. A la mort d'Hindenburg, il cumule les titres de chancelier et président, il est désormais le **Führer**, maître incontesté de l'Allemagne qui se couvre de KZ pour y interner ses adversaires. La réalité est pourtant tout autre, cet homme était doté d'une intelligence moyenne, il était désordonné, peu appliqué au travail et victimes de sauts d'humeur le conduisant à dédire ce

qu'il avait affirmé quelques heures auparavant. Loin d'être un système rigide et fermé, l'Etat hitlérien a été un système relativement ouvert, voire anarchique, en évolution permanente et dont l'un des ressorts a été l'existence de fortes rivalités entre les diverses sources de pouvoir, ce que des historiens ont appelé la **« polycratie nazie »**. Plusieurs administrations géraient une seule et même question entraînant des heurts permanents notamment entre la SS d'Himmler, la fonction publique et les services de l'armée. Nous reviendrons sur ces contradictions lors de la présentation de la mise en œuvre de la Shoah. La « fonction » d'Hitler, qui est loin d'avoir été ce dictateur tout-puissant tant de fois décrit, était de garantir la cohésion du système. Sa volonté personnelle a été un facteur moins déterminant que le « mythe du Führer » élaboré par une propagande efficace et omniprésente. Ce mythe ou cette mystique avait comme objectif de mobiliser les énergies, d'intégrer les différentes strates sociales (par la terreur, la persuasion et l'exclusion) et de légitimer un régime dont les mécanismes internes ont en partie échappé à ses dirigeants.

L'Etat hitlérien était donc loin d'être cette machine monolithique mise au service des pensées expansionnistes et antisémites de son dirigeant. C'est seulement au cours de la guerre qu'Hitler liquida les oppositions et les forces de freinage au sein des administrations et des armées.

## **C Contamination et résistance**

*Ces régimes s'imposèrent-ils par la simple contrainte ?*

### **1 Une adhésion des peuples ?**

A la fin de la guerre, les Américains ne trouvaient en Allemagne que des citoyens qui juraient leurs grands dieux n'avoir jamais souscrit au projet nazi et être de braves socio-démocrates conduits à l'impuissance face à la machine totalitaire. Lors des dernières élections libres en Allemagne, les nazis n'avaient recueilli que 40% des voix. Dès la mort de Staline, Khrouchtchev entama un processus de déstalinisation dénonçant les « dérives » du système, séparant ainsi le stalinisme du projet communiste. Et pourtant, peut-on considérer que les Allemands, les Italiens et les Soviétiques n'ont été que des victimes de leur histoire ? Par exemple, l'actuelle **Ostalgie** (*die Ostalgie* en allemand, depuis les mots *Ost* (Est) et *Nostalgie*) prouve que les régimes dictatoriaux ou totalitaires ont reçu des soutiens dans de larges franges de la population qui se souviennent des aspects positifs du « communisme » (égalité hommes-femmes, éducation, travail, culture, logement assurés...) notamment dans le cadre d'un passage brutal au capitalisme de marché qui a fait beaucoup de dégâts sociaux et économiques.

**L'abrutissement par la propagande** est un élément essentiel pour comprendre l'adhésion d'une partie de la population au projet totalitaire et son chef. Ceci est notamment vrai pour les plus jeunes qui n'ont pas connu d'autres régimes politiques. Mais il faut aussi voir l'adhésion non pas seulement comme un fait subi mais un choix par l'adhésion à des thématiques telles que le nationalisme, l'antisémitisme, l'égalitarisme social. L'avènement de ces régimes a aussi offert des **opportunités de carrière à des hommes neufs par l'exclusion d'opposants** (juifs, socialistes, communistes, homosexuels ou « bourgeois »). Les commandes d'Etat permettent aux industriels allemands et italiens de s'enrichir, la mise à disposition de la main d'œuvre concentrationnaire par la SS fit les beaux jours économiques de toutes les grandes entreprises du Reich. L'aryanisation de biens juifs a permis à des industriels d'acquérir à bas coûts des usines et autres immeubles, quand la rapine se conjugue à l'idéologie... **La collaboration fut donc totale entre de très larges franges du monde économique et les Etats totalitaires de l'Axe.**

### **2 Des résistances multiformes**

L'opposition au régime autoritaire a été illustrée au cinéma par les exemples les plus spectaculaires et les plus tragiques : Stauffenberg et l'opération Walkyrie, les destins tragiques d'Hans et Sophie Scholl. Cependant ces résistances radicales (attentats, distribution de tracts...), composant le **widerstand**, sont minoritaires par rapport à d'autres formes partagées par de plus larges franges de la population.



#### Le saviez-vous ?

La marque Volkswagen est née dans l'Allemagne nazie des années 1930 avec le projet de construire la voiture populaire. Le désir d'Hitler était que chacun puisse s'offrir une voiture : en effet, l'Allemagne venait de se doter d'un large réseau d'autoroutes (à des fins militaires) qui restaient désertes. L'ingénieur Ferdinand Porsche, voyant dans ce projet l'occasion de réaliser son plus vieux rêve : fabriquer un modèle de voiture populaire, conçut les prototypes de ce véhicule appelé provisoirement KdF-Wagen (en allemand : *Kraft durch Freude* = « la force à travers la joie », également nom d'une des principales organisations du parti hitlérien). Les premières voitures sortirent des chaînes de production en 1936.



L'habillement (les zazous s'habillaient en tweed anglais et avaient les cheveux longs), le comportement (déviances par l'alcool, les drogues, des pratiques sexuelles jugées anormales) peuvent composer des formes d'opposition par le **non conformisme** qu'ils présentent. **Le refus de participer à des manifestations publiques, la non adhésion aux partis ou aux syndicats officiels** peuvent être considérés comme des refus de l'ordre établi. Certains hommes ont **détourné le système** ou **utiliser leur poste pour combattre le système** (trahison, espionnage en faveur des Alliés...). Felix Kersten, célèbre kinésithérapeute, était capable de guérir les migraines. Contacté par Himmler, victime de violents et récurrents maux de tête, il accepta de le soigner. En entrant dans le quotidien du chef de la SS, il prit conscience de la Shoah. Il décida alors d'échanger ses indispensables soins contre le transfert en Suède et en Suisse de dizaines de milliers de juifs. Des **grèves et manifestations** ont eu lieu dans ces pays, malgré la dissolution des syndicats non contrôlés par le pouvoir. Derrière les revendications sociales se cachent des contestations tacites du pouvoir qui était censé garantir le bien-être des travailleurs.

### 3 Un modèle séduisant, la crise morale des années 30 en Europe

Les régimes démocratiques sont soumis à un feu de critiques dans les années 30. La violente crise économique affaiblit le modèle socio économique américain (american way of life). Dans ce contexte difficile, **les politiques semblent impuissants à rétablir la situation** car le libéralisme montre ses limites face à une crise systémique et mondiale. Le communisme stalinien, cachant la sinistre réalité, affiche des chiffres de production en progrès exponentiel et semble être un contre modèle au capitalisme en voie de faillite généralisée. Les régimes fascistes ont opté pour une **autarcie** qui les protège partiellement de la crise économique, par ailleurs ils lancent des programmes d'équipement (autoroutes, assainissement de la plaine du Pô...) et militaires en prévision de la guerre à venir.

La France rencontre les mêmes problèmes économiques que l'Angleterre ou les Etats-Unis mais dans ces deux pays le système politique n'est que marginalement remis en cause, il existe un quasi consensus autour de la constitution républicaine américaine et de la monarchie tempérée anglaise. La 3<sup>e</sup> République, qui croyait s'être débarrassé de ses ennemis dans les deux premières décennies du 20<sup>e</sup> siècle, les voit ressurgir. **L'Action française**, organisation monarchiste et réactionnaire, est débordée par ses jeunes recrues, qui tout en réactivant les classiques antiparlementarisme, xénophobie et antisémitisme, s'orientent vers des **thématiques et des gestuelles fascistes**. Pourtant cette multitude de groupes, ligues, partis ne trouvera pas de leaders

charismatiques pour les unifier. Un certain nombre de jeunes cadres et intellectuels de gauche conteste la hiérarchie de leur parti ou de leur syndicat leur reprochant leur prudence, l'acceptation des compromis tortueux des appareils de parti. Ils aspirent à une vision technocratique et autoritaire du pouvoir pour modifier en profondeur les structures économiques et sociales. Déat (ex SFIO), Doriot (ex PC), Bergery (ex radical) seront chassés de leur parti et glisseront progressivement vers le fascisme, adhérant à des thématiques sociales et antibourgeoises de cette idéologie.

A partir de 1919, l'URSS impose aux partis communistes, par l'intermédiaire de la 3<sup>e</sup> Internationale, une **ligne « classe contre classe »**, interdisant toute alliance avec les socialistes (qui les combattent violemment en Allemagne). Les partis de gauche parlementaire (socialistes et radicaux) et de droite parlementaire sont donc menacés et en quelque sorte pris en étau entre l'extrême droite et l'extrême gauche qui progressent constamment dans l'entre-deux guerres. Cependant la prise de pouvoir d'Hitler en 1933 et les émeutes parisiennes d'extrême droite du 6 février 1934 conduisent l'URSS à reconsidérer ses positions. A partir de 1935, les rapprochements stratégiques entre socialistes et communistes conduisent à la création de **Fronts populaires** qui remportent les élections législatives de 1936 en Espagne et en France. Le gouvernement de Léon Blum inquiète la bourgeoisie (notamment par la mise en place des réformes sociales et notamment les fameux 15 jours de congés payés) mais la police et l'armée restent fidèles à la République, les ligues fascistes sont dissoutes : leur menace semble écartée. Par contre en Espagne, le général Franco prend le commandement des forces militaires et combat les forces loyalistes au gouvernement de gauche. L'Italie fasciste et l'Allemagne nazie vont dépêcher des troupes pour soutenir les franquistes qui s'appuient aussi sur la Phalange, une organisation ouvertement fasciste. Les républicains ne seront pas soutenus par la France de Léon Blum (du moins officiellement, officieusement des trafics d'armes permirent d'armer les régions orientales de l'Espagne) mais par la seule URSS qui voulut éliminer les anarchistes et s'opposa aux brigades internationales, composés de volontaires venus du monde entier. Même si Franco (comme Salazar au Portugal) créa un régime non fasciste mais un **césarisme réactionnaire** s'appuyant sur l'Eglise et la noblesse, la guerre d'Espagne est emblématique de la lutte entre les démocraties et les régimes totalitaires.

#### J'ai retenu les grands concepts du chapitre

##### **Partie A : Les origines du totalitarisme**

Rationalisme, athéisme, agnosticisme, socialisme utopique, positivisme, brutalisation

##### **Partie B : Un ou des totalitarismes**

Dictature du prolétariat, communisme de guerre, socialisme dans un seul pays, fascisme, nazisme, camps de concentration, goulag, grandes purges, procès de Moscou, Program Aktion T4, collectivisation des terres, régime autoritaire, totalitarisme, polycratie

##### **Partie C : Contamination et résistance**

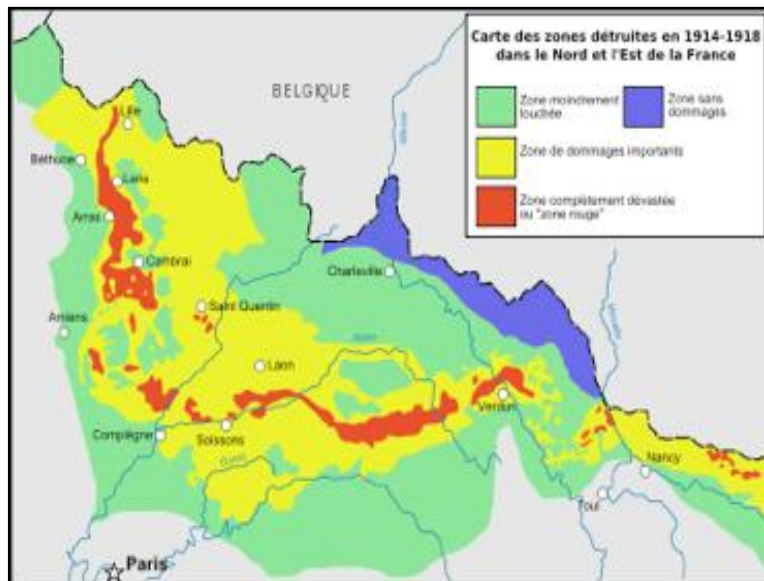
Opération Walkyrie, Complot de la Rose blanche, widerstand, non conformisme, ligne classe contre classe, Front populaire, césarisme réactionnaire

# Chapitre 3 : Croissance et crise de l'entre-2-guerres

## A L'impact de la première guerre mondiale

### 1 Une translation de la richesse

Les productions agricole et industrielle se sont effondrées à cause des impératifs de l'économie de guerre et de la mobilisation d'un grand nombre d'actifs : la France perd 17,3 % de ses mobilisés, le Royaume-Uni 5,1 % et l'Allemagne 9,8 %. S'ajoute le problème de la reconversion de l'économie de guerre en économie de paix. La guerre entraîne une désorganisation des circuits commerciaux traditionnels. Il fallut reconstruire, relancer l'activité et revenir à une économie de paix tout en faisant face à une grave pénurie de main-d'œuvre. La **reconversion de l'économie va également engendrer la désorganisation du système monétaire**. Les économies occidentales abandonnent l'étalon-or, préférant la monnaie fiduciaire. Les destructions matérielles sont importantes et affectent durement les habitations, les usines, les exploitations agricoles et autres infrastructures de communication comme les ponts, les routes ou les voies ferrées et cela principalement en France (notamment dans le nord et l'est du pays) où une vaste zone ravagée de 120 000 hectares prend le nom de « zone rouge ». L'agriculture y est en maints endroits interdite avant le désobusage et déminage qui vont prendre plusieurs années, sans même envisager le traitement des munitions immergées par millions car jugées trop dangereuses pour être démantelées, ou faute de moyens financiers pour les stocker et traiter en sécurité.



Les importants déficits budgétaires et commerciaux des Etats européens accumulés auprès des Etats-Unis, permettent à ces derniers de devenir créancier de l'Europe.



Les importants déficits budgétaires et commerciaux des Etats européens accumulés auprès des Etats-Unis, permettent à ces derniers de devenir créancier de l'Europe.

Mais le retour à la paix ne signifie pas :

- la fin des déficits commerciaux. L'industrie américaine connaît de rapides mutations notamment par la diffusion du taylorisme et la mise en valeur rapide d'un territoire progressivement conquis et aménagé. Les produits américains, moins chers et plus perfectionnés, conquièrent le monde malgré une passagère crise de reconversion.
- la fin des déficits budgétaires. La reconstruction, les versements des pensions aux veuves, aux blessés grèvent durablement les budgets des Etats européens. Les dettes s'accumulent et la France se console en pensant que « l'Allemagne paiera ».

Le manque de marge financière des entreprises et des Etats conduit à une situation tragique en Europe. Le chômage s'accompagne de la misère car les systèmes de protection sociale sont quasi nuls. Sous la conduite des syndicats regardant vers la

Russie bolchévique où s'élabore un nouveau régime censé être favorable aux classes populaires, les ouvriers multiplient grèves et manifestations qui prennent un tour insurrectionnel notamment en Italie et en Allemagne.

La question de la place des femmes dans l'économie se pose aussi dans l'après guerre (cf illustration 1919-20). Bien que déjà fortement présente dans le monde du travail avant la guerre, cette dernière avait conduit à l'accroissement considérable de leur poids dans les secteurs traditionnellement dévolus aux femmes (secrétariat, trésorerie, commerce, textile...) mais aussi dans de nouveaux secteurs comme l'industrie mécanique. La diffusion du modèle tayloriste permet le remplacement des hommes par les femmes car les qualités requises évoluent : la minutie, la concentration et la rapidité d'exécution remplace la force et le savoir faire technique. Les poilus, rentrés du front souvent diminués physiquement et moralement, exigent la priorité d'accès à l'emploi. Face à eux, les femmes veulent conserver leurs emplois notamment lorsqu'elles sont soutiens de famille (veuves de guerre, maris lourdement handicapés...). Le taux d'activité salarié féminin plonge dans les années 20 pour atteindre un taux historiquement bas (moins de 35% contre 70% pour les hommes)

## 2 L'Allemagne dans la crise

L'Allemagne sort en partie ruinée de la Première Guerre mondiale (dévaluation du Mark, paiement de 132 milliards de marks or au titre des réparations imposées par le traité de Versailles...). Devant les réticences allemandes à payer sa dette, la France occupe la Ruhr en 1923 pour se servir en nature (pillage des stocks des usines et des mines). Spontanément, se développe une résistance passive, grèves et manifestations se multiplient. La production allemande s'effondre rendant les situations productive et financière intenable. Les importations sont réduites au minimum. Pour résoudre la crise, l'Etat allemand se lance dans une politique d'émission massive de monnaie papier. Après une courte respiration, le système s'effondra du fait du décalage entre la masse monétaire sans lien avec une faible production : l'hyperinflation détruit les économies des épargnants, rongea les salaires. La France doit se retirer d'Allemagne. Les puissances alliées (la France, les Etats-Unis, la Russie et l'Angleterre.) diminuent le montant des réparations et les banques américaines placent de fortes sommes en Allemagne.

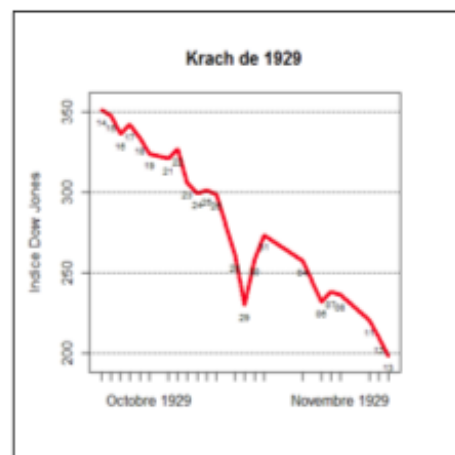
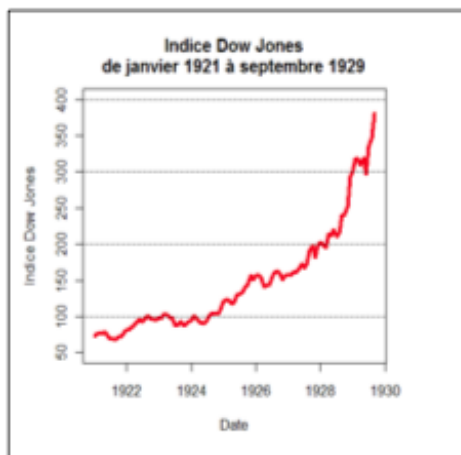
## 3 Une prospérité fragile entre 1923 et 1929

Avec l'apaisement des relations franco-allemandes, la situation économique semble se stabiliser. Raymond Poincaré procède à une dévaluation qui permet de renforcer la compétitivité des entreprises. Mais le grand investisseur de ce redressement sont les Etats-Unis où Ford fait école. En baissant le prix des produits manufacturés et en augmentant les salaires, les classes populaires voient leur pouvoir d'achat augmenter rapidement. Ils peuvent consommer des biens manufacturés avec

d'autant plus de facilités que le crédit se développe. C'est l'American way of life, une société de consommation de masse qui fascine les auteurs européens éblouis (ou effrayés) par la modernité de New York. Les banques américaines

investissent partout dans le monde. L'accroissement des richesses et l'élévation du niveau de vie semblent sans fin... cependant l'économie capitaliste est cyclique.

Cours rédigé par C. Meignat et C. Delaunay (Lycée Descartes de Tours)



Juillet-août 2011

## **B La crise de 1929**

### **1 Les causes de la crise**

Dans la vision de Juglar et Schumpeter, la crise n'est qu'un épisode de plus du cycle économique d'une dizaine d'années. Il n'aurait pris son allure de dépression qu'à la suite de mauvaises réactions de la part de l'État Fédéral américain (attentisme : « la reprise est au coin de la rue ») ou de la nouvelle banque centrale, la FED, qui aurait restreint le crédit là où il fallait ouvrir les vannes. D'autres, dans la même approche cyclique, explique, comme Kondratiev, que la crise a été particulièrement longue et violente par l'effet de mouvements de longues périodes sur l'innovation. L'innovation se serait tarie, l'électrification et les chemins de fer avaient été les moteurs de la croissance précédente, leur étiolement progressif (le marché arrive à saturation) a conduit à un ralentissement de l'activité économique, des bénéfices des entreprises dès 1927.

Les États-Unis après une phase de très forte croissance depuis les difficultés d'avant guerre ont accumulé la richesse du monde (l'Europe étant ruinée) et cette richesse n'a pas été assez diffusée dans la société malgré des théories comme le fordisme. Le taylorisme a en effet permis une augmentation très importante de la production : la production par tête a augmenté en France de 6% par an entre 1920 et 1960. En revanche, les salaires réels ont progressé de seulement 2% par an en France sur la même période, ce qui explique l'apparition d'une **situation de surproduction** et le déclenchement de la crise. Il existait un décalage complet entre l'explosion des cours de bourse, les profits réels des entreprises et les salaires. Pour maintenir la consommation à un taux élevé, le crédit se développe à des taux très bas. L'endettement massif de la population ne pose pas de problèmes tant que le chômage reste marginal et que les capacités de remboursement de la population restent entières.

L'origine directe de la crise serait la frénésie boursière et l'irresponsabilité des banquiers, qui ont prêté sans retenue aux spéculateurs. Mal régulée, l'activité des banques a conduit non plus à financer l'économie réelle mais la spéculation malsaine. Le krach de 1929 est consécutif à une bulle spéculative, dont la genèse remonte à 1927. La bulle est amplifiée par le nouveau système d'achat à crédit d'actions, qui depuis 1926 est permis à Wall Street. Les investisseurs peuvent ainsi acheter des titres avec une couverture de seulement 10 % (c'est-à-dire qu'il ne donne réellement que 10% de la somme réelle, le reste est payé à crédit).

### **2 Déclenchement et conséquences à court terme de la crise aux Etats-Unis (1929-32)**

La hausse boursière était intrinsèquement intenable. Lorsque la bourse a chuté (Entre le 22 octobre 1929 et le 13 novembre, l'indice Dow Jones passe de 326,51 à 198,69 (-39 %), ce qui correspond à une perte virtuelle de 30 milliards de dollars, dix fois le budget de l'État fédéral américain !!), la panique s'est installée et la ruée vers les banques a provoqué le blocage du système monétaire et financier.

La **crise boursière dégénère très vite en crise bancaire**. Prises en tenaille entre l'effondrement de la valeur de leurs actifs (parfois trop engagés dans des affaires douteuses, mais même des entreprises honorables et solides sont massacrées), les défauts de remboursement de leurs emprunteurs, et la réduction de leur activité de crédit, des banques font faillite au premier faux pas et finalement en 1932, le système bancaire s'effondre. Avec la déconfiture du système bancaire, et la population s'accrochant au peu de monnaie qu'elle possédait encore, il ne resta pas assez de liquidités sur le marché pour qu'une quelconque activité économique puisse inverser la tendance. 8000 banques feront faillites de 1929 à 1934. La crise affecte désormais l'économie réelle provoquant chômage (de 1,5 millions en 1929 à 15 millions en 1933) et misère. L'économie, privée de crédits, s'est brutalement arrêtée. L'effondrement de la demande provoque une baisse des prix industriels, les entreprises qui ne font pas faillites perdent toute capacité d'investissement par la réduction de leurs marges et la frilosité des banquiers et des boursiers. Les salaires au mieux stagnent et le plus souvent diminuent, la consommation baisse durablement. Cette **spirale**



**déflationniste** ne peut être combattue par des dirigeants libéraux (l'administration républicaine de Hoover) persuadés que le laisser-faire et la main invisible du marché résoudront à terme la crise.

### **3 Les conséquences de la crise en France**

Jusqu'en 1931, la France ne connaît pas la crise qui touche le monde depuis la fin de 1929 car les entreprises françaises, restant de taille modeste ou contrôlées par de puissantes et riches familles, s'autofinancent. L'appel aux banques et à la bourse reste marginal : les patrons français sont donc moins confrontés à la tempête boursière et bancaire venue d'outre-Atlantique. Replié sur un marché intérieur puissant et sur son empire, le volume d'échanges des entreprises françaises avec l'étranger reste limité. Cependant les dévaluations britannique (1931) et américaine (1934) affaiblissent la compétitivité des produits français. Les gouvernements de centre droit s'attachent à défendre la valeur de la monnaie (le franc avait déjà connu une dévaluation violente en 1928) et à maintenir l'équilibre budgétaire au lieu de relancer l'économie. Cette politique est aussi marquée par une stagnation voire des baisses de salaires pour les fonctionnaires et pensionnaires (plusieurs millions après la première guerre mondiale). La crise et la baisse du pouvoir d'achat entraîne la surproduction agricole. La France connaît alors le même cercle vicieux que les Etats-Unis (surproduction, baisse des prix industriels, baisse des salaires, effondrement de la consommation...). Le chômage augmente : 463 700 personnes en 1935. Contrairement aux Etats-Unis ou à l'Angleterre, où la population reste confiante et fidèle aux institutions, cette crise sociale se traduit politiquement par la montée en puissance des ligues factieuses et du parti communiste (SFIC) ouvertement révolutionnaires.

## **C Le New Deal et le keynésianisme**

### **1 Un Etat interventionnisme**

En novembre 1932, les États-Unis élisent Franklin Delano Roosevelt (cf portrait ci-dessous) pour remplacer à la tête de l'État le président Hoover. Le démocrate rompt avec les thèses libérales et propose que l'État intervienne massivement dans l'économie : c'est le New Deal. Le taux de chômage approchait alors les 25% de la population active et le PIB avait reculé de plus de 25% en moins de 3 ans ! Cet interventionnisme n'est pas une nouveauté, pendant la guerre, on avait vu comment l'État avait guidé l'effort de guerre en distribuant aides et subventions (commandes massives, nationalisations d'entreprises, primes de reconversion industrielle...), en fixant arbitrairement les prix des produits industriels stratégiques et des denrées alimentaires et réglant les questions salariales qui opposaient patronat et monde ouvrier. La fin du conflit marque un retrait étatique quasi-total de la question économique et sociale : le libéralisme reprend ces droits. Cependant l'économiste Keynes (cf portrait) critique cet état de fait et souligne les graves difficultés auxquelles vont être confrontées les économies européennes et notamment allemande au lendemain de la Grande guerre dans son livre Les conséquences économiques de la paix publié en 1920.

### **1 Des réalisations qui endiguent la crise**

On distingue communément **deux «New Deal»** : le premier, marqué notamment par les « Cent Jours de Roosevelt » en 1933 visait à une **amélioration de la situation à court terme**. On y retrouve donc des lois de réforme des banques, des programmes d'assistance sociale d'urgence, des programmes d'aide par le travail, ou encore des programmes agricoles. L'Emergency Banking Act voté le 9 mars, imposa que seules soient rouvertes les banques ayant passé avec succès un examen de leur solvabilité, placé sous le contrôle du département du Trésor des États-Unis. Trois quarts des banques rouvrirent ainsi dans les trois jours qui suivirent l'adoption de la loi, permettant de drainer l'or stocké par les particuliers. Les farmers bénéficièrent d'aides et de subventions conditionnées par une diminution de leur production (destruction des stocks et mise en friche) pour faire remonter les cours agricoles selon le schéma simple de la loi de l'offre et de la demande. L'administration

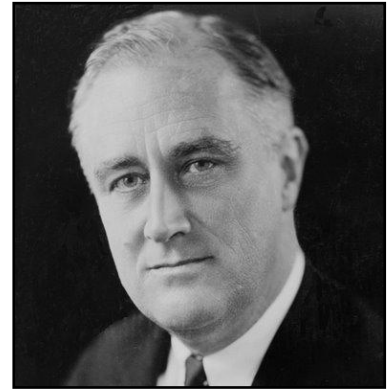
Roosevelt entreprit également de protéger les agriculteurs contre les aléas du marché en distribuant des subventions fédérales et en contrôlant la production via l'AAA.

Le « Second New Deal » s'étala entre 1935 et 1938, mettant en avant **une redistribution des ressources et du pouvoir à une échelle plus large**, avec les lois de protection syndicales, le Social Security Act, ainsi que des programmes d'aide pour les farmers et les travailleurs itinérants.

Aux États-Unis, le Welfare State (Etat-Providence) a eu du mal à s'imposer. Pour une large part de la population, il signifie la réduction des libertés individuelles et l'encouragement des pauvres à la paresse. Cependant le président Franklin Delano Roosevelt fit adopter en août 1935 le Social security act (assurance sociale), qui prévoit notamment l'instauration d'un système de pension pour les travailleurs âgés de plus de 65 ans. Le Fair Labor Standards Act, interdit le travail des enfants et institua un salaire minimal.

Roosevelt créa la Civilian Conservation Corps (« Corps Civil de Protection de l'environnement »), financée par des bons du Trésor (endettement auprès de particuliers ou d'États étrangers). Elle

permet, grâce à des travaux de reboisement, de lutte contre l'érosion et les inondations, l'embauche de milliers de jeunes chômeurs dans tout le pays : 250 000 emplois furent créés pour les 18-25 ans, et en huit ans, le CCC garantit un salaire mensuel de 30 dollars à près de deux millions de jeunes hommes. Le plus célèbre de ces grands travaux, la Tennessee Valley Authority (TVA), s'employa à la construction de barrages en vue d'aménager le territoire de la vallée du Tennessee, à limiter les inondations, à augmenter la production hydroélectrique tout en fournissant des emplois aux chômeurs. Il visait également à rendre plus attractive cette zone des États-Unis en pleine déprise

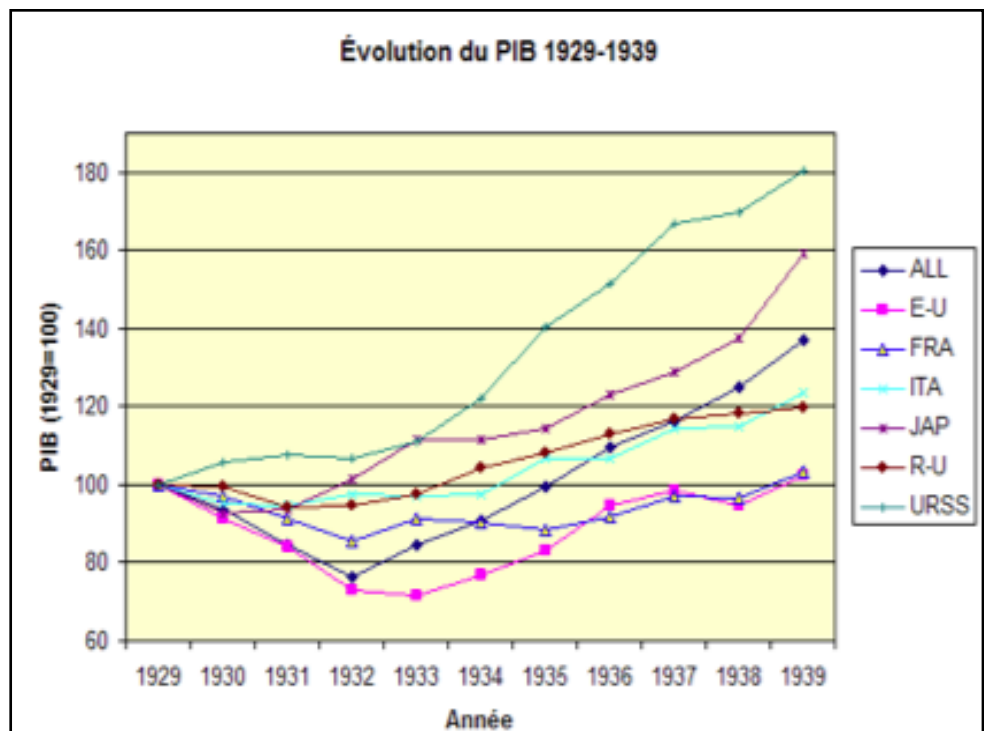


## 2 Bilan du New Deal

Le déficit budgétaire engendré par ces multiples dépenses (aides sociales, créations d'emplois publics, grands chantiers, aides aux entreprises) redonna confiance à la population et aux entreprises.

La demande fut relancée stimulant la reprise de l'activité : les États-Unis retrouvent en 1939 leur niveau de production de 1929. D'ailleurs la population remercia Roosevelt et salua ses audaces économiques en le réélisant en 1936, en 1940 et en 1944. Cas unique dans l'histoire américaine !

L'expérience politique du New Deal fut théorisée par Keynes qui publia en



1936 *La Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*. Le keynésianisme présente alors une alternative au libéralisme tout en restant dans le cadre de l'économie capitaliste, cette théorie économique sera la plus influente dans le monde capitaliste jusque dans les années 1970 permettant la mise en place des Etats-providence dans toute l'Europe occidentale.

Cependant, le chômage était toujours massif : 17 % de la population active américaine pointait au chômage en 1939 soit 9,5 millions de personnes. La balance commerciale ne put retrouver l'équilibre que grâce à une contraction nette des importations, qui passèrent de 4,4 milliards de dollars en 1929 à 2,1 milliards en 1939 : les Etats-Unis ne sortirent donc pas (comme le reste des autres économies d'ailleurs) de la logique protectionniste (consistant essentiellement à freiner les importations [barrières douanières, normes contraignantes, freins administratifs...], encourager les exportations [subventions diverses, incitations fiscales]). La reprise ne fut pas linéaire, l'économie américaine connut des rechutes notamment en 1937. Le problème de paupérisation agraire s'aggrava donc encore, comme le montre John Steinbeck dans son roman *Les Raisins de la colère*.

### J'ai retenu les grands concepts du chapitre

#### **Partie A : L'impact de la première guerre mondiale**

Reconversion industrielle, taylorisme, hyperinflation, société de consommation de masse, American way of life

#### **Partie B : La crise de 1929**

Cycle Kondratiev, bulle spéculative, crise boursière, déflation, surproduction

#### **Partie C : Le New Deal et le keynésianisme**

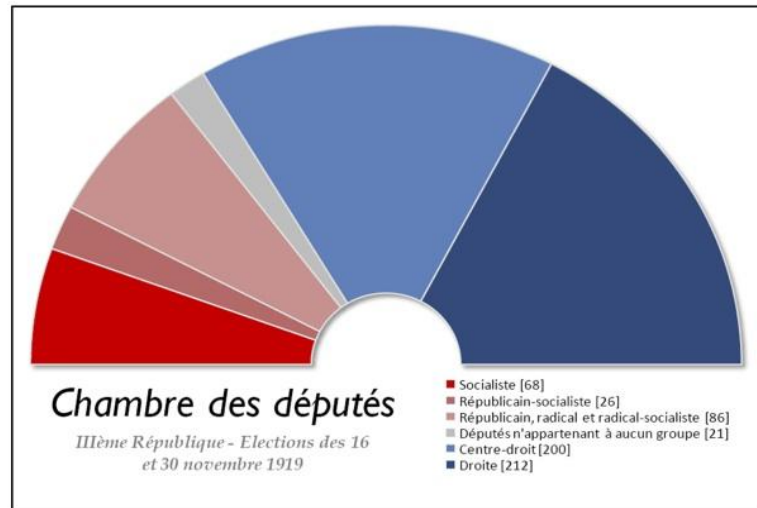
Interventionnisme étatique, keynésianisme, libéralisme, déficit budgétaire, Etat-providence, protectionnisme

# Chapitre 4 : la République française dans les années 30 entre impérialisme et crise politique

## A L'impossible prolongation de l'Union sacrée

### 1 La chambre « bleu horizon » et la décomposition de la gauche

Sous couvert de prolonger l'Union sacrée, des partis de droite et de centre droit s'unissent avec les radicaux pour gagner les élections législatives de 1919 tandis que les socialistes s'affrontent pour savoir s'ils doivent s'aligner sur les positions de Moscou. Cette politique provoque des divisions entre les partis de droite et les radicaux. Clemenceau se retire de la vie politique en 1920 suite à son échec aux présidentielles.



L'unité de la SFIO s'est décomposée suite à l'attitude à adopter face au conflit de la Première Guerre mondiale : pacifisme (« minorité de guerre » qui est initiée par les syndicalistes révolutionnaires regroupés autour de la revue La Vie ouvrière) ou soutien à l'Union sacrée. En décembre 1920, lors du congrès de Tours, la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) implode, donnant naissance à deux partis désormais ennemis. La majorité des délégués pacifistes, révolutionnaires et anticolonialistes, acceptent l'adhésion à la 3<sup>e</sup> Internationale et fondent la SFIC (Section française de l'Internationale communiste). La SFIO, fidèle à la 2<sup>e</sup> Internationale, passe sous le contrôle de Léon Blum, favorable à un projet social-démocrate. Comme partout en Europe, la scission entre réformistes et révolutionnaires affaiblit le mouvement ouvrier, mais en France, la déchirure n'aura pas été sanglante comme en Allemagne. La SFIO se rapproche des radicaux pour tenter de créer une alliance de centre gauche capable de lutter contre la myriade de mouvements de droite mal coordonnée.

### 2 1924-26, l'échec du cartel des gauches

La faiblesse de la politique économique des gouvernements de droite conjuguée aux échecs de politique internationale conduisent à la désagrégation des forces de droite et à l'élection d'une majorité de centre gauche en 1924. Les radicaux et les socialistes forment le cartel des gauches. Édouard Herriot forme un gouvernement qui prend rapidement quelques mesures spectaculaires : transfert des cendres de Jean Jaurès au Panthéon, amnistie des grévistes de 1920 et création d'un conseil économique et social mais aussi l'autorisation pour les fonctionnaires de se syndiquer. Il mène une contre-offensive laïque en matière d'enseignement. L'enseignement secondaire moderne (sans latin) est rétabli ainsi que le principe de la gratuité du lycée. Il ne parviendra pas à réviser les avancées cléricales qui avaient été prises par le bloc national. Il doit notamment, devant l'hostilité des milieux religieux, renoncer à supprimer l'ambassade au Vatican que le Bloc national avait créée. La volonté d'appliquer la loi de séparation des Églises et de l'État sur la laïcité en Alsace et en Moselle reste elle aussi lettre morte pour ne pas encourager des mouvements sécessionnistes.

En politique extérieure, le Cartel des gauches adopte une position conciliatrice en acceptant le plan Dawes en août 1924 qui réévalue à la baisse les réparations que l'Allemagne devait à la France. Le Cartel des gauches échoue cependant dans la politique financière. En effet, les socialistes

voudraient remédier à la dette par l'adoption d'un impôt sur le capital, et notamment sur les profits réalisés pendant la guerre, tandis que la majorité des radicaux, ainsi que les milieux financiers, y sont très hostiles. Herriot a recours à de nombreuses avances auprès de la Banque de France, qui est encore entre les mains d'intérêts privés (les « 200 familles »). La paralysie financière provoque dès lors la chute de son gouvernement et la spéculation la baisse du franc.

### **3 L'éphémère espoir de la stabilisation avec Poincaré**

L'assemblée dominée désormais par une alliance rassemblant radicaux et divers partis de droite rappelle Poincaré en 1926 devant l'ampleur de la crise financière. Il forme alors un ministère d'union, en conservant Briand aux Affaires étrangères, préservant ainsi une bonne entente avec l'Allemagne, et en revenant à une politique d'austérité financière (élévation des impôts, stagnation de la dépense publique). Le franc Germinal est remplacé par le franc Poincaré d'une valeur cinq fois moindre stimulant l'activité économique et les exportations françaises dans un contexte international qui s'obscurcit. Poincaré incarne une droite conservatrice (renforcement de la place de l'Eglise dans la société, défense du modèle familial patriarcal), modérée et profondément républicaine symbolisant ainsi la politique de ralliement entamée par Léon XIII dans les années 1890. Son retrait de la vie politique en 1929 laisse un vide au milieu d'un foisonnement de partis plus groupés autour de personnalités que d'idées. Cela conduit à une très grande porosité idéologique entre partis et ligues : progressivement on assiste à une droitisation du paysage politique français.

## **B 1928-1935, la crise renforce les tensions dans le paysage politique**

### **1 Une volonté de rénovation**

Dans tous les partis, des hommes notamment les plus jeunes prennent conscience de l'inefficacité de l'Etat. Celle-ci peut se décliner en 3 axes :

- Faiblesse du gouvernement et du président du conseil qui ne mène pas une politique mais doit coordonner et satisfaire les groupes parlementaires qui le soutiennent à l'assemblée pour assurer sa propre survie.
- Parlementaires qui défendent des intérêts locaux (pour se faire réélire) et non une politique globale et nationale.
- Devant la faiblesse du politique, c'est la haute administration qui dirige le pays et freine les réformes.

A gauche, des jeunes députés (Déat et les planistes à la SFIO, Pierre Mendès France chez les radicaux) aspirent à rendre plus difficile les motions de censure contre les gouvernements, à modifier le mode de scrutin pour stabiliser le gouvernement. A droite, une vision plus radicale s'impose et glisse parfois vers des désirs autoritaristes.

### **2 La montée en puissance des ligues**

Les **ligues** sont des organisations à objectifs limités contestant l'état des choses, elles ne portent pas un projet global et ne se présentent pas aux élections. **Elles veulent influencer les hommes politiques par l'action de rue et des campagnes de presse.** Elles peuvent être apolitiques (ligue contre le cancer), de gauche (ligue des droits de l'homme). Mais ce sont les ligues de droite (ligue des Patriotes, ligue antisémitique, ligue plébiscitaire...) qui foisonnent à la fin du 19<sup>e</sup> siècle montrant l'incapacité d'une majorité des hommes de droite, souvent issus des rangs monarchistes ou bonapartistes à accepter les règles de la vie démocratique et à adhérer au projet républicain. La participation de la droite à l'Union sacrée, son accès légal au pouvoir dans les années 20 (1919-1924 et 1926-1932) semblaient sceller la fin des ligues. Cependant des groupes refusent cette intégration républicaine et ne voit pas dans **l'Action française** une organisation

capable de porter leur conservatisme, leur antiparlementarisme, leur antisémitisme et leur désir d'établir un régime autoritaire.

La crise économique, les scandales politico-financiers (notamment la fameuse affaire Stavisky) renforcent l'audience de ces groupes qui cherchent leur modèle outre Rhin ou en Italie (idéologie, gestuel, habillement). Ils reçoivent des fonds de grands patrons (dont Eugène Schueller, fondateur de l'Oréal) et soutiennent des organisations terroristes (La Cagoule). Cependant aucun homme ne réussit à unir ces mouvements à la vie chaotique, seuls les Croix de feu dirigés par le Colonel de la Rocque (cf portrait ci-contre) deviennent un mouvement de masse.

### 3 Le 6 février 1934, une tentative de coup d'Etat fasciste ?

Le 6 février, plusieurs manifestations ont lieu simultanément. Les ligues d'extrême-droite, qui jouent un rôle très important dans l'entre-deux-guerres, notamment lorsque la gauche est au pouvoir, ce qui est le cas depuis les élections législatives de 1932, forment plusieurs cortèges. Aux cotés de l'Action française (et son organisation paramilitaire : les Camelots du roi), on trouve les Jeunesses patriotes, Solidarité française, les Francistes...mais aussi des associations d'anciens combattants qui donnent l'assaut contre la chambre des députés.



De la Rocque refuse le coup de force et retire ses troupes. La police rétablit l'ordre dans la nuit, causant la mort de 22 manifestants, mais le président du conseil, le radical Daladier est contraint à la démission. La pression de la rue a payé et un gouvernement de centre droit dominé par les conservateurs (Tardieu, Louis Marin et Pétain qui devient ministre de la guerre) est formé. Les discours anti communistes se durcissent. La gauche réagit en organisant des manifestations qui se heurtent à la police et à des contre manifestants ligueurs le 9 février causant la mort de 9 personnes. Une grève est déclenchée le 12 février à l'appel des syndicats mais aussi de la SFIO et de la SFIC. Avec plus d'un million de grévistes à Paris et 346 cortèges en province et en banlieue, c'est un succès pour une gauche enfin unie. Les mois qui suivent sont aussi agités, la bataille de la rue est remportée par la

gauche qui reprend le contrôle de l'espace public (avec de gros affrontements au quartier latin dominé par les ligues étudiantes de la Sorbonne).

## C 1936-1940, de l'avènement à la désagrégation du Front Populaire

### 1 Genèse du Front Populaire

Le parti radical dont l'audience baisse régulièrement dans l'entre deux guerres reste cependant la pièce essentiel du jeu politique. Par ces alliances tantôt à gauche, tantôt à droite, il assure une majorité à l'un ou l'autre camp, perturbant ses électeurs. Ses fortes personnalités bien ancrées localement (Edouard Herriot sera député du Rhône de 1919 à 1940 puis de 1945 à sa mort en 1957 !) ne peuvent empêcher son déclin. Finalement en 1936, devant la radicalisation de la droite, qui fait les yeux de



Chimène aux ligues, le parti radical, sous l'impulsion de jeunes députés comme Pierre Mendès France, accepte un accord électoral avec les socialistes... et les communistes !

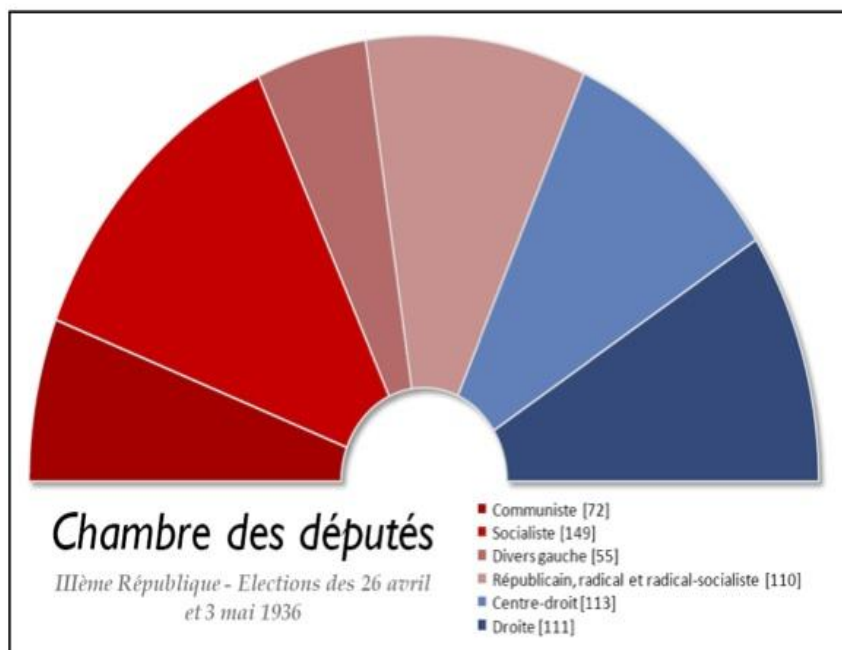
Depuis la scission du congrès de Tours, la gauche française est profondément divisée. Les communistes assimilant les socialistes à des **sociaux-traitres**, ces derniers se méfient de la SFIC parti révolutionnaire. Cependant le désastre allemand pousse Moscou à abandonner sa théorie « classe contre classe » pour organiser des **Fronts populaires** capables de lutter contre la menace fasciste. La SFIO et les radicaux acceptent cette main tendue car les communistes, qui ne disposent que d'un faible potentiel électoral national (moins de 5%), dominent localement des fiefs ouvriers indispensables à une victoire de la gauche.

Dès l'été 34, une **plateforme électorale** et des accords de désistement sont mis en place. Le 14 juillet 1935 (voir photo ci-contre), une manifestation gigantesque regroupe dirigeants et militants socialistes, communistes et radicaux. On assiste à une **intégration de la classe ouvrière** à l'idéal républicain et à ses symboles (drapeau, mémoire de la révolution française, récupération de Jeanne d'Arc). Le programme se décline en trois points : **pain** (rupture avec la déflation, réduction du temps de travail, création d'un fonds d'indemnisation du chômage), **paix**



(développement d'une politique de sécurité collective via la SDN) et **liberté** (désarmement et dissolution des ligues, mesures pour soutenir la presse).

## 2 Mai-juin 36, le triomphe du Front populaire

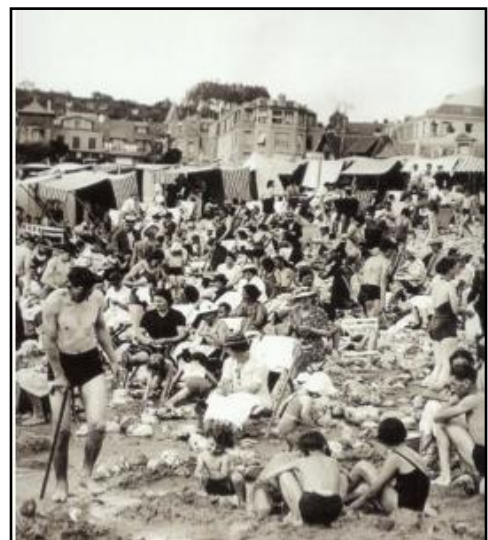


Les législatives de mai sont remportées par les forces du Front populaire. En terme de voix, l'écart n'a guère évolué en faveur des forces de gauche par rapport à 1932, cependant la discipline de vote permet un très bon report de voix entre les premier et deuxième tours sur le candidat du Front populaire le mieux placé. Si les radicaux voient inexorablement leur influence décliner, la SFIO progresse et la SFIC double son nombre de députés ! En devenant le parti le plus puissant de la coalition, la SFIO prend pour la première

fois la tête du gouvernement en la personne de Léon Blum.

A partir de la mi-mai, on assiste à une explosion de grèves dans le pays pour culminer à 12 142 conflits du travail et 1,8 millions de grévistes à la mi-juin. Ces actions sont destinées à soutenir les projets de réformes gouvernementaux et forcer la main au patronat. Celui-ci est affolé par le caractère insurrectionnel de ce mouvement, les usines sont occupées, on chante l'Internationale et les ouvriers hissent le drapeau rouge faisant craindre à la bourgeoisie une révolution de type soviétique. Le patronat, acculé à la négociation, accorde par les accords Matignon (7 et 8 juin 1936) aux syndicats la **mise en place des conventions collectives** (texte réglementaire définissant chacun des statuts des employés d'une branche professionnelle permettant ainsi la mise en place de contrats de travail écrits et stables), la liberté syndicale avec l'élection de délégués, une hausse des salaires de 7 à 15% selon les branches et s'engage à ne pas sanctionner les grévistes. Mais les grèves continuent et s'amplifient, la base dépasse les syndicats et la SFIC qui freine des quatre fers devant ce mouvement qui les dépasse totalement. Les députés du Front populaire nouvellement élus profitent de ce climat survolté, qui laisse la droite abasourdie et terrorisée, pour voter **les congés payés** (11 juin), **la semaine de 40 heures** (sauf pour les usines d'armement qui restent aux 48 heures) (13 juin), la nationalisation des entreprises de guerre (17 juillet) et le lancement de grands travaux (11 août). Ce programme d'inspiration keynésienne est adopté dans l'enthousiasme général, et quelques semaines plus tard on verra des trains remplis d'ouvriers se dirigeant vers les plages de l'Atlantique et de la Manche (photo ci-contre).

Après ce choc, la droite développe son concept de **l'anti France** pour dénoncer un gouvernement mené par des juifs (Blum, Jean Zay) et comportant deux femmes (une révolution déclenchant un machisme que l'on retrouvera bien plus tard avec Edith Cresson) Une vaste campagne de presse antisémite se déchaîne contre le leader du Front populaire mais aussi contre ses ministres accusés de trahison. Roger Salengro accusé à tort de s'être laissé capturer pendant la première guerre mondiale et d'avoir eu un comportement indigne lors de sa détention, se suicide. Mais ce qui horripila la droite fut la création d'un ministère du sport et des loisirs dirigé par Léo Lagrange. Il mit en place des tarifs réduits dans les musées, expositions, bibliothèques, pour les trains et les autobus, créa les auberges de jeunesse... autant d'outils qui permettent aux



ouvriers de s'intégrer à la culture bourgeoise et à ces espaces jusque là réservés à la bourgeoisie. La dénonciation des « salopards à casquettes » et du ministère de la fainéantise fera les gorges chaudes d'une large frange de la droite qui par ailleurs admire la « Kraft durch Freunde » d'Hitler. « Plutôt Hitler que Blum » devient un poncif dans les salons bien cotés. Le climat en France devient délétère, des heurts violents opposent la police à des groupes paramilitaires de gauche et de droite.

### 3 La désagrégation du Front populaire

La France connaissait une grave crise économique depuis 1931, et la politique économique du Front populaire ne parvint pas à relancer la production, la consommation, ni à réduire le chômage. Ainsi, la hausse des prix (inflation) annula vite celle des salaires prévue par les accords de Matignon. Face à ces difficultés économiques le gouvernement Blum dévalue le franc, cette situation transforma l'inquiétude de la droite en opposition résolue. Le 24 février 1937, il décide également une pause dans les réformes. Des réformes importantes comme celles des retraites sont alors abandonnées, décevant l'aile gauche de la SFIO et la SFIC sans apaiser l'opposition de droite, qui la considère comme un aveu de faiblesse du gouvernement.

La politique extérieure est un talon d'Achille pour le Front populaire. Il reste impuissant face à l'invasion de l'Ethiopie par l'Italie, car la diplomatie française espère toujours signer un accord



avec Mussolini qui s'inquiète des visées allemandes sur l'Autriche. La remilitarisation de la Ruhr en mars 36 est considérée comme un fait accompli quand le Front populaire arrive au pouvoir. Mais, c'est la guerre d'Espagne qui déchira le plus profondément les hommes de gauche au pouvoir. Craignant un conflit avec l'Allemagne, Blum se refusa à engager la France aux côtés des Républicains. Cependant il laissa se développer un important trafic d'armes et s'organiser les brigades internationales à partir du sud de la France. Faut-il pour autant voir dans Blum un pacifiste béat héritier de Briand, un naïf inconscient des appétits hitlériens ? C'est ce dont l'accusa Vichy quelques années après lors du sinistre procès de Riom, où furent jugés plusieurs personnalités de gauche. C'est aussi un lieu commun diffusé par la droite de l'après guerre. La réalité est tout autre, les 40 heures ne furent pas appliquées dans les entreprises stratégiques. Pierre Cot, ministre de l'air, modernisa et réorganisa la filière aéronautique et dota l'armée de l'air d'appareils de qualité. L'armée de terre disposait à la veille de la guerre de chars plus nombreux et de meilleure qualité que la Wehrmacht, c'est leur déploiement lié à la stratégie des généraux qui causa leur inefficacité.

Le gouvernement Blum doit démissionner en juin 37 laissant la place aux radicaux bien plus prudents sur les questions économiques et sociales. Jamais un gouvernement français n'aura engendré autant de fantasmes, critiques radicales ou souvenirs ébahis.

## **D L'apogée de l'impérialisme français dans les années 30**

### **1 La propagande coloniale**

L'école de la troisième République à travers les manuels et les programmes diffusent les thèses coloniales. « L'œuvre coloniale » est censée permettre de sortir les indigènes de leur sinistre condition. D'autres supports relaient ce positionnement de l'institution scolaire et de l'Etat. Publicité, cinéma d'aventures, actualités cinématographiques, romans de gare, feuilletons des journaux s'entichent d'exotisme et diffusent une culture raciste et colonialiste. L'image des noirs a changé depuis l'après première guerre mondiale, d'un sauvage souvent présentée comme cannibale, il est devenu le bon nègre discipliné, brave. Il aurait progressé grâce au rôle civilisateur de la colonisation.

### **2 Un consensus colonial et raciste**

La population dans son ensemble accepte le projet colonial et adhère aux thèses racistes car la remise en question de thèses développées depuis l'école primaire et reprises en concert par tous les médias est très difficile. Plongée dans la dépression économique, confrontée au protectionnisme européen et américain, les entreprises françaises se tournent vers l'empire pour vendre leurs produits. C'est notamment le cas des branches industrielles déclinantes (savon de Marseille) dont le marché métropolitain est saturé ou des entreprises de BTP et sidérurgiques qui fournissent des biens d'équipement pour développer les infrastructures. La part des échanges des métropoles avec leurs colonies est en constante augmentation : en 1913, 22% des exportations britanniques se faisaient vers l'empire contre 47% en 1938. L'exploitation des matières premières et des cultures d'exportation est contrôlée par de grandes entreprises. Ainsi Michelin possède de grandes plantations d'hévéa en Indochine pour approvisionner ses usines auvergnates.

Les milieux politiques avaient été très divisés sur la question coloniale au 19<sup>e</sup> siècle. Dans l'entre-deux-guerres, tous les partis, à l'exception de la SFIC (communiste) et des anarchistes, sont favorables à la colonisation et développent des thèses racistes, cependant les socialistes veulent donner plus de droit aux indigènes. Le projet de loi Blum-Violette (1936) prévoyait d'élargir le droit de citoyenneté aux indigènes algériens, mais le président du conseil du Front populaire ne put l'imposer du fait de l'hostilité des colons.

L'apogée coloniale a lieu en 1931, une magnifique et gigantesque exposition est organisée par le maréchal Lyautey à la porte de Vincennes. Support de la propagande, présentant toutes les contrées de l'empire, l'exposition rencontre un colossal succès. 33 489 902 visiteurs déambuleront dans les allées pour voir le temple d'Angkor, des villages africains où ils peuvent manger des mets

indigènes et écouter de la musique traditionnelle. Il faut cependant ne pas voir cette exposition coloniale comme une découverte bienveillante de l'Autre. Des cages continuent de ponctuer les trajets des spectateurs comme aux plus belles années des zoos humains qui déclinaient depuis 1918. Parmi les captifs exhibés, l'arrière grand père du footballeur Christian Karembeu.

### **3 Un début d'effritement ?**

En métropole, la contestation est limitée à des cercles intellectuels restreints (artistes engagés, ethnologues) et aux militants d'extrême gauche. La contestation se porte sur la question économique : exploitation de la main d'œuvre indigène, inégale répartition des richesses mais aussi sur la question culturelle, la mode de l'art nègre tend à montrer la valeur intrinsèque des cultures indigènes et critique les tentatives d'acculturation.

Cependant ces critiques sont peu audibles. La contre exposition coloniale installée à quelques encablures de la porte de Vincennes ne reçoit la visite que de 5000 visiteurs. Communistes et autres surréalistes prêchent dans le désert.

#### **J'ai retenu les grands concepts du chapitre**

##### **Partie A : L'impossible prolongation de l'Union sacrée**

Union sacrée, chambre bleu horizon, congrès de Tours, SFIO, SFIC

##### **Partie B : 1928/35, la crise renforce les tensions dans le paysage politique**

Ligues, Action française, Croix de feu

##### **Partie C : 1936/40, de l'avènement à la désagrégation du Front populaire**

Front populaire, accords Matignon, convention collective, congés payés

##### **Partie D : L'apogée de l'impérialisme français dans les années 30**

Consensus colonial, exposition coloniale

# CHAPITRE 4 : le second conflit mondial

## 1<sup>ère</sup> sous-partie : les phases militaires de la seconde guerre mondiale

La première et très longue scène du film de Spielberg, *Il faut sauver le soldat Ryan*, a bouleversé le public américain. Jamais le débarquement n'avait été présenté avec autant de réalisme dans sa violence la plus crue. Même les images d'archives en noir et blanc, même les cimetières ne nous avaient touché à ce point. Cette guerre de 6 ans fit 60 millions de morts dont 23 millions de militaires, beaucoup d'entre eux ne portaient pas un uniforme en règle...mais le chiffre est là, la « der des der » ne l'était pas et le bilan de la deuxième guerre mondiale est à proprement parler hallucinant. *En quoi cette guerre s'inscrit-elle dans les dynamiques du premier conflit mondial, en poussant ses logiques jusqu'au paroxysme ?*

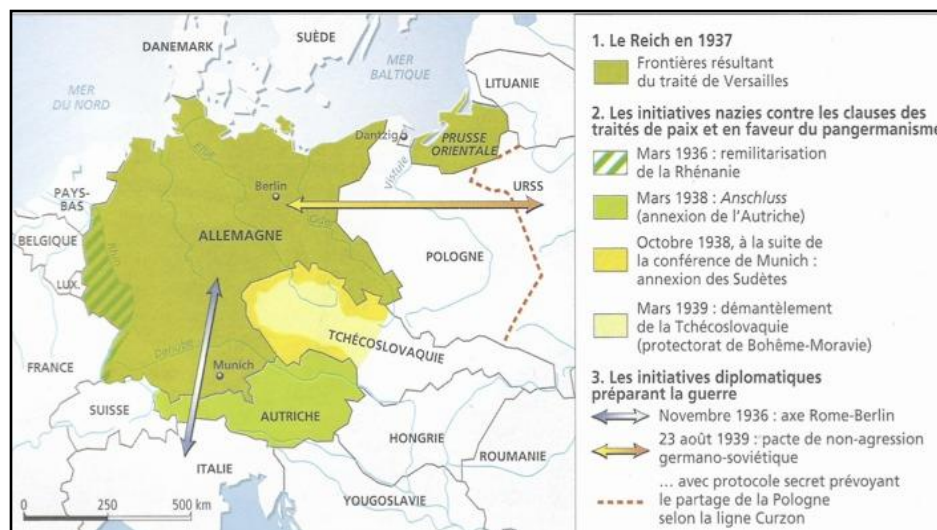
### A L'avancée de l'Axe (1938 à l'hiver 41) : des victoires non décisives et un émiettement des forces...

*En quoi cette période de victoires n'est-elle pas décisive pour l'Axe ?*

#### **1 De reculade en reculade, vers la guerre (années 30-septembre 39)**

La France et le Royaume-Uni n'ont pas réagi à la remilitarisation de la Rhénanie (1936). Cette absence de réaction entraîne une escalade des agressions. L'annexion de l'Autriche (Anschluss, en mars 1938) s'inscrit dans la politique d'expansion nazie visant à réunifier tous les groupes germanophones à la « mère patrie » (Mutterland). La seule puissance à réagir contre cette agression avérée contre un pays indépendant est...l'Italie inquiète de voir le Reich atteindre ses frontières nord. Mais Hitler, devançant les mièvrès tentatives de rapprochement franco-italien, se rend en Italie en mai 38 et finalement signe avec Benito Mussolini le **Pacte d'Acier** (mai 39).

Hitler entretient l'agitation des **Ausländer** (minorités allemandes et germanophones dispersées en Europe centrale et orientale) confrontés aux Etats dominés par des Slaves. Au nom de leur défense, Hitler demande l'annexion des Sudètes (nord de la Tchécoslovaquie: région de langue allemande).



Cette tentative audacieuse provoque une réaction des démocraties confrontées pour la première fois à un possible démantèlement territorial d'un de leurs alliés qui constituent l'alliance de revers indispensable à la sécurité de la France. Une rencontre est organisée à **Munich** entre Hitler, Mussolini, Chamberlain et Daladier et sans les Tchécoslovaques !!! Hitler et Mussolini sont unis et prêts à la guerre alors que Daladier prêt au conflit est lâché par Chamberlain, qui jusqu'à la fin s'obstinera dans sa logique d'apaisement. Hitler obtient le droit **d'annexer les Sudètes** (septembre 1938). Rassuré par la faiblesse des démocraties, Hitler annexe à l'Allemagne **l'ensemble de la Tchécoslovaquie** (mars 1939).



### Le saviez-vous ?

Munich laissa un souvenir si désastreux dans la mémoire des Français que cette ville a donné naissance à un adjectif à connotation péjorative. Etre un Munichois, signifie être un couard, un lâche prêt à toutes les compromissions pour éviter d'avoir à en découdre. Chamberlain, rentré en Angleterre se vantait d'avoir sauvé la paix pour 20 ans. Churchill, lui répliqua de façon cinglante au Parlement, en lui assénant cette phrase historique (et pour une fois non apocryphe !) :

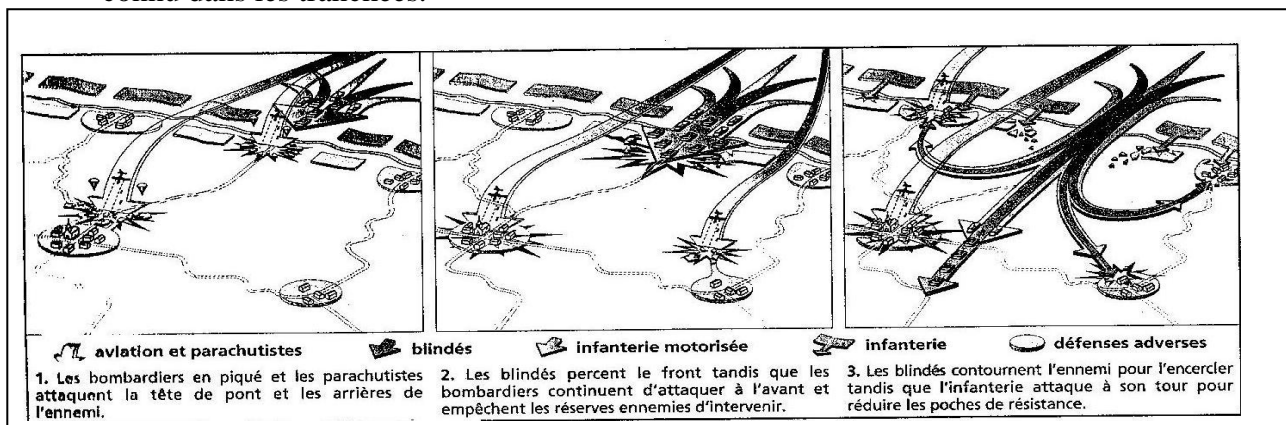
Vous aviez le choix entre le déshonneur et la guerre. Vous avez choisi le déshonneur et vous aurez la guerre !

L'URSS, inquiète des indécisions des alliés, rompt les négociations avec la France et l'Angleterre. La désorganisation de son armée, liée aux purges de 1936-38, pousse Staline à signer un **pacte de non-agression avec l'Allemagne**. Le pacte Molotov-Ribbentrop permet à Hitler de dégarnir son front est pour concentrer ses troupes contre la France. Des accords économiques assurent l'approvisionnement de l'industrie de guerre allemande en matières premières et énergie. De plus, une clause secrète prévoit une attaque conjointe sur la Pologne. Faut-il pour autant y voir une alliance entre régime totalitaire contre les démocraties ? Cette thèse est très marquée idéologiquement, elle ne tient pas compte des réalités de terrain. Staline sait très bien qu'un jour ou l'autre une guerre aura lieu avec l'Allemagne nazie. Mais au-delà de la désorganisation ponctuelle de son armée, la conquête des pays baltes, de la Finlande et de l'est de la Pologne assure à l'URSS la maîtrise d'une zone tampon indispensable à la sécurité de son territoire. Par ailleurs, le maître du Kremlin surestime la puissance des alliés, il est convaincu que la guerre à l'ouest sera longue et meurtrière, affaiblissant l'ensemble des pays capitalistes lui permettant à terme, une progression du communisme à l'ensemble de l'Europe.

L'invasion de la Pologne a été déclenchée par l'armée nazie le 1<sup>er</sup> septembre 1939. Cette agression contre la Pologne entraîne **l'entrée en guerre de la France et du Royaume-Uni le 3 septembre 1939**. La campagne de Pologne est une victoire nazie redoutablement rapide : la Pologne est écrasée en moins d'un mois.

Deux raisons expliquent la rapidité de la victoire nazie :

- La supériorité tactique des armées nazies avec l'utilisation de la stratégie **Blitzkrieg** (guerre-éclair) permet de déborder les troupes polonaises qui opposèrent une opiniâtre défense alors qu'elles étaient prises en étau entre l'Armée rouge et la Wehrmacht.
- La passivité des Alliés qui s'obstinent dans une stratégie purement défensive. Les Français campent sur la **ligne Maginot**. Sensée composer un obstacle infranchissable, elle garantit une grande qualité de vie aux soldats français à l'opposé de ce que les anciens avaient connu dans les tranchées.



La « **drôle de guerre** » est caractérisée (période de la Seconde Guerre mondiale sur le théâtre européen entre la déclaration de guerre par la France et le Royaume-Uni à l'Allemagne nazie le 3 septembre 1939 et l'invasion par cette dernière de la France, de la Belgique, du Luxembourg et des Pays-Bas le 10 mai 1940) par une absence de combats majeurs entre les alliés et les puissances

de l'Axe. Quelques combats périphériques ont cependant lieu. Hitler se tourne vers la Scandinavie (mars-avril 1940) Son but : protéger la route du fer suédois que les alliés souhaitent couper. L'attaque alliée à Narvik (au nord de la Norvège) est un échec. Hitler envahit le Danemark et la Norvège protégeant ainsi parfaitement l'approvisionnement en fer de l'Allemagne. Cet épisode révèle deux aspects fondamentaux de la guerre totale : l'aspect industriel (conquête des matières premières) et la nécessaire maîtrise des flux d'approvisionnement.

## 2 La guerre à l'ouest, une victoire incomplète de l'Axe

L'invasion de la France se fait par la conquête de la Hollande et celle de la Belgique et du Luxembourg. Cette stratégie permet de contourner la ligne de défense française (la ligne Maginot). Les Panzers allemands foncent à travers les Ardennes et pénètrent sur le territoire français à Sedan. Ils prennent ensuite les troupes franco-anglaises à revers au sud et au nord. Les conséquences de cette attaque sont dramatiques pour les démocraties :

- La Belgique et la Hollande capitulent.
- Les Français et les Anglais, coincés dans la **poche de Dunkerque** tentent de quitter la France. Certains y parviennent (des Anglais surtout) et d'autres, nombreux parmi les Français, sont faits prisonniers.
- La campagne de France peut continuer sans encombre pour les armées nazies. C'est une **véritable débâcle française** : Paris est menacé, le gouvernement français quitte la capitale pour se réfugier à Bordeaux.

C'est le moment que choisit l'Italie pour entrer en guerre (10 juin 1940). Un deuxième front se crée donc au sud. La situation se détériore encore pour la France. À Bordeaux, c'est alors l'affrontement politique entre ceux qui veulent poursuivre la guerre avec les colonies (Charles de Gaulle) et ceux qui veulent signer l'armistice (Maréchal Philippe Pétain). Le point de vue de Pétain l'emporte et ce dernier, appelé au gouvernement le 16 juin 1940, signe l'armistice le 22 juin 1940 à Rethondes. En cinq semaines de combat, la France est battue. 92.000 soldats français ont été tués dans une bataille qui demeure sans doute la pire défaite française. L'armistice prévoit deux modifications territoriales importantes :

- L'Alsace-Lorraine est rattachée à l'Allemagne
- La France est divisée en deux : la France du nord (France directement occupée par les nazis, avec Paris comme capitale) et la France du sud (dite France « libre », avec Vichy comme capitale). Entre ces deux France passe la ligne de démarcation.



Fin juin 1940, le seul pays d'Europe qui lutte encore contre l'Allemagne nazie est le Royaume-Uni. Hitler fait des propositions aux Anglais pour conclure un traité de paix. Churchill, premier ministre du Royaume-Uni depuis mai 1940, refuse. C'est le début de la bataille d'Angleterre. Les Anglais subissent le « Blitz » : des bombardements allemands massifs sur Londres et tout le sud de l'Angleterre visent tout d'abord les usines d'armement et les bases militaires. Le but de ces bombardements est d'épuiser le potentiel militaro-industriel du Royaume-Uni. Mais suite à un bombardement isolé sur Berlin, Hitler change de stratégie et décide de

bombarder les villes pour démoraliser la population britannique et ainsi aboutir au renversement du gouvernement belliciste de Churchill.

Malgré ce pilonnage, Hitler ne parvient pas à venir à ses fins et le Royaume-Uni poursuit sa résistance pendant toute la guerre grâce :

- à sa population soudée autour de la démocratie incarnée par le roi Georges V, la princesse Elisabeth II et Churchill.
- à la Royal Air Force qui se dote d'armes nouvelles qui permettent d'enrayer les offensives de la Luftwaffe : l'avion à réaction (le Spitfire) et le radar
- à l'appui des Etats-Unis, qui malgré leur officielle neutralité, mettent leur industrie au service de l'Angleterre depuis la rencontre entre Churchill et Roosevelt et la signature de la **Charte de l'Atlantique (14 août 1941)**



#### Le saviez-vous ?

Hitler croit tant en cette stratégie que le 10 mai 1941, qu'il envoie son bras droit, Rudolf Hess, pour contacter un supposé parti de la paix mené par lord Halifax et le duc d'Hamilton. Hess sera capturé et passera le reste de sa vie en prison. L'erreur d'Hitler et Hess s'explique par l'intoxication menée par les services secrets britanniques. Après les bombardements, l'unité nationale autour de Churchill était totale.

Les dernières offensives nazies visent l'Europe balkanique et danubienne : elles entraînent l'occupation de la Roumanie (oct. 1940) et de la Bulgarie (printemps 1941) qui se déclarent alliées du Reich. Parallèlement à ces interventions allemandes, Mussolini veut aussi conquérir un petit empire. Il intervient à la fin de l'année 1940 en Égypte. Il s'attaque ensuite aux Balkans, mais les armées fascistes sont repoussées par les Grecs. Hitler doit intervenir pour secourir les Italiens. La Yougoslavie est écrasée par les armées fascistes et nazies. La Grèce est conquise en avril 1941.

En plus de ces deux fronts, la guerre se poursuit en Afrique : depuis mars-avril 1941, **l'Afrikakorps de Rommel**, intervenu pour aider les Italiens, a dépassé nettement les frontières de la Libye italienne pour envahir une partie de l'Égypte au détriment des armées anglaises. Cette opération militaire a pour but de couper le canal de Suez qui permet à l'Angleterre de garder le contact avec ses colonies asiatiques et le Moyen-Orient, pourvoyeur de pétrole. Au début de 1942, les troupes allemandes sont aux portes d'Alexandrie.

Partout les troupes de l'Axe, même si elles remportent d'incontestables succès, rencontrent des oppositions fortes. En Egypte ou en Angleterre, elles doivent combattre une armée bien organisée soutenue par l'industrie américaine, dans les Balkans et en France, ils font face à des groupes de résistance développant la guérilla. La dispersion des forces handicape l'Allemagne à la veille de la grande offensive contre l'URSS, conduisant à la mondialisation du conflit.

### 3 Le plan Barbarossa, la croyance en une victoire éclair

La mondialisation se fait d'abord par l'ouverture du front russe : Hitler attaque l'URSS le 22 juin 1941 : c'est **l'opération Barbarossa** ou « **Barberousse** ». C'est une attaque qui peut paraître surprenante, puisqu'il y avait un pacte de non-agression entre l'URSS et l'Allemagne. En réalité, cette alliance entre les Nazis et les Soviétiques était contre nature, purement tactique et stratégique. Une fois débarrassé du front de l'ouest (du moins le croit-il), Hitler peut se tourner contre son ennemi racial et idéologique. Pour le vaincre, il veut utiliser les mêmes stratégies utilisées avec succès en Pologne et en France.

L'attaque contre l'URSS est lancée avec des moyens énormes (plus de 5 millions de soldats du côté nazi), mais avec deux mois de retard sur la date initialement prévue du fait de l'ouverture des fronts balkanique et libyen. Contre l'avis de son Etat-major, le plan Barbarossa se déploie sur 3 fronts, au nord en direction de Leningrad, au centre vers Moscou et au sud en Ukraine, direction Stalingrad. Très vite Leningrad est assiégée et Moscou est menacée. En septembre 1942, c'est tout un symbole, les troupes allemandes commandées par le général Von Paulus atteignent Stalingrad.

Accueillis souvent comme des libérateurs par les populations allogènes (Ukrainiens, Baltes, Biélorusses...), les Allemands instituent un ordre raciste qui aliène rapidement le soutien qu'ils auraient pu recevoir de ces populations soumises aux Soviétiques, prolongateurs de l'ordre impérialiste tsariste.

## **B Les tournants de la guerre de Pearl Harbor à Stalingrad (hiver 1941- février 1943)**

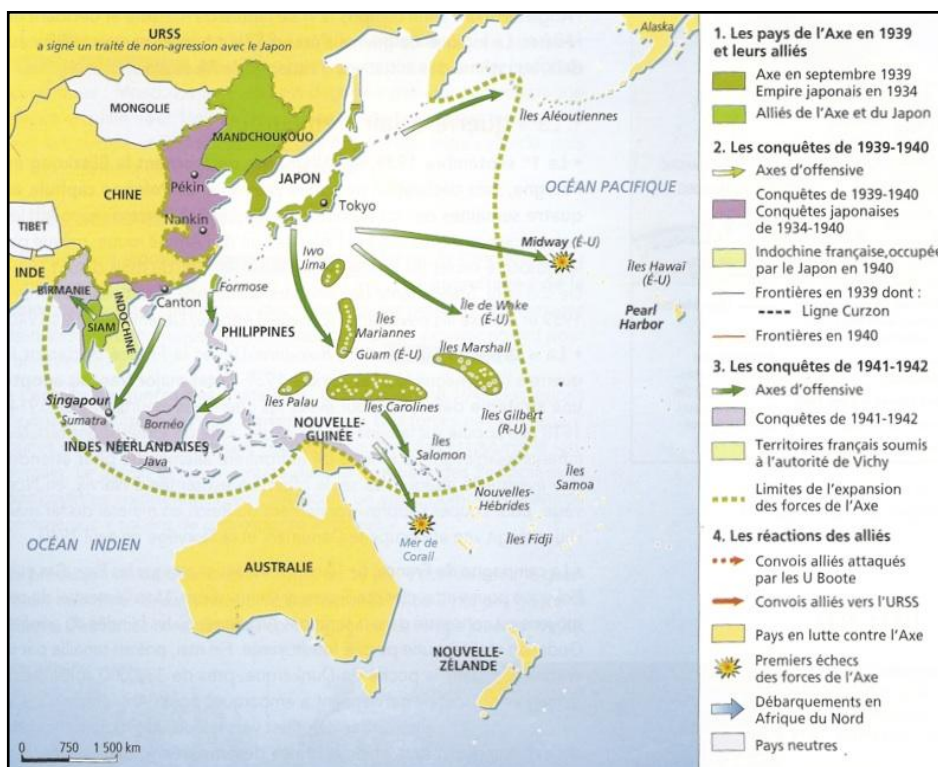
*En quoi le sort de la guerre est-il scellé dès l'hiver 41 ?*

### **1 La puissance américaine entre en jeu**

La mondialisation se poursuit et s'amplifie encore en décembre 1941 avec l'entrée en guerre des États-Unis. Depuis le début de la guerre, les États-Unis ne sont pas intervenus militairement dans le conflit européen car l'opinion publique, échaudée par l'expérience de la première guerre mondiale, est profondément **isolationniste** et se sent peu concernée par les événements européens. Ils se contentent dans un premier temps d'un **soutien diplomatique** aux démocraties, puis très vite d'un soutien financier aux pays agressés par les puissances de l'Axe. L'instigateur de cette politique est le président des États-Unis, **Franklin Delano Roosevelt**. Il affirme clairement son hostilité à l'égard des nazis. Successeur moral de Wilson, adepte d'une diplomatie morale, il veut imposer un **ordre diplomatique pacifié sous l'égide d'une organisation internationale qui succéderait à la défunte SDN** et un ordre économique sous domination américaine.

Roosevelt s'inquiète également de l'impérialisme japonais. Il agit donc contre le Japon, de deux manières :

- gel des capitaux japonais aux États-Unis.
- embargo sur le pétrole en direction du Japon.



Les Japonais analysent ces deux mesures comme une agression, car elles les empêchent de progresser en Chine (où ils sont présents depuis 1931) et en Asie du sud-est où ils ont enfoncé les défenses anglaises à Singapour et en Birmanie, néerlandaises en Indonésie après avoir pactisé avec les forces vichystes d'Indochine. Sans déclaration de guerre préalable, l'empire du soleil levant bombarde **Pearl**

**Harbour**, base où se trouvait une partie de la flotte américaine dans le Pacifique, le **7 décembre 1941**. Les États-Unis se retrouvent donc impliquer directement dans la guerre sans doute plus tôt qu'ils ne le souhaitaient.

Enfin, la bataille fait rage sur **les mers et les océans**. C'est le cas dans le Pacifique avec la lutte entre les Japonais et les Américains. C'est le cas aussi dans l'Atlantique où se déroule une véritable **guerre sous-marine**.

## 2 La montée en puissance des Résistances

Les résistances s'organisent spontanément dès l'arrivée des envahisseurs. Le patriotisme est souvent l'élément primordial de tout engagement. Les exactions contre les biens (pillage plus ou moins rationalisé des matières premières et biens manufacturés) et les personnes (relativement réduites à l'ouest, terrifiantes en Europe centrale et orientale notamment contre les communautés juives) exaspèrent des populations soumises à l'ordre allemand. Enfin l'adhésion ou l'attachement à des valeurs idéologiques contraires au nazisme comme la démocratie ou le communisme peut être un facteur d'entrée en résistance. Celle-ci prend des formes extrêmement variées : contre propagande (presse clandestine, tracts, détérioration d'affiches...), résistance passive, sabotages, attentats, transmission de renseignement militaire. Les communistes sont à la pointe du combat et dispose des meilleures organisations clandestines. Les Anglais disposent de services secrets de très grande qualité, ils parachutent armes et agents en Europe occidentale pour structurer des réseaux de résistance.

## 3 Le borbier soviétique

Malgré son avancée fulgurante, la Wehrmacht se retrouve dès l'hiver 41 dans une position très difficile car les lignes de ravitaillement s'allongent indéfiniment dans de vastes plaines incontrôlables rendant le ravitaillement en pièces détachées, en munitions et en vivres très difficile. Les Soviétiques pratiquent la **politique de la terre brûlée** pour ne laisser aucune ressource aux Allemands, dont l'armée souffre rapidement de problèmes de ravitaillement. L'espoir d'une guerre éclair, basée sur la supériorité matérielle et stratégique, s'efface devant les réalités territoriales et climatiques du géant russe. **Des groupes de partisans** s'attaquent à des éléments isolés de la Wehrmacht tandis que le gros de l'armée rouge se replie à l'est soutenue par des industries qui avaient largement été redéployées dès 1938. Bloquant sur les défenses de Leningrad et de Moscou, Hitler axe l'essentiel de ces troupes sur Stalingrad. Cette ville est stratégique sur plusieurs plans :

- moral, la prise de la « ville de Staline » serait un symbole fort de la propagande.
- elle est la porte d'entrée du Caucase et du Moyen-Orient, riche en pétrole.
- elle permet de contrôler les flux sur le Don et la Volga.

A l'automne 1942, la Wehrmacht pénètre dans Stalingrad. Von Paulus désire cependant se replier car leur position est trop avancée et les soutiens logistiques manquent aux troupes confrontées aux premières rigueurs de l'hiver russe. Les combats urbains sont rudes et défavorisent les Allemands, dont la supériorité numérique et militaire, ne pèse pas face à la bonne connaissance du terrain des soldats de l'armée rouge acculés sur leurs positions et dirigée d'une main de fer par les commissaires politiques soviétiques. Dès la mi-novembre, les ailes allemandes, composées d'alliés de faible valeur militaire (Roumains, Bulgares, Italiens...), sont assaillis par la contre offensive soviétique. L'encercllement, opéré en décembre, ne peut être brisé par les blindés de Von Manstein, et il réduit à la famine des troupes affaiblis par le « général hiver ». Paulus lui-même et une importante partie des troupes capitulèrent le 31 janvier. La dernière fraction capitula le 2 février. En tout cas, 392 000 Allemands avaient été faits prisonniers depuis le déclenchement de l'attaque, trois semaines auparavant, et le total des pertes s'élevait à près de trois fois ce chiffre. Parmi les prisonniers figuraient 24 généraux. Les généraux allemands du front de l'Est avaient été dotés de capsules de poison pour le cas où ils seraient capturés par les Soviétiques, mais très peu semble en avoir fait usage. Mais l'effondrement de Stalingrad agit comme un poison dans l'esprit des généraux allemands où qu'ils fussent, sapant leur confiance dans la stratégie qu'ils étaient chargés d'appliquer. Moralement plus que matériellement, le désastre subi par l'armée de Stalingrad eut des conséquences dont l'armée allemande ne se remit jamais. **La rupture entre les généraux allemands, héritiers des Junker prussiens et le « petit caporal » est définitivement consommée.** Pour de nombreux membres de l'Etat-major, Hitler mène l'Allemagne à sa perte et compromet son honneur dans les opérations meurtrières contre les juifs perpétrés par les **Einsatzgruppen**.



## C Vers la victoire alliée liée à la supériorité industrielle et technique (début 43 à l'été 45)

*Pourquoi les Alliés remportent-ils la guerre ?*

### 1 Les évolutions des fronts européens

Les premières victoires américaines se déroulent chronologiquement avant les victoires soviétiques, mais leurs conséquences sont moins spectaculaires. Ce sont des victoires aéronavales qui permettent aux États-Unis de prendre le dessus face aux Japonais. **La bataille de Midway** (3-6 juin 1942) marque ainsi le début du repli japonais. À partir d'août 1942, avec le débarquement à **Guadalcanal**, débute la véritable reconquête du Pacifique.

Au début de 1942, l'Afrikakorps de Rommel est aux portes d'Alexandrie. Mais en octobre 1942, le général britannique Montgomery lance une contre-offensive alliée en Afrique du Nord : elle se conclut par la **victoire d'El Alamein** (en Égypte). Les Allemands et les Italiens doivent battre en retraite face aux troupes britanniques. Le 8 novembre 1942 débute l'opération « Torch » : les troupes américaines et britanniques débarquent ensemble en Afrique du Nord et combattent sous le commandement unique d'Eisenhower. Elles s'attaquent aux ports marocains et algériens.

Cette attaque a deux conséquences importantes :

- en France, la zone sud, dite « libre » est immédiatement envahie par les Allemands.
- en mars 1943, les troupes alliées ont reçu le renfort des troupes françaises libres commandées par le général Leclerc. Conjointement elles repoussent les Allemands jusqu'en Tunisie.

Les troupes allemandes et italiennes capitulent en Tunisie (au Cap Bon) en mai 1943. A partir de cette date, plus aucun soldat de l'Axe ne demeure en Afrique : la victoire des Alliés est vraiment en marche. À la suite de leur victoire en Afrique du Nord, les troupes alliées (Américains, Canadiens, Britanniques et troupes de la France Libre) débarquent en Sicile, le 10 juillet 1943. L'île est conquise au mois d'août 1943. Face à cette avancée alliée, l'Italie se divise politiquement. Mussolini est destitué et emprisonné. Un nouveau gouvernement est mis en place. Mais Mussolini est libéré par un commando nazi et prend le contrôle de l'Italie du Nord. Dans ce contexte, les Alliés débarquent en Italie. Au prix de combats très violents (notamment autour du Monte Cassino), l'Italie est peu à peu reconquise. En juin 1944, les Alliés atteignent Rome qui est déclarée « ville ouverte ». Il faudra attendre le printemps 1945 pour que les Alliés réussissent à conquérir le nord de l'Italie défendu par les Nazis derrière la « ligne Gothique ». Mussolini, de son côté, est arrêté par des partisans communistes et exécuté le 28 avril 1945. Cette résistance farouche en Italie fait reposer le poids de la guerre sur les seuls Soviétiques, qui certes avancent inéluctablement, mais paye un lourd tribut à cet effort de guerre considérable. Par l'invasion, les Soviétiques contraignent aussi à la capitulation les alliés de l'Allemagne (Finlande, Roumanie, Hongrie, Bulgarie). La Yougoslavie, de son côté se libère seule : la résistance yougoslave communiste dirigée par Tito vient à bout des troupes allemandes. A la conférence de Téhéran, Staline obtient l'ouverture d'un front à l'ouest pour éparpiller les troupes de l'Axe.

Le 6 juin 1944, les Anglo-américains débarquent en Normandie sous le commandement unique d'Eisenhower (c'est le début de l'opération « Overlord »). Le 15 août 1944, avait débarqué en Provence l'armée française commandée par le général De Lattre de Tassigny. Aidés dans leur progression par la résistance française, les alliés entrent dans Paris le 25 août 1944 puis poursuivent la libération de la France face à une armée nazie en perdition. Les troupes de Normandie et de Provence font leur jonction en septembre 1944. Strasbourg est libéré en novembre 1944. Les Alliés franchissent le Rhin en mars 1945. Hitler souhaite encore poursuivre la lutte en utilisant de nouvelles armes (V2) et en mobilisant de nouvelles troupes. Mais le Reich s'effondre en quelques semaines. Les Soviétiques marchent sur Vienne et sur Berlin. Ils font la jonction avec les Alliés en avril 1945. Hitler se suicide le 30 avril 1945 dans son bunker de Berlin. La capitale allemande tombe le 2 mai 1945. Le 7 mai 1945, les Allemands signent une capitulation sans condition devant Eisenhower à Reims et le **8 mai 1945** devant Joukov à Berlin.

## 2 La capitulation japonaise

Depuis l'été 1943, les États-Unis ont repris les îles Marshall, les Carolines, les Mariannes et les Philippines. Les Japonais ne sont plus en état de mener des attaques massives (leur marine notamment a été massivement détruite). Mais ils résistent en se regroupant autour de leur archipel et en menant des attaques désespérées (**les Kamikazes**). L'île d'Okinawa tombe aux mains des Américains en avril 1945 mais au prix de combats très meurtriers. Le général américain MacArthur pense que le Japon est à la portée des troupes américaines mais que la résistance nipponne risque de se prolonger.

Pour mettre fin à cette résistance japonaise et pour épargner la vie de ses soldats, Harry Truman, président des États-Unis depuis la mort de Roosevelt (le 2 avril 1945), décide d'utiliser une arme nouvelle : **la bombe atomique**. Deux bombardements atomiques se produisent à trois jours d'intervalle : sur Hiroshima le 6 août 1945 et sur Nagasaki le 9 août 1945.

Parallèlement, l'URSS déclare la guerre au Japon et envahit la Mandchourie conformément aux engagements pris lors de la conférence de Yalta (4 - 11 février 1945 : rencontre entre Staline, Roosevelt et Churchill). Le 15 août 1945, l'empereur du Japon, Hirohito, annonce la reddition de son pays. **La capitulation est signée le 2 septembre 1945**, dans la baie de Tokyo, à bord du navire Missouri, en présence du général Mac Arthur.

## 3 Pourquoi une victoire si difficile ?

C'est tout d'abord une **guerre idéologique** marquée par l'affrontement de trois systèmes totalement opposés. L'alliance entre le communisme soviétique et les démocraties occidentales contre les forces fascistes et militaristes de l'Axe n'était que circonstancielle. Toute victoire ne pouvait être que carthaginoise, c'est-à-dire se solder par l'anéantissement du système adverse. Cette intégration d'une dimension eschatologique explique la violence des combats et des engagements jusqu'au-boutistes de ces participants. A Berlin, les derniers défenseurs ne sont pas des unités de la Wehrmacht mais les débris des **divisions SS « Nordland »** composés de Néerlandais, Scandinaves et de Français et des jeunes **Hitler-Jugend** âgés de 13 à 16 ans. A Okinawa, la population civile préféra se jeter massivement du haut des falaises plutôt que de tomber sous contrôle américain. L'utilisation massive de Kamikazes par l'armée japonaise illustre le caractère fanatique de ce conflit.



Cette Seconde Guerre mondiale est enfin marquée par une **mobilisation des énergies humaines** : militaire (mobilisation des soldats), de la main d'œuvre, des cerveaux. Dans tous ces domaines, les alliés et particulièrement les États-Unis disposaient d'une incontestable supériorité (doc ci-contre) mais l'Allemagne et le Japon surent résister en déportant massivement une main d'œuvre concentrationnaire, et encadrant très sévèrement les combattants par des organisations politiques impitoyables. L'exploitation éhontée de la zone dominée par les puissances de l'Axe leur permit de fournir à leurs industries les matières premières et l'énergie indispensables à leur fonctionnement. La recherche fut aussi mise à contribution pour mettre en place des Ersatz comme l'essence de synthèse. Malgré ses pillages et son ingéniosité, l'Allemagne et le Japon ne purent résister à la puissance industrielle des alliés s'appuyant sur la maîtrise des

gisements de matières premières et des flux naval et aérien.

### J'ai retenu les concepts, les dates et les batailles décisives de la guerre

#### Partie A : L'avancée de l'Axe (1938-hiver 41)

Pacte d'acier, pacte de non agression, Blitzkrieg, ligne Maginot, drôle de guerre, campagne de France, Blitz, Charte de l'Atlantique, plan Barbarossa

#### Partie B : Les tournants de la guerre (hiver 41-février 43)

Isolationnisme, Pearl Harbour, Stalingrad

#### Partie C : Vers la victoire des Alliés (1943-1945)

Midway, El Alamein, 8 mai 45, kamikaze, Hiroshima, Nagasaki, guerre totale

## 2<sup>ème</sup> sous-partie : Comprendre les mécanismes de la Shoah pour appréhender les phénomènes génocidaires des 20<sup>e</sup> et 21<sup>e</sup> siècles

La **Shoah** ne fut pas le premier génocide de l'histoire. Si on définit le génocide par l'élimination d'une catégorie d'hommes en fonction de son appartenance religieuse ou ethnique par la volonté d'un Etat, le génocide arménien est un précédent à l'extermination des juifs d'Europe. L'oubli ou la méconnaissance du drame de 1915, 1916 a été l'un des outils d'Hitler pour concevoir et faire accepter même passivement) par de larges fractions de la population européenne la mise à mort de plus de 6 millions d'être humains. Hier l'autogénocide du Cambodge, aujourd'hui les drames du Rwanda, du Darfour auraient pu et du être évité du fait de notre expérience.

Et si ces problématiques se posaient chez nous demain, comment réagirons-nous ? Quels mécanismes individuels et collectifs mènent à la pratique génocidaire ?

### A Les préalables, la Shoah comme aboutissement des dérives morales de l'Occident

*En quoi la Shoah n'est-il pas un accident de l'histoire allemande ?*

#### **1 De l'antijudaïsme à l'antisémitisme**

L'**antijudaïsme** signifie l'hostilité à l'égard du judaïsme en tant que religion. Ce terme est employé à propos de l'attitude du christianisme envers le judaïsme. Avant le christianisme institutionnel de Rome du 4<sup>e</sup> siècle, les premiers chrétiens étaient des Juifs qui suivaient l'enseignement de Jésus Christ. La rupture fut lente mais l'affirmation progressive d'une nouvelle foi basée sur un texte saint, des rites et des croyances différents se fit par le dénigrement des origines, la valorisation de thèses relativisant les préceptes de l'Ancien Testament (Marcion) et le rappel omniprésent de certains passages du nouveau Testament notamment la présentation de Jésus par Pilate à la foule de Jérusalem. Mais c'est dans l'élan de la christianisation de l'Europe à partir des 6<sup>e</sup>-7<sup>e</sup> siècles, que l'Eglise chercha à isoler (interdiction des mariages mixtes) et à convertir les communautés juives établies là depuis des siècles. Les premières croisades constituèrent des moments d'exaltation de la foi chrétienne. L'amalgame entre « infidèles » et juifs ou musulmans dans l'esprit de certains croisés s'est accompagné de l'intention de faire payer aux Juifs la mort du Christ. Des incidents graves ont été signalés en décembre 1095 lors du départ de la croisade de Pierre l'Ermite à Rouen et en Champagne. Des massacres de juifs eurent lieu à Spire, à Worms, à Mayence. **Le 4<sup>e</sup> concile du Latran (1215)** prit des mesures de discrimination contre les juifs, comme l'obligation de porter un costume spécial et la **rouelle** et comme conseil aux municipalités de délimiter des parcelles de leur territoire dévolues au seul habitat des juifs : **les ghettos**. Les juifs furent alors considérés par le clergé comme responsables collectivement de la mort du Christ.

Le dynamisme économique et commercial des 11<sup>e</sup>-13<sup>e</sup> siècles introduit des contradictions au sein de la société chrétienne car, en théorie, un chrétien ne peut faire le commerce de l'argent. Cette tâche fut donc dévolue aux Juifs. Le prêt à usure devint la cause d'une grande part du sentiment antijudaïque durant le Moyen Âge : **l'antijudaïsme prit donc une connotation sociale**. Aussi les incidents multiples signalés dans les chroniques médiévales (autodafé de Talmud, incendies de commerces ou de synagogues, assassinats individuels ou collectifs) échappent-ils à l'autorité de l'Eglise, qui tente le plus souvent de protéger les Juifs. D'extraction populaire, plus ou moins cautionnées par les autorités civiles, qui peuvent au passage **spolier des biens**, les exactions anti judaïques se doublent d'un développement de représentations avilissantes, rétrogradant le juif au stade d'animal. Ces **pogroms et expulsions** scandent la vie des royaumes chrétiens d'occident jusqu'au 17<sup>e</sup> siècle, l'Inquisition espagnole se charge de traquer les faux convertis.

L'**antisémitisme** est le nom à la discrimination, l'hostilité ou les préjugés à l'encontre des Juifs ainsi que les rumeurs répandues à leur sujet. Il s'agit d'une forme particulière du **racisme** né

avec **l'émergence des Etats-nations** européens et le **développement colonial** du milieu du 19<sup>e</sup> siècle. Cette idéologie raciste pointe les Juifs comme **groupe distinct et allogène** au sein de toute société. Les Juifs seraient dotés d'une culture, d'une mentalité et d'une religion différente de celles des populations voisines les rendant inassimilables et dangereux. Il s'agit d'une **idéologie laïque** se substituant progressivement (dans une période de profonde déchristianisation) au **vieil antijudaïsme chrétien**. Les nouvelles formes d'hostilité sont détachées de toute connotation religieuse, du moins dans la représentation que se fait d'elle-même cette idéologie (Les nazis, mouvement néo-païen, ne firent d'ailleurs aucune différence entre les Juifs, les exterminant qu'ils pratiquent le judaïsme ou soient baptisés chrétiens, voire engagés dans une vie religieuse chrétienne).

Au 19<sup>e</sup> siècle, l'Europe semble partagée en deux. En Europe occidentale, sous l'influence de la **philosophie des Lumières** et des **réformes de la révolution française**, les juifs semblent en voie d'intégration. La déchristianisation massive, **l'égalité civile, la liberté de culte** permet l'entrée des juifs dans tous les corps de métier notamment la fonction publique et l'armée (intégration professionnelle). La communauté juive perd ses signes distinctifs (habits, coiffure, port de la barbe) et sa cohérence (diminution de la pratique et de la croyance religieuse, éclatement géographique), les mariages mixtes se multiplient. **En Europe centrale et orientale, par contre, l'antisémitisme reste virulent** en étant intégré à la législation étatique (numerus closus pour l'entrée dans les organes de formation, interdiction de devenir fonctionnaire ou militaire...) ou en se déchainant de façon ponctuelle sous forme de **pogroms** se présentant toujours comme des formes d'**autodéfense** d'une communauté chrétienne se disant menacée par les crimes rituels des juifs.

Cependant **l'affaire Dreyfus** remet en cause cette division en montrant qu'un antisémitisme rampant existe toujours en Occident, que celui-ci est autant **d'extraction populaire qu'intellectuel** (journaux, publications livresques...) et que même si la **droite radicale** en fait un cheval de bataille pour affirmer des valeurs de rassemblement de la communauté française (conçue comme catholique, blanche et autochtone), l'antisémitisme peut se retrouver dans les rangs de la **gauche ouvrière** pas encore totalement dégagée des **stéréotypes du juif banquier et affairiste**. Et ceci malgré les éclats du leader Auguste Bebel qui répétait sans cesse que l'antisémitisme était le socialisme des imbéciles.

## 2 Hygiénisme et eugénisme

**L'eugénisme** peut être désigné comme l'ensemble des méthodes et pratiques visant à transformer le patrimoine génétique de l'espèce humaine, dans le but de le faire tendre vers un idéal déterminé. L'eugénisme a été laissé dans l'ombre parce qu'il offrait une image gênante des sociétés de la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle dans leurs relations avec le nazisme. En effet, les premières lois eugénistes datant de 1907 furent américaines. En Suède, elles restèrent en vigueur jusqu'en 1970. Le Directeur de l'UNESCO, Julian Husley, humaniste social-démocrate, attestait encore, en 1946, de leur bien-fondé. Quant à la Fondation Rockefeller, elle joua un rôle des plus importants dans son implantation en Europe, en particulier par le financement de laboratoires allemands. L'eugénisme était ainsi le **lieu commun de la pensée scientifique de cette époque**. Si par ailleurs on a voulu faire de Gobineau le père de cette idéologie abjecte, c'est en réalité du côté de Darwin qu'on en trouve les fondements. **Cette théorie n'est donc pas l'apanage de l'Allemagne et encore moins du nazisme.**

"**L'hygiénisme social**" est un ensemble de pratiques sociales qui reposent sur la réhabilitation, l'ordre, **la normalisation et le contrôle d'une frange de la population**. Elle est le fait soit de l'Etat soit des autorités administratives locales, notamment dans les grandes villes. A ce titre, L'hygiénisme social glisse lentement vers un modèle sécuritaire cherchant à homogénéiser et à s'appropriier l'espace public. Ainsi, on assiste à la naissance d'une police du « désœuvrement social » touchant aussi bien les marginaux que la délinquance des mineurs; de même, la prostitution est soumise à cette conception de l'hygiène sociale, restreinte par une réglementation oscillant entre la protection de l'ordre public et la protection d'un certain ordre moral.

Sous l'impulsion d'une vision moderniste, portée par les élites intellectuelles, administratives et politiques, l'Europe et les Etats-Unis sont parcourus à la fin du 19<sup>e</sup> siècle et dans la première moitié du 20<sup>e</sup> d'idéologies visant à éconduire des groupes entiers de la société. Sous prétexte que ces derniers ne collent pas à un modèle jugé positif, ils représenteraient un danger sanitaire pour le reste de la population. Leur exclusion voire leur élimination serait donc souhaitable. Ces dérives des pensées positivistes et scientifiques sont loin d'être l'apanage de l'Allemagne et apparaissent bien avant le fascisme et le nazisme, mais on peut dire que les pensées de Gobineau, Vacher de Lapouge, Chamberlain, Haushofer... et consort sont des préalables à l'élaboration de l'idéologie national-socialiste et de la Shoah même si elles n'en sont pas les aboutissants obligatoires. Rien n'était écrit avant que la machine nazie ne se mette en marche.

### 3 Des précédents génocidaires ou des effets de la brutalisation des mentalités européennes au 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles

**Aimé Césaire, *Discours sur le colonialisme*, 1950**

"Il faudrait d'abord étudier comment la colonisation travaille à **déciviliser le colonisateur**, à l'abrutir au sens propre du mot, à le dégrader, à le réveiller aux instincts enfouis, à la convoitise, à la violence, à la haine raciale, au relativisme moral, et montrer que, chaque fois qu'il y a eu au Viêt-Nam une tête coupée et un œil crevé et qu'en France on accepte, une fillette violée et qu'en France on accepte, un Malgache supplicié et qu'en France on accepte, il y a un acquis de la civilisation qui pèse de son poids mort, une régression universelle qui s'opère, une gangrène qui s'installe, un foyer d'infection qui s'étend et qu'au bout de tous ces traités violés, de tous ces mensonges propagés, de toutes ces expéditions punitives tolérées, de tous ces prisonniers ficelés et "interrogés", de tous ces patriotes torturés, au bout de cet orgueil racial encouragé, il y a le poison instillé dans les veines de l'Europe, et le progrès lent, mais sûr, de **l'ensauvagement du continent**.

Oui, il vaudrait la peine d'étudier, cliniquement, dans le détail, les démarches d'Hitler et de l'hitlérisme et de révéler au très distingué, très humaniste, très chrétien bourgeois du XX<sup>e</sup> siècle qu'il porte en lui un Hitler qui s'ignore, qu'Hitler l'habite, qu'Hitler est son démon, que s'il vitupère, c'est par manque de logique, et qu'au fond, ce qu'il ne pardonne pas à Hitler, ce n'est pas le crime en soi, le crime contre l'homme, ce n'est que l'humiliation de l'homme en soi, c'est le crime contre l'homme blanc, et d'avoir appliqué à l'Europe des procédés colonialistes dont ne relevaient jusqu'ici que les Arabes d'Algérie, les coolies de l'Inde et les nègres d'Afrique.

Ce texte illustre bien le transfert de la violence unilatérale et génocidaire des colonies à l'Europe dans la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle. Effectivement la conquête coloniale et la répression de mouvements insurrectionnels indigènes ont été caractérisées par des temps de violence considérables certes contre les combattants qui s'opposaient à la progression des soldats européens mais aussi à l'encontre des populations civiles notamment les femmes et les enfants. Le racisme, en faisant sortir ces individus de l'humanité, banalise voire légitime les meurtres et viols dont sont victimes les indigènes.

La première guerre mondiale est marquée par des pratiques de cruauté sur le front est, là où les différences raciales apparaissent comme une dynamique et une des raisons du conflit. Mais c'est en Turquie que se déroule le premier génocide de l'histoire. Il a eu lieu **d'avril 1915 à juillet 1916**. Les deux tiers des Arméniens qui vivaient sur le territoire actuel de la Turquie ont été exterminés au cours des déportations et massacres de grande ampleur. Il fut planifié et exécuté par le parti au pouvoir à l'époque, le comité Union et Progrès, plus connu sous le nom de « Jeunes-Turcs », dirigeant l'Empire ottoman. Il a **coûté la vie à un million deux cent mille Arméniens d'Anatolie**. Ce génocide, peu étudié et peu connu dans l'entre-deux-guerres, toujours nié par la Turquie, héritière de l'empire ottoman, présente bien des similitudes avec la Shoah (même si il s'en distingue par sa moindre planification, par les moyens de mise à mort et le fait que l'Empire ottoman n'ait pas sollicité d'aides extérieures pour commettre ce crime contre l'humanité). Les Arméniens apparaissent comme un corps étranger à la nation turque qui tend à s'affirmer comme une identité en soit au milieu d'un empire qui se délite au cours des 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles. Mais à la différence des Arabes et des Kurdes, les Arméniens sont chrétiens et sont localisés à Constantinople et dans l'est

de l'Anatolie : une zone en contact direct avec la Russie en expansion dans le Caucase. Aussi quand les tensions montent entre Russes et Ottomans, les Arméniens apparaissent comme des agents de la 5<sup>e</sup> colonne au service de la puissance tzariste. Des massacres à l'origine commis par la population furent ensuite encadrés par l'armée en 1896 et 1909. Malgré le nombre important de victimes (De 100 000 à 250 000), ces massacres sont limités dans le temps et l'espace, ils ne sont pas coordonnés et ne sont pas le fait d'une action planifiée. Ils n'émeuvent pas la communauté internationale.

En février 1915, le comité central du parti et des ministres du cabinet de guerre, en particulier Talaat et Enver Pacha, met secrètement au point un plan de destruction qui sera exécuté dans les mois suivants. Il est présenté officiellement comme un transfert de la population arménienne — que le gouvernement accuse de collaborer avec l'ennemi russe — loin du front. En fait, la déportation n'est que le masque qui couvre une **opération d'anéantissement de tous les Arméniens** de l'empire. La première phase est marquée par l'élimination des soldats d'origine arménienne et des élites religieuses et sociales capables d'encadrer une éventuelle résistance de la communauté. Puis de mai 1915 à juin 1916, des **marches de la mort** conduisent la quasi-totalité des Arméniens de leur région d'origine vers le désert plus au sud, les survivants sont éliminés dans des camps de concentration.

Malgré l'émoi provoqué par l'assassinat de Talaat Pacha en 1921 par un jeune Arménien, dont toute la famille avait été exterminée, **la question arménienne disparaît vite des chroniques**. Jamais la justice turque, ni la communauté internationale n'a accompli de démarches pour châtier les responsables du génocide arménien.

## **B Le processus de ségrégation (1933/1941)**

*Comment les nazis mirent-ils en place le processus de ségrégation et d'isolement des juifs allemands puis polonais?*

### **1 L'idéologie nazie, les Allemands et la question juive**

De 1933 à 1939, la politique nazie visait à stigmatiser par la propagande, à exclure de la fonction publique et à multiplier les vexations et amendes à l'encontre de la communauté juive.

Les nazis procédèrent par étape pour imposer l'antisémitisme dans les pratiques administratives et dans la législation. A l'université, l'imposition de numerus closus se calqua d'abord sur le pourcentage de juifs dans la population (1,5%) sous prétexte d'une surcharge des universités, puis diminua de façon régulière jusqu'à l'exclusion pure et simple. Dès 1933, les juifs furent exclus de la fonction publique à l'exception des anciens combattants. Pour les professions libérales, la stratégie des nazis fut encore plus vicieuse, puisque l'interdiction d'exercice ne s'appliqua qu'en 1939. Dès 1934, les visites chez un médecin juif ou l'achat de médicament chez un pharmacien israélite ne furent plus remboursés, 2 ans plus tard les patients aryens n'eurent plus le droit de consulter un juif. Cette démarche progressive vise à faire retomber la responsabilité de la rupture des liens entre « aryens et juifs » sur la population, elle montre également la peur des nazis d'une réaction de leur population et de l'opinion publique internationale.

Structurée en 7 articles, la **loi sur la protection du sang et de l'honneur allemand (dite loi de Nuremberg)** établit une série d'interdictions imposées aux Juifs. L'article 1 interdit les mariages entre Juifs et citoyens de sang allemand ou apparenté ; de tels mariages sont réputés nuls, même s'ils ont été conclus à l'étranger et la procédure d'annulation doit être initiée par le Ministère public ; les relations sexuelles extraconjugales sont également prohibées, via l'article 2. Il est également interdit aux Juifs d'avoir des employées de maison de sang allemand ou apparenté âgées de moins de 45 ans (article 3). Ils ne peuvent arborer le drapeau du Reich, mais sont autorisés à arborer les « couleurs juives », ce droit étant garanti par l'État (article 4).

L'application de ces lois s'avère difficile car la définition de la judaïté n'est pas claire. Les enfants issus de couple « mixte », les juifs convertis au catholicisme conduisent à une inexorable casuistique. Cependant la **marginalisation** et la **paupérisation** de la communauté juive conduit une partie d'entre elle à émigrer vers les Etats-Unis pour les plus fortunés ou vers la France ou l'Angleterre pour les autres. Une minorité se rend en Palestine à l'appel des sionistes.

La population allemande, asphyxiée par la propagande, semble accepter ces décisions permettant de refonder la **Volksgemeinschaft** (communauté raciale et politique monolithique) qui bénéficie à la marge de l'exclusion des juifs de la fonction publique, de l'interdiction d'exercer des professions libérales et des amendes infligées à la communauté israélite. Ambitieux et profiteurs se jetèrent sur les postes libérés, les marchés à conquérir et les **biens aryannisés** mis à disposition à vil prix.

## 2 La ghettoïsation à l'est

Dès l'invasion de la Pologne, les nazis obligent les juifs à se regrouper en ghettos. Progressivement ces parcelles urbaines sont clôturées, les accès étant contrôlés par les Allemands et des auxiliaires polonais. La gestion du ghetto est déléguée au « conseil juif » (*Judenrat*) par les occupants. Ces mêmes occupants emploient la main-d'œuvre du ghetto pour les besoins de l'armée allemande et implantent de nombreux ateliers et usines. Les *Judenrat* négocient en échange nourriture, médicaments et moyens de chauffage. Le travail semble la condition sine qua non de la survie d'une partie de la communauté car sous-nutrition et maladies frappent d'abord les plus pauvres, les plus âgés. D'un tiers à la moitié de la population décède entre la mise en place des ghettos et les grandes rafles de l'été 42.

## 3 La Shoah était-elle programmée ?

Dans les années 1980, un débat opposait **intentionnalistes et fonctionnalistes**. Pour le dire de façon rudimentaire, les intentionnalistes proposent une interprétation du nazisme centrée sur la personnalité et les discours d'Hitler : la Shoah, particulièrement, telle qu'elle fut réalisée, leur apparaît comme l'exécution d'un programme mis au point dans *Mein Kampf* et qui constitue l'essence même du nazisme : elle serait donc plus intimement liée au nazisme que ne le sont les autres persécutions. Au contraire, les fonctionnalistes insistent sur le caractère imprévisible des événements, ce qui les mène à élargir le champ des acteurs responsables de la Shoah.

Sans trancher entre les deux thèses qui présentent chacune des arguments intéressants et recevables, il convient d'observer que jusqu'à la déclaration de guerre, il n'y pas eu en Allemagne ni élimination massive de la communauté juive (seule la **nuît de Cristal** a renvoyé aux images des pogroms orientaux) ni manœuvre pour empêcher l'émigration. C'est avec l'entrée en guerre et notamment avec la prévision de la conquête des vastes espaces orientaux après le déclenchement de Barbarossa que la machine génocidaire se met en route.

## C La rationalisation d'un crime de masse (1941-1944)

*Qui est responsable de la Shoah ? Quels sont les mécanismes qui se mettent en place pour préparer l'extermination ?*

### 1 Des Einsatzgruppen (1940/1941) à la solution finale

Les Einsatzgruppen existent depuis l'Anschluss mais conduisent de véritables missions d'extermination seulement avec l'invasion de l'URSS. Placés à l'arrière du front, ils doivent mener officiellement des missions de sécurisation des lignes arrières qui dès l'été se transforment en massacre de prisonniers soviétiques, de militants communistes et des communautés juives extrêmement nombreuses dans ces régions. Entre l'été 1941 et 1943, plus d'un million de juifs seront massacrés par armes à feu. Cependant la méthode trop lente, peu discrète, non transférable à l'ouest de l'Europe (communautés plus faibles et plus dispersées, population moins antisémite) marque ses limites.

Aussi dès l'automne 1941, Heydrich et Himmler décident de multiplier les expérimentations pour résoudre la question juive. Le



20 janvier 42, 15 hauts fonctionnaires se réunissent à Wansee où Heydrich (portrait ci-contre) présente les principes de la Solution finale, à savoir le transfert de 11 millions de juifs dans les camps d'extermination en voie d'édification dans le Gouvernement général (Pologne occidentale). Cette extermination par gazage suppose la collaboration de tous les services de l'Etat (police, justice, transport) et des Etats sous influence ou collaborateurs. Aussi, dès le printemps 42, tandis que les ghettos d'Europe de l'est sont vidés progressivement, les grandes rafles se multiplient en Europe occidentale.

## 2 La Shoah, c'est arrivé aussi près de chez nous : d'ici à Auschwitz

Loin des massacres commis par les Einsatzgruppen et dans les camps d'extermination de Pologne, il convient de s'interroger sur les mécanismes qui conduisirent près de 30% de la communauté juive vivant en France en 1939. L'administration française dans le cadre de la collaboration participa activement à la mise en place et à la gestion de tous les rouages qui permirent l'extermination des juifs même si elle n'a ni impulsée cette politique (la volonté initiale) ni finalisée la tâche (dans les camps). Elle a réalisé le repérage et le fichage de la population juive puis la conduite des rafles et des internements dans des camps insalubres et enfin la déportation par train vers l'est. **L'art de la solution finale a consisté à diviser les tâches pour anéantir le sens global de l'action, on parle de taylorisation de la mort programmée à l'échelle industrielle.** Les responsables de Vichy ont mené une politique discriminatoire vis-à-vis des juifs et non une politique d'extermination. Cependant, leur antisémitisme virulent (Vallat, Darquier de Pellepoix, Laval...) les a conduits à accepter voire à devancer les demandes allemandes. Par ailleurs, ils ne pouvaient pas ignorer la nature du sort réservé aux juifs (notamment les populations qui ne pouvaient pas travailler) même si la conception exacte de la Shoah n'est pas possible a priori.

### 3. Le débat sur le terme de Shoah

« *Shoah* » est un mot hébreu qui signifie « anéantissement », « cataclysme », « catastrophe », « ruine », « désolation ». Il apparaît une dizaine de fois dans l'Ancien Testament. Il est désormais préféré en France à « Holocauste », connoté religieusement et signifiant « sacrifice ne laissant subsister aucune trace de la victime ». Mais il est usuel en Amérique depuis 1993 (musée United States Holocaust Memorial Museum). Le terme « *hourban* », qui, dans la littérature yiddish portant sur l'événement, signifie également « destruction » et se réfère à celle du Temple de Jérusalem, est utilisé par certains auteurs. Par leur origine, ces trois termes soulignent la spécificité juive de l'événement.

#### J'ai retenu les grands concepts du chapitre

##### **Partie A : Les préalables à la Shoah**

Antijudaïsme, pogrom, antisémitisme, eugénisme, hygiénisme, génocide arménien

##### **Partie B : Le processus de ségrégation**

Lois de Nuremberg, paupérisation, Volksgemeinschaft, aryanisation des biens, ghettos, intentionnalistes, fonctionnalistes

##### **Partie C : La rationalisation d'un crime de masse**

Einsatzgruppen, Solution finale, conférence de Wannsee



## 3<sup>ème</sup> sous-partie : L'Europe à l'heure allemande, l'exemple français

Suite à la défaite de juin 40, la France connaît des bouleversements majeurs. La partie nord est occupée par l'Allemagne tandis qu'au sud la République est renversée par le maréchal Pétain qui instaure un régime antidémocratique. Par l'entrevue de Montoire, Pétain s'engage dans une politique de collaboration avec l'Allemagne nazie. Dans l'Europe occupée par les forces de l'Axe, les mêmes mécanismes se reproduisent, collaboration, peur et résistance d'une fraction de la population.

Quels sont les traits caractéristiques de la France pendant la guerre ? Comment la population agit et réagit-elle face à l'occupant et au nouveau régime ?

Après avoir défini les caractéristiques du régime de Vichy, nous analyserons les différents degrés d'acceptation de la politique de collaboration pour finir sur une étude portant sur la résistance.

### A Caractériser Vichy

*Quels sont les traits caractéristiques du régime de Vichy, quelles évolutions peut-on constater dans les pratiques de ce régime ?*

#### **1 Un régime autoritaire né de la défaite**

Devant l'accumulation des revers militaires de mai et de début juin, le gouvernement d'unité nationale se déchire en deux camps. A la tête du groupe des **bellicistes**, qui plaident pour la continuation des combats à partir des colonies en utilisant la flotte encore intacte et l'aviation peu endommagée, on trouve Georges Mandel, Edouard Daladier et Charles De Gaulle. Ils veulent transférer le gouvernement et la banque de France à Alger où avec l'appui des Anglais une résistance pourra s'organiser face à la déferlante nazie sur la métropole. Mais les fragiles Paul Reynaud (président du conseil) et Albert Lebrun (président de la République) sont de plus en plus influencés par les **défaitistes** menés par Pétain, qui avance à visage découvert dès le début juin, des réactionnaires plus ou moins antirépublicains (De Monzie, Ybarnégaray...) et des arrivistes croyant que leur heure est arrivée (Chautemps, Laval...). Le Maréchal Pétain, chef du gouvernement depuis le 16 juin 1940, signe l'armistice avec l'Allemagne le 22 juin 1940.

Les clauses définies par cet armistice sont très sévères à l'égard de la France :

- Des clauses territoriales : la France est divisée en deux : la France du nord (France directement occupée par les nazis, avec Paris comme capitale) et la France du sud (dite France « libre », avec Vichy comme capitale). Entre ces deux France passe la ligne de démarcation.
- Des clauses militaires : l'armée française est réduite à 100.000 soldats en métropole et à 120.000 soldats en outre-mer. La flotte doit être désarmée : l'Allemagne s'engage à ne pas l'utiliser. Toutes les fortifications doivent être livrées à l'Allemagne.
- Des clauses économiques et humaines : la France doit prendre à sa charge les frais d'occupation de son territoire (fournir logement, nourriture aux troupes d'occupation).

Les deux millions de prisonniers français ne sont pas autorisés à rentrer en France tant qu'une paix définitive ne sera pas conclue. Ils peuvent être considérés comme des otages qui pèseront lourd dans les choix futurs du gouvernement de Vichy. La France doit livrer tous les ressortissants allemands qui se trouvent en France (notamment les Juifs allemands qui avaient fui en masse après 1933).

Cependant les Allemands n'exigent pas de changements constitutionnels. C'est donc Pétain, entouré de Laval (homme politique marginal de centre droit), Raphaël Alibert (monarchiste), Chautemps, qui mène les assauts contre la 3<sup>e</sup> République. Il estime qu'elle est un régime faible qui peut être tenu pour responsable de la défaite française. Une partie de la droite parlementaire et les extrêmes droites (monarchistes, fascistes...) tiennent enfin leur revanche contre « la gueuse » (la République) qui a réhabilité Dreyfus, marginalisé l'Eglise par les lois laïques et a permis aux

socialistes du Front populaire d'instituer de grandes réformes sociales. Des horizons s'ouvrent pour de nombreuses personnalités rejetées de leur parti, bien sûr Laval mais aussi Déat, Doriot, Bergery...venus de la gauche. Au milieu de la débandade militaire, de la confusion générale les parlementaires sont soumis aux manœuvres habiles des sbires de Laval. Les députés les plus influents (Jean Zay, Pierre Mendès France, Daladier, Mandel) ont été piégés sur le **Massalia**, le parti communiste est interdit et a versé dans la clandestinité depuis la déclaration de guerre. Pétain, héros de Verdun, est présenté comme le seul rocher auquel s'accrocher au milieu de la tempête.

Le 10 juillet 1940, Pierre Laval réunit à Vichy le Parlement, du moins ce qu'il en reste (la Chambre des Députés et le Sénat). Il leur demande de voter une loi constitutionnelle composée d'un article unique qui donne tous les pouvoirs à Pétain. Cette loi est adoptée par un vote sans appel des députés et des sénateurs, le 10 juillet 1940, à Vichy : **569 voix contre 80**. Ainsi commence un nouveau régime : « **l'État français** ». Pendant la période de Vichy, Pétain est le chef de l'État français. Il dirige un régime qui peut être assimilé à une **dictature** puisque la constitution, adoptée le 11 juillet, donne tous les pouvoirs au maréchal Pétain. Pour asseoir encore son autorité mais aussi pour « condamner les responsables de la défaite française », les dirigeants de la 3<sup>e</sup> République sont arrêtés (Édouard Daladier, Léon Blum). À partir de 1942, ces hommes politiques sont jugés au procès de Riom : aucune décision ne sera prise mais ils resteront en prison ou seront livrés aux nazis pour être déportés.

## 2 Un régime réactionnaire et antisémite

Le maréchal Pétain et son entourage veulent construire un nouveau modèle d'État autoritaire, paternaliste, catholique et corporatiste. Cette volonté de réformer la société et la vie politique françaises s'appelle la « Révolution nationale ».

La « Révolution nationale » est construite autour de la devise « **Travail, Famille, Patrie** » qui remplace pendant 4 ans le devise « **Liberté, Égalité, Fraternité** ».

- Travail : les professions sont organisées par la **Charte du Travail** (octobre 1941). Cette charte instaure des corporations par branches d'activités, dans le but de favoriser l'entente entre patron et ouvrier, et d'éviter la lutte des classes. Elle permet aussi à l'État de contrôler les corporations (ce qui lui permet de fixer les prix et les salaires), et d'encourager la mise en place de grandes entreprises contrôlées également par l'État. Pour lutter contre tout désordre, la Charte du Travail dissout les syndicats et interdit la grève. Enfin, la Charte du Travail privilégie la corporation agricole. Cette vision d'une économie administrée par l'Etat séduira des franges du syndicalisme français.
- Famille : l'État français honore les familles nombreuses, et de manière plus générale la femme au foyer (instauration de la fête des mères). Pour protéger la famille, le divorce est rendu quasiment impossible et l'avortement est sévèrement condamné.
- Patrie : la jeunesse est élevée dans le culte de la Patrie et du Maréchal, ceci au sein de l'école (chanson « Maréchal, nous voilà ! »), mais aussi dans le cadre des « Chantiers de jeunesse » (8 mois de vie en groupe). Des effigies, des bustes, des chansons... célèbrent la Patrie et la défense de celle-ci par Pétain. On peut parler d'un véritable **culte de la personnalité**.

Le régime de Vichy n'est donc pas un régime fasciste mais réactionnaire. C'est une dictature et non un totalitarisme car l'Église, les autorités d'occupation au nord du pays impriment des volontés parfois ouvertement contraires aux désirs de l'Etat de Vichy.

**Sa xénophobie (dénaturalisation des enfants nés de parents étrangers sur le sol français après 1937) et son antisémitisme (lois discriminatoires d'octobre 41) ne sont pas imprimés par l'Allemagne nazie mais sont intrinsèques au régime.** Un commissariat aux affaires juives est créé. Ce commissariat est dirigé par un collaboracionniste, antisémite, Xavier Vallat. Ce dernier fait voter, en juillet 1941, une loi portant sur le « Statut des Juifs » qui aggrave les restrictions concernant les Juifs et ordonne un recensement national des « Israélites ».

### 3 Un régime collaborateur

Le début officiel de cette collaboration d'État est marqué par l'**entrevue de Montoire** entre Hitler et le maréchal Pétain, le 24 octobre 1940. Cette mise au service de l'administration, de l'économie, de la main d'œuvre française est sans doute tactique pour la plupart des Vichystes qui pensent obtenir des compensations de la part du régime nazi. Par contre, elle est, pour certains collaborationnistes, l'instrument d'une radicalisation du régime et un moyen d'aligner la politique française sur l'Allemagne nazie. Ces tensions sont visibles au sommet de l'État où Laval est contraint à la démission en décembre 40, il est remplacé par l'amiral Darlan, plus modéré vis-à-vis de l'Allemagne. Mais, la politique de collaboration ne change pas vraiment d'orientation, par contre la pression allemande va être de plus en plus forte.

La politique de collaboration s'accroît avec l'instauration de la Relève (envoi d'ouvriers français en Allemagne en échange du retour de prisonniers de guerre) puis en février 1943, du STO (**Service du Travail Obligatoire**), qui conduit 700.000 Français en déportation de travail.

La collaboration est également policière, Vichy et les nazis ont les mêmes ennemis : communistes, juifs, tziganes. Cela conduit donc le régime de Vichy à participer à la « Solution finale » : 76.000 juifs des 700.000 vivants en France sont déportés, 2.500 seulement reviendront. Le point d'orgue de cette collaboration antisémite est l'organisation de la gigantesque **rafle (dite du Vel d'Hiv)** des juifs de la région parisienne des 16 et 17 juillet 1942 **planifiée et réalisée par les seules administrations et forces de l'ordre françaises** sous la direction de René Bousquet.

Contrairement aux espérances de Pétain, les libérations de prisonniers sont rares (moins de 15%), la ligne de démarcation reste toujours difficile à franchir, asphyxiant l'économie d'un pays pillé par les Allemands : les prélèvements augmentent sans cesse rendant les conditions de vie (alimentation, chauffage, accès aux produits manufacturés) très difficiles.

En juin 1942, après le retour de Laval sous la pression des Allemands, la politique de collaboration s'étend et s'intensifie. En novembre 1942, avec l'occupation de la zone sud par l'Allemagne et l'Italie, la collaboration va franchir un nouveau pas. Cela se traduit par l'arrivée au pouvoir des « ultras » de la collaboration, des collaborationnistes les plus déterminés :

- Philippe Henriot qui devient secrétaire d'État à l'information.
- Joseph Darnand, un des dirigeants de la LVF (Légion des Volontaires Français) est nommé secrétaire d'État au maintien de l'ordre.
- Marcel Déat devient secrétaire d'État au travail et à la solidarité nationale.

Même si Pétain a pu être rétif à l'infiltration des ultras au sein de son gouvernement et dans les administrations qu'il dirigeait, il ne s'est jamais opposé à eux de façon frontale, jamais il n'a freiné la machine policière. Il n'a jamais démissionné ni condamné les exactions de la **Milice** française et a cautionné l'envoi de militaires français sur le front russe sous uniforme allemand (**Légion des volontaires français**). Les nostalgiques de Vichy développèrent la thèse du glaive (De Gaulle) et du bouclier (Pétain), selon laquelle les deux hommes se seraient entendus pour protéger la France : **il s'agit d'un mythe visant à réhabiliter l'image d'un dictateur, conscient de ces actes jusqu'au bout et d'un régime autoritaire qui rompit avec toutes les traditions démocratiques et républicaines.**

### B Accepter Vichy

*Comment les Français ont agi et réagi face à Vichy et aux Allemands ?*

#### 1 L'administration de Vichy

On retient souvent du collaborateur l'image honnie d'un exalté sympathisant du nazisme, affichant crânement ses opinions et dénonçant juifs et résistants. Même si des hommes ont pu avoir ce profil, ils constituent un petit groupe, certes dangereux et influent, mais tout compte fait de peu d'importance et de peu d'efficacité pour l'occupant, vu le mépris qu'ils recueillent de la part de

leurs concitoyens. Par contre, la collaboration prit un aspect plus policé mais surtout plus efficace, la **collaboration d'Etat**. **L'administration française**, qu'elle soit préfectoral, éducative, judiciaire ou policière, se mit au service de la puissance occupante en faisant appliquer ses lois (si celles-ci ne contredisaient pas la convention d'armistice). Ainsi, toute la lourde gestion (en hommes et en argent) qu'engendrait l'occupation, fut-elle à la charge de la France. Loin de freiner les demandes allemandes, cette **collaboration fut accélérée sur les points où il existait une convergence objective entre Vichy et les nazis**. C'est ainsi que la chasse aux résistants et aux juifs (ainsi que la mise en œuvre de toutes les mesures discriminatoires et la gestion des centres d'internement) revint en large partie à l'administration française. L'esprit de résistance, même si il fut réel (renseignement au profit des alliés ou des résistants, freinage administratif, trafic de cartes, filières d'évasion...), resta très minoritaire. La plupart des administrateurs par **lâcheté, par opportunisme et parfois par ambition** se mirent sans sourciller au service de l'occupant.

### **2 40 millions de pétainistes ?**

La relation des Français avec Pétain est pleine de contradictions et de nuances. Il est apparu en juin 40 comme le seul recours par une écrasante majorité des Français. Peu ont perçu la nature du nouveau régime qui prend forme en juillet 40, la France s'est littéralement donnée au vieux Maréchal sorti de sa retraite par la gravité des événements. Tel Cincinnatus, il apparaît comme l'homme capable d'endiguer l'avance des adversaires et de réformer un Etat déliquescents jugé responsable des événements tragiques. La condamnation gaulliste de l'armistice et de la naissance du nouveau régime ne pèse pas lourd dans les consciences françaises... du moins dans un premier temps... **L'entrevue de Montoire** en octobre interroge de nombreux Français sur la réelle nature du régime de Vichy et sur la stratégie de Pétain. Cependant la majorité des Français croit encore au **double jeu** du Maréchal. **L'approfondissement de la politique de collaboration** notamment sur la question juive mais aussi **l'aggravation des conditions de vie** conduisent de larges fractions de l'opinion publique à se détacher du régime réactionnaire. Mais, les Français ont plus de mal à condamner la personnalité de Pétain faisant retomber la faute sur ses ministres en particulier Laval de retour aux affaires en 1942. Cette dichotomie et ces dynamiques se poursuivront jusqu'à la Libération où la fuite de Pétain à Sigmaringen prouve la vraie nature de son personnage.

On doit donc différencier deux termes : **maréchaliste et pétainiste**. Les « maréchalistes » font confiance à Pétain comme bouclier des Français. Beaucoup plus minoritaires, les « pétainistes » approuvent en plus son idéologie réactionnaire et sa politique intérieure, voire la collaboration d'Etat.

### **3 L'attentisme dominant**

La **vie quotidienne** des Français dans ce contexte est évidemment **très difficile**. Outre la privation des libertés fondamentales (presse, opinion), le Service du Travail Obligatoire, le présence de troupes d'occupation, les Français doivent subir les rationnements : la ration alimentaire, définie selon les besoins minimums de chacun est souvent insuffisante, surtout dans les villes. La population a donc parfois recours au **marché noir** pour se procurer des aliments. Les Français s'en sortent souvent par le **système D** (les astuces, la débrouille) ou en utilisant des produits de substitution ou Ersatz (ex. : les semelles en bois pour les chaussures). Ces difficultés et la peur du lendemain cristallise les tensions et les haines d'une écrasante majorité de la population contre les Allemands et les collaborateurs -trices qui bénéficient des avantages liés à leur proximité avec l'occupant. Quasiment tous les Français souhaitent la victoire alliée, attendent comme une libération le débarquement anglo-américain et s'enthousiasment des victoires soviétiques à partir de 1943. **Cependant hostilité morale et germanophobie ne signifient pas engagement** : 90% des Français pensent à survivre, éviter les coups et construisent un modus vivendi avec l'ennemi. Cette **accommodation** engendre de nombreuses frustrations qui éclateront brutalement à la libération contre ce qu'il restera de la partie la plus visible et la plus fragile de l'ordre ancien, notamment les femmes accusées de « collaboration horizontale ».

## C La Résistance, c'est d'abord dire non

*Pourquoi refuser l'ordre établi, comment s'y opposer ?*

### 1 Des groupuscules isolés

Les **motivations** qui poussent les gens à résister sont diverses d'un individu à l'autre :

- La première motivation est le **sentiment nationaliste** suivie de la **volonté de lutter contre le fascisme**. La majorité des résistants sont issus de milieux de gauche mais on trouve aussi de nombreuses personnes de droite voire d'extrême droite que leur nationalisme exacerbé et leur germanophobie liée à la mémoire des deux précédentes guerres pousse vers la résistance.
- Il existe également des **motivations personnelles** qui poussent surtout les jeunes vers la résistance : ainsi, échapper au STO en France, conduit de nombreux jeunes, souvent inexpérimentés, dans les rangs de la résistance. Le **goût du risque, de l'aventure** est enfin une des motivations qui pousse les plus jeunes là-encore à rejoindre la résistance.
- Mais au-delà de ces motifs politiques, idéologiques ou existentiels, il existe des motivations très prosaïques liées aux frustrations et au sentiment d'injustice engendrés par l'occupation.

Le **risque d'un tel engagement** est bien réel, puisque dans les pays occupés, les résistants sont considérés comme des terroristes ou des francs-tireurs. Le code militaire allemand ne prévoit pas de jugement pour de tels actes, aussi, s'ils sont capturés, sont-ils le plus souvent fusillés sur place ou déportés vers les camps de concentration. D'un point de vue quantitatif, il faut rompre avec la mystique d'un peuple en arme diffusée par les gaullistes au lendemain du conflit. On estime que les faits de résistances en France ont concerné **1% à 1,5% de la population**, et pourtant **cette résistance est très divisée** du fait des origines sociales, politiques et professionnelles très diverses des résistants, mais aussi car tout réseau doit être strictement cloisonné pour éviter infiltration et dénonciation. On devrait en effet plutôt dire **les résistances françaises**. Premièrement, on distingue deux ensembles : une **résistance extérieure** et une **résistance intérieure** (de plus, cette dernière est divisée en plusieurs groupes).

Les débuts de la résistance française sont à placer en dehors du sol français. Elle commence en effet le **18 juin 1940** par l'appel lancé par le **général de Gaulle**, sur la radio anglaise (la BBC), qui invite militaires et spécialistes de l'armement à venir à Londres pour poursuivre la lutte. Cet appel marque la naissance de la **France Libre**. En juillet 1940, la **France Libre** ce sont seulement **7.000 hommes** environ autour de de Gaulle à Londres et à peine plus de 22 000 en décembre. **Peu de colonies** se rallient à la bannière de de Gaulle (l'AEF [Afrique Equatoriale Française], Tahiti, et la Nouvelle-Calédonie). Le reste de l'Empire français reste fidèle à Vichy. Pour rajouter à la **faiblesse de de Gaulle**, la **France Libre** n'est **pas reconnue par les Alliés** comme un gouvernement en exil et, la France libre n'a **pas de lien**, pas de contact **avec les premiers mouvements de résistance en France**.

En parallèle, les services secrets britanniques commencent à déployer des réseaux SOE de renseignement militaire sur le continent.

La résistance intérieure commence à se manifester par des **actes isolés** dès juillet 1940 (distributions de tracts, inscriptions sur les murs...). En **zone sud**, l'absence des Allemands facilite la formation spontanée, parfois désordonnée de groupes (ou réseaux) comme **Combat** (Henri Frenay), ou encore **Franc-tireur** (Marc Bloch). En **zone nord**, la situation est plus difficile pour les résistants qui doivent rapidement s'organiser en réseaux clandestins s'ils veulent échapper à la Gestapo. Les premiers groupes sont **Libération nord**, **Ceux de la Résistance**. Seul le **Front National**, groupe de résistants communistes, fondé en mai 1941 mais surtout actif à partir de juillet 1941, est présent en zone nord et en zone sud.

Le **problème** de tous ces mouvements de résistance jusqu'à la fin de l'année 1941, c'est qu'ils sont **divisés**, parfois concurrents, **faiblement implantés** dans les régions et globalement **mal organisés**.

## 2 Des résistances vers la Résistance

Ce triste constat conduit De Gaulle à vouloir reprendre la main sur la résistance intérieure afin de mieux la structurer, certes, mais surtout pour éviter le contrôle par le groupe majoritaire de la résistance, à savoir les communistes. Depuis le 22 juin 41, c'est l'ensemble du parti qui officiellement est entré en résistance, or **ce groupe est bien structuré et a l'habitude du combat clandestin**. Cette emprise que l'homme de Londres tente d'établir sur les mouvements de résistance française doit aussi lui permettre de légitimer sa personne auprès des alliés.

L'organisation et l'unification de la résistance française sont pour l'essentiel l'œuvre de **Jean Moulin**, ancien préfet, rallié à la France libre, et envoyé par de Gaulle en France en janvier 1942. Jean Moulin assure dès juillet 1942 le lien entre la France Libre et la résistance intérieure. Il unit les résistants du sud de la France en créant les **Mouvements Unis de la Résistance (MUR)** en janvier 1943. Et le 27 mai 1943, il réunit sous l'autorité de de Gaulle l'ensemble des mouvements de résistants français au sein du CNR (**Conseil National de la Résistance**). La mission de Jean Moulin s'arrête un mois plus tard : le 21 juin 1943 : il est arrêté, torturé par la Gestapo lyonnaise, et décède lors de son transfert en Allemagne juillet 1943. Depuis mai 1943, de Gaulle est en Algérie, qui a été reconquise par les Alliés et les Forces Françaises Libres ou FFL (armée de la France Libre). Le 3 juin 1943, il devient le chef du Comité Français de Libération Nationale, mais il partage ce poste avec le général Giraud, qui est soutenu par les Américains. De Gaulle réussit finalement à se débarrasser de Giraud pour s'imposer comme le seul chef de la France libre. **Il sera à partir de juin 1944, le chef du Gouvernement Provisoire de la République Française (GPRF).**

## 3 L'insurrection nationale (printemps-été 44)

Le printemps 44 marque une accélération des **parachutages anglais** qui permettent d'équiper la résistance d'armes et de moyens de communications. Leur partage ne se fait pas sans tension ni difficultés. L'usage de ces équipements fait aussi l'objet de deux approches différentes. Les communistes sont adeptes de l'« **action immédiate** ». De petits groupes (3 à 9 personnes) mènent des attentats et des sabotages pour déstabiliser l'occupant et disperser ses forces sur des points non stratégiques favorisant ainsi les intérêts des alliés. Les gaullistes pensent plutôt **constituer des maquis** constitués de dizaines voire de centaines de combattants puissamment armés et bien encadrés pour soutenir les alliés lors du débarquement.

A partir du débarquement, la stratégie des FFI (**Forces françaises de l'intérieur**) gagne en cohérence et en efficacité. Les sabotages et multiples accrochages ralentissent voire stoppent les mouvements des troupes allemandes, favorisant ainsi la rapide progression des alliés. Ils servent d'éclaireurs, libèrent les villes toujours difficiles à contrôler et nettoient les poches de résistance allemande à l'arrière des lignes.

La **résistance française extérieure (les FFL, Forces Françaises Libres)** libère le sud de la France grâce au débarquement du 15 août en Provence.

### J'ai retenu les grands concepts du chapitre

#### Partie A : Caractériser Vichy

Armistice, Etat français, Charte du Travail, la devise : Travail, famille, patrie ; culte de la personnalité, collaboration, STO, rafle du Vel d'Hiv, milice, LVF

#### Partie B : Accepter Vichy

Collaboration d'Etat, pétainisme, maréchalisme, marché noir, système D, Ersatz, accommodation

#### Partie C : La Résistance, c'est d'abord dire non

18 juin 1940, France libre, réseaux SOE, Front national, CNR, FFI, GPRF

## 3<sup>ème</sup> partie : un nouveau monde de 1945 à nos jours

Sur les bases du capitalisme bâti depuis le début du 19<sup>e</sup> siècle, c'est pourtant un monde différent qui se constitue après la grande rupture de 1945. Les guerres sont désormais achevées au sein du continent européen du fait de l'ordre paradoxal construit par les Etats-Unis et l'URSS que l'on baptisera **Guerre Froide** dès 1947. Cet équilibre repose sur la terreur nucléaire et sur la compétition géo-économique entre les 2 modèles qui cherchent à s'étendre vers le reste du monde, profitant de la décolonisation et de l'émergence du **Tiers-Monde**. Cela en revanche provoque une multitude de conflits périphériques au sein des sociétés et parfois entre les Blocs (Corée, Vietnam, Afghanistan) et des crises brèves mais très dangereuses où le monde se trouve parfois au bord du précipice nucléaire (Cuba).

Ce paradoxe de l'ordre par la division du monde en 2 grands blocs se retrouve aussi dans le domaine économique, puisque malgré (ou à cause) des tensions, les économies occidentales, mais également du Tiers-Monde émergent et du Bloc soviétique connaissent une croissance sans précédent, un «âge d'or» ou «**Trente Glorieuses**» selon l'expression de l'économiste français Jean Fourastié qui s'étalèrent en fait de la fin des années 40 à la fin des années 60 en Europe occidentale, mais se poursuivirent au Japon jusque dans les années 80 et prirent fin aux Etats-Unis dès le milieu des années 60. Les désordres économiques des années 70 (crise financière, crise du fordisme et crise pétrolière) aggravés par le renouveau des tensions liées à la Guerre Froide allaient finalement briser la grande croissance et conduire les sociétés occidentales, mais aussi celles de l'Est et du Sud vers un nouvel équilibre au sein duquel le capitalisme s'émanciperait de la tutelle de l'Etat.

Car, en effet, «l'âge d'or» est également celui d'un modèle qui prenait ses origines dans la grave crise des années 30 et dans les solutions introduites par le New Deal de Roosevelt et la planification soviétique. C'est le capitalisme du 19<sup>e</sup> siècle avec ses prétentions à l'autorégulation du marché qui est donc profondément remis en cause, en particulier en Europe, où les sociétés sont très sensibles aux avancées du modèle soviétique. Le théoricien essentiel de cette transformation, c'est l'économiste britannique John Maynard Keynes. Libéral, il est pourtant partisan d'un Etat régulant le marché par des politiques macroéconomiques (monétaire et budgétaire). De plus, le fordisme atteint la maturité et renforcé par le développement de l'industrie de guerre aux Etats-Unis, il permet une production de masse à des coûts toujours moindres. La combinaison de ces deux facteurs va donc déboucher sur l'émergence de l'**Etat-Providence** qui se fixe comme objectif d'augmenter la justice sociale par la redistribution des richesses produites dans le cadre du capitalisme.

Cependant, les progrès fulgurants de la richesse en Occident et dans une moindre mesure à l'Est et au Sud sont loin d'être partagés équitablement malgré l'Etat-Providence. En effet, celui-ci ne s'est pas développé de la même manière selon les sociétés et la critique de ce système ne cesse de s'amplifier tout au long des années 50 et 60. La critique est à la fois d'ordre théorique (les économistes libéraux comme Milton Friedman ou Hayek n'ont pas renoncé à un capitalisme de marchés autorégulés), politique (à Gauche on voudrait aller plus loin vers une société d'égalité) et philosophique (c'est la dénonciation du consumérisme et de l'oppression par le travail par les penseurs marxistes comme Marcuse). Ces critiques atteignent le cœur des sociétés à la fin des années 60, lorsque les mouvements étudiants et ouvriers se rejoignent dans les manifestations de Paris, Mexico ou San Francisco. Mais en dénonçant les hiérarchies, les pesanteurs de l'Etat-Providence, ils préparent sans le savoir, le retour en grâce des thèses libérales et de l'individualisme consumériste. En effet, la grande crise des années 70 redonne aux libéraux un poids qu'ils avaient perdu depuis 45 ; l'enrichissement des classes moyennes et l'embourgeoisement des sociétés rend leur discours anti Etat-Providence et individualiste de nouveau audible : ce sera le triomphe des années 80, les années Reagan, Thatcher et Tapie.

Enfin, l'effondrement du bloc soviétique achève définitivement de déconsidérer tout discours révolutionnaire et l'Etat-Providence lui-même. C'est le temps de la croyance dans la «fin de l'Histoire» (Fukuyama), c'est-à-dire la croyance dans le triomphe du capitalisme et son avènement à l'échelle du globe. Les années 90 marquent l'entrée dans la mondialisation et l'apogée de la domination américaine, mais déjà de nouveaux dangers se profilent et les marchés libérés des entraves de l'Etat redeviennent tout puissants : crises économiques et sociales s'accumulent, les inégalités explosent, le monde entre dans une phase nouvelle d'interrogations sur son modèle de développement.

*Comment est-on passé d'un capitalisme régulé et contesté à une mondialisation bouleversant les hiérarchies économiques ?*

## Chapitre 1 : des «Trente glorieuses» aux mutations du capitalisme mondialisé

*Comment expliquer la mise en place d'un capitalisme régulé puis sa remise en cause dans les années 80 ?*

### A Lendemain de guerre, nouveaux rapports de force

#### **1 Les Etats-Unis nouvelle puissance dominante**

La guerre qui s'achève en mai 45 en Europe et en septembre en Asie met à nu les difficultés des Etats et la nouvelle hiérarchie des puissances. La **conférence de Yalta** par exemple qui s'ouvre en février 1945 pour régler le sort de l'Allemagne, réunit **Roosevelt, Staline et Churchill** (cf photo ci-contre). C'est la première fois que les soviétiques jouent un rôle aussi important dans le règlement des questions européennes et les Français ne sont même pas présents. Mais, les vrais maîtres du jeu sont les Etats-Unis, tandis que les Britanniques ne sont que des partenaires secondaires.



En effet, depuis 1941, les EU ont renoué avec la croissance économique. La guerre a été une bénédiction pour eux : un territoire vierge de toute destruction et au contraire même réaménagé du fait de la guerre (développement de la Californie), des pertes humaines relativement faibles (moins de 300 000 hommes), une industrie qui tourne à plein régime et un chômage réduit à rien. De plus, la guerre lègue aux EU le rôle de première puissance financière du monde avec les 2/3 du stock d'or mondial, une monnaie devenue la seule monnaie d'échanges internationaux depuis la **Conférence de Bretton Woods** en 1944 et enfin le contrôle sur les marchés les plus prometteurs de l'Europe de l'Ouest et de l'Asie. Comme le note le Général de Gaulle dans ses Mémoires de guerre à la suite de sa rencontre à Washington avec le **président Truman** à l'été 1945: (...) *Le président Truman était, en effet, convaincu que la mission de servir de guide revenait au peuple américain, exempt des entraves extérieures et des contradictions internes dont étaient encombrés les autres. D'ailleurs, à quelle puissance, à quelle richesse, pouvaient se comparer les siennes ? Je dois dire qu'en cette fin de l'été 1945 on était, dès le premier contact avec les Etats-Unis, saisi par l'impression qu'une activité dévorante et un intense optimisme emportaient toutes les catégories. Parmi les belligérants, ce pays était le seul intact. Son économie, bâtie sur des ressources en apparence illimitées, se hâtait de sortir du régime du temps de guerre pour produire des quantités énormes de biens de consommation. L'avidité de la clientèle et, au-dehors, les besoins de l'univers ravagé garantissaient aux entreprises les plus vastes débouchés, aux travailleurs le plein emploi. Ainsi, les Etats-Unis se sentaient assurés d'être longtemps les plus*

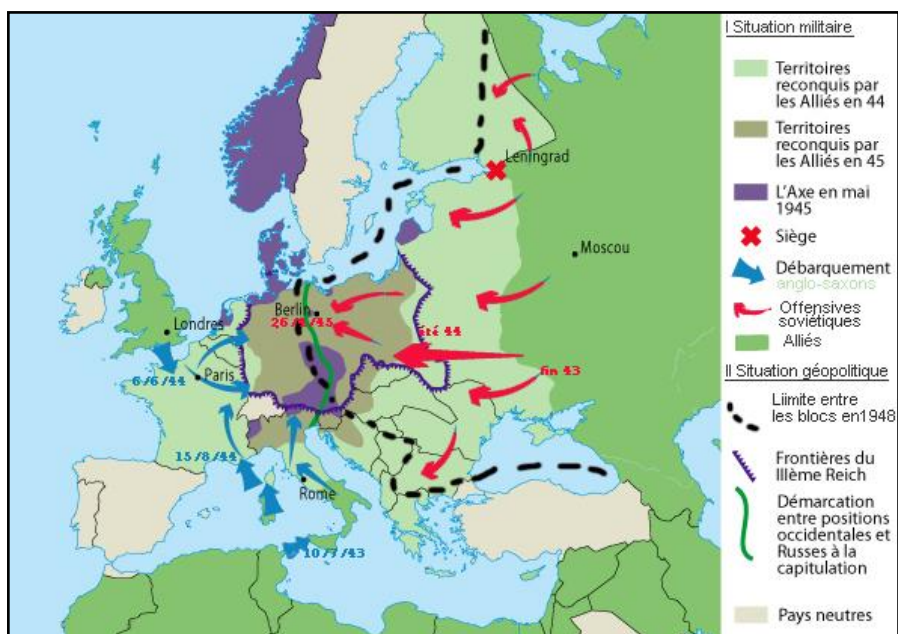


prospères. Et puis, ils étaient les plus forts ! Quelques jours avant ma visite à Washington, les bombes atomiques avaient réduit le Japon à la capitulation. Le président n'envisageait donc pas que la Russie pût, de sitôt, risquer indirectement une guerre. C'est pourquoi, m'expliquait-il, les forces américaines achevaient de quitter l'Europe, à l'exception d'un corps d'occupation en Allemagne et en Autriche. Mais il pensait qu'en maints endroits la ruine, la misère, le désordre, pouvaient avoir pour conséquence l'avènement du communisme et procurer aux Soviétiques autant de victoires sans batailles. Au total, le problème de la paix n'était donc, suivant lui, que d'ordre économique. (...) ", Les EU sont désormais la grande puissance mondiale, prêts à assumer cette fonction et à imposer leur modèle. L'explosion au Japon des 2 bombes atomiques au moment de la Conférence de Potsdam, rendant inutile l'intervention soviétique au Japon, conforte encore ce sentiment d'invincibilité de la société et du gouvernement américains. Malgré quelques inquiétudes liées au retour à une économie de paix, vite dissipées d'ailleurs par les multiples accords bilatéraux signés avec les grands Etats d'Europe (Accords Blum Byrnes par exemple en France), l'économie américaine se reconvertit en un temps record pour fournir les produits nécessaires à la reconstruction des sociétés ravagées par 6 années de conflit.

## 2 Mais une URSS partenaire obligé en Europe

Cependant, les EU ne sont pas les seuls grands gagnants du conflit. **L'URSS a gagné un statut nouveau de grande puissance.** En effet, c'est elle qui pour l'essentiel a gagné la guerre en Europe (prise de Berlin), au prix d'une saignée énorme (20M de morts) et d'une résistance patriotique parfaitement organisée par Staline et le Parti Communiste. Le régime en sort renforcé et légitimé (Staline est devenu maréchal). Il s'impose à partir de 43 comme le partenaire majeur des EU dans la grande alliance contre le nazisme. Les EU livrent d'ailleurs du matériel militaire à leur

partenaire et finalement organisent le débarquement en France pour limiter l'ampleur de la victoire soviétique en Europe occidentale. Car l'URSS est également présente dans toute l'Europe de l'Est de Berlin à Riga et de Varsovie à Sofia. Elle a libéré l'ensemble de ces territoires et imposé des gouvernements de coalition dans lesquels les communistes occupent des postes clés (en Pologne, en Roumanie). Engagé à rétablir la démocratie à



Yalta, Staline en réalité veut satelliser les pays clés pour sa sécurité (Pologne, Bulgarie et Roumanie) avec l'accord tacite des EU que ces Etats n'intéressent guère (sauf la Pologne). L'armée russe en 1945 compte au moins 12M d'hommes dont beaucoup ont acquis une grande expérience du combat depuis 41-42 et qui est auréolée du prestige d'avoir défait l'armée allemande et renverser le régime nazi. Des généraux brillants sont à sa tête (Joukov, Koniev...) qui ont forgé leur doctrine du combat au cœur des affrontements.

Enfin, l'URSS dispose d'un atout considérable dans le nouveau monde qui se profile, c'est la présence des communistes dans l'ensemble des sociétés occidentales ou presque (très faible aux EU et au RU). En France, en Italie légitimés par leur rôle dans la Résistance, présents dans les gouvernements d'Union Nationale qui se constituent partout, les Partis communistes sont dans l'antichambre du pouvoir et constituent des relais sûres et obéissants de l'influence de Staline. Ainsi

Maurice Thorez en France Palmiro Togliatti en Italie rentrent dans leur pays respectif en 1944 après plusieurs années passées en Russie et seront de fidèles staliniens à la tête des PC locaux.

### 3 Ailleurs, espoirs et difficultés de la reconstruction

La Libération soulève bien évidemment une vague d'espoir partout en Europe, le nazisme et l'occupation détruits, les sociétés tentent de se reconstruire en tenant compte de l'expérience des années 30. De nouvelles élites politiques issues de la Résistance prennent les rênes du pouvoir. Assez diverses, ces élites ont pourtant en commun la volonté de construire une société plus juste et démocratique. Partout, l'exemple anglais de **Welfare State**, élaboré en pleine guerre par Lord Beveridge dès 42 et l'expérience américaine de New Deal, enfin les thèses de l'économiste britannique Keynes constituent les nouveaux points de repères des gouvernements. La faillite du capitalisme autorégulé des années 20, les troubles sociaux et politiques qui s'en suivirent font peser la balance dans le sens de l'expérimentation proposée par Keynes d'un capitalisme régulé par les interventions de l'Etat dans le domaine budgétaire et monétaire. Enfin, le poids nouveau des classes ouvrières et des Partis communistes dans de nombreux pays poussent également à l'élaboration d'un nouveau contrat social. Incapables de résister parce que souvent déconsidérés par leur rôle dans la Collaboration ou le fascisme, les bourgeoisies elles-même se rangent ou sont contraintes de se ranger, à ces solutions nouvelles. Ainsi, en France, ce sont les ouvriers eux-mêmes qui imposent à l'Etat la nationalisation du fleuron de l'industrie française, l'entreprise Renault en 1944 avant même que celui-ci ne conduise une vaste opérations de nationalisations.

Il s'agit bien sur d'une incroyable revanche pour les portions les plus méprisées des sociétés occidentales, en particulier en France ou en Italie, mais en même temps ce nouveau contrat social fonde des sociétés plus solides et unies qu'elles ne l'avaient jamais été et jette les bases d'une reconstruction rapide. Le consensus dans les élites repose également sur la crainte qu'une situation révolutionnaire ne profite à l'URSS, c'est en particulier une vive inquiétude chez Truman qui veut à tout prix que l'Europe se reconstruise rapidement et s'unisse face à ce qu'il perçoit comme le danger communiste.

Les résultats ne se font pas attendre, forts de leur immense capacité financière et productive, les EU partout se proposent pour redresser les économies mises à mal ou totalement dévastées par la guerre et l'occupation (France, Allemagne, Japon, Italie...). En mars 1947, alors que les nuages s'amoncellent dans les relations entre les 2 Grands, notamment en Pologne et en Grèce, Truman annonce un changement de stratégie baptisée «**containment**», **endiguement**. Il s'agit de fournir aux Etats qui le souhaitent les moyens de résister à la subversion soviétique, notamment économiques et militaires. Truman est persuadé que c'est le terreau de la misère qui permet à l'URSS de gagner des partisans. C'est un tournant majeur considéré comme une déclaration de guerre par l'URSS. Pour la première fois depuis la victoire de 1945, les EU publiquement accusent l'URSS d'être une puissance totalitaire aux visées hégémoniques. Dans les semaines qui suivent, le Secrétaire d'Etat **Georges Marshall** propose donc aux Etats européens un plan de financement de leur reconstruction (doc ci-dessus). La constitution des blocs est en marche et les EU imposent pour longtemps leur domination et leur modèle économique à l'ensemble de l'Europe de l'Ouest, mais celle-ci y gagne un essor rapide sous l'aile protectrice de l'allié américain.



## **B La grande croissance et son impact sur les sociétés dans les années 50 et 60**

### **1 Une reconstruction difficile dans un cadre totalement nouveau**

Les Etats-Unis forts de leur avance économique et de leur dollar imposent à Bretton Woods dès 1944, malgré les critiques de Keynes, un **nouveau système monétaire international** : toutes les monnaies sont définies en dollar et seul le dollar est défini en or, ce qui permet d'avoir des parités fixes entre les monnaies. De fait, le dollar devient la monnaie des échanges internationaux et les Américains s'engagent à en maintenir la valeur réelle en or (35 \$ = 1 once d'or). Un FMI (Fonds Monétaire International) est chargé de contrôler les parités et d'accorder des crédits aux Etats membres de l'ONU. Enfin, une BIRD (Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement) se charge de financer la reconstruction des Etats. Le système nouveau est parachevé par la signature des Accords sur les Tarifs Douaniers en 1947 (GATT) par une vingtaine d'Etats qui s'engagent à diminuer leurs taxes sur les produits importés. L'ensemble de ces mesures assurent la **domination des EU sur l'économie du monde** et pose les fondements d'une économie monde unifiée.

Pourtant en 1947, il reste encore beaucoup à faire dans les Etats ravagés par la guerre. En



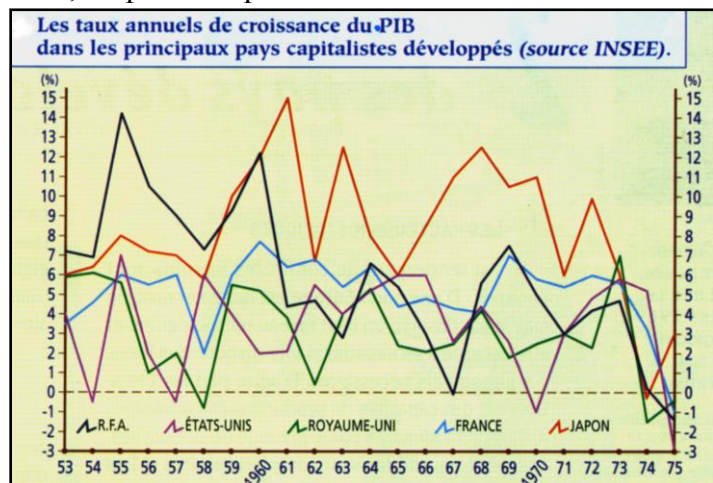
Allemagne, au Japon, en Pologne, dans l'ouest de la France, beaucoup d'habitants vivent encore au milieu des ruines (ville de Tours détruite en 1945, ci-contre). Le ravitaillement reste difficile pour les habitants de ces cités. En France par exemple, le rationnement du pain et du charbon ne disparaît qu'en février 1949 et cette même année, la production retrouve son niveau de celle de 1938. Dans les autres pays, la situation est équivalente et parfois même pire lorsque la guerre civile

succède à la guerre mondiale comme en Chine ou en Corée. Cependant, l'impact du Plan Marshall en Europe ou des aides américaines pour le Japon est réel et rapide, mais les besoins sont énormes dans tous les domaines : villes à reconstruire, réseaux routiers et ferroviaires, canaux et ports, industries...

La plupart des Etats ne retrouvent leur niveau de production d'avant-guerre qu'à partir de 1950, mais certains comme l'Italie ne décollent vraiment qu'à partir des années 60. En tout cas, il est certain que ce contexte nouveau d'une économie stable derrière les Etats-Unis pose les fondements d'un développement rapide et sans précédent des économies occidentales.

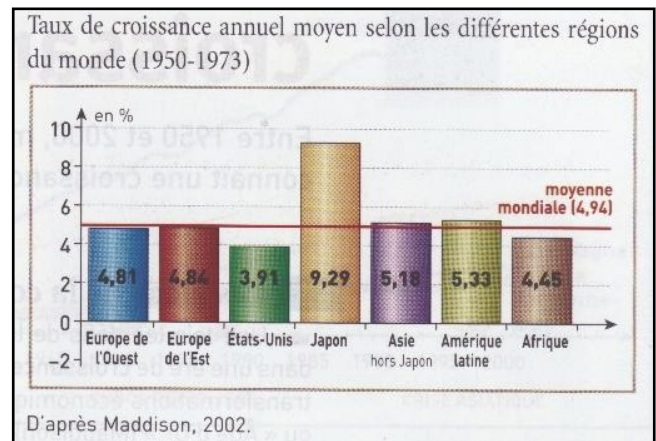
### **2 La grande croissance de «l'âge d'or»**

Comme le montre le document ci-dessous, la période qui s'ouvre au début des années 50 marque un tournant économique majeur dans l'histoire des sociétés, en particulier occidentales. La croissance économique atteint des niveaux jamais entrevus jusque là et sur une période de temps relativement longue, sauf pour certains pays comme les EU ou le RU qui connaissent parfois des accidents de parcours sérieux. Cette période de temps s'étire du début des années 50 à 1974 date à laquelle les courbes plongent pour l'ensemble des pays (bien que certains comme le Japon voient leur croissance repartir presque aussitôt). Cependant, les niveaux de croissance sont assez divers si l'on regarde attentivement le document et les rythmes



sont parfois très irréguliers. Au sommet du classement se trouvent les deux grands perdants de la guerre (ce qui n'est pas un hasard) : Japon et RFA jusqu'en 1961, la RFA atteint des niveaux très élevés compris entre 7% et 14%, puis sa croissance se tasse, ne dépassant plus les 6% et tombant parfois comme en 67 jusqu'à 0%. Rien de tel au Japon où la croissance plus limitée jusqu'en 58, décolle ensuite pour atteindre régulièrement des niveaux supérieurs à 12 voire 14% jusqu'en 73. Jamais tout au long des années 60, le Japon ne passe sous la barre des 6% de croissance annuelle !

Les autres Etats sont loin derrière, en particulier les EU et le RU dont les courbes sont assez proches pendant toute la période. Leur niveau ne dépasse guère les 6% et situe même le plus souvent plus près des 3%. Sur la période les EU ont une croissance moyenne annuelle de 3,91% soit moins que la moyenne mondiale de 4,94%. Idem pour le RU, dont l'économie à beaucoup de difficultés à sortir de l'industrie traditionnelle et surtout à résister à la concurrence allemande ou japonaise. La France, elle, se situe entre ces deux extrêmes avec une croissance moyenne annuelle autour de 5%, plus régulière et continue qu'ailleurs. Qu'en est-il justement ailleurs que dans le bloc occidental ?



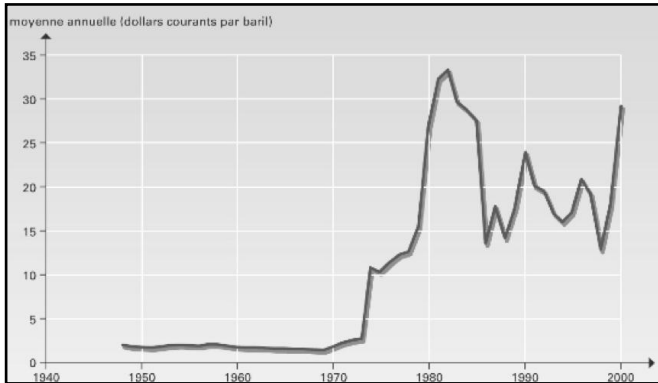
Le document ci-contre montre que la croissance est générale et même plutôt plus forte ailleurs sauf en Afrique. Le bloc concurrent connaît lui aussi une forte croissance économique, mais sur des bases bien différentes et qui ne déboucheront nullement sur la société de consommation qui se construit pendant cette période en Europe et au Japon.

**Quels sont les facteurs qui peuvent expliquer ces différences ?** On a vu qu'un système nouveau plus stable (l'Etat-Providence, les politiques keynésiennes, la stabilité monétaire) se mettait en place dans tout l'Occident et au Japon. Cependant, des éléments spécifiques sont également intervenus dans chaque société qui peuvent contribuer à expliquer les spécificités de la croissance (rythmes, niveaux). Ainsi pour les EU, il est clair que ceux-ci ont connu une croissance moindre car leur avance était telle en 45-50, qu'ils ne pouvaient que reculer devant la montée de leurs partenaires concurrents : la richesse nationale par tête était 2 fois plus forte en 50 et seulement 1/3 plus forte en 1970 que celles de la France ou de l'Allemagne de l'Ouest. D'autre part, leur monnaie va progressivement leur échapper et se déprécier ce qui aura un impact important sur leur économie dans les années 60, de même que les dépenses liées à la guerre du Vietnam (140 milliards de \$). A l'inverse, le Japon et la RFA bénéficient d'investissements très importants de l'allié américain, car ils constituent la ligne de front de la Guerre Froide en même temps que des vitrines du capitalisme. Les Américains y sont présents en masse (bases militaires, entreprises...) et encouragent une reconstruction rapide des grands groupes industriels qui existaient avant-guerre. Ceux-ci appuyés sur un Etat solide et une élite conservatrice et anticommuniste qui tient fermement le pouvoir, développent des stratégies progressives d'internationalisation qui porteront leurs fruits dès les années 60. La France enfin, forme un cas spécifique d'une société où l'Etat joue le rôle clé, impulsant l'économie par la planification, la création de grands groupes (Elf, Aérospatiale...) et une croissance plus maîtrisée. Plus autonome par rapport aux EU à partir des années 60, elle veille jalousement sur ses intérêts nationaux et limite l'internationalisation de son économie.

A l'échelle mondiale cependant, il faut **relativiser cette croissance générale** : la société d'abondance sur laquelle débouche la grande croissance dans les années 60 n'est une réalité que pour les occidentaux et japonais. Ailleurs, les sociétés sortent à peine du monde traditionnel (en Afrique, Amérique Latine, Asie) ou bien ne parviennent pas à s'assurer l'abondance matérielle dans le bloc soviétique, car elles privilégient l'industrie lourde, nerf de la Guerre Froide.

Il ne faut pas, enfin, négliger d'autres facteurs qui ont joué un rôle important à l'échelle de l'ensemble des pays du bloc occidental : c'est **l'impact de la Guerre Froide** (crédits militaires,

recherche et développement, commandes aux entreprises...) et le **prix dérisoire de l'énergie** jusqu'en 1973 (cf doc ci-contre). Les Occidentaux ont donc bénéficié d'un contexte tout-à-fait



exceptionnel, mais ils finirent par croire comme les économistes et les expert de l'ONU que cette croissance se poursuivrait éternellement : «*il n'y a aucune raison particulière de douter que les tendances de fond de la croissance au début des années et au milieu des années 70 ne resteront pas largement ce qu'elles étaient dans les années 60*» promettait un rapport de l'ONU publié en 1972 !

### 3 Naissance de la société de consommation : jouissance et désillusions des années 60

Les années 60 constituent à la fois l'**apogée de «l'âge d'or»** et le **tournant critique** principal du XX<sup>e</sup>s. Pendant que les médias inondent la population de leurs messages publicitaires et que les sociétés découvrent les joies de l'hypermarché et de la vie automobile, la jeunesse s'émancipe de ses aînés dont elle remet en cause toutes les passions, croyances et modes de vie, tandis que les intellectuels fournissent les armes de ce qui sera la grande révolution culturelle des années 68-75 : Herbert Marcuse et son *Homme unidimensionnel*, Guy Debord et sa *Société du spectacle*, Sartre et son journal *La cause du peuple...* tous marxistes.

Les années 60 sont d'abord caractérisés par le **plein-emploi**, une société dans laquelle le chômage n'existe pas (1,5% en moyenne en Europe occidentale pendant les années 60). En même temps, les revenus grâce à la croissance économique, à l'Etat-Providence et au fordisme généralisé croissent dans des proportions inconnues jusqu'alors : l'enrichissement bien qu'inégal est général. Les enfants du baby boom vivent donc infiniment mieux que leurs parents et peuvent espérer qu'il en sera de même pour leur propres enfants.

Des transformations majeures se déroulent également qui auront un impact à long terme sur les sociétés et les individus. D'abord le **recul de la paysannerie**. Partout, elle disparaît en tant que groupe principal de la population active et en même temps comme composante majeure de la culture. En Espagne et au Portugal, pourtant parmi les Etats les plus pauvres d'Europe, les paysans représentaient encore 50% de la population au sortir de la guerre, au début des années 80 ils ne sont plus que 14,5 en Espagne et 17,6% au Portugal. En Amérique latine, en Afrique du Nord un phénomène d'ampleur identique se déroule dans bien des Etats (Mexique, Colombie, Tunisie...). Cet exode s'explique essentiellement par une industrialisation massive des pratiques agricoles (machines, engrais, pesticides) qui conduit à une réduction formidable de la main d'oeuvre en même temps qu'à une productivité décuplée. Bien évidemment, ce fut l'Occident capitaliste qui connut la **Révolution agricole** la plus forte et efficace, mais les mêmes techniques furent



appliquées et parfois avec succès en Inde, au Brésil ou en Indonésie (la Révolution Verte). A long terme, cependant, ces Révolutions devaient avoir un impact négatif à la fois sur la qualité des produits et donc de l'alimentation humaine, mais également sur l'environnement, mais dans les années 50 et 60 l'accès à une nourriture abondante et diversifiée semblaient à tous une bénédiction.

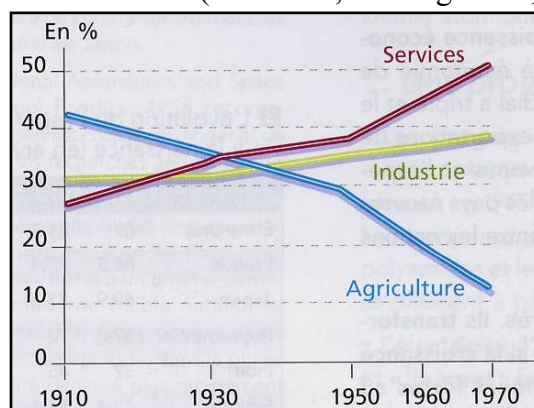
Cette *Fin des paysans* (titre du livre du sociologue Henri Mendras publié en 1967)

entraîne l'apparition d'une nouvelle société essentiellement urbaine. L'**urbanisation** de cette époque est elle aussi sans précédent. Les sociétés occidentales deviennent dès le début des années 70 des sociétés d'urbains à plus de 70% et l'on voit apparaître dans les pays du Tiers Monde les

premières méga-villes comme Mexico, Bombay ou Sao Paulo. En Occident et au Japon, ces villes s'étalent au rythme du développement de la voiture, car les années 60 sont en effet marquées par l'apparition de la **civilisation automobile**. Celle-ci entraîne le déclin des transports collectifs et l'adoption généralisée du mode de vie suburbain qui s'accompagne de l'essor du supermarché (photo ci-dessus du premier Carrefour ouvert en banlieue parisienne en 1963).

En fait, il s'agit d'une **industrialisation de tous les aspects de la vie des hommes** : l'habitat, l'alimentation, le déplacement, les loisirs et bien sur le travail. En effet, «*la fin des paysans*», du moins en Occident, marque également l'entrée des sociétés dans l'ère du salariat. Ces nouveaux urbains logés dans les grandes barres d'immeubles de France et d'Italie, ou dans les zones pavillonnaires de Los Angeles ou de Munich travaillent dorénavant comme employés de l'industrie et surtout du secteur tertiaire dont les effectifs explosent pendant cette période (cf graphique ci-contre de la répartition de la population active pour les pays de l'OCDE). Ce sont les besoins nouveaux de ces sociétés (santé, loisirs, commerces) et l'essor de l'Etat (éducation, aménagement, santé...) qui expliquent la croissance forte du secteur des services.

En effet la société des années 60 est déjà **une société tertiaire en Occident**, l'industrie reste puissante, mais a entamé son déclin en particulier dans ses secteurs traditionnels de la sidérurgie ou de la mine. Mais, c'est l'apogée de l'industrie automobile qui constitue le véritable baromètre de la santé des économies développées. Les ménages s'équipent en effet de véhicules dont les constructeurs multiplient les modèles pour toutes les bourses. Avec l'explosion du crédit, il devient possible pour une famille d'ouvrier de disposer



de sa propre voiture. La voiture jusque là réservée aux riches devient un bien indispensable pour le travail, les loisirs, très vite assimilée à la liberté et à l'ascension sociale.

**L'autre machine dont la possession devient courante au cours des années 60 est la télévision.** Comme la voiture, son impact est considérable sur la société : elle contribue à forger une culture de masse, diffuse des modèles culturels et transforme la vie familiale. Plus généralement, c'est la vie toute entière des individus et des familles qui est envahie par les objets et les machines : fer à repasser, robot ménager, radio, aspirateur, réfrigérateur, machine à laver, tourne-disque... viennent remplacer les domestiques, soulager le travail des femmes ou se substituer aux antiques modes de divertissement.

Cet essor de l'esprit de jouissance matérialiste s'accompagne pourtant d'un immense progrès

de l'alphabétisation et du savoir. Presque toutes sociétés vainquent définitivement l'analphabétisme dans les années 60 à l'exception des pays d'Afrique subsaharienne ou de l'Afghanistan. L'enseignement supérieur également se développe comme jamais. Toute une partie de la société accède dorénavant à l'université à tel point que les étudiants de la fin des années 60 deviennent une véritable force politique et sociale.

Mais ces évolutions très fortes et souvent très rapides, en particulier pour les générations ayant connu la seconde guerre voire la première, créées **des heurts au sein des sociétés et font surgir des inquiétudes nouvelles**. Par exemple, le rôle nouveau des femmes dans le salariat ou les revendications d'autonomie et d'égalité portées par les féministes inquiètent les Eglises et les sociétés essentiellement dominées par les hommes. De même, l'émergence d'une jeunesse

Ce mouvement a été créé par les étudiants de Nanterre à la suite des événements du 22 mars 1968. Son leader est Daniel Cohn-Bendit

LES CHEFS qui depuis le 13 mai 1958 sont à la tête des armées françaises ont formé un gouvernement. Ce gouvernement alléguant notre défaite s'est mis en rapport avec les chefs de l'OAS pour nous faire cesser le combat.

Certes, nous avons été submergés par les forces mécaniques, terrestres, aériennes et hertziennes de l'ennemi. Infiniment plus que leur nombre et leur matériel, c'est le martèlement des bottes sur les écrans de télévision et l'intoxication massive de la presse et des radios qui nous font reculer.

[...] Mais le dernier mot est-il dit ? L'espérance doit-elle disparaître ? Le recul est-il définitif ? Non.

Nous qui vous parlons en connaissance de cause, nous vous disons que rien n'est perdu pour la révolution.

Nous avons encore de nombreux moyens de faire venir un jour la victoire car les étudiants ne sont pas seuls, ils ont l'ensemble de la classe ouvrière avec eux. Ils peuvent faire bloc avec elle pour tenir et continuer la lutte. [...]

Cette révolution n'est pas limitée à notre pays. Cette révolution n'est pas tranchée par les journées de mai. Cette révolution est une révolution mondiale.

[...] Le Mouvement du 22 mars invite tous les révolutionnaires qui se trouvent en territoire français ou qui viendraient à s'y trouver avec leurs armes ou sans leurs armes, travailleurs et étudiants, à s'organiser.

Mouvement du 22 mars, « Appel du 18 juin 1968 », cité dans Claude FOHLEN, *Mai 68, révolution ou psychodrame*, PUF, 1973.

turbulente et contestataire provoque incompréhensions et rejet. Cette génération est profondément marquée par la Guerre Froide (guerre du Vietnam) et la décolonisation (Guerre d'Algérie). Rêvant parfois de Résistance comme ses aînés (cf parodie de l'appel de de Gaulle, ci-dessus) et influencée par les maîtres à penser marxistes comme Althusser, Marcuse ou Sartre, elle rêve d'une société plus juste, moins hiérarchisée. La dénonciation du «métro, boulot, dodo» ou les rêves communautaires des hippies (peace & love) apparaissent très choquant au yeux d'une grande partie des sociétés. Leur discours révolutionnaire inquiètent également lorsqu'en 1968 des troubles éclatent dans de nombreuses universités d'Europe ou des Amériques. Le radicalisme d'une partie de cette jeunesse, les discours anticapitaliste, libertaire et souvent anti-consumériste révèlent en réalité un **besoin d'affirmation des enfants de ces classes moyennes** en plein essor (cf photo ci-contre d'Henri Cartier-Bresson à Paris en mai 68), mais qui manquent de perspectives dans une société qui leur paraît étouffante et où leur destin semble tout tracé (travail, mariage, voiture, télé). Il s'agit bien d'une volonté de fuite comme le montreront dans les années qui suivront le développement de la



consommation de drogues (LSD, héroïne) ou le départ des routards vers l'Asie ou le Maroc.

En 1972, alors que les prémices de la crise sont déjà, que les Black Panthers jettent leurs derniers forces dans la bataille aux EU et que les combats de l'extrême gauche basculent dans les attentats en Italie ou en Allemagne, un groupe de savants publie un rapport baptisé *The limits to growth* (les limites à la croissance - Rapport Meadows) dans lequel **pour la première fois la religion de la croissance est remise en cause** et le

constat de la destruction de l'environnement établi. Un an plus tard, les prix du pétrole flambaient et le monde entraît dans une crise d'un genre nouveau : **l'âge d'or était bien fini.**

## **C Sociétés en mutation 1970-2000**

### **1 Crise et mutations des années 70**

*Comment comprendre le basculement du monde dans une crise nouvelle de grande ampleur alors même que tous les experts prévoient une continuation de l'âge d'or ?*

Au cours des années 60, la **Révolution agricole** et le fordisme s'étaient finalement imposés. Les sociétés d'Occident et en partie celles du Tiers Monde et de l'Est, jouissaient d'un bien être sans précédent. A l'Ouest, on commençait à accumuler les biens que produisaient des industries de plus en plus mécanisées et on consommait des services de plus en plus diversifiés et complexes. Mais, imperceptiblement depuis 45, puis avec plus de force dans les années 60 et 70, ces biens et ces services se trouvaient mondialisés. La concurrence internationale se faisait donc plus vive avec l'essor du libre-échange (notamment au sein de la CEE et entre les partenaires de l'OCDE). La montée du commerce international et des IDE (l'investissement direct désigne l'opération d'investissement effectuée par un investisseur résident d'une économie dans une entreprise située dans un autre pays) est le second aspect de cette économie de plus en plus transnationale. Les **Firmes Transnationales (FTN)** s'affirment alors comme des acteurs majeurs. Elles assurent une bonne part du commerce mondial par leurs filiales et s'émancipent de l'Etat-Nation, qu'elles voient plutôt comme un obstacle (frontières, taxes). Ainsi, le processus de fabrication commence déjà à devenir transnational. Cette évolution est bien sur rendue possible par un certain nombre d'innovations technologiques dans les transports (conteneurs, avion gros porteurs) et les télécoms (ordinateur, téléphone à bas coût) et provoque l'essor et la multiplication des micro-Etats comme Singapour, les paradis fiscaux ou le Koweït qui détiennent des centres off-shore proposant leurs services à l'économie mondialisée et en particulier aux FTN.

En effet, les progrès techniques (le conteneur, le téléphone) diminuaient fortement les coûts de transport et poussaient les industries à se relocaliser dans les pays du Tiers Monde en plein essor (Mexique, Brésil, Corée du Sud). Ensuite, le travail lui-même baissait dans de nombreuses branches industrielles (automobile, textile) du fait de la robotisation toujours plus grande. Là où le système avait été capable d'absorber ces évolutions pendant les Trente Glorieuses, il le pouvait de moins en moins depuis la fin des années 60. Les marchés de consommation étaient de plus en plus saturés en Occident et l'Est et Tiers Monde étaient en grande partie fermés à l'expansion capitaliste ou incapables d'absorber tous ces produits.

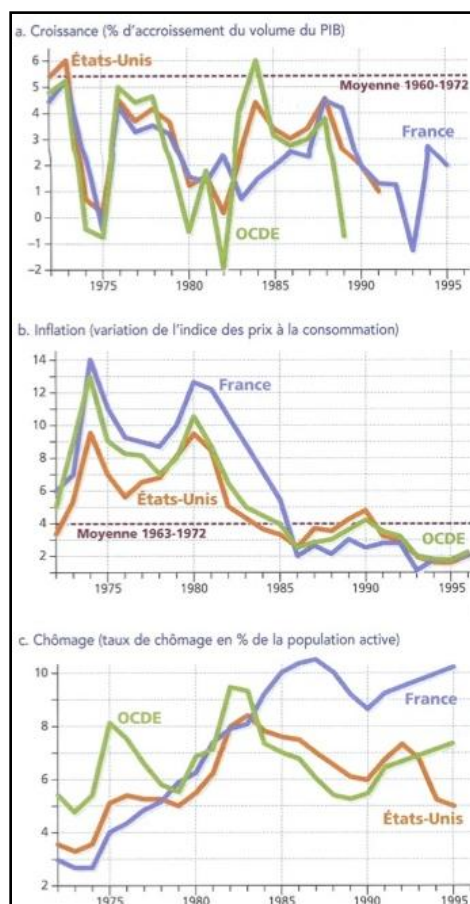
L'inflation est également renforcée par les dépenses militaires des EU au Vietnam et surtout par la masse des euro\$ s'accumulant à la City (14md de \$ en 64 et 160mds en 73). Ces masses de \$ servent pour des prêts à court terme. En août 1971, la convertibilité du \$ en or est suspendue puis définitivement abandonnée en 76. A partir de 71 donc, le crédit ne repose plus sur la confiance et l'or mais seulement sur la confiance. Cela signifie la fin de la stabilité monétaire et du système de Bretton Woods. Rapidement, la finance échappera à tout contrôle des Etats lorsque les pétro\$ s'ajouteront aux euro\$ après 73.

En fait, le monde entre dans une nouvelle phase du capitalisme, sa mondialisation et sa financiarisation, mais sans en avoir encore pleinement conscience. De nouvelles puissances économiques émergent en particulier le Japon, qui viennent concurrencer les industries traditionnelles de l'Occident : sidérurgie, pétrochimie, chantiers navals (la fermeture des mines s'accéléraient partout depuis le début des 60's dans la Ruhr, en France, au RU et aux EU).

En plus de ces évolutions structurelles du capitalisme (désindustrialisation, saturation des marchés, internationalisation), des événements politiques allaient précipiter la débâcle et pousser le monde vers une grave récession en 1974-75. Le 17 octobre 1973, les pays membres de l'OPEP annoncent en pleine Guerre du Kippour (qui oppose Israël à ses voisins arabes) un embargo sur les livraisons de pétrole aux Etats qui soutiennent Israël. L'annonce fait l'effet d'une bombe, car elle s'accompagne d'une réduction de la production. La panique s'empare des marchés et les prix s'envolent passant en quelques semaines de moins de 3\$ à plus de 12\$ le baril. Ce coup de force conduit les Etats occidentaux à modérer leur soutien à Israël et en mars, le président égyptien Sadate obtient le retrait de l'embargo. L'année suivante, le Roi d'Arabie Saoudite Fayçal à la pointe de la contestation est assassiné...

Surtout, les économies occidentales totalement dépendantes du Golfe pour leur énergie sont touchées de plein fouet : en un an, la croissance s'effondrait presque partout et le chômage refaisait son apparition du moins dans les pays européens et aux Etats-Unis, la production mondiale reculait de 10% et le commerce internationale de 13%. Mais comme le montre le document statistique ci-contre, la récession fut momentanée et la crise nullement comparable à la grande Crise des années 30. Des phénomènes entièrement nouveaux et difficiles à expliquer pour les économistes de l'époque se produisirent même.

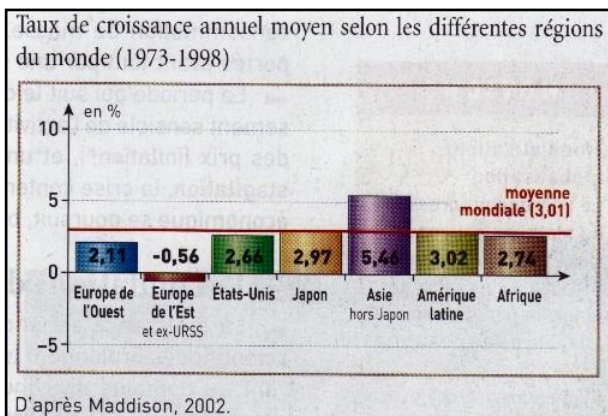
D'abord, la croissance reprit assez vite dès 75 pour atteindre des niveaux encore élevés (entre 3 et 5% par an) jusqu'au second choc pétrolier de 79-80, puis dès le début des années 80 (à l'exception de la France), la croissance redevenait forte jusqu'en 90. Cependant, comme le montre le graphique, cette croissance dorénavant n'avait plus rien à voir avec celle de l'âge d'or (à l'exception du Japon qui continua d'avoir une forte croissance jusqu'au cœur des années 80). **L'inflation** fut une seconde caractéristique intrigante de cette «crise» pour les économistes. Elle explosa littéralement du fait des désordres monétaires





occasionnés par les taux de change flottant, puis par la hausse des prix des matières premières et enfin du pétrole. Comme on le voit sur le graphique, elle dépassa largement les 10% dans l'OCDE et même atteint 14 et 12% en France pendant les 2 chocs pétroliers de 74 et 80. Ce n'est qu'à partir du début des années 80 qu'elle diminua fortement pour être définitivement ramenée à un niveau inférieur à celui des Trente Glorieuses après 85. Plus attendue, fut la montée forte et régulière du chômage jusqu'au début des années 80 et même jusqu'en 87 pour la France. Celui-ci atteint des niveaux inconnus depuis les années 30 aux EU, au RU et dans l'ensemble de l'OCDE en général, mais ce fut la France qui connut la pire situation parmi les pays développés avec un nombre de chômeurs supérieur selon les chiffres du gouvernement à 3,160M en 1996 soit plus de 12% de la population active. Les économistes pris au dépourvu par cette «crise» singulière forgèrent le terme de **stagflation** pour caractériser ce qu'ils voyaient se dérouler sous leurs yeux et bientôt prirent conscience de l'aspect exceptionnel de «l'âge d'or» que le monde avait connu depuis 1945 (Jean Fourastié forge le concept de Trente Glorieuses en 1979, dans un ouvrage baptisé *La révolution invisible*).

Pourtant, comme le montre le tableau ci-dessus, l'Occident n'est pas la seule à connaître des changements économiques profonds, l'Europe de l'Est et l'Afrique sont également touchés sur un rythme différents (plutôt à partir de la fin des années 70) et traversent dans les années 80, une période noire où la population s'appauvrit et où resurgit disette (en URSS) et famine en Afrique (Ethiopie). Seule l'Asie reste en dehors de ces bouleversements et certains pays comme la Corée, Taïwan sortent même du Tiers Monde dans le sillage de la puissance japonaise.



Les sociétés occidentales travaillées par le chômage et le retour de l'incertitude, confrontées à la désindustrialisation et à la crise des centre-villes traversent une période noire : conflits politiques en Italie (Années de plomb) et en France, attentats de l'extrême gauche en Allemagne, émergence du mouvement punk (le No Future des Sex Pistols) et montée des gangs et du trafic de drogue aux EU. Les classes moyennes inquiètes se tournent vers de nouveaux discours, ce sera le grand retour du libéralisme et du nationalisme.

## 2 Nouvel esprit du capitalisme : la décennie néolibérale

A l'aube des années 80, l'Europe et les EU sont en piètre état. Des pans entiers de leur industrie (sidérurgie, automobile, mines, chantiers naval, textile) sont en crise, des régions autrefois puissantes souffrent d'un chômage de masse (Grands Lacs aux EU, Pays Noirs britannique, français ou belge, Ruhr) et des grandes villes se vident de leurs habitants (New York, Detroit, Liverpool...). Les recettes du keynésianisme, les politiques de stop & go pour relancer la consommation et la production échouent, tandis que le chômage progresse et que les Etats sont de plus en plus en difficulté pour financer la protection sociale. Un nouveau discours devient de plus en plus audible, celui des libéraux qui depuis la guerre dénonçait l'Etat-Providence comme un Etat socialiste et le keynésianisme comme une trahison du libéralisme. Cette *route de la servitude* (selon le titre du livre de l'économiste libéral Hayek publié en 1944) pouvait enfin prendre fin. Depuis les années 50, en effet, de puissants lobbies d'abord essentiellement anglais et américains comme les cercles de réflexion : Société du Mont Pélerin fondée en 1947 par Hayek ou Institute of Economic Affairs en 55, diffusaient les thèses des anti-keynésiens. Mais leur audience restait limitée y compris dans les cercles dirigeants. **L'échec des politiques de relance des années 70 et les difficultés de l'Etat-Providence leur donnent un poids nouveau surtout en Grande Bretagne et aux Etats-Unis** où une bonne partie des élites intellectuelles et politiques se rallie aux idées néolibérales de Hayek et Friedman. Ceux-ci soutiennent des politiciens conservateurs qui ont pris conscience que ce nouveau discours sur la liberté d'entreprendre, le fardeau des pauvres, la lutte contre les syndicats et

finalement le démantèlement de l'Etat-Providence peut leur rapporter des voix chez les électeurs modérés des classes moyennes.

C'est le Royaume-Uni qui le premier dès 79 élit un Premier Ministre conservateur et néolibéral : Margaret Thatcher. Puis, l'année suivante, les Américains choisissent de voter en masse pour Ronald Reagan et son slogan «America's back». Cet ancien acteur de série B, ancien gouverneur de la Californie et anticommuniste fanatique veut incarner le retour de l'Amérique à ses valeurs traditionnelles, c'est-à-dire celles d'avant les années 60 et même d'avant le New Deal. Il proclame que «l'Etat n'est pas la solution aux problèmes, parce qu'il est le problème» et **met en oeuvre les politiques néolibérales** recommandées par ses conseillers. En moins de 5 ans, ces deux acteurs politiques (cf photo) vont totalement bouleverser le compromis établi en 1945 et renouer avec le marché autorégulé. Ils vont également parvenir à diffuser leurs solutions à l'ensemble des sociétés occidentales dans un premier temps, puis avec la défaite de l'URSS au reste du monde. Au RU, chantre de l'Etat-Providence, le tournant est brutal, car M Thatcher doit défaire un système puissant, soutenu notamment par les syndicats qui possédaient un droit de regard sur l'embauche et les licenciements. Aux EU, l'Etat-Providence avait toujours été plus faible et contesté et concernait surtout les minorités. Dans les 2 cas, la guerre (Froide pour les EU, celle des Malouines contre l'Argentine pour le RU) va servir également de toile de fond aux changements.



Ces solutions tournent autour de 2 thématiques principales : démantèlement de l'Etat-Providence et libéralisation des marchés. Dès les années 70, de nouvelles mesures économiques avaient été mises en place pour lutter contre l'inflation et les déficits de l'Etat (mesures de rigueur comme en France), mais c'est un nouvel esprit qui préside au tournant des années 80. Car au-delà de solutions néolibérales, il s'agit surtout d'une réhabilitation, celle de l'argent et du profit. Il y a d'abord une déréglementation : suppression des réglementations protégeant salariés et consommateurs considérées comme une entrave à la liberté (droit du travail : salaire minimum, durée du travail, heures sup ; droit commercial...), démantèlement des obstacles aux flux de capitaux et «big bang» financier qui permettra à la City de s'imposer comme la principale place financière avec New York. Enfin privatisations : il s'agit d'étendre le marché à de nouveaux secteurs : santé, éducation, transports.... Ces 2 mesures visent à réduire le rôle de l'Etat dans l'économie et donc à amplifier celui des acteurs privés. Elle s'accompagne de la baisse des fonctionnaires et des prélèvements obligatoires sur les salaires, voire des impôts sur les riches. Ce **plan d'ajustement structurel** (PAS) conduit bien sur à des conflits graves au RU où l'Etat-Providence était puissant. Des grèves secouent le pays (mineurs) pendant les années 84-85 et conduisent à la liquidation de l'industrie ancienne et avec elle, des grands syndicats ouvriers. La lutte contre l'inflation et la stabilité monétaire et budgétaire deviennent les objectifs principaux des politiques publiques. Impressionnés par le «courage» de la «Dame de Fer», les élites occidentales et une grande partie des médias adoptent le point de vue néolibéral et se font désormais les chantres de ces politiques. En France dès 83-84, en Allemagne, en Espagne, mais également dans les Etats du Tiers-Monde touchés par les problèmes de la dette et au bord de la faillite (Mexique, Venezuela...), le FMI et la Banque Mondiale imposent ces PAS contre l'étalement du remboursement de la dette et de nouveaux crédits. En quelques années, c'est tout le monde occidental et sa périphérie du Sud qui abandonnent 50 ans de compromis keynésien.

**Les classes moyennes et les élites de l'Occident réalisent la synthèse paradoxale des idées libérales et libertaires des courants contestataires des années 60.** Le nouveau capitalisme qui sort de la décennie se veut ouvert à l'individu et à ses initiatives, anti-hiérarchie et même durable lorsque l'idéologie du développement durable s'impose au début des années 90. Une génération entière ou presque forgée dans les combats de 68 se retrouve maintenant dans les discours

reaganiens (Jerry Rubin aux EU, l'inventeur du slogan do it !), ou bien une partie de la Gauche en France derrière la figure de l'entrepreneur-repreneur Bernard Tapie (ministre de François Mitterrand en 1992).

### 3 des sociétés et des économies mondialisées dans les années 90

La chute du bloc soviétique entre 1989 et 1991, ouvre des perspectives nouvelles aux grands acteurs du capitalisme, Etats et FTN. Il faut organiser **la transition vers les démocraties de marché** à l'Est et dans les pays satellites du bloc dans le Tiers Monde. Les économistes et experts libéraux anglo-saxons de la Banque Mondiale et du FMI partent alors dans toutes ces régions conseiller les nouveaux dirigeants. En quelques années, ils imposent aux sociétés un bouleversement complet de leurs valeurs et de leur système : la Roumanie, la Bulgarie perdent 30% de leur PIB entre 1988 et 1992, la Pologne plus de 20% et la Russie voit son économie s'effondrer totalement. Fonctionnaires, ouvriers, retraités sont les plus touchés par la disparition du socialisme qui les laisse sans pensions, ou au chômage et sans sécurité sociale. Cependant, l'Asie connaît au contraire une croissance prodigieuse pendant cette même période (à l'exception du Japon), en particulier la Chine et les Dragons du Sud-Est comme la Thaïlande, la Malaisie ou l'Indonésie. Ceux-ci ouvrent largement leurs frontières aux investissements des FTN sous la forme de Zones Economiques Spéciales, tandis que les Etats encore largement autoritaires interdisent tout mouvement sociaux. L'Afrique et l'Amérique latine connaissent elles des situations plus contrastées. La fin de la Guerre Froide et l'application des PAS déstabilisent les sociétés ce qui provoquent de nouveaux conflits (en Afrique Centrale en particulier - Rwanda, Zaïre - en Colombie, Pérou, Haïti).

Mais dans l'ensemble la **décennie 90 est une période euphorique**, en particulier pour les Etats-Unis et les pays émergents d'Asie et d'Amérique. Libre-échange et mondialisation, bonne gouvernance et développement durable sont promus dans une série de sommets (à Rio en 1992, à Kyoto en 97...) et le Gatt se transforme en une véritable organisation chargée de contrôler et

Compagnie /étiquette	Usines en Chine	Salaire horaire	Heures par semaine	Conditions de travail
Ralph Lauren, Ellen Tracy, Linda Allard	Iris Fashions	0,20 \$	De 72 à 80, périodes de 12 à 15 heures ; 6 jours/ semaine	Aucun syndicat, les travailleurs reçoivent une prime pour heures supplémentaires de 6 cents de l'heure, payés 2 cents pour chaque col de chemise cousu.
Nike chaussures de sport	Factory	0,16 \$	De 77 à 84, périodes de 11 à 12 heures ; 7 jours/ semaine	Les travailleurs reçoivent une amende s'ils refusent les heures supplémentaires ou celles-ci ne sont pas payées, la plupart n'ont aucun contrat de travail, amende infligée aux femmes enceintes et plus âgées (25 ans et plus) ; amendes si on parle au travail ; environ 10 enfants dans la section couture.
Adidas vêtements	Tung Tat Garment Factory	0,22 \$	De 75 à 87,5, périodes de 12,5 heures ; 6 ou 7 jours/ semaine	Les employés reçoivent une amende s'ils sont en retard, au repos ou en train de parler ; gymnastique obligatoire le matin ; 8 travailleurs par dortoir.

N. Klein, *No Logo*, Actes Sud, 2001.

promouvoir le commerce international, l'OMC, en 1994. Au même moment, naissent diverses organisations régionales promouvant elles aussi les échanges et le libéralisme (ALENA en Amérique du Nord, UE en Europe, Mercosur en Amérique latine). Selon la doctrine Bush-Clinton, reprenant une thèse des économistes classiques, le commerce garantit la paix et la prospérité pour tous.

En réalité, ce sont surtout les **FTN, les grandes puissances et les puissances émergentes qui vont bénéficier de cette mondialisation**, car elle avantage les économies les plus avancées et celles qui s'industrialisent grâce à leur main d'œuvre à bas coût (cf tableau ci-contre). A ce jeu, les pays pauvres d'Afrique ou d'Amérique sont les grands perdants. N'ayant ni les infrastructures, ni la stabilité

politique susceptibles d'attirer les FTN, ils sont contraints d'ouvrir leurs frontières aux produits étrangers, sans possibilité de lutter contre la concurrence. Leur agriculture vivrière s'effondre et ils sont bientôt inondés par les produits chinois bas de gamme. Ils ne peuvent guère qu'espérer récupérer les déchets des sociétés riches qui polluent lentement mais sûrement leur environnement et tuent les habitants.

Enfin, si **les inégalités explosent à l'échelle mondiale**, faisant finalement disparaître le Tiers Monde en tant qu'ensemble géopolitique, elles s'affirment également à l'échelle des Etats et même aux échelles locales. Au début des années 90 par exemple, les sociétés occidentales recommencent à s'habituer à la figure du pauvre, SDF (400 000 au RU en 1989 par exemple) et découvrent même de plus en plus une figure oubliée depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle, le **travailleur pauvre**. Celui-ci souvent jeune, femme ou immigré ne dispose que d'un emploi précaire, souvent dans les services, parfois même il doit cumuler plusieurs emplois pour survivre. Il est mal logé et doit souvent avoir recours à une organisation charitable pour se nourrir (les Restos du Cœur naissent en France en 1985). Cette dégradation des conditions de vie des classes populaires touchées par le chômage et la précarité expliquent le développement des grandes émeutes, qui tournent souvent aux pillages des quartiers plus riches comme à Los Angeles en 1992, en Angleterre dans les années 80, en France en 2005, au Danemark... De même, le recul de l'Etat et la pauvreté croissante des milieux populaires expliquent la montée des **communautarismes** qui entretiennent en retour le racisme des classes moyennes blanches. Souvent manipulé par des partis politiques, la xénophobie et le racisme refont surface en Europe de manière spectaculaire au cours des années 90. Ceux-ci encouragent également le repli nationaliste et identitaire dans toutes les sociétés travaillées par les bouleversements liés à la mondialisation.

**Ainsi, les sociétés à l'aube du 3<sup>e</sup> millénaire apparaissent comme de plus en plus riches, mais également de plus en plus inégalitaires, traversées de courants et d'aspirations contradictoires (ouverture au monde / repli identitaire, préoccupation écologique / fièvre consumériste).**

### J'ai retenu les grands concepts du chapitre

#### **Partie A : Lendemain de guerre, nouveaux rapports de force**

Etat-Providence ou Welfare State, keynésianisme, containment ou endiguement, Plan Marshall.

#### **Partie B : La grande croissance et son impact sur les sociétés dans les années 50 et 60**

Bretton Woods, FMI, BIRD, Gatt, croissance économique, société de consommation, «Trente Glorieuses», urbanisation, salarisation

#### **Partie C : Sociétés en mutation 1970-2000**

Stagflation, néolibéralisme, communautarisme, mondialisation, FTN, PAS,

# **Chapitre 2 : nouveaux rapports de force internationaux**

## **1<sup>ère</sup> sous-partie : les relations Est-Ouest (1945-1991)**

Les deux superpuissances, qui émergent de la seconde guerre mondiale, se lancent dans des politiques impérialistes les conduisant à un affrontement qui dura 46 ans. L'affrontement direct étant impossible sous peine de se traduire par un mutuel anéantissement, de multiples conflits périphériques éclatent. L'Europe et en particulier l'Allemagne se retrouve au centre de ces crises. Les modalités ont évolué du fait des enjeux internes, des dirigeants et finalement les Etats-Unis gagnèrent cette bataille d'un demi-siècle. Comment se sont structurés les rapports internationaux pendant cette période notamment en Europe où les deux blocs s'organisèrent politiquement et militairement créant une ligne de fracture durable ?

### **A De la grande alliance à la guerre froide (1945-1962)**

*Comment le monde frôla-t-il la guerre nucléaire entre les deux géants ?*

#### **1 Comprendre les origines de l'affrontement (1917- 1945)**

Il convient de sortir d'une durée trop restrictive (1947-1991) pour comprendre la période de domination et de lutte d'influence entre l'URSS et les Etats-Unis.

Dès le 19<sup>e</sup> siècle, les Etats-Unis et la Russie apparaissent comme des pays neufs dont les progrès économiques rapides semblent les destiner à terme vers le rang de grande puissance. Aussi toute une littérature critique se développe dans chacun des pays dénigrant le potentiel adversaire. Aux Etats-Unis, de nombreux réfugiés politiques animent revues et journaux qui accréditent aux yeux des Américains l'image d'un pays autoritaire et violent aux mœurs primitives. La lutte idéologique entre le libéralisme américain emprunt de la philosophie des Lumières et le marxisme remonte aux origines de cette dernière. Effectivement, l'Etat américain adopta une attitude très hostile envers les mouvements ouvriers radicaux qui connaissaient un certain succès dans les grandes villes ouvrières du nord-est au 19<sup>e</sup> siècle. La majorité de la société américaine perçut l'idéologie marxiste comme étrangère à sa conception de l'économie, de la société et de l'homme. Aux Etats-Unis, l'Etat est toujours suspecté de vouloir entraver la liberté de la personne. L'exaltation de la réussite individuelle (self made man) et de la consommation matérialiste (american way of life), la profonde religiosité populaire sont autant de valeurs honnis par le marxisme, pour qui l'égalitarisme social sous une direction étatique provisoire mais puissante doit être l'aboutissement de l'histoire. Ces deux idéologies ont des prétentions universalistes et donc sont concurrentes.

Dès l'installation de Lénine au pouvoir, les Etats-Unis sont l'un des premiers pays à soutenir les Blancs en leur fournissant armes, hommes et matériel. Lénine avait mentionné que la seule façon de faire survivre le communisme dans un monde capitaliste était de l'étendre dans d'autres pays en l'imposant s'il le fallait. Puisque le capitalisme est global, le communisme se devait d'avoir une vision globale. Les classes possédantes des pays capitalistes vivent dans la peur constante de voir le communisme s'étendre au monde entier. Les États-Unis, mécontents du nouveau régime, refusent de reconnaître l'URSS comme Etat jusqu'en 1933. Cependant le conflit n'éclate pas entre les deux pays car dès 1920, les Etats-Unis se replient sur une position isolationniste tandis que Staline impose la théorie du « socialisme dans un seul pays ». En 1941, les circonstances politiques conduisent à une alliance contre-nature (les ennemis de mes ennemis sont mes amis). Cependant, avant même la fin de la guerre, les manœuvres de Staline à l'encontre des patriotes nationalistes polonais, qu'il laisse se faire massacrer à Varsovie, soulèvent des interrogations du côté des alliés.

A Yalta, Staline obtient des Occidentaux des accroissements territoriaux conséquents puisque le pays retrouve ses frontières de 1914, englobant ainsi les pays baltes et la frange orientale de la

Pologne (qui glisse vers l'ouest). Au-delà de ces agrandissements légalement consentis, des zones d'influence sont mis en place. Bénéficiant de la présence de l'armée rouge accueillie en libératrice, l'URSS établit une large zone d'influence en Europe centrale en plaçant dans les gouvernements et les administrations des hommes qui lui sont favorables. Cette vision est à nuancer en Yougoslavie, où le communiste Tito refuse de se soumettre aux directives de Moscou, en Pologne où le gouvernement doit être également partagé entre le gouvernement en exil à Londres et les résistants communistes et en Grèce dominée par la monarchie probritannique.

## **2 Comprendre les évolutions de la période**

1945, La belle unité de façade affichée à Yalta en février, se lézarde en juillet à Potsdam car les hommes et les circonstances ont changé. Truman, le nouveau président des Etats-Unis, est plus réactif face aux menaces stalinienne. De plus il apprend lors de la conférence la réussite de l'essai atomique : le Japon sera donc à court terme vaincu sans avoir recours à l'aide des Soviétiques. Le seul point d'accord se fait sur la question allemande. Le territoire et la capitale Berlin (située au beau milieu de la zone d'occupation soviétique) sont divisés en 4 zones d'occupation (Angleterre, Etats-Unis, France et URSS). L'Allemagne disparaît en tant qu'Etat : il n'y a ni gouvernement central (maintien cependant de pouvoirs locaux au niveau des Länder), ni drapeau, ni hymne, ni monnaie. Une épuration politique et administrative doit expurger le pays des groupuscules et personnalités nazies qui doivent être jugées. Cette dénazification est couplée à la décartellisation visant à sanctionner les industriels allemands qui ont collaboré avec les nazis et utilisé de la main d'œuvre concentrationnaire et à la démilitarisation du pays où des bases militaires alliées assurent la liquidation de la Wehrmacht.

Avec l'appui de l'URSS, les communistes, rendus très populaires de par leur lutte contre les nazis, noyautent les fronts nationaux au pouvoir (stratégie du cheval de Troie), éliminent les autres partis et évincent leurs chefs par l'intimidation et les violences (stratégie du salami). Cette action pourrait être considérée seulement comme un acte de mauvaise foi des Russes envers les Américains mais les raisons de ces actions étaient beaucoup plus profondes. Lors de la guerre civile, plusieurs pays capitalistes (dont la France, l'Angleterre, les États-Unis et le Japon) avaient tenté de faire tomber le nouveau système communiste en soutenant militairement Polonais et Baltes en lutte contre les bolchéviques et finalement ils avaient imposé la création d'un véritable cordon sanitaire de pays-tampon sur les frontières occidentales de l'URSS. La zone d'influence que crée Staline a aussi pour objectif de se garantir une zone tampon en cas d'invasion allemande ou capitaliste en général : on imagine mal à l'ouest le traumatisme engendrée par les violences nazies qui causèrent la mort de près de 27 millions de Soviétiques (15% de la population !!).

Au-delà des tensions en Pologne et des avertissements de Churchill qui dénonce l'établissement d'un rideau de fer dès avril 1945, les premiers heurts concrets se déroulent en Grèce. Les Soviétiques arment et financent la guérilla communiste basée dans le nord du pays. L'Angleterre ruinée par la guerre, ne peut soutenir convenablement les forces monarchistes qui perdent du terrain. Les Occidentaux s'inquiètent de l'expansionnisme soviétique et communiste.

1946, Aux Etats-Unis, la pression des milieux intellectuels issus de l'immigration politique des années 20-30 se fait plus forte sur les administrations et le pouvoir politique américain. L'URSS apparaît désormais comme l'ennemi du présent. Aussi, les Américains réorientent leur politique en Allemagne et au Japon. Dans ces deux pays, les purges politiques et administratives sont progressivement arrêtées, permettant à de nombreux criminels de guerre d'échapper à la justice. Ces anciens dignitaires ou serviteurs ennemis deviennent de bons collaborateurs de la lutte anticommunistes.

1947, A travers la doctrine Truman, les Etats-Unis annoncent qu'ils s'engagent à aider financièrement et matériellement tout gouvernement qui lutte contre le communisme dans son propre pays. La doctrine Truman constitue donc la déclaration de guerre froide américaine. Elle trouve une application directe dans la guerre civile en Grèce et l'envoi d'argent et d'armes par les Etats-Unis aux royalistes grecs. La progression rapide de ces derniers conforte la stratégie

impérialiste des dirigeants américains qui veulent s'appuyer sur la supériorité technique et économique du pays pour contrer la puissance militaro-idéologique soviétique. Ce conflit entre les deux superpuissances par adversaires interposés (monarchistes et communistes grecs) compose un modèle qui sera repris à de nombreuses reprises jusqu'à l'effondrement soviétique en 1991.

L'aide Marshall (dit Plan Marshall), proposée dès juin 1947, est le prolongement de ce principe : par cette aide, les Etats-Unis entendent soulager la misère de l'Europe en ruines et ainsi endiguer l'expansion du communisme. Les États-Unis demandent aux États européens de s'accorder entre eux au sein de l'OECE pour établir un plan de reconstruction, jetant ainsi les premières bases d'une coopération économique européenne. Le mécanisme retenu consistait à fournir un crédit qui servait à payer des importations européennes en provenance des États-Unis. La reconstruction européenne, relativement rapide, fut largement stimulée par l'aide américaine, tandis que l'économie américaine évita ainsi la récession à cause d'une surproduction massive. Au-delà des intérêts des producteurs américains et de l'aspect humanitaire de la manœuvre, il faut voir que la doctrine Marshall matérialise la crainte des Américains face à l'effondrement des institutions démocratiques occidentales au profit de l'URSS s'appuyant sur les éventuelles accessions au pouvoir des partis communistes en Europe de l'ouest. Les Etats-Unis exigent également que les communistes, qui participent aux gouvernements d'union nationale (ou de gauche par l'alliance avec les socialistes) en Europe occidentale, soient renvoyés.

L'administration américaine s'appuie donc sur sa supériorité économique et financière pour la traduire politiquement à travers **l'endiguement (containment)**. Cette aide est refusée par l'URSS, l'Europe de l'Est et la Finlande. En octobre, Jdanov propose une analyse manichéenne (dite doctrine Jdanov) qui allait devenir caractéristique de la problématique de la Guerre froide qui s'annonce alors. Contre la guerre et l'impérialisme américain, il fallait, selon lui, mobiliser toutes les forces. Il n'était plus question de collaborer avec les sociaux-démocrates (surnommés les sociaux-traîtres), considérés dorénavant comme les « alliés objectifs » de l'impérialisme.

1949, l'acquisition de la bombe atomique par l'Union soviétique bouleverse la donne géopolitique. Un conflit direct entre les deux grands se solderait par une autodestruction et donc devient impossible...sauf si le pays est capable de disposer de vecteurs plus nombreux capables de frapper avec rapidité l'adversaire. Alors que la bombe nucléaire s'affirme dans les discours comme étant une arme de dissuasion et donc un élément diplomatique, une course aux armements et à la technologie (conquête spatiale, recherche sur la bombe à hydrogène remplaçant la bombe à fission) fait rage. Des sommes colossales sont dépensées pour entretenir et augmenter la puissance de feu nucléaire, plongeant le monde dans un fragile équilibre de la terreur. Aux Etats-Unis, cette nouvelle donne renforce un climat de suspicion envers les communistes, les socialistes (ou supposés tels), les étrangers ou personnes d'origine étrangère en particulier les juifs originaire d'Europe centrale et orientale. Cette recrudescence de la xénophobie et de l'antisémitisme (dite chasse aux sorcières) fut dirigée par le sénateur Joseph Mccarthy contre des artistes (Chaplin, Hammett), des scientifiques (Oppenheimer, les époux Rosenberg qui seront condamnés à mort) , des politiques et responsables administratifs.

1953/1956, la mort de Staline entraîne une lutte de pouvoir au sein de l'appareil d'Etat soviétique et du parti communiste. Finalement, Khrouchtchev élimine l'aile la plus violente incarnée notamment par Beria, chef du NKVD (police politique). Il instaure la déstalinisation qui permet à l'intérieur du pays de dénoncer les crimes staliniens et réhabiliter ses victimes. La plupart des goulags ferment, même si le régime devient moins répressif, il reste une dictature à parti unique. Dans les pays sous influence, Khrouchtchev tolère des « voies nationales du socialisme », permettant ainsi à des nouveaux dirigeants de ne plus s'aligner totalement sur les demandes du Kremlin. Cependant, toute déviance est sévèrement réprimées comme le montre les cas hongrois (répression de Budapest en 1956) et tchécoslovaque (printemps de Prague en 1968). Sur la scène internationale, le changement de climat est net. Prenant acte de l'équilibre de la terreur et de la déstalinisation, l'administration Eisenhower (celle de Kennedy sera plus rétive) accepte les

pour parler avec Khrouchtchev. Les entrevues de Genève (esprit de Genève), l'invitation du chef de l'Union soviétique à la tribune de l'ONU soulignent la mise en place d'une nouvelle ère : **la coexistence pacifique**.

Cependant les tensions technologiques persistent avec la course à l'espace où les Soviétiques ont pris une longueur d'avance avec l'envoi du 1<sup>er</sup> satellite artificiel (le Spoutnik) en 1957 et surtout le premier vol habité de l'espace : Youri Gagarine devient un héros mondial. Ces lancements montrent que l'URSS est désormais en mesure d'atteindre le territoire américain avec ses fusées. Plus grave encore, des points de tensions forts persistent, la possibilité d'une guerre nucléaire n'est pas écartée.

### **3 L'établissement des blocs pour limiter les inévitables conflits**

La conséquence la plus visible de Guerre Froide est la constitution de deux blocs antagonistes autour de l'URSS et des États-Unis.

Pour s'assurer de l'endiguement militaire du communisme, les États-Unis multiplient les traités d'alliance ou de coopération : l'OEA (Organisation des États Américains) en 1948, l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) de 1949, traité de San Francisco avec le Japon en 1951, création de l'ANZUS (Australie, Nouvelle-Zélande, États-Unis) en 1951. D'autres traités prolongent encore ce réseau d'alliances tissé par les États-Unis : l'OTASE (Organisation du Traité de l'Asie du Sud-est) en 1954, le Pacte de Bagdad en 1955 (Iran, Turquie, Pakistan, Irak et Royaume-Uni, mais auquel les États-Unis, s'ils n'en sont pas signataires, ont pourtant participé de façon indirecte). Cette **pactomanie** enserré les pays communistes qui forment un immense bloc eurasiatique de Berlin au Pacifique.

De son côté, le bloc Est se renforce également, notamment à travers la signature du Pacte de Varsovie en 1955 qui lie l'URSS aux cinq satellites d'Europe de l'Est et à la RDA. Sur le plan économique, des organisations visent à multiplier les échanges entre pays du même bloc. Les deux leaders imposent ainsi leurs conceptions et organisations économiques à la planète entière. En Europe, ces blocs trouvent leurs formes les plus abouties avec en Europe occidentale la mise en place en 1951, de la communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) qui regroupe 6 pays (les 3 du Benelux, la France, l'Italie et la RFA). Au-delà des accords économiques sur ces matières indispensables à la reconstruction de l'Europe, la réconciliation politique est tout bonnement incroyable moins de 6 ans après la fin du conflit ! En mars 1957, le traité de Rome, signé par les membres du CECA, crée la Communauté économique européenne (CEE) qui prévoit l'abolition des barrières douanières, des projets industriels (Airbus, Concorde, Ariane) et agricoles (Politique agricole commune) communs. À l'est, le CAEM (Conseil d'assistance économique mutuelle) ou COMECON assure la suprématie de l'URSS sur le bloc par la meilleure planification, la spécialisation des industries nationales des pays communistes.

Cette bipolarisation conduit à l'établissement d'une **ligne de fracture traversant le monde**. Des crises éclatent le long de cette ligne quand l'un des membres des deux blocs tente de rompre le statu quo. Les principaux points de tension sont d'abord européens (Grèce 1945-1949 ; Berlin 1948-49, 1953 et 1961) puis asiatiques (Guerre de Corée 1950-53, engagement américain au Vietnam du sud après 1954) mais c'est à Cuba (1962) que le monde faillit imploser. Voici quelques récits permettant de comprendre les enjeux de ces crises.

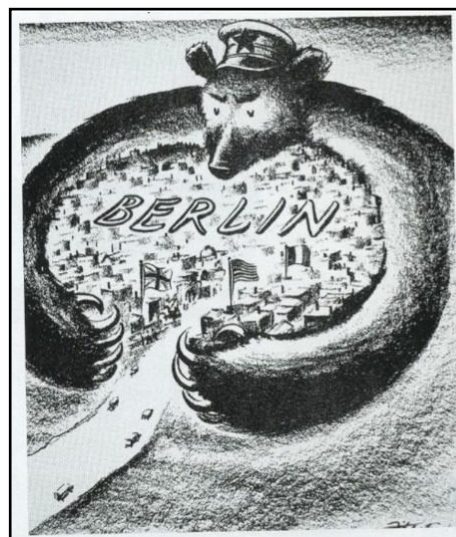
- **Les crises berlinoises**

**1948-49**, Staline assiste impuissant au changement de stratégie des alliés dans leurs zones d'occupation, observable dès l'été 1946. Pour endiguer l'avancée communiste, ils ont décidé de mettre fin à la décartellisation et ont freiné la dénazification. Leur occupation militaire permet juste de bloquer toute tentative de progression soviétique. L'annonce de la remise en circulation d'une monnaie allemande dans les zones d'occupation occidentale conduit l'URSS à organiser le blocus terrestre de Berlin. Bien sûr, cette opération n'a pas pour but de faire reculer les alliés sur leur politique, mais l'idée est de marquer les esprits et ne pas perdre la face. Le 24 juin 1948, Berlin ouest est coupé du reste du monde (cf caricature américaine). Jusqu'au 12 mai 1949, des milliers



d'avions américains et anglais ravitaillent Berlin à un rythme effréné : un avion se pose toutes les trois minutes sur chacun des trois aéroports de Berlin ouest (avec un record d'un par minute en avril 49). Truman prévient que si un avion était abattu, la guerre serait déclarée. Devant l'opiniâtreté occidentale, Staline lève le blocus et subit un sévère revers.

Le blocus de Berlin accélère aussi la partition de l'Allemagne. Les puissances occidentales, devant l'impossibilité d'un accord avec l'Union Soviétique, optent pour la séparation pure et simple. Un Conseil parlementaire, élu pour élaborer un projet de constitution, se réunit la première fois à Bonn le 1<sup>er</sup> septembre 1948. Konrad Adenauer est élu à la présidence de ce conseil. Le Conseil parlementaire élabore la Loi fondamentale, constitution d'un nouvel État regroupant les Länder de la trizone, dévoilée aux Allemands le 23 mai 1949. Elle est ensuite adoptée par voie référendaire, donnant naissance à la République fédérale d'Allemagne. De leur côté, les Soviétiques créent dans leur zone la République démocratique allemande en octobre 1949. Point de rencontre des deux modèles, Berlin devient la vitrine des modèles occidental et soviétique.



**1953**, depuis la crise du blocus, la situation politique, économique et sociale s'est tendue en RDA. La population vit dans le plus grand dénuement alors que des progrès sont observables en RFA grâce à l'appui américain. Avec l'accentuation de la Guerre froide, la frontière est-allemande devient plus étanche, mais Berlin reste un lieu de quasi libre-passage. En janvier 1953, **Walter Ulbricht** obtient de Staline un accord de principe pour un déploiement policier purement est-allemand à Berlin en vue de mieux contrôler la frontière—car des milliers d'Allemands de l'est partent s'installer à l'ouest. Le 10 et 11 janvier, les Soviétiques ferment certains points de passage à Berlin. Mais la mort de Staline fragilise Ulbricht, la colère gronde au sein du parti où une aile plus libérale demande des réformes. Des grèves éclatent en juin, les revendications sont sociales mais aussi politiques. Ulbricht appuyé par l'armée rouge réprime avec violence le mouvement entre le 17 et le 23 juin. Le bilan reste à ce jour inconnu, même si l'on sait qu'il y eut 16 000 arrestations. L'ouest assiste impuissant à cette répression.

**1961**, entre 2,6 et 3,6 millions d'Allemands fuient la RDA par Berlin entre 1949 et 1961, privant le pays d'une main-d'œuvre indispensable au moment de sa reconstruction et montrant à la face du monde leur faible adhésion au régime communiste. Émigrer ne pose pas de difficulté majeure car, jusqu'en août 1961, il suffit de prendre le métro ou le chemin de fer berlinois pour passer d'Est en Ouest, ce que font quotidiennement des Berlinoises



Bien que la RDA qualifie de crime dès 1954 tout passage à l'Ouest sans autorisation, la frontière avec la RFA reste "virtuelle" jusqu'au 13 août 1961. Dans la nuit, des soldats est-allemands posent barbelés et premières pierres sur 43 kilomètres. Le 15 août, le jeune Hans Conrad Schumann, 19 ans, chargé de surveiller l'édification du mur, saute les barbelés pour rejoindre l'Ouest devant les yeux médusés de passants.

pour aller travailler. Les Allemands appellent cette migration de la RDA communiste à la RFA capitaliste : « voter avec ses pieds ». Pendant les deux premières semaines d'août 1961, riches en rumeurs, plus de 47 000 citoyens est-allemands passent en Allemagne de l'Ouest via Berlin. De plus, Berlin-Ouest joue aussi le rôle de porte vers l'Ouest pour de nombreux Tchèques et Polonais. Même si les tracasseries administratives pour accéder aux zones occidentales se multipliaient au printemps 61, les Alliés furent surpris par l'opération est-allemande. Dans la nuit du 12 au 13 août 61, des milliers de maçons et de volontaires protégés par l'armée et des milices mettent en place barbelés et obstacles mobiles qui progressivement se durcissent. En septembre le mur est fini, tout franchissement devient pour ainsi dire impossible. Les réactions internationales sont dominées par la consternation et l'impuissance, mais le mur de la honte devient un symbole de l'échec du projet soviétique souligné par Kennedy le 26 juin 1963.

- **La Guerre de Corée (1950-1953)**

La Corée est divisée en 2 zones d'occupation en 1945, l'ancienne colonie japonaise a été libérée au sud par les Etats-Unis et au nord par l'URSS. Les Soviétiques acquièrent la bombe A en 1949. L'Extrême-Orient bascule avec la victoire de Mao en octobre 1949 : Il s'allie à l'URSS alors que les EU deviennent les protecteurs de Taïwan.

Le 25 juin 1950, la Corée du nord attaque la Corée du sud. Accord URSS/Chine/Corée du nord malgré les hésitations de Staline qui accorde tout de même une aide militaire. Il pense que les Occidentaux n'interviendront pas et entend torpiller le rapprochement EU-Japon. Le 27 juin 1950, l'ONU (les Soviétiques sont absents car ils pratiquent la politique de la chaise vide) vote l'intervention d'une force internationale sous commandement américain (général Mac Arthur). Celle-ci repousse les armées de la Corée du Nord et pénètre en territoire nord-coréen. Les EU semblent donc changer de doctrine et passer du **containment** (endiguement) au **roll back** (refoulement de la puissance soviétique). Cela provoque une réaction de la Chine qui se sent menacée. En octobre 1950, des « volontaires » chinois arrivent en Corée et passent avec succès à l'offensive pendant l'hiver 1950-1951. En pleine crise maccarthyste, un débat fondamental éclate aux Etats-Unis pour la suite de la Guerre froide : Mac Arthur et beaucoup de Républicains estiment que les intérêts essentiels des EU sont en Asie, qu'il faut bombarder la Chine avec l'arme atomique et débarquer pour renverser Mao. Truman et l'administration démocrate sont plus modérés : il faut préserver la Corée du sud, limiter le conflit et préserver de solides alliances dans la région où sont selon eux les intérêts vitaux des EU, à savoir l'Europe. Or la GB et la France sont opposées à l'utilisation de la Bombe A contre la Chine. En avril 1951, Truman relève ainsi Mac Arthur de son commandement et ouvre dès juin des négociations qui traînent jusqu'en 1953. La Corée reste finalement coupée en deux.

Au-delà de l'atroce bilan humain (plus de 2 millions de morts), ce conflit eu une portée décisive sur la Guerre froide telle qu'elle est envisagée côté américain :

- non-utilisation de l'arme nucléaire qui devient donc une arme uniquement dissuasive.
- modération des objectifs : réaffirmation du containment, pas de roll back.
- pas de solution militaire à la Guerre froide : il ne faut pas chercher à détruire mais amener l'adversaire à se transformer en bloquant ses initiatives.
- pour assurer toutes ces missions, les dépenses militaires américaines augmentent (de 12 à 50 milliards de dollars entre 1949 et 1953, 15% du PIB).

D'autre part, cette guerre permet le renforcement de la cohésion occidentale :

- le Japon est devenu la base arrière des EU dans cette région.
- la protection de Taïwan par la marine américaine est renforcée.
- la France est soutenue en Indochine et les Américains y assurent la relève pour protéger le Vietnam du sud après 1954.
- la RFA est admise dans l'OTAN en 1954.

- **La crise de Cuba (octobre 1962)**

Fidel Castro s'empare du pouvoir à Cuba en janvier 1959. Il se rapproche peu à peu des Soviétiques. Les relations diplomatiques EU-Cuba sont rompues en janvier 1961 et les EU du président Kennedy tentent de renverser Castro en favorisant le débarquement de Cubains anticastristes dans la Baie des Cochons en avril 1961. C'est un échec qui encourage cependant Castro à approfondir son rapprochement militaire avec les Soviétiques. Ceux-ci ont pour la première fois l'opportunité de s'installer à proximité des côtes américaines.

Le 2 octobre 1962, commence l'Opération Kama : quatre sous-marins d'attaque de la marine soviétique appareillent vers Cuba avec à leur bord des fusées à tête nucléaire. Le 14 octobre 1962, l'aviation américaine identifie des fusées nucléaires soviétiques à Cuba. Le 16 octobre, le Président Kennedy informé convoque le Conseil de sécurité nationale. Kennedy prône une action militaire directe. McNamara propose un blocus maritime de l'île jusqu'au retrait des missiles de Cuba.

Le 22 octobre, Kennedy demande à Khrouchtchev l'arrêt des opérations en cours, annonce au peuple américain la teneur des informations révélées par l'avion U2 et les mesures de blocus naval décidées. Kennedy utilise à merveille la télévision pour se mettre en scène comme le bon protecteur du monde libre menacé par l'impérialisme soviétique. Le 23 octobre, Khrouchtchev fait savoir à Kennedy, qu'il continuera son action : « Si les États-Unis veulent la guerre, alors nous nous retrouverons en enfer ». Le 24 octobre, à 10h00, le blocus est en place. Trente cargos soviétiques sont en route. Deux arrivent sur la ligne de blocus : le Khemov et le Gagarine. À 10h25, les cargos stoppent. Khrouchtchev ne juge pas utile de rompre le blocus. Le 25 octobre, douze cargos rebroussement chemin. Les autres poursuivent leur route. Le 26 octobre, un des sous-marins est détecté au sonar. La chasse est lancée. Lettre de Khrouchtchev qui laisse entendre qu'il est prêt à négocier. Le 27 octobre, un U2 est abattu. Khrouchtchev n'avait pas donné cet ordre. Il ne souhaitait pas accomplir le premier geste. Mais le Conseil national de Sécurité analyse cette action comme une escalade. Kennedy donne l'ordre en cas de nouvelle agression de bombarder les sites de missiles. Le 28 octobre, un accord est finalement trouvé. Khrouchtchev annonce le retrait des fusées de Cuba., en échange les EU retirent leurs fusées de Turquie et s'engagent à ne plus tenter de renverser le régime de Fidel Castro. Le 29 octobre, l'URSS recule et fait retirer ses navires.

Cette crise est perçue comme la plus dangereuse de la Guerre froide. Elle provoque donc un changement durable de comportement entre les deux Grands afin d'écartier le péril nucléaire :

-début des négociations sur le contrôle et la limitation des armements nucléaires.

-mise en place d'un moyen de communication direct et permanent entre Moscou et Washington : le « téléphone rouge ».

La résolution de la crise de Cuba marque ainsi le début de la Détente mais Cuba encouragera notamment par Che Guevara des mouvements révolutionnaires dans toute l'Amérique latine.

## **B Les tentatives de conciliation et leur échec (1962-1979)**

*Pourquoi la tentative de normalisation des rapports internationaux échoua-t-elle et mena à la désagrégation de l'URSS ?*

### **1962-1975, une détente menée par deux puissances fragilisées par une contestation multiforme**

Une partie du monde commence à échapper de la sphère d'influence des deux blocs. En effet, les indépendances en Asie et en Afrique font naître un troisième monde dont l'émergence transforme les relations internationales. **La conférence de Bandoeng**, qui se tient en avril 1955, à laquelle ne participent ni les États-Unis ni l'URSS a justement pour objet de définir la position de ces nouveaux pays qui apparaissent sur le globe. Le premier ministre chinois Zou Enlai invité à la Conférence va en fait en être un des protagonistes majeurs puisqu'il va énoncer dix propositions qui condamnent le colonialisme. La conférence est également l'occasion de réaffirmer la souveraineté de ces États qui n'ont pas à accepter les diktats des États-Unis et de l'URSS. Cette conférence

constitue donc la profession de foi du non-alignement. Ces pays n'ont pas de poids économique ou politique, mais un poids démographique. C'est donc là qu'apparaît la notion de Tiers Monde par référence au Tiers Etat (concept forgé par A Sauvy dans un article en 1952). Ce groupe apparaît sans véritable cohésion et plus ou moins sous influence des deux grands ou des anciens colonisateurs. Cependant des pays présentent de vraies voies alternatives de développement : l'Inde et sa révolution verte, la Chine qui se détache de l'influence soviétique. Le monde arabe est traversé d'aspiration unitaire, **Nasser tente de développer le panarabisme à travers la diffusion du modèle baasiste** (Parti Baas) conciliant socialisme, modernisme et unité arabe contre Israël. Les pays exportateurs de pétrole, sous la conduite des monarchies du Golfe persique, tentent de s'organiser pour relever les cours de pétrole dès les années 60 et d'échapper à la tutelle des grandes entreprises occidentales.

Les Etats-Unis connaissent dans les années 50 et au début des années 60 une **prospérité économique considérable** qui à la fois satisfait sa population (dont le niveau de vie augmente rapidement) et leur permet **de conduire efficacement l'endiguement à l'échelle planétaire** (Plan Marshall, aides aux anti-communistes, course à l'armement, rattrapage du retard dans la conquête spatiale). **La deuxième moitié des sixties marque un retournement net de conjoncture politique et économique.**

En 1954, les Etats-Unis s'étaient engagés à soutenir le Vietnam du sud pour suppléer la France qui avait capitulé face aux rebelles communistes du Vietminh soutenus par les Chinois. Selon la « théorie des dominos » de Foster Dulles (secrétaire d'Etat américain sous Eisenhower), si un pays se convertit au communisme, il risque de contaminer ses voisins. Ainsi, dès 1956, les conseillers militaires, les armes et les dollars affluent dans le Sud Vietnam.

En 1960 : Devant le refus des Américains d'organiser le référendum qui devait permettre aux Vietnamiens de choisir la réunification ou non, le Vietnam du Nord organise un groupe de combat les Viêt-Cong dont le but est de renverser militairement la dictature du sud du pays. Très vite, ce mouvement prend le contrôle de la région frontalière. Même si les troupes du Viêt-Cong sont moins bien armées, elles bénéficient de l'ardeur révolutionnaire, de l'expérience de la guérilla (acquise auprès des troupes du Vietminh), de l'appui du Nord (acheminement d'armes par la piste Hô Chi Minh qui traverse les pays voisins, le Laos et le Cambodge) enfin de la sympathie des populations vietnamiennes. Le gouvernement pro-américain est instable et largement impopulaire : les Etats Unis ne le soutiennent plus à partir de 1961 et renforcent leur présence face à l'action croissante du Viêt-Cong. Après la mort du Président Kennedy en 1963, ils se décident à intervenir directement.

1964 : L'«incident du golfe du Tonkin» donne le prétexte d'une intervention massive des Etats-Unis dans la région : le navire de guerre américain « Maddox », est mitraillé par les forces nord Vietnamiennes alors qu'il menait des raids sur la côte : Lyndon Johnson envoie alors le corps expéditionnaire et fait bombarder le Nord Vietnam par les B-52.

1964-1968 : l'intervention américaine se fait de plus en plus massive. En 1965, le Congrès vote la guerre et envoie un contingent de 500 000 hommes constitués de jeunes gens accomplissant leur service militaire qui s'ajoutent aux 800 000 combattants sud-vietnamiens. Les armes utilisées sont terrifiantes : Napalm, dioxine (« gaz orange ») causant la destruction des récoltes mais aussi rendant stériles les terres..., pilonnages, mines antipersonnelles... rien ne semble pouvoir faire plier le Nord.

La position des Etats Unis évolue avec l'arrivée au pouvoir de Nixon en 1969. Sensible au coût de la guerre, qui se prolonge dans un contexte de net ralentissement économique, il cherche à trouver une solution au règlement d'un retrait américain. C'est l'idée de la « vietnamisation du conflit » c'est à dire le retrait progressif des forces américaines du Vietnam afin de laisser les Vietnamiens résoudre eux-mêmes le conflit entre Nord et Sud.

L'accord de cessez-le-feu est conclu à Paris le 27 janvier 1973, c'est la même année la fin de l'intervention américaine. Les forces communistes vietnamiennes parviennent après la chute de Saigon en avril 1975 à unifier le pays qui devient la république socialiste du Vietnam.

Sur le plan militaire, les Etats-Unis ont gagné la guerre mais ils l'ont perdu médiatiquement. Les journalistes ont pu photographier et filmer les exactions américaines contre la population civile.

Celles-ci conduisent à une condamnation internationale salissant l'image de la « patrie de la Liberté ». Les Etats Unis resteront longtemps marqués du sceau peu glorieux de l'impérialisme aux yeux des pays du Tiers monde. Plus grave encore, une majorité de la population américaine, notamment les jeunes, conteste le bien-fondé de l'intervention. **Cette guerre va permettre la cristallisation de tous les mécontents du système américain.** Les revendications féministes, homosexuelles, anticonsuméristes, libertaires et des minorités ethniques (noirs, indiens) explosent lors de manifestations, marches et rassemblements revendicatifs. Cette contestation globale trouvera une traduction musicale à travers le rock and roll, qui se radicalise et se diversifie en recoupant d'autres courants musicaux (punk, hard rock, rock psychédélique, mods, rock alternatif, new wave, motown...) ou des chanteurs pop et folk (Bob Dylan, Joan Baez...). L'un des points d'orgue, de cette contestation fut le concert de Woodstock.

**Les Etats-Unis sortent donc très profondément affaiblis de ce conflit car une large partie de l'opinion publique nationale et internationale ne croit plus au rêve américain et à son image de libérateur** qu'elle avait su développer depuis la seconde guerre mondiale. De plus les mystérieux assassinats des frères Kennedy, de Martin Luther King, le scandale du Watergate (affaire d'écoutes illégales) questionnent les Américains sur les pratiques de pouvoir du FBI, de la CIA. Ils perdent confiance dans leur système démocratique et républicain. Au sein du bloc, la France conteste la domination américaine héritée de l'après guerre. De Gaulle, s'appuyant sur la découverte de la bombe atomique française (1960), décide de quitter le commandement intégré de l'OTAN (1966). A partir de là, ils multiplient les pics contre la puissance américaine (Vive le Québec libre, discours de Phnom Penh...) et poursuit, en constituant un puissant axe Berlin-Paris, la construction d'une Europe qui s'affiche de plus en plus comme une concurrente économique des Etats-Unis.

Le bloc soviétique est aussi traversé par une vague de contestation sans précédent. Devant des résultats économiques piteux, la population s'interroge sur le bienfondé des réformes khrouchtchéviennes visant à rééquilibrer les plans quinquennaux au profit de l'agriculture et des industries de consommations. L'appareil productif vieillit, l'incurie des dirigeants politiques et économiques surpasse la faible productivité des travailleurs. Le modèle économique soviétique est dans l'impasse à l'exclusion du complexe militaro-spatial. En URSS, la densité du système répressif interdit toute contestation ouverte, la population se réfugie dans des formes de résistance passive notamment marquée par l'explosion du nombre de comportements déviants (alcoolisme, absentéisme...). Dans les pays satellites, par contre, la contestation s'organise autour des Eglises, de groupuscules nationalistes ou de syndicats qui commencent à s'organiser dans la clandestinité. En 1968, à la lueur des événements qui se déroulent dans le bloc capitaliste, un mouvement de contestation libéral éclate en Tchécoslovaquie. Alexandre Dubcek, leader du Printemps de Prague, exige la sortie du pacte de Varsovie, le retour au multipartisme, la libéralisation de la presse... Malgré un large soutien populaire, le mouvement est sévèrement réprimé par les Soviétiques.

Plus grave encore, la Chine de Mao s'émancipe de la tutelle soviétique. Elle présente un contre modèle au sein du bloc communiste. Par son histoire, elle tend à devenir le véritable modèle pour les peuples coloniaux en lutte contre les puissances européennes et américaine. La Chine finance donc des mouvements dans le Tiers-Monde concurrençant ainsi l'URSS dans la « lutte anti-impérialiste ».

Affaiblis politiquement et économiquement les deux superpuissances doivent d'abord penser à reprendre la main sur leur bloc, à faire taire les contestations internes. Par ailleurs, la course aux armements est coûteuse et tout compte fait inutile. Etats-Unis et URSS tentent donc de trouver des terrains d'entente.

## **2 1962-1975, un simple déplacement des affrontements ?**

En juin 63, le téléphone rouge, reliant directement les chefs d'Etats américain et soviétique, symbolise la nouvelle politique de Détente. En août 63, USA, URSS et GB signent le traité de Moscou interdisant les expériences nucléaires atmosphériques. Ces trois puissances se retrouvent en

1968 pour s'entendre sur la non diffusion de la technologie nucléaire civile et la non prolifération du nucléaire militaire. A noter que la France et la Chine refusent de signer ces accords. En 1972, les **accords SALT** sont signés entre les deux supergrands. Ils s'engagent à limiter la prolifération des armes nucléaires et des vecteurs atomiques. En 1973, Nixon se rend à Moscou. Sous l'impulsion des deux grands, les relations diplomatiques s'améliorent considérablement en Europe. En 1969, le chancelier ouest-allemand, Willy Brandt, entame une politique d'ouverture à l'ouest, l'**Ostpolitik** : reconnaissance des frontières Oder-Neisse avec la Pologne, reconnaissance mutuelle des deux Allemagnes (traité fondamental de 1972 permettant la circulation sous contrôle de biens et de personnes entre les deux pays). En se recueillant à genoux devant le monument élevé en mémoire aux victimes du ghetto de Varsovie, Willy Brandt fait entrer l'Allemagne dans la voie de la repentance et lui permet de réintégrer vraiment le concert des nations. De terrain d'affrontement, l'Allemagne devient une passerelle entre est et ouest. Enfin, en 1975, 35 pays européens signent les accords d'Helsinki qui consacrent les grands principes : non-ingérence dans les affaires intérieures d'un autre Etat, autodétermination des peuples, inviolabilité des frontières européennes, renonciation au recours à la force, développement de la collaboration économique, scientifique et technique et garantie de la défense des droits de l'homme.

Il faut cependant nuancer cette impression de détente entre les blocs. Les conflits se poursuivent voire se développent dans le Tiers-Monde. Les Etats-Unis tentent de contrôler des pays qui tendent à s'émanciper économiquement : ils multiplient les interventions militaires en Iran mais surtout en Amérique latine (Nicaragua, Saint Dominique, Chili avec le renversement du gouvernement démocratiquement élu de Salvador Allende par le général Pinochet soutenu par la CIA) où les Américains doivent lutter contre les guérillas d'inspiration cubaine et guevariste. L'opération Condor, menée par la CIA, permet de coordonner les services de police des dictatures pro-américaines, leurs polices n'hésiteront pas à utiliser la torture et les exécutions sommaires pour réprimer les mouvements de contestation populaire. Les Cubains agissent également en Afrique, ils y rencontrent des agents chinois qui s'appuient sur des groupes locaux pour lutter contre le néocolonialisme occidental. Le Tiers Monde est donc traversé dans les années 60-90 de luttes très sanglantes opposant des groupes rivaux appuyés par les différentes grandes puissances. De 1945 à 1989, l'opposition entre blocs fut à l'origine de 127 guerres causant la mort de 22 millions de personnes dont 90% sont originaires de pays des Sud.

### **3 1975-1979, vers une crispation de premier ordre**

Les accords d'Helsinki posent des problèmes dans leur application. Les Américains hésitent à transférer de la technologie pétrolière à Moscou. L'URSS, quant à elle, continue de réprimer tous les mouvements démocratiques. L'internement du dissident Andreï Sakharov déclenche une vague de contestation internationale. L'obtention du prix Nobel de la paix pour son action en faveur des droits de l'homme déclenche la colère du Kremlin.

Suite au revers américain au Vietnam, les Soviétiques interviennent pour établir des régimes socialistes en Angola et au Mozambique (1975), en Ethiopie en 1977, soutenir des guerillas en Amérique latine. Mais la crise la plus déstabilisante se déroule en Afghanistan. En avril 78, un coup d'Etat communiste renverse la monarchie. Les réformes radicales (fermeture de mosquées, scolarisation des femmes, interdiction du voile...), prises par le nouveau gouvernement, choquent une opinion publique traditionaliste. Des mouvements de résistance s'organisent autour des imams. Pour éviter une contagion aux républiques du sud de l'URSS à dominante musulmane, Moscou décide d'intervenir militairement en décembre 1979.

## C Vers la dislocation de l'empire soviétique

*Pourquoi et comment l'URSS s'inclina-t-elle face à la puissance américaine ?*

### **1 1979-1985, déclin soviétique et reconquête reaganienne**

En janvier 79, le shah d'Iran, considéré comme le « gendarme du Golfe » par les Etats-Unis qui l'avaient placé sur le trône en 1953, doit quitter le pays sous la pression populaire. Rentré d'exil, l'ayatollah Khomeiny crée la République islamique, à la fois anti-américaine et antisoviétique, remettant en cause la domination américaine sur le Moyen-Orient. Devant ces échecs internationaux, l'administration Carter, empêtrée dans la crise économique, ne semble pouvoir réagir. Les élections de 1980 sont remportées par le républicain **Ronald Reagan** porté par un slogan qui est à lui seul un programme : **America is back !**

En Afghanistan, Reagan décide de soutenir les moudjahidin qui comptent dans leurs rangs des combattants étrangers notamment saoudiens. Parmi eux, un certain Oussama Ben Laden, dirigeant le groupe Al-Qaïda. Washington fournit armes, matériel de communication, instructeurs militaires pour **développer une guérilla** qui va coûter chère aux Soviétiques, qui vont connaître leur Vietnam. Pour lutter contre l'Iran, les Etats-Unis poussent l'Irak à lancer ses troupes contre la République islamique, avec la promesse d'acquérir les zones pétrolifères de la zone frontalière. Bien armés, les Irakiens doivent cependant lutter contre un ennemi bien plus nombreux : la guerre s'enlise dans une guerre de tranchée, très meurtrière. Elle prend fin en août 1988, la révolution islamique est endiguée et le golfe persique sécurisé. Reagan relance la course aux armements et prépare en 1983 un **nouveau programme spatial baptisé IDS** (surnommé Guerre des étoiles) qui est censé protéger le territoire américain par un bouclier spatial anti-missiles. Des missiles Pershing II sont déployés en Europe occidentale pour répondre à l'installation des fusées SS20 en Europe de l'est.

Face au dynamisme américain (qui se construit en creusant de façon catastrophique le déficit budgétaire et en sacrifiant les dépenses sociales et scolaires), l'URSS connaît un déclin net. Celui-ci est lié à :

- la contestation grandissante qui s'organise dans les pays de l'est, des syndicats réussissent à s'organiser notamment en Pologne et mènent des actions spectaculaires (grèves de Solidarnosc dans les chantiers navals de Gdansk) que le pouvoir ne semble pouvoir endiguer que par la violence
- l'apathie de son système économique incapable de se rénover et de fournir aux Soviétiques le confort minimum. L'inefficacité du système agricole conduit le pays au bord de la disette. Les Américains, en suspendant leur approvisionnement en blé, aggravent volontairement la situation.
- la sclérose de son personnel politique, révélée par les âges canoniques des dirigeants et notamment le premier d'entre eux Brejnev qui meurt en 1982 après 28 ans de règne ! Ces dirigeants (apparatchiks) forment la nomenklatura coupée du monde réel, ils n'ont aucune conscience des difficultés de leurs concitoyens.
- l'« envie d'ailleurs » des jeunes Soviétiques qui sont séduits par l'américain way of life et la liberté dont jouissent leurs homologues occidentaux.
- l'enlèvement en Afghanistan, des milliers de jeunes Soviétiques meurent dans les embuscades menées par les moudjahidin. Beaucoup de jeunes refusent de partir, les mères des soldats tués n'hésitent plus à contester ouvertement le régime malgré les menaces et sanctions du régime autoritaire : la **désobéissance civile** se propage comme aux Etats-Unis dans les années 60.

### **2 Les réformes de Gorbatchev**

Devant l'ampleur du désastre, le comité central porte au pouvoir le jeune Mikhaïl Gorbatchev leader de l'aile réformatrice en 1985. Il mène une politique de rupture radicale avec ses prédécesseurs pour tenter de sauvegarder le système communiste. Sur le plan intérieur, la **Glastnost** (transparence) libéralise la presse et permet progressivement l'établissement du pluralisme politique

et la **Perestroïka** (reconstruction) introduit des principes capitalistes dans le système communiste (profit, rentabilité, productivité...)

Les occidentaux réagissent positivement à ces réformes, des multinationales lancent des investissements en URSS, rachètent des entreprises qu'ils modernisent. Reagan accepte la main tendue, le dialogue renouvelé conduit à la signature à un traité de désarmement en 1987 permettant l'élimination des fusées intermédiaires déployées à la fin des années 70 en Europe. Gorbatchev suspend toutes les aides militaires extérieures, l'Armée rouge se retire d'Afghanistan en 1988.

### 3 Pourquoi le bloc soviétique s'est-il désintégré ?

Gorbatchev accepte voire encourage l'arrivée au pouvoir de dirigeants plus libéraux à la tête des pays d'Europe centrale. Une « **révolution de velours** » touche la Tchécoslovaquie et la Hongrie, qui ouvre sa frontière avec l'Autriche : le rideau de fer se lève... En octobre, venu célébrer à Berlin le 40<sup>e</sup> anniversaire de la RDA, Gorbatchev tance publiquement les dirigeants qui répriment féroce les manifestations ouvrières et estudiantines qui se multiplient dans le pays. **Dans la nuit du 9 au 10 novembre 1989, le mur de Berlin est ouvert par la RDA, ce symbole marque la fin de la guerre froide.** Le 3 octobre 1990, l'Allemagne est réunifiée. La chute des autres régimes communistes se déroule de façon plus chaotique. En Roumanie, les Ceausescu sont assassinés par la population qui se soulève en décembre 1989. En Yougoslavie, la chute du communisme réveille les vieux nationalismes de ce pays fédéral, le pays implose après les déclarations d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie. La guerre contre la Serbie commence. En URSS, Gorbatchev est confronté à une contestation grandissante. Les réformes économiques se soldent par un double échec :

-économiquement, de nombreuses entreprises soviétiques ne peuvent se moderniser et concurrencées par les produits étrangers font faillite.

-socialement, les Soviétiques vont connaître pour la première fois le chômage. La misère et le désœuvrement accélèrent la déstructuration de la société soviétique.

Ce désastre trouve une traduction politique. Des forces libérales, nationalistes, religieuses récupèrent le mécontentement populaire en Russie mais surtout dans les autres Républiques de l'URSS. Annexés par l'URSS en 1940, les pays baltes proclament leur indépendance dès 1990. Pris en tenaille entre les libéraux qui veulent détruire le système communiste et l'URSS en tant qu'union et les nostalgiques réactionnaires du parti, qui tentent un coup de force en août 90, Gorbatchev est dépassé par les événements. En juin 91, Boris Eltsine, son rival réformateur, est élu président de la Russie. En décembre 91, 10 Républiques (dont la Russie !) proclament leur indépendance, Gorbatchev démissionne le 25 décembre 1991 : l'URSS a cessé d'exister.

#### J'ai retenu les grands concepts du chapitre

##### **Partie A : De la grande alliance à la guerre froide**

Démilitarisation, dénazification, décartellisation, plan Marshall, expansionnisme, équilibre de la terreur, maccarthysme, pactomanie, containment, coexistence pacifique

##### **Partie B : Les tentatives de conciliation et leur échec**

Non alignement, Tiers Monde, conférence de Bandoeng, théorie des dominos, Printemps de Prague, traité de non prolifération atomique, téléphone rouge, Ostpolitik, accords SALT

##### **Partie C : Vers la dislocation de l'empire soviétique**

Programme IDS, glasnost, perestroïka, nomenklatura, apparatchik, révolution de velours



## 2<sup>ème</sup> sous-partie : la décolonisation

La domination européenne s'était affirmée de façon éclatante au 19<sup>ème</sup> siècle. S'appuyant sur les armes nouvelles et la technologie issues de la révolution industrielle, ainsi que sur sa puissance démographique, le Vieux Continent a conquis le monde. Cependant l'ordre colonial, provoquant déséquilibres et injustices, est sévèrement contesté dès les années 20/30. L'affaiblissement européen, consécutif aux deux guerres mondiales, enclenche un processus, qui conduit à la désagrégation des empires en moins de 30 ans. Dans le contexte de l'affrontement est/ouest, les nouveaux Etats tentent de s'affirmer.

*Pourquoi et comment l'ordre colonial a-t-il disparu ? En quoi a-t-on assisté au recyclage de l'impérialisme sous des formes plus discrètes ?*

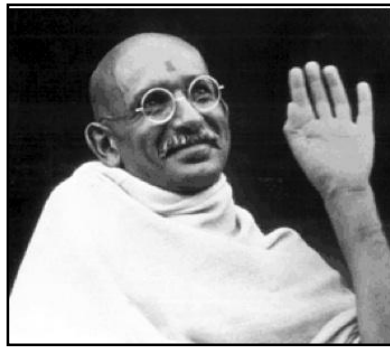
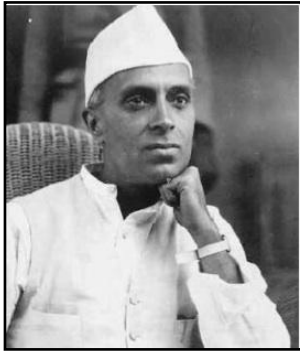
### A Les causes de la décolonisation

*Pourquoi l'ordre colonial s'écroula-t-il aussi brutalement ?*

#### **1 Un contexte international favorable**

**La seconde guerre mondiale a considérablement affaibli les puissances coloniales** européennes. Sur le plan économique, les nécessités de la reconstruction réduisent fortement les investissements dans les colonies. L'image de l'Europe apportant la modernité et la prospérité aux sauvages s'évanouit. Sur le plan diplomatique, les Etats-Unis et l'URSS devenus les maîtres du monde issu de la guerre sont des puissances favorables au démantèlement des empires coloniaux. D'un point de vue pragmatique, ces puissances voient dans la disparition des empires européens, le moyen d'étendre leur zone d'influence à l'Afrique et l'Asie. Mais il ne faut pas oublier que les Etats-Unis sont issus d'une lutte de décolonisation. En 1946, ils accordent ainsi l'indépendance aux îles Philippines, colonie américaine depuis 1896. L'idéologie marxiste a toujours combattu le principe de la domination coloniale et de l'impérialisme stade ultime du capitalisme, selon Lénine. Dès les années 1920, les partis communistes s'engagent activement dans la lutte anticoloniale : contre propagande, aides matérielles aux rebelles tels Abdelkrim lors de la guerre du Rif. L'ONU précise dans sa charte de fondation que tous les Etats membres (dont la France et l'Angleterre) s'engagent à respecter « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

Sur le plan moral, l'Angleterre avait dû négocier avec les Indiens pour obtenir des troupes défendant la perle de l'Empire contre les assauts japonais. En 1942, le parti du Congrès avait voté la mention *Quit India*, le mouvement indépendantiste dirigé par Gandhi et Nehru (en bas au centre et à gauche) acceptait de soutenir la lutte contre le Japon en échange de l'ouverture de négociation dès la victoire. Pour la France, la situation est encore plus ambiguë et difficile, Vichy n'avait pas assuré la défense de l'Indochine qu'elle était censé protéger (à l'exception de la Cochinchine, le reste du territoire est un protectorat depuis les années 1880). De Gaulle avait acquis la légitimité nécessaire auprès des alliés en recevant dès 1940 le soutien de l'AOF et de l'AEF grâce au ralliement de Félix Eboué (en bas à droite en compagnie de De Gaulle en novembre 1940). Au regard de cet engagement précoce, De Gaulle propose de modifier les statuts de l'Empire. La conférence de Brazzaville est organisée, du 30 janvier au 8 février 1944, par le Comité français de la Libération nationale (CFLN), afin de déterminer le rôle et l'avenir de l'Empire colonial français. A l'issue de cette conférence, l'abolition du code de l'indigénat est décidée, est également retenue la proposition, faite par Félix Éboué, d'une politique d'assimilation en faveur des colonies.



## 2 Des métropoles fragilisées, la fin de la volonté « civilisatrice »

Les puissances européennes avaient justifié la domination coloniale par l'apport de la civilisation à des pays sauvages. Les remises en causes de cette supériorité avaient déjà vues le jour avec le travail des ethnologues et l'élaboration du relativisme culturel (les croyances et activités mentales d'un individu sont relatives à la culture à laquelle appartient l'individu en question) s'opposant à l'ethnocentrisme européen. Les massacres de la seconde guerre mondiale et plus particulièrement la Shoah montrent aux Européens que leur civilisation était porteuse de germes de destruction : en quoi peut-elle constituer un modèle ?

En Europe de nombreux politiques et économistes s'interrogent sur le bien fondé d'une politique extrêmement coûteuse pour l'Etat (infrastructure, administration, éducation) et pensent à installer des mécanismes de domination moins onéreux.

Les milieux religieux avaient soutenu la colonisation au 19<sup>e</sup> siècle pour favoriser l'évangélisation de régions animiste, bouddhiste ou musulmane. Cependant, ils s'interrogent sur la réalité des conversions opérées et sur l'ancrage réel du christianisme dans ces régions. Confrontés à une très profonde déchristianisation, l'Eglise catholique se replie massivement sur ces espaces traditionnels.

## 3 La maturation du mécontentement colonial

Les décalages entre la propagande coloniale et les réalités exaspèrent une population soumise au code de l'indigénat en Afrique subsaharienne française et à l'arbitraire colonial en général. Les progrès économiques et la modernisation de ces territoires ne profitent qu'aux colons et une minorité des indigènes. La majorité, au contraire, subissent les effets destructeurs de l'introduction des produits métropolitains sur le marché (destruction de la proto-industrie textile en Inde, du tapis et de la bijouterie en Afrique du nord) et de confiscation des terres les plus fertiles par les Européens. L'augmentation de la population, liée à l'introduction de la médecine moderne, conduit à une baisse du niveau de vie d'une quasi-totalité de la population. Germaine Tillon dénonce dans L'Algérie en 1957, la « clochardisation de la population ». L'exode rural massif engendre un dérèglement urbain, les villes coloniales s'entourent de vastes bidonvilles.

Le mécontentement économique et social peut se traduire par de puissantes révoltes. Mais sans chef, ni organisation, ni idéologie, le mouvement ne peut se structurer et s'essouffle avec la répression des autorités coloniales. Seul Abdelkrim avait su entre 1921 et 1926 organiser une armée capable de résister aux armées espagnole et française.

Des courants traditionalistes s'appuient sur des valeurs identitaires fortes pour commémorer un âge d'or mythique et contester la modernité occidentale qui n'apporterait que déclin et misère : l'Istiqlal marocain ou l'activiste algérien Messali Hadj sont des bons représentants de ces tendances traditionalistes et révolutionnaires.

De jeunes intellectuels, issus de la minorité bourgeoise indigène, formés à l'école européenne, vont percevoir le décalage entre les principes moraux européens (liberté, égalité, fraternité, bill of rights, déclaration des droits de l'homme et du citoyen...) et la gestion des colonies par l'Angleterre

ou la France. S'appuyant sur une double culture plus ou moins matée de socialisme, ils organisent les premiers mouvements structurés anticoloniaux : le Néo Destour de Bourguiba en Tunisie, le parti du Congrès de Gandhi et Nehru en Inde. Ces mouvements veulent mener leur pays vers l'indépendance mais aussi les modernités politique, culturelle et sociale.

## **B 30 ans de décolonisation**

*Pourquoi les voies de la décolonisation furent-elles aussi différentes ?*

### **1 L'Asie en pointe du combat (1945/ 1954)**

A la fin de la guerre, Attlee, premier ministre travailliste anglais, est favorable à l'indépendance. Cependant, la décolonisation est compliquée par le fait que l'Inde est une mosaïque de peuples et de religions dominée par les hindous et les musulmans. Alors que le parti du Congrès souhaite le maintien de l'unité indienne, la Ligue musulmane d'Ali Djinnah réclame la création de deux Etats. **Les incidents deviennent de plus en plus violents à partir d'août 1946 et dégénèrent en une véritable guerre civile.** Les Britanniques précipitent le processus indépendantiste. Lord Mountbatten, vice-roi des Indes, après avoir tenté de maintenir l'unité indienne sous la pression de Gandhi, se rallie à la partition. En août, deux mois après l'indépendance de l'Empire, deux Etats indépendants sont créés : l'Union indienne à dominante musulmane et le Pakistan à dominante musulmane. Le Sri Lanka (Ceylan) devient indépendant en 1948, le Bangladesh se sépare du Pakistan en 1971 après une terrible guerre.

Contrairement à la Grande-Bretagne, les Pays-Bas s'accrochent à leur colonie indonésienne. Après avoir fui devant l'avance japonaise en 1940, les colons néerlandais pensent se réinstaller sans problème. Mais les Indonésiens, qui ont reconquis leur liberté, en luttant contre l'envahisseur nippon, ne l'entendent pas de cette oreille : Sukarno déclare l'indépendance de son pays le 17 août 1945. Après des tentatives de reprises en main militaire, les Pays-Bas doivent céder aux pressions diplomatiques et économiques des Etats-Unis, qui conditionnent l'obtention du plan Marshall au retrait des troupes hollandaises. Les Pays-Bas reconnaissent l'indépendance indonésienne en décembre 1949.

**Le 2 septembre 1945, Hô Chi Minh proclame l'indépendance du Vietnam.** Malgré la reconnaissance officielle de la France, le haut commissaire d'Argenlieu joue double jeu et déclenche les hostilités. De 1947 à 1950, le corps expéditionnaire français est confronté à une guérilla. Le Vietminh s'appuie sur sa bonne connaissance du terrain et un soutien populaire pour mener des embuscades contre des éléments isolés de l'armée française. Celle-ci ne contrôle véritablement que les villes et les grands axes routiers. A partir de 1950, les insurgés reçoivent le soutien militaire et logistique de la Chine communiste, une véritable armée se met en place commandée par un grand tacticien, le général Giap. Pour reconquérir le nord du pays, l'état major français décide de concentrer l'essentiel de ses troupes à **Diên Biên Phu**. Le corps expéditionnaire se fait encercler, un long siège mène à la capitulation de 12 000 hommes le 7 mai 1954. Cette grave défaite conduit Pierre Mendès France au pouvoir et le nouveau président du conseil ouvre les négociations qui aboutissent à la signature des accords de Genève le 21 juillet 1954. Le Laos et le Cambodge deviennent indépendants. Le Vietnam est divisé en deux sur le 17<sup>e</sup> parallèle. Au nord, la République populaire du Vietnam passe sous contrôle des communistes, au sud, une république nationaliste reçoit le soutien américain pour endiguer l'avancée des rouges.

### **2 L'Afrique du Nord entre dans le conflit (1954/1962)**

Suite au désastre indochinois et devant les troubles qui commencent à se développer en Algérie, Pierre Mendès France décide d'entamer les négociations avec les mouvements indépendantistes tunisien et marocain. Par le **discours de Carthage** en 1954, le président du conseil français accorde un statut d'autonomie à ces deux protectorats où ne résident que quelques dizaines de milliers de métropolitains, qui, pour l'essentiel sont des fonctionnaires peu attachés à ces terres. Devant l'aggravation de la crise algérienne, **l'indépendance leur sera accordée en mars 1956.**

Cette décolonisation, relativement pacifique et négociée, permet à la France de conserver dans ces deux pays des intérêts économiques, culturels (le français reste langue officielle et d'enseignement), militaires et politiques (collaboration policière et juridique étroite jusqu'à aujourd'hui...).

**La question algérienne est bien plus complexe.** Les colons représentent près de 10% de la population résidant en Algérie. Ces FSE (Français de souche européenne) y sont présents depuis plusieurs générations, car l'essentiel de ces familles s'y est établi à la fin du 19<sup>e</sup> siècle : ils considèrent cette terre comme la leur et n'ont pour la plupart qu'une connaissance très limitée de la métropole. Cette colonie de peuplement présente une société bien plus complexe que celles observables dans les colonies d'exploitation. A côté d'une élite administrative, militaire et entrepreneuriale (grands propriétaires terriens, possesseurs de mines, grands commerçants, banquiers), la majorité de la population pied-noir est composée de classes moyennes (petits commerçants, petits artisans, fonctionnaires, contremaitres...) et de classes populaires à dominante urbaine (84% des pieds noirs) mais aussi de petits propriétaires terriens (certes plus aisés que les indigènes). Parfois concurrencée par la montée en puissance d'une petite bourgeoisie arabe et juive, elle est très attachée aux avantages scolaire, politique et administratif dont elle jouit

La déclaration de François Mitterrand affirmant avec force que « l'Algérie, c'est la France » au lendemain de la Toussaint rouge (1<sup>er</sup> novembre 1954) peut paraître en soit aberrante mais elle est juste d'un point de vue juridique. L'Algérie est composée de **trois départements français** (Constantine, Alger, Oran), la constitution française précisant que « la République est une et indivisible » toute sécession est constitutionnellement impossible. Les populations indigènes sont des citoyens français...de seconde zone. Les **FSNA (Français de souche nord africaine)** n'ont pas de droits politiques. Les efforts de scolarisation se sont surtout dirigés vers les kabyles, rejetant la très large majorité de la population arabe dans la très grande pauvreté. Elle compose une masse à dominante rurale qui soit travaille sur les terres des colons, soit possède des micropropriétés sur lesquelles les familles survivent. Cette agriculture vivrière ne dispose d'aucun investissement, **l'économie des campagnes reste donc très largement démonétarisée.** Une frange réduite des FSNA (20%) a profité des bienfaits de la scolarisation, de postes dans l'administration (chemin de fer, postier, postes administratifs subalternes...) ou de pensions d'anciens militaires.

De 1945 à 1954, des mouvements nationalistes s'étaient constitués dès les années 1920 en Algérie (Etoile nord africaine, Parti du peuple algérien...) desquels émerge la figure de Messali Hadj. **En 1945, des émeutes éclatent dans la région de Sétif et Guelma.**

Elles ont un double caractère :

-lors des défilés commémorant la fin de la seconde guerre mondiale, des nationalistes algériens se mêlent à la foule pour rappeler leurs revendications politiques. La situation dégénère, on relève une trentaine de morts de chaque côté

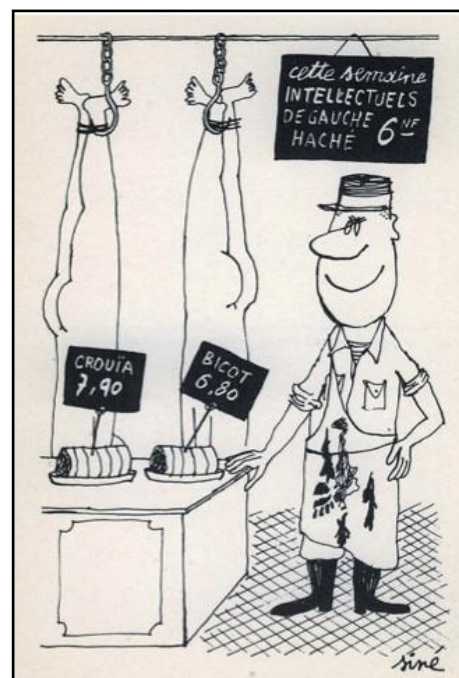
-par ailleurs des manifestations violentes que l'on peut assimiler à des jacqueries se développent dans tout le Constantinois, la population affamée attaque des lieux (minoterie, boulangerie) où elle pense trouver de la nourriture. Une centaine d'Européens possesseurs de ces lieux sont assassinés. La répression aveugle de l'armée française est terrible : 1000 morts officiellement. Des rapports secrets de l'armée tendent à prouver que le véritable chiffre serait plus près de 10 000 avec de très nombreuses exécutions sommaires de prisonniers raflés au hasard ou de militants politiques non liés au meurtre des Européens.

Prenant conscience du soubassement économique politique du mécontentement des FSNA, le pouvoir accorde à l'Algérie un **nouveau statut en 1947**. Ce statut prévoit la création d'une assemblée algérienne -ayant, à vrai dire, exclusivement des compétences financières- et le droit de vote aux 9 millions d'algériens non-européens pour y élire 60 représentants (les 60 autres représentants étant choisis par le million d'européens vivant en Algérie). Toutefois, cette légère avancée sera totalement vidée de son sens par le truquage des élections à cette assemblée algérienne, le 11 avril 1948, par le gouverneur général en Algérie. Les représentants des organisations indépendantistes ou autonomistes ne sont pas autorisés à siéger.

De 1954 à 1958, d'abord sous-jacentes, les violences éclatent brutalement le 1<sup>er</sup> novembre 1954. **L'ALN (Armée de libération nationale), branche militaire du FLN (Front de libération nationale) est le premier mouvement à utiliser la violence.** D'inspiration marxiste, il mène une guerre révolutionnaire contre les colons, les élites francophiles algériennes, mais aussi les autres mouvements indépendantistes algériens notamment le MNA (mouvement national algérien) de Messali Hadj. Cette Toussaint rouge, par sa coordination, frappe les esprits, la réplique menée par F. Mitterrand et Pierre Mendès France se veut équilibrée. La pacification vise tout d'abord à détruire les réseaux jugés terroristes, le pouvoir ne leur reconnaît aucune légitimité politique, aucun dialogue n'est possible ; d'autre part elle veut accélérer les réformes sociales et politiques restées au point mort et développer les réseaux scolaire et de santé. L'armée est perçue comme le moyen de mener à bien l'une et l'autre tâche. La population métropolitaine soutient cette politique à contrario des pieds-noirs qui y voient « une prime au crime », par ailleurs aucun dialogue n'est établi avec les indépendantistes algériens considérés comme des terroristes.

**Les massacres de Philippeville** marquent un tournant dans la « guerre sans nom ». Le 20 août 1955, des paysans et des ouvriers chauffés à blanc par des éléments du FLN s'attaquent au petit village minier d'El Halia, situé à 3 Km de Philippeville (actuellement Skikda). Des ouvriers et leurs familles sont massacrés et certains sont atrocement mutilés. Le bilan de ce massacre s'élève à 112 morts dont 72 Européens. Des milices armées ainsi que des unités spéciales formées principalement de parachutistes et de légionnaires contrôlent toute la région. L'armée bombarde tous les douars des environs et abat à vue tout individu suspect pendant huit journées consécutives. Des milliers de prisonniers formés d'hommes âgés de 14 à 70 ans sont capturés, emmenés au stade municipal de la ville pour interrogatoire, la plupart sont exécutés sans jugement. Du côté officiel français, on estime le bilan à 1 272 morts tandis que du côté algérien on avance le chiffre de 12 000 morts et des milliers de disparus. Ces massacres et l'usage avéré de la torture par l'armée française eurent un large écho international et entraînèrent la condamnation de plusieurs pays, notamment les États-Unis d'Amérique et l'Union soviétique. En septembre 1955, la question algérienne est débattue par l'Assemblée Générale des Nations unies à New York. Ces événements jetèrent un profond désarroi au sein de l'ensemble des membres des communautés qui se trouvèrent soudées en cette occasion quels que fussent leurs opinions politiques. La stratégie de radicalisation des Algériens (jusque là hésitant) voulue par le FLN fonctionne à plein, la rupture entre les deux communautés est définitive.

**L'envoi du contingent en 1956** est censé marquer l'indéfectible attachement de la France à l'Algérie et la volonté de lutter contre « des bandits et hors-la-loi ». A l'époque, le pouvoir et les médias ne parlent pas de guerre mais de « désordres internes » et de « rétablissement de l'ordre public ». Cependant, l'envoi de jeunes conscrits effectuant leur service militaire marque un retournement net de l'opinion publique sensible à la mort de ces jeunes gens. Les politiques métropolitains, mesurant l'impopularité grandissante (cf caricature de Siné en 1957 dans l'Express) et les dommages diplomatiques et financiers de ce qu'il convient d'appeler une guerre, commencent à s'interroger sur le bien-fondé de la politique menée depuis 1954 voire au-delà. Les pieds-noirs, appuyés par l'armée professionnelle, forment **un comité de salut public et chassent le gouverneur général le 13 mai 1958.** Ils appellent de leur vœu le retour au pouvoir « du plus illustre des Français », le général De Gaulle, seul capable selon eux de garantir l'avenir de l'Algérie française. L'opération Résurrection est un véritable coup d'Etat. Il débute le 24 mai 1958 par le parachutage du 12<sup>e</sup> BPC de Calvi qui s'empare du contrôle civil et militaire de la Corse le



26 mai 1958. La seconde partie de l'opération doit se dérouler à Paris. Le général de Gaulle avait donné son accord à l'opération planifiée par l'état-major d'Alger au cas où le président Coty ne faisait pas appel à lui comme président du Conseil. Reçu à l'Elysée, l'opération est annulée, **De Gaulle devient le dernier président du conseil de la 4<sup>e</sup> République.** Le 3 juin, l'Assemblée vote



les pleins pouvoirs à de Gaulle pour une durée de six mois, celui-ci est chargé de rédiger une nouvelle Constitution qui donnera naissance à la 5<sup>e</sup> République (caricature de Jean Eiffel dans l'Express ci-contre en septembre 58).

1958-1962, dès le 4 juin, le général De Gaulle se rend à Alger, après son tonitruant « **Je vous ai compris** » qui rassure et galvanise la foule des colons rassemblés devant le gouvernement général, développe un discours très ambigu. Mais très vite, De Gaulle préconise l'ouverture des négociations et propose l'autodétermination. Les colons,

se sentant trahis, soutiennent les généraux Challe, Salan, Jouhaud, Zeller qui tentent un putsch en avril 1961. Avec un art politique consommé, De Gaulle désolidarise les conscrits et une large partie de l'armée professionnelle des rebelles et sur-médiatise cette sécession pour inquiéter la population et obtenir les pleins pouvoirs pour 6 mois. Le coup d'Etat ayant échoué, une partie des pieds-noirs fonde une organisation terroriste, l'OAS (organisation de l'armée secrète) qui perpète des attentats en Algérie et en métropole contre des agents du FLN, des sympathisants de la cause algérienne et contre De Gaulle. Le général échappe de justesse à la mort lors de l'attentat du Petit Clamart (août 62). L'OAS infiltre aussi la police et les administrations.

En mars 1962, la **signature des accords d'Evian** prévoit la mise en place d'un référendum qui conduira à l'indépendance tout en garantissant à la France l'exploitation du pétrole saharien pour 10 ans, des bases militaires pour 5 ans et la sécurisation des biens et des personnes. Mais le climat de haine était tel que cette dernière clause ne fut pas respectée. Un million de pieds-noirs durent évacuer l'Algérie en laissant tout derrière eux. Mais la valise et le cercueil ne sera même pas l'alternative offerte aux harkis, ces combattants qui firent le choix de la France furent pour l'essentiel massacrés avant d'avoir pu embarquer.

### 3 L'Afrique subsaharienne, de l'échec de l'assimilation à l'indépendance

Les décolonisations de l'Afrique subsaharienne anglophone se déroulent pacifiquement. Tous les nouveaux pays adhèrent au Commonwealth, qui permet à l'Angleterre de continuer d'entretenir des rapports privilégiés avec ses anciennes colonies (échanges commerciaux, intérêts culturels, diplomatiques et militaires).

Devant l'échec de la politique d'assimilation française réactivée depuis la conférence de Brazzaville en 1944, la loi cadre Defferre de 1956 permet une évolution vers l'autonomie. La mise en place de la Communauté française en 1958 accélère l'indépendance qui finalement est acquise en 1960. Cependant les liens avec la France ne se distendent pas, l'ancienne métropole garde toujours un œil sur les affaires internes et externes de ces pays. La **Françafrique** est née.

D'autres décolonisations se déroulent de façon beaucoup plus douloureuse. L'immense et richissime Congo belge accède brutalement à l'indépendance sans aucune préparation en 1960. Commence alors une guerre civile de 5 ans, où chaque groupe est soutenu par une grande puissance extérieure (Cuba, URSS, USA, France, Belgique) pour mettre main basse sur les richesses du territoire. Le général Mobutu, créature de la France, accède au pouvoir en 1965 et établit une dictature féroce et corrompue qui ne prendra fin qu'en 1997. En 1974, le Mozambique et l'Angola accèdent à l'indépendance après plusieurs années de lutte contre la métropole portugaise. Usée par cette âpre lutte, la dictature de Salazar chute devant la révolution des œillets. La décolonisation de la Rhodésie du Sud en 1980 (actuel Zimbabwe) conduit à de graves tensions entre les riches propriétaires blancs et la population noire. Averti par une telle évolution, le pouvoir sud-africain renforce sa politique d'apartheid. Arrivé au pouvoir en 1989, le président De Klerk entame des réformes fondamentales qui conduisent à l'effondrement de l'apartheid en 1991 et à la libération de Mandela qui devient président de l'Afrique du Sud. Ces événements clôturent le mouvement des peuples autrefois colonisés. Cependant la libération de ces pays est elle véritable et totale ?

### C De la difficile à l'impossible émergence du Tiers-Monde

*A quels défis sont confrontés les pays nouvellement indépendants ?*

#### **1 Construire un Etat et une nation, un défi**

La mise en place d'un Etat suppose la formation d'hommes qualifiés capables d'encadrer les administrations, gérer honnêtement les fonds publics et défendre les intérêts du pays sur la scène internationale. Or le pouvoir échoit aux chefs des mouvements indépendantistes. Au-delà de leurs qualités, ces hommes gardent des habitudes de leurs années de lutte clandestine : goût du secret, partage des informations et de la gestion des affaires courantes entre un petit groupe de fidèles. Souvent ces hommes se sentent investis d'une mission, il pense avoir raison contre tous les archaïsmes et tenants de l'ordre ancien. Positionnement intellectuel qui les conduisent à l'autoritarisme et à éliminer les personnes qui peuvent leur faire de l'ombre. Les successeurs manquent souvent d'expérience et de légitimité. Par ailleurs, le clientélisme et l'**éthnicisation** des postes à responsabilité conduisent à la décomposition de l'Etat et des territoires, excitant les tensions inter-ethniques et religieuses déjà exploitées sous la période coloniale.

La conférence de Berlin de 1885 avait conduit à un découpage colonial de l'Afrique qui ne tenait aucunement compte des réalités locales. Ainsi, des ethnies ont été séparées par des frontières artificielles compliquant ou interdisant les échanges économiques, culturelles traditionnels. D'autres ethnies ont été tenues de cohabiter alors qu'elles pouvaient entretenir des rapports conflictuels. A l'indépendance les enjeux nouveaux (maîtrise des pouvoirs politique, administratif, économique, choix de la langue officielle...) démultiplient les tensions antérieures. Pourtant ces pays ont construit progressivement une identité nationale, les frontières n'ont été remises en cause que pour l'Ethiopie (sécession de l'Erythrée) et le Soudan (sécession du sud du pays en 2011).

#### **2 S'affirmer sur la scène internationale**

Les indépendances en Asie et en Afrique font naître un troisième monde dont l'émergence transforme les relations internationales. La **conférence de Bandoeng**, qui se tient en avril 1955, à laquelle ne participent ni les États-Unis ni l'URSS a justement pour objet de définir la position de ces nouveaux pays qui apparaissent sur le globe. Le premier ministre chinois **Zou Enlai** invité à la Conférence va en être un des protagonistes majeurs puisqu'il va énoncer dix propositions qui condamnent le colonialisme. La conférence est également l'occasion de réaffirmer la souveraineté de ces Etats qui n'ont pas à accepter les diktats des États-Unis et de l'URSS. Cette conférence constitue donc la profession de foi du non-alignement. Ces pays n'ont pas de poids économique ou politique mais un poids démographique. C'est là qu'apparaît donc la notion de Tiers Monde par référence au Tiers Etat. Ce groupe apparaît sans véritable cohésion et plus ou moins sous influence des deux grands ou des anciens colonisateurs. Cependant des pays présentent de vraies voies alternatives de développement : l'Inde et sa révolution verte, la Chine qui se détache de l'influence

soviétique. Le monde arabe est traversé d'aspiration unitaire, Nasser tente de développer le panarabisme à travers la diffusion du modèle baasiste conciliant socialisme, modernisme et unité arabe contre Israël.

Cependant cette tentative d'affirmation politique se confronte aux réalités politiques. Les anciennes puissances coloniales, s'appuyant sur les faiblesses structurelles des pays ayant acquis leur indépendance, développent des stratégies impérialistes. Le néocolonialisme permet à la France, à l'Angleterre... de maintenir les intérêts de leurs grands groupes en Afrique, en Asie et en Amérique latine en soutenant militairement et policièrement des régimes dictatoriaux, gages de stabilité.

### **3 La question économique**

Le Tiers Monde est composé dans les années 60 de pays pauvres exportant des matières premières, des produits agricoles et des énergies peu valorisés. Ils tentent de s'organiser pour peser sur les négociations commerciales internationales. En 1967, est créé le groupe des 77 (aujourd'hui 130) qui dénonce l'échange inégal, pose la question de la protection des agricultures vivrières et de l'aide au développement. Individuellement les pays contractent de grosses dettes pour moderniser et spécialiser leur production afin d'être compétitif sur le marché mondial. Dans les années 70, ce choix s'avère payant pour les pays pétroliers ou la Côte d'Ivoire avec le cacao. Mais avec le ralentissement économique après 74, l'offre se maintient à un niveau élevé alors que la demande faiblit entraînant une baisse des prix. L'hyperspécialisation (syndrome hollandais) conduit à l'effondrement des économies et le surendettement des pays africains. Pour résoudre la crise du surendettement, le FMI impose des plans d'ajustement structurel. Les Etats doivent réduire drastiquement leurs dépenses et souvent cela conduit à la désagrégation des maigres services publics, aggravant la situation des populations les plus pauvres. La situation s'est améliorée depuis le début des années 2000 avec l'augmentation de la demande en énergie et en matières premières (notamment chinoise) et l'élévation des prix. Cependant l'exploitation de ces produits par des sociétés occidentales (et la rapacité des élites locales) ne laissent souvent que des miettes aux populations.

#### **J'ai retenu les grands concepts du cours**

##### **Partie A : Les causes de la décolonisation**

Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, conférence de Brazzaville, politique d'assimilation, politique d'association, ethnocentrisme, relativisme culturel, ethnologie, code de l'indigénat

##### **Partie B : 30 ans de décolonisation**

Accords de Genève, colonie de peuplement, colonie d'exploitation, discours de Carthage, Toussaint rouge, pacification, accords d'Evian, Commonwealth, Françafrique, apartheid

##### **Partie C : De la difficile à l'impossible émergence du Tiers Monde**

Non alignement, Tiers Monde, néocolonialisme, échange inégal, surendettement, syndrome hollandais, plan d'ajustement structurel, Fonds monétaire international



## **Chapitre 3 : la République française de 1944 à 1962**

Après la guerre, la République cherche une nouvelle voie qui lui permette de rompre à la fois avec l'histoire récente (le régime de Vichy) et les erreurs du passé (la 3<sup>ème</sup> République). Temps d'espoirs et de reconstruction, la Libération est un moment fort dans cette rupture. Elle est organisée par des hommes neufs pour une bonne part et dans un esprit d'unité nationale, rare dans l'histoire du pays. Les fondations solides d'une République plus sociale et démocratique (l'intégration des femmes) sont posées dans le cadre d'un Etat et d'une administration profondément renouvelés (statut de la fonction publique, ENA, planification...).

Cependant, très vite, les désaccords resurgissent, notamment sur la forme que doivent prendre les institutions et surtout, la France, comme l'ensemble de l'Europe, entre dans la Guerre Froide, ce qui met définitivement un terme à l'unité nationale. Après 1947, la République est gouvernée par des coalitions de partis que réunissent l'atlantisme et l'anticommunisme. Fragilisée par cette situation, le régime doit également faire face à la décolonisation rendue inévitable par la guerre mondiale et à une reconstruction du pays difficile. Malgré tout, le milieu des années 50 marque l'apogée du régime qui sous la direction de Pierre Mendès France pose les bases d'une modernisation économique et politique de grande ampleur. Malheureusement, les erreurs et finalement les incohérences d'une classe politique peu clairvoyante, conduisent au drame de la Guerre d'Algérie qui aura raison de la 4<sup>ème</sup> République. Celle-ci s'effondre sous les coups de l'armée et du Général de Gaulle qui n'avait jamais accepté le régime parlementaire. Il a alors les mains libres pour fonder une nouvelle République, dont les caractéristiques majeures plongent leurs racines à la fois dans ce contexte troublé (la Guerre d'Algérie, les coups d'Etat militaires) et dans la personnalité du Général de Gaulle. Plébiscité par les Français, rassurés par la stature de l'homme du 18 juin, celui-ci pose jusqu'en 1962, les fondements de ce qui sera la République présidentielle à la française.

L'œuvre de cette 4<sup>ème</sup> République, longtemps mal-aimée des citoyens et des historiens doit être évaluée à l'aune de ces difficultés et non uniquement de sa fin pitoyable sur les hauteurs d'Alger.

*En quoi cette République fut-elle un moment clé de notre histoire politique et pourquoi échoua-t-elle finalement ?*

### **A Entre espoirs et Guerre Froide 1944-1947**

#### **1 La Libération, un moment décisif été 44- janvier 46**

Lors de son arrivée à Paris, le 25 août 1944, le général de Gaulle retrouve une capitale encore sous le choc de quatre années d'occupation nazie. Son grand discours de l'Hôtel de ville est surtout marqué par son refus de proclamer la République (<http://www.youtube.com/watch?v=olg7AXaLni4>). Dans l'esprit du général, l'Etat de Vichy ne fut qu'une parenthèse qui se ferme, un accident de l'histoire ne nécessitant pas de refondation solennelle. Il s'agit aussi pour lui de pas accentuer le sentiment révolutionnaire présent dans le pays, alors qu'une grande partie du territoire échappe encore à son contrôle et que le Parti communiste apparaît comme la principale force politique y compris dans Paris libéré (le rôle de Rol-Tanguy, chef des FTP parisiens).



Les semaines qui suivent seront donc occupées à installer le GPRF et à organiser la prise de contrôle du territoire à la fois contre l'Allemagne, mais également contre la multitude de groupes de

résistants, plus ou moins rétifs à reconnaître l'autorité du général. A la fin de l'année, les milices ont été désarmées, des préfets nommés et même les EU ont reconnu le GPRF. La libération complète du territoire s'approche (Strasbourg est reprise en novembre, mais reste menacée) et le retour de M Thorez, le chef du PCF, de Moscou, apaise largement les tensions sur le terrain. L'année 1945 s'ouvre avec l'espoir d'en finir rapidement dans la guerre contre l'Allemagne dans laquelle de nombreux résistants s'engagent pour poursuivre la lutte contre le fascisme. Le temps des grandes décisions politiques est donc venu.

D'abord, les femmes votent pour la première fois aux élections municipales du printemps. La vieille querelle sur la légitimité des femmes en politique est enfin dépassée, les évolutions de la société, le rôle joué pendant la guerre et le renouvellement de la classe politique expliquent cette avancée majeure. À la fin de l'année, sont posées également les bases d'un nouveau régime par le biais du référendum, procédure qui n'avait plus été employée depuis l'époque napoléonienne. En octobre, le peuple se prononce pour de nouvelles institutions, pour une assemblée constituante où les partis de la Résistance dispose d'une large majorité (cf document). De Gaulle dans la foulée est désigné chef du gouvernement dans lequel entre plusieurs ministres communistes dont M Thorez. C'est une nouveauté sans précédent dans l'histoire de la République, puisque même en 1936, le PCF était resté en dehors du gouvernement de Léon Blum.

Dans ce contexte, toute une série de décisions sont prises, de grande portée : des nationalisations qui s'étalent de l'automne 44 à l'hiver 45 (transports aériens et marine marchande, houillères, entreprise de la chimie, Renault). Des ordonnances sont également signées qui limitent les prix et les loyers et créées une Sécurité sociale. Enfin, en janvier 46, les grandes banques de dépôt et la Banque de France sont nationalisées, une Ecole Nationale d'Administration et un commissariat au Plan sont créés.

Cependant, en désaccord sur le projet de constitution discuté à l'Assemblée, le général démissionne fin janvier 46, le temps de l'unité nationale est bien terminé, mais les partis majoritaires (PCF, SFIO et MRP) s'entendent pour poursuivre l'œuvre entamée.

## **2 Fondation de la 4ème République et échec du tripartisme 1946-47**

Malgré des désaccords sur la forme à donner aux institutions (une ou 2 assemblées) et après un premier échec en mai, une constitution est finalement votée en octobre, malgré l'opposition du général de Gaulle. Celle-ci voit le retour à un régime parlementaire à deux assemblées où le gouvernement prend de suite la décision de se soumettre à l'investiture de l'Assemblée Nationale, donnant aux tractations entre partis une place disproportionnée. C'est notamment cet aspect que le général de Gaulle ne cesse de critiquer, qualifiant le régime de régime des partis. Il se résout même à créer son propre mouvement au printemps 1947 : le RPF (Rassemblement du Peuple Français). Mais le tripartisme produit du vide laissé par le départ de de Gaulle ne résiste pas aux premières tensions de la Guerre Froide. Les communistes sont vite isolés dans leur refus de voter les crédits de guerre pour l'Indochine et dénoncent de plus en plus fortement l'alignement de la France sur les EU. Au printemps 47, après la déclaration de Truman sur le **containment**, les ministres communistes également en désaccords sur le blocage des salaires sont démissionnés par Ramadier, président socialiste du Conseil.

Le **tripartisme** se brisait donc sur les réalités d'un monde de plus en plus polarisé par l'opposition entre les 2 Grands. Le Parti communiste, principale force politique du pays se retrouvait dans l'opposition, alors même que le général de Gaulle commençait lui aussi son travail de sape contre la légitimité du nouveau régime. Les mois qui suivirent furent particulièrement agités : victoires électorales du RPF, grèves et répression violente chez les mineurs en 1948 et à la SNCF en 1947. Ces mouvements provoqués par les difficultés d'après-guerre mais également par la lutte sourde du PCF et de son relais syndical (CGT) contre le gouvernement devaient se prolonger jusqu'au début des années 50 et contribuer finalement à l'isolement croissant du PCF. Ils eurent aussi pour effet de briser l'unité syndicale avec la fondation en 1947 du syndicat anticommuniste FO, scission de la CGT, financé par des fonds américains.

## **B La 4ème République, un régime à l'épreuve 1947-1958**

### **1 Un régime au cœur de la Guerre Froide 1947-1954**

La République désormais dominée par une «Troisième Force» rassemblant SFIO, MRP et une série de petits partis du Centre, s'oriente vers une politique de plus en plus atlantiste (entrée dans l'OTAN, création de la CECA embryon de la future CEE) et projet CED (Communauté Européenne de Défense). La tension avec les forces gaullistes et communistes croit tout au long de ces années, même si le parti du général peine à s'affirmer après les premiers succès électoraux de 1947 et se divise au début des années 50. Le général, méfiant par rapport aux partis politiques et aux contraintes du combat électoral ne tarde pas à se replier dans un splendide isolement qui l'éloigne progressivement de la scène politique. Mais à Gauche, le PCF dispose d'une puissance bien supérieure en terme de militants, de journaux ou d'organisations qui se font le relais de sa propagande. La guerre d'Indochine et celle de Corée, lui donnent les moyens de se positionner sur un créneau pacifiste et de mettre en place avec l'appel de Stockholm, une importante organisation de lutte contre l'influence américaine. L'affaire Henri Martin, du nom de ce jeune militant condamné sans preuve à 5 ans de prison pour sabotage en 1951 est également l'occasion d'une vaste opération de mobilisation de masse.

La coalition de la Troisième Force parvient pourtant à achever la reconstruction du pays et à lancer le grand projet de réconciliation avec l'Allemagne qui donnera naissance à la CECA, puis finalement à la CEE. Il s'agit là aussi de l'impact de la Guerre Froide qui met le gouvernement français sous la pression des EU, impatients de voir l'Allemagne réintégrer le camp occidental et qui pousse à la remilitarisation du pays pour faire barrage à l'URSS. Robert Schuman ministre des Affaires Etrangères, pourtant réticent à la perspective d'une remilitarisation est contraint de proposer un compromis : ce sera la CED. Le projet lancé en octobre 1950 prévoit une armée de 40 divisions dont 12 allemandes et 14 françaises qui agit dans le cadre de l'OTAN. Une Communauté politique serait associée à la CED avec un parlement de 2 chambres dont une chambre élu au suffrage universel. La projet est très ambitieux, mais inquiète l'opinion publique et provoque la colère des gaullistes, du PCF et d'une partie de la Droite. Seul le MRP au pouvoir est presque unanime derrière le gouvernement.

Après les élections de 1951 dans lesquelles les partis du centre s'affaiblissent (surtout le MRP), la Droite reprend des forces. Pour la première fois d'ailleurs, l'un de ses hommes, Antoine Pinay, ancien proche de Vichy est désigné président du Conseil (mars 52). Profitant de la division des gaullistes, il se maintient à la tête du pays jusqu'à la fin de l'année en menant une politique plus libérale et prudente. Il combat violemment le PCF et n'hésite pas lors de l'affaire des pigeons de Duclos à faire arrêter des centaines de militants et saisir des journaux. Il est finalement lâché par le MRP, ce qui ouvre une période de crise et d'incertitudes. En effet, la situation s'aggrave en Indochine et dans d'autres colonies comme au Maroc et en Tunisie, la révolte gronde. De plus, le débat sur la CED divise de plus en plus les partis du centre. C'est la raison pour laquelle en juin 1954, les parlementaires se mettent d'accord sur le nom de Pierre Mendès France, un radical de Gauche pour accéder à Matignon.

### **2 Mendès France, une tentative ratée de modernisation ?**

L'homme est un politique expérimenté, mais il n'a plus participé au gouvernement depuis la Libération. Il s'engage également à régler le conflit indochinois ou à démissionner et propose un contrat de gouvernement à l'Assemblée avec des objectifs économiques à atteindre. Il est investi avec une large majorité, mais celle-ci est hétérogène et les ministres qu'il a lui-même choisis sont divisés sur la question de la CED. Il parvient d'abord à régler la question indochinoise par les Accords de Genève signés le 21 juillet et dans la foulée accorde l'autonomie à la Tunisie. Mais sur la CED, conscient des dangers de divisions de son gouvernement et du refus majoritaire de l'opinion publique, il laisse l'Assemblée enterrer le projet.

Mais c'est sur l'Algérie que Mendès finalement est renversé. Malgré sa fermeté après les attentats du 1 novembre 1954, organisés par la FLN, le gouvernement tombe en février 55 lors du débat sur l'Algérie. Il est en réalité critiqué de toute part, par tout ceux qui lui reprochent l'abandon de la CED et certaines mesures économiques et politiques visant à moderniser le pays. Cet échec marque un tournant pour le régime car les partis reprennent le dessus et les combinaisons politiques redeviennent la norme, tandis que les réformes ouvertes par Mendès sont abandonnées. Mais, Mendès par son style nouveau (les causeries du samedi à la radio), sa probité et son refus des pressions partisans apparaît en décalage avec une classe politique qui ne saisit pas encore les évolutions socio-culturelles à l'oeuvre dans le pays.

### 3 Vers la fin de la 4ème République

La fin de la 4ème République est dominée par la question algérienne et plus généralement la décolonisation, en même temps que par un renouveau de l'extrême droite.

Après l'échec de la modernisation conduite par Mendès, le gouvernement est contraint de dissoudre l'Assemblée pour provoquer de nouvelles élections au début de l'année 56. La campagne est tendue, car la situation en Algérie s'est fortement dégradée depuis les massacres dans le Constantinois et un nouveau mouvement politique conduit par Pierre Poujade, un petit entrepreneur du Lot, perturbe les réunions électorales et dénonce la «gabegie et la trahison» (cf photo ci-contre). Ses discours nationalistes et souvent à la limite de l'antisémitisme dénoncent le parlementarisme et les impôts (**poujadisme**). Il rencontre un large écho dans la population, en particulier celle qui est menacée par l'industrialisation et la modernisation.

Cela fait le jeu de la Gauche qui l'emporte aux élections, permettant au chef de la SFIO, Guy Mollet, d'être investi par la nouvelle Assemblée. Les «poujadistes recueillent près de 12% des voix et 52 élus, dont un très jeune Jean Maris Le Pen.

A peine installé à Matignon, Mollet entreprend un voyage à Alger pour mettre en place le nouveau représentant de la République, le général Catroux. Le voyage est un désastre : de violentes manifestations ont lieu (journée des tomates) qui contraignent Mollet à se cacher pendant 2 jours au palais du gouverneur et il renonce finalement à installer Catroux. C'est un tournant qui fait comprendre aux Pieds-Noirs que le gouvernement est faible et qu'il peut céder à leur pression. Mollet est donc conduit à l'escalade en Algérie, il envoie le contingent, puis reçoit les pouvoirs spéciaux et enfin lance la bataille d'Alger sous le commandement du général Massu qui conduira à l'usage systématique de la torture et de la terreur. Fin 56, il met même au point avec Israël et le RU, l'opération sur le canal de Suez contre le colonel Nasser qui tourne au désastre du fait de l'intervention combinée des EU et de l'URSS. Isolement diplomatiquement et de plus en plus accusé de faire le jeu de la Droite en Algérie, le gouvernement tombe finalement en mai 1957. Son bilan n'est pas négligeable (l'indépendance de la Tunisie et du Maroc, 3ème semaine de congés payés), mais il lègue une situation catastrophique en Algérie dans laquelle l'armée contrôle désormais la situation et un sentiment très fort de trahison à Gauche qui pèsera lourd dans l'affaiblissement de la SFIO pendant les années 60.



## C Une nouvelle République 1958-1962

### 1 La République, mort naturelle ou coup d'Etat ?

Les mois qui suivent sont une longue série de crises ministérielles et de décisions absurdes en Algérie (le bombardement du village tunisien de Sakhiet Sidi Youssef qui fait 69 victimes civiles) qui affaiblissent encore un peu plus le régime, critiqué de toute part.

A Alger, la situation se tend encore. Le 26 avril 1958, une manifestation des Pieds-Noirs réclame un gouvernement de salut public et acclame l'armée. Lorsque Pierre Pflimlin, partisans de pourparlers avec le FLN est pressenti pour devenir le nouveau président du Conseil, **le 13 mai**, une nouvelle manifestation éclate à Alger qui tourne à l'émeute. Le palais du gouverneur est envahi et le général Massu proclame la naissance d'un Comité de salut public qui exige la nomination du général de Gaulle comme chef du gouvernement. En effet, depuis des semaines déjà, les gaullistes s'agitaient à Alger en faveur de cette solution et le président Coty avait même dès le début mai contacté le général pour lui proposer l'investiture. Le 15, de Gaulle se déclare prêt à «assumer les pouvoirs de la République» sans même condamner le coup de force d'Alger. Dans les jours qui suivent les rumeurs les plus folles circulent à Paris et la Corse se rallie aux insurgés : on craint la guerre civile. De fait, le plan «Résurrection» présenté aux proches de de Gaulle, prévoit une intervention des parachutistes dans la capitale pour forcer la main de Coty. S'agit-il d'une opération d'intoxication pour faire peur à l'Assemblée ? Une grande manifestation des opposants à de Gaulle se déroule le 28 mai où l'on retrouve Mendès, Mitterrand, Daladier et les membres du PCF, mais Mollet et la SFIO se rallient à de Gaulle. Le lendemain, alors que les rumeurs de débarquement se font plus pressantes, le président Coty annonce le choix de de Gaulle. Celui-ci pose ses conditions : les pleins pouvoirs pour 6 mois pour préparer une nouvelle constitution, soumise à référendum. Le lendemain 1<sup>er</sup> juin, il est largement investi et constitue un gouvernement d'union de Mollet à Pinay !

Peut-on parler d'un coup d'Etat ? Certes, le général a pris garde de respecter les procédures et s'est largement défendu de toute intention dictatoriale, mais le plan «Résurrection» et le rôle joué par les gaullistes à Alger (Léon Delbecq, Soustelle) permet de parler de collusion entre les chefs militaires et le général. Cependant, c'est bien plus la faiblesse du régime et son incapacité à remettre en cause les pouvoirs concédés à l'armée qui expliquent **qu'elle se soit livrée à l'homme providentiel**.

### 2 Une République de circonstance ?

A peine nommé, de Gaulle fait lui aussi le voyage d'Alger où il lance son célèbre «je vous ai compris» que tout le monde comprend comme cela l'arrange ! Acclamé par les Pieds-Noirs et les militaires à Mostaganem, il lâche également un «vive l'Algérie française» qui sera interprété comme un soutien indéfectible par les colons européens.

Parallèlement, il lance la préparation de la rédaction de la nouvelle constitution confiée à Michel Debré qui est proposée au référendum en septembre. Celle-ci est largement acceptée par les Français (près de 80% avec une participation supérieure à 85%), mais les médias et la classe politique ont fait une forte pression. Au moins 30% de l'électorat communiste a même voté pour selon les estimations. Les adversaires comme Mendès ou Mitterrand se retrouvent isolés. Le triomphe politique du général est complet lorsque, en janvier suivant, il est choisi par un large collège électoral comme nouveau président de la République.

En quoi ce nouveau régime est-il à la fois le produit de l'histoire récente et plus ancienne et profondément marqué par la personnalité du général ?

Les institutions fondent une expérience originale dans l'histoire de la République, baptisé par les spécialistes **régime semi-présidentiel**. Le régime, en effet, inclut de nombreuses mesures existant déjà ou proposées dès le temps de la 4<sup>ème</sup> (la question de confiance par exemple), le bicamérisme est préservé et le régime reste parlementaire, mais de nombreuses nouveautés sont intégrées du fait du contexte et de la volonté du général. Le président devient en effet, le véritable chef de l'exécutif et son Premier ministre n'est que son exécutant. De plus, il obtient le droit de référendum et conserve celui de dissolution. Le Parlement est le grand perdant des nouvelles institutions. Élu désormais au **scrutin majoritaire** à 2 tours, l'Assemblée n'est plus maîtresse de son ordre du jour et peut même être contrainte d'accepter un texte sans vote (article 49.3). Enfin le président est doté par l'article 16 de pouvoirs exceptionnels en cas de menaces sur la République.

Dénoncées dès l'origine comme dangereuses par la Gauche, ces institutions sont en effet profondément marquées par la personnalité et les conceptions du général (on a pu parler de monarchie républicaine), mais également par l'expérience du moment. Cependant, elles vont permettre au régime de

traverser les heures sombres de la fin du conflit algérien et de préserver l'essentiel, en n'évitant pas, toutefois, de graves dérives qui pèseront lourd dans les mémoires algériennes comme françaises.

### 3 Un régime algérianisé

La guerre qui se poursuit en Algérie est transportée en France en 1958 par le FLN. Il y a en effet, à cette époque, près de 350 000 travailleurs algériens dans les usines. Le préfet de police de Paris Maurice Papon, venu de la préfecture de Constantine en mars 58, mène une véritable guerre souterraine contre le FLN conformément aux directives du Premier ministre. Des camps sont institués pour enfermer les suspects et les tortures, les arrestations, perquisitions, insultes racistes deviennent un véritable système pour harceler les Algériens et désorganiser le FLN. Mais cette politique fait des remous et des pétitions circulent contre la torture.

Les tensions s'accroissent aussi entre le régime et ses principaux supporters en Algérie, lorsque le général annonce en septembre 59 un référendum d'autodétermination pour les Algériens. Une première crise se déroule en janvier suivant, des affrontements dégénèrent à Alger entre manifestants et police faisant 20 morts. De Gaulle entreprend une sévère purge dans l'armée comme au gouvernement et se fait accorder les pleins pouvoirs. Mais toute l'année l'agitation se poursuit et des ratonnades ont lieu en Algérie. Le référendum de janvier 61 est un succès pour de Gaulle et le FLN, la marche à l'indépendance devient inexorable. Le complot d'avril tenté par les généraux échoue très vite, mais la tension est vive en métropole entre policiers et Algériens. Le préfet Papon multiplie les opérations punitives notamment dans le grand bidonville de Nanterre tenu par le FLN. Le 17 octobre 1961, le FLN organise une manifestation pour dénoncer la répression et les morts qui se comptent déjà par dizaines. Papon décide de lâcher la bride à ses policiers. La manifestation fera selon les estimations les plus récentes au moins 120 morts (photo ci dessus de Jean Texier, octobre 61). Le cycle des **massacres d'Etat** s'achève avec la répression de la manifestation de l'extrême Gauche 4 mois plus tard au métro Charonne qui fera, elle, 9 morts dont un adolescent de 16 ans battu à mort par la police.

Ces crises graves et la fin dramatique de la guerre d'Algérie sont exploitées par le pouvoir politique pour justifier un renforcement des pouvoirs du président. Après l'attentat du Petit-Clamart, de Gaulle, propose un référendum organisant l'élection du Président au suffrage universel. Cela provoque une motion de censure contre le gouvernement, mais de Gaulle dissout l'Assemblée et impose son projet qui reçoit une majorité de oui (61%) en octobre 62 (mais l'abstention est assez forte). La manœuvre a réussi, mais toute opposition au Parlement est muselée et c'est la rue qui constitue dès lors le véritable contrepoids au pouvoir du Président (grande grève des mineurs dès 1963).



La République de 1962 est donc un régime consolidé et sorti des troubles de la décolonisation, mais il lègue également des pratiques autoritaires et une démocratie parlementaire affaiblie, ainsi qu'un déni de mémoire sur les événements de la guerre d'Algérie qui terniront l'œuvre accomplie.

#### J'ai retenu les grands concepts du chapitre

##### **Partie A : Entre espoirs et Guerre Froide 1944-1947**

Libération, Nationalisation, Tripartisme, référendum.

##### **Partie B : La 4ème République, un régime à l'épreuve 1947-1958**

Troisième Force, CED, CECA, poujadisme.

##### **Partie C : Une nouvelle République 1958-1962**

Massacre d'Etat, régime semi-présidentiel, scrutin majoritaire.

## Chapitre 4 : un monde multipolaire depuis 1991 ?

Après la disparition de l'URSS, les Etats-Unis se retrouvent seuls à la direction du monde. Certains intellectuels y voient la fin de l'histoire où domineront la paix, la fin des idéologies par la victoire du libéralisme politique et économique bref du modèle américain dans un monde ouvert à la mondialisation. Cependant les attentats du 11 septembre 2001, les contestations mondiales contre la deuxième guerre du Golfe (2003) et l'effondrement du système financier en 2008 posent des questions fondamentales à l'administration américaine l'obligeant à reconsidérer et réaménager les outils de sa puissance. Face aux Etats-Unis, la Chine apparaît comme un concurrent extrêmement sérieux et pour beaucoup la puissance du 21<sup>e</sup> siècle.

*Peut-on encore dire que les Etats-Unis dominent le monde ?*

### A Les Etats-Unis, une hyperpuissance dominant un monde pacifié et uni

*En quoi la position des Etats-Unis est elle hégémonique après la chute de l'URSS ?*

#### **1 La guerre du Golfe de 1991, la der des der ?**

La longue guerre qui opposa l'Irak à l'Iran laisse les deux pays exsangues. En 1988, le pays dirigé par Saddam Hussein a perdu un million d'hommes, ses infrastructures, ses sites productifs sont détruits. Pour mener ce conflit, le pays s'est lourdement endetté auprès des monarchies pétrolières du Golfe (où vivent des minorités chiites opprimées par les sunnites), qu'il a de fait protégées contre la révolution islamique et de potentiels troubles intérieurs. Or ces monarchies, notamment le Koweït, que l'Irak n'a jamais reconnu, se montre intraitable sur le remboursement des traites. Par ailleurs, profitant des difficultés soviétiques, les Etats-Unis désirent pousser leur avantage et reprendre le contrôle direct de cette région pétrolifère stratégique (60% de la production mondiale) en nouant des alliances avec les monarchies du Golfe.

Croyant que l'administration américaine ne réagirait pas (lors d'un entretien à la fin juillet 1990, April Glaspie, ambassadrice des Etats-Unis en Irak dit à Saddam Hussein que « Mon pays n'a pas d'opinion sur les conflits entre pays arabes, tel votre différend de frontière avec le Koweït. »), l'Irak envahit le Koweït le 2 août 1990. Les Etats-Unis saisissent le conseil de sécurité de l'ONU, une résolution établit un embargo économique contre l'Irak et lance un ultimatum avec menace d'intervention militaire. Devant le refus irakien, l'ONU déclenche l'opération Desert Storm le 17 janvier 1991. La coalition est dirigée par les Etats-Unis qui mènent une sévère campagne aérienne (17 janvier-fin février). Ces bombardements sont présentés comme « ciblés » contre des objectifs militaires. Les « frappes chirurgicales » s'opérant avec des « bombes intelligentes » évitant les « dommages collatéraux ». La « 4<sup>e</sup> armée du monde » doit se retirer du Koweït qui est libéré en 100 heures (25-27 février), avant de se retirer elle sabote les puits de pétrole. Appliquant la résolution de l'ONU, l'armée coalisée s'arrête aux frontières irakiennes, laissant les insurgés chiites et kurdes à leur sort : ils seront massacrés par les débris de l'armée irakienne et les forces de police du régime de Saddam Hussein qui reste en place. A court terme, la guerre semble donc se solder par un triomphe du droit onusien... et des Etats-Unis qui ont noué des alliances défensives avec les pays du Golfe et la Jordanie effrayés par l'avancée irakienne. La première puissance mondiale a installé des bases militaires stratégiques dans la région garantissant la sécurité des champs pétroliers. Militairement l'armée américaine a prouvé son incontestable supériorité et a gagné la bataille de l'image en maîtrisant l'information grâce à l'appui des chaînes d'information comme CNN.

#### **2 La fin de l'histoire ? Un espace mondialisé sous l'égide du capitalisme libéral**

En décembre 1991, la brutale disparition de l'URSS laisse les **Etats-Unis seuls à la tête d'un monde qu'ils dominent économiquement, diplomatiquement, militairement et idéologiquement**. Le philosophe et essayiste américain Fukuyama affirme dans *La Fin de l'histoire et le Dernier Homme* publié en 1992 que la fin de la Guerre froide marque la victoire de la

démocratie et du libéralisme sur les autres régimes politiques. Ce n'est donc pas seulement la victoire d'un pays sur un autre mais d'une idéologie, d'un modèle civilisationnel. Le moteur de l'histoire, la lutte idéologique, étant brisé, le monde se dirige selon lui (non sans conflit, ni violence) vers un triomphe de la démocratie libérale qui constituerait un horizon indépassable et définitif à l'échelle planétaire. Au-delà des faiblesses conceptuelles et analytiques de l'ouvrage, il faut voir qu'il a eu une influence considérable auprès des sphères dirigeantes américaines. Dictatures soutenues par les Américains à des fins stratégiques lors de la guerre froide, régimes d'inspiration marxiste (Cuba, Vietnam, Chine, Mongolie), semblent donc des scories du passé qui devront à terme disparaître.

### 3 Des espoirs d'un nouvel ordre mondial aux interrogations

L'ONU et les Etats-Unis jouent un rôle diplomatique et/ou militaire majeur pour rétablir la paix en Somalie, au Proche-Orient et dans les Balkans: trois interventions semblent autant d'éléments constitutifs d'un **nouvel ordre mondial**.

Quatre ans de guerre avaient ensanglanté les Balkans entre 1991 et 1995. La Serbie qui tentait de maintenir l'unité et sa domination sur la Yougoslavie s'opposa à la Croatie et à la Slovénie qui voulaient être indépendants. Mais la situation la plus tragique fut celle de la Bosnie-Herzégovine, véritable mosaïque de populations qui vivaient en bonne entente jusque là, implose avec le réveil des nationalismes. Les communautés serbes, soutenues par la Serbie, s'attaquent aux populations musulmanes. Des opérations de **nettoyage ethnique** se soldent par des massacres (Srebrenica) et le siège de Sarajevo, la guerre fit près de 100 000 morts. Les Etats-Unis arrivent à mettre fin aux guerres en ex-Yougoslavie. Les accords de Dayton prévoient une partition de la Bosnie-Herzégovine à peu près égale entre la Fédération de Bosnie et Herzégovine (croato-bosniaque) et la République serbe de Bosnie (serbe), ainsi que le déploiement d'une force de paix multinationale, l'IFOR. Par ailleurs, ils reconnaissent les indépendances croate et slovène.

Pour s'assurer le soutien diplomatique et militaire du monde arabo-musulman, les Etats-Unis ont mis sous pression Israël pour que l'Etat sioniste entame enfin des négociations avec l'OLP (Organisation de libération de la Palestine). De 1991 à 1995, d'intenses négociations, dénommées processus d'Oslo, conduisent l'OLP à reconnaître l'Etat israélien qui s'engage, pour sa part, à accepter la naissance d'un Etat palestinien sur les bases des territoires annexés en 1967. La poignée de main de Washington entre Yitzhak Rabin et Yasser Arafat sous le regard bienveillant de Bill Clinton semble enfin ouvrir la voie de la paix au Proche-Orient.

La situation humanitaire de la Somalie se dégrade très vite à la fin des années 80 et le début des années 90 sous l'effet conjugué de la guerre civile, de la sécheresse et de l'archaïsme des infrastructures de transport et des moyens de production. La résolution 794 de l'ONU prévoit le déploiement d'une force militaire menant une mission humanitaire. L'opération Restore hope débute le 9 décembre 1992 avec le déploiement rapide sur le terrain de près de 25 000 militaires US et d'une forte logistique à Mogadiscio en à peine trois jours. Dans sa première phase l'opération est une réussite, tant au plan du secours aux populations qu'à celui de la reconstruction des infrastructures (plus de 2,000 km de routes refaits, construction ou réhabilitation de nombreux hôpitaux, écoles, orphelinats, etc.). En revanche, les autres missions, réconciliation et règlement politique, ne progressent pas, et la guerre civile, freinée un moment, va reprendre de plus belle. Très vite la situation se dégrade, des soldats américains sont victimes d'attaques des islamistes. En 1993, le président Clinton décide le retrait de ses troupes plongeant la Somalie dans le chaos qui règne encore aujourd'hui.

L'assassinat d' Yitzhak Rabin (4 novembre 1995) par un extrémiste juif brise la dynamique de paix. Arafat, affaibli par la maladie, est contesté par les islamistes du Hamas, notamment à Gaza étouffé par les contrôles frontaliers israéliens. En 2000, le retour au pouvoir du Likoud (droite conservatrice) d'Ariel Sharon appuyé par l'extrême droite militariste signe l'arrêt de mort du processus de paix.



Beaucoup plus grave pour les Etats-Unis, le monde prend conscience des grands mensonges qui ont entouré l'opération de la guerre du Golfe : le triomphe laisse place aux interrogations. Les motivations économiques apparaissent comme primordiales dans la politique extérieure américaine : le parti républicain et la famille Bush est très lié aux lobbies pétroliers du Texas. Des entreprises appartenant à Dick Cheney, vice président des Etats-Unis, obtiennent l'essentiel des contrats de reconstruction du Koweït. Progressivement, la presse s'aperçoit que les bombardements de Desert Storm ont directement tué des milliers de civils (20 000 ?). La destruction des usines hydroélectriques et autres installations électriques consécutive aux bombardements, a provoqué l'explosion d'épidémies de gastroentérites, de choléra et de typhoïde, en empêchant le fonctionnement des centres de traitement d'eau potable et d'eau usagée. Peut-être 100 000 civils sont ainsi morts indirectement, le taux de mortalité infantile doublait dans les années 1990. Les opérations militaires ont été sanglantes avec des scènes de massacre notamment sur l' « autoroute de la mort ». De plus, des soldats américains sont victimes d'un mystérieux mal. Appelé syndrome du Golfe, il tendrait à prouver l'utilisation de munitions à l'uranium appauvri par l'armée américaine.

L'autre trait important qui se dessine peu à peu est le décalage entre les dirigeants arabes, dictateurs qui ont soutenu les Etats-Unis, et la « rue arabe » qui s'est trouvé un héros dans Saddam Hussein, se présentant comme le nouveau Saladin. Dans les milieux nationalistes mais aussi islamistes, la coalition dirigée par les Etats-Unis est vue comme une armée de croisés qui ont souillé le sol sacré saoudien. A moyen terme, les opinions publiques mondiales et en particulier arabes contestent l'impérialisme américain, réactivant l'antiaméricanisme politique et culturel des années 60-70.

## **B La Roche Tarpéienne n'est jamais loin du Capitole**

*Quelles menaces planent sur la suprématie des Etats-Unis ? En quoi le libéralisme et la logique politique de l'administration Bush sont-ils un échec cinglant pour les Etats-Unis ?*

### **1 Le 11 septembre 2001, la révélation de la question islamiste**

Les attentats du 11 septembre 2001 sont constitués de quatre attentats-suicides perpétrés le même jour aux États-Unis par des membres du réseau djihadiste islamiste **Al-Qaida**. Au matin du mardi 11 septembre 2001, dix-neuf terroristes détournent quatre avions de ligne afin de les écraser sur des bâtiments hautement symboliques du nord-est du pays. Deux avions sont projetés sur les tours jumelles du World Trade Center (WTC) à Manhattan (New York) et le troisième sur le Pentagone, siège du Département de la Défense, à Washington, D.C.. Le bilan s'élève à 2995 morts constituant l'attaque terroriste la plus meurtrière de l'histoire. Au-delà de ce sinistre constat, les images vues en direct ont constitué un électrochoc d'une violence extraordinaire bien sur aux Etats-Unis mais aussi dans le monde entier. Cependant ces événements sont-ils un coup de tonnerre dans un ciel serein ? D'où viennent ces terroristes ? Quelles sont leurs motivations ?



Au-delà de ce sinistre constat, les images vues en direct ont constitué un électrochoc d'une violence extraordinaire bien sur aux Etats-Unis mais aussi dans le monde entier. Cependant ces événements sont-ils un coup de tonnerre dans un ciel serein ? D'où viennent ces terroristes ? Quelles sont leurs motivations ?

Les 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles sont marqués par la sécularisation des sociétés, la baisse de la pratique et de la croyance, les progrès du libéralisme théologique. Le capitalisme et le socialisme qui s'imposent à l'échelle mondiale, peuvent être considérés comme de nouvelles religions laïques et matérialistes avec leurs rites, leurs croyances, leurs symboles qui suppléent les anciennes croyances en déclin. Mais comme la vague engendre son ressac, le déclin global de religions traditionnelles

engendre des formes de réaction chez une minorité de croyants qui veulent revenir à des formes plus radicales de la foi. Le **fondamentaliste ou intégrisme** n'est pas l'apanage de l'Islam. Ce désir de retourner aux fondements de la religion, de vivre sa foi avec rigueur (obligation alimentaire, prescriptions morales...), d'adopter une lecture littérale du texte saint, se retrouve dans les trois religions monothéistes. Il s'exprime notamment par des choix vestimentaires ostentatoires pour influencer la population, par leur mode de vie qu'ils veulent exemplaire, les rigoristes veulent convertir des populations hésitantes : c'est donc un mouvement sociétal et idéologique. Mais le fondamentalisme n'a pas prétention à constituer une force politique visant à conquérir le pouvoir et changer le droit.

Même si l'islam, comme les autres religions, est parcouru d'écoles d'interprétation très variée du texte saint, le fondamentalisme apparaît au 19<sup>e</sup> siècle. Jugé comme une décadence politique et une menace sur l'**oumma** (communauté des croyants) par le biais de l'assimilation et de l'évangélisation, la colonisation tend à transformer un mouvement social en force politique. Des mouvements islamistes prétendant incarner l'ensemble de la population indigène veulent libérer le pays de l'occupant dans le cadre de ce qu'il considère être une djihad et prendre le pouvoir pour changer le Droit et imposer la **charia (loi islamique)**. Ainsi le prince Saoud réussit à conquérir un royaume (Arabie saoudite) au détriment de l'empire ottoman à la fin de la première guerre mondiale. Il y instaura un régime théocratique reposant sur le **wahabisme ou salafisme**. Il chasse cependant les éléments les plus radicaux qui se replient en Egypte où ces derniers fondent l'organisation des Frères musulmans. Cependant les mouvements indépendantistes sont très majoritairement d'inspiration socialiste. Les gouvernements qui arrivent donc au pouvoir au moment des indépendances sont donc le plus souvent **d'inspiration laïque, moderniste...** mais ce sont aussi des dictatures féroces qui ont partie liée avec les Etats-Unis (Yémen du nord, Jordanie) ou l'URSS (Syrie, Algérie, Yémen du sud) ou les anciennes métropoles (Maroc, Tunisie). La corruption, le clientélisme et l'incurie des élites politiques et administratives accélèrent la fracture sociale. La population perçoit plus les faiblesses et défaillances des régimes que les progrès objectifs de l'économie. Les partis d'opposition ne peuvent pas se structurer et la population ne peut exprimer son mécontentement sans risque sauf dans les stades de football et à la mosquée. Très vite certains religieux vont récupérer ce mécontentement économiques et sociales populaires et vont s'adresser à des classes de moyenne bourgeoisie, marginalisées politiquement, qui aspirent au mode de vie capitaliste (mais qui a du mal à s'y intégrer par manque de moyens financiers) tout en doutant de sa validité (et Dieu dans tout ça ???). En Iran, les religieux réussissent à déclencher une **révolution islamique chiite en 1979**, les talibans arrivent au pouvoir en 1996 en Afghanistan dans un contexte particulier de guerre civile. Le cas de la Turquie est particulier, l'arrivée au pouvoir légale des néo-islamistes n'a pas engendré de véritables bouleversements politiques et sociaux. La victoire du Hamas à Gaza aux élections législatives marque une volonté de résistance plus militaire face aux Israéliens.

En dehors de ces quatre cas très particuliers et très différents (prises légales/illégales du pouvoir, contexte de guerre extérieure, civile ou paix), **partout les islamistes ont échoué dans leur conquête du pouvoir**. Soit ils composent des groupes dont la majorité des habitants se méfient malgré leur rejet de la classe politique au pouvoir. Soit comme en Algérie, le pouvoir autoritaire suspend les processus de démocratisation qui menacent leur pouvoir. Ainsi en 1988, le FLN annule les premières élections libres (en l'occurrence des municipales) que connaissait le pays depuis 1962 car les islamistes avaient remporté de larges victoires dans les grandes villes. Devant l'impossibilité légale ou illégale d'accéder au pouvoir, **les islamistes se replient sur le terrorisme**, moyen d'action ancien mais qui avait connu un fort développement dans les années 70 avec les mouvements palestiniens (OLP, FPLP...) s'attaquant aux intérêts israéliens et les groupuscules d'extrême gauche (Bande à Bader, Action directe, Fraction armée rouge...) et d'extrême droite (honneur de la police...) en Europe. Plusieurs étapes sont à dégager dans la stratégie terroriste :

- Assassinats ciblés de chefs d'Etat (Sadate en 1981), de fonctionnaires, journalistes, écrivains démocrates ou à la solde du pouvoir contre lesquels sont prononcés des fatwas
- devant l'inefficacité de ces actions, les mouvements islamistes passent à des attentats aveugles pour entrainer le pays dans le chaos et apparaître comme une force de stabilisation mais cette stratégie leur fait perdre le crédit
- Puis les islamistes visent les intérêts occidentaux dans les pays arabes (banques, magasins, entreprises, ambassades...) ou des lieux fréquentés par les touristes (attentat de Louxor en 1997, hôtels, boîtes de nuit à Bali en 2002), des vagues d'attentats aveugles (bombes dans les transports publics...) frappent l'Occident sur leur sol : Londres, Paris, Madrid sont visés.

Le 11 septembre 2001 **n'est que le point d'orgue le plus spectaculaire du terrorisme islamiste**, il n'est pas le premier ni le dernier attentat. Cependant il n'est pas le marqueur d'un développement de l'islamisme mais plutôt la preuve de son échec politique et de son impuissance. Georges Bush junior, arrivé au pouvoir 1 an plus tôt, avait jusque là adopté un positionnement isolationniste, se consacrant essentiellement au développement économique du pays. Le 11 septembre représente un choc très violent pour les Etats-Unis qui n'avaient jamais été attaqué sur leur sol par un ennemi extérieur. Ben Laden, chef d'Al-Qaïda, revendique les attentats. Cependant il n'est pas le dirigeant d'un pays, sa localisation est incertaine. Les kamikazes du 11 septembre étaient des civils infiltrés aux Etats-Unis.

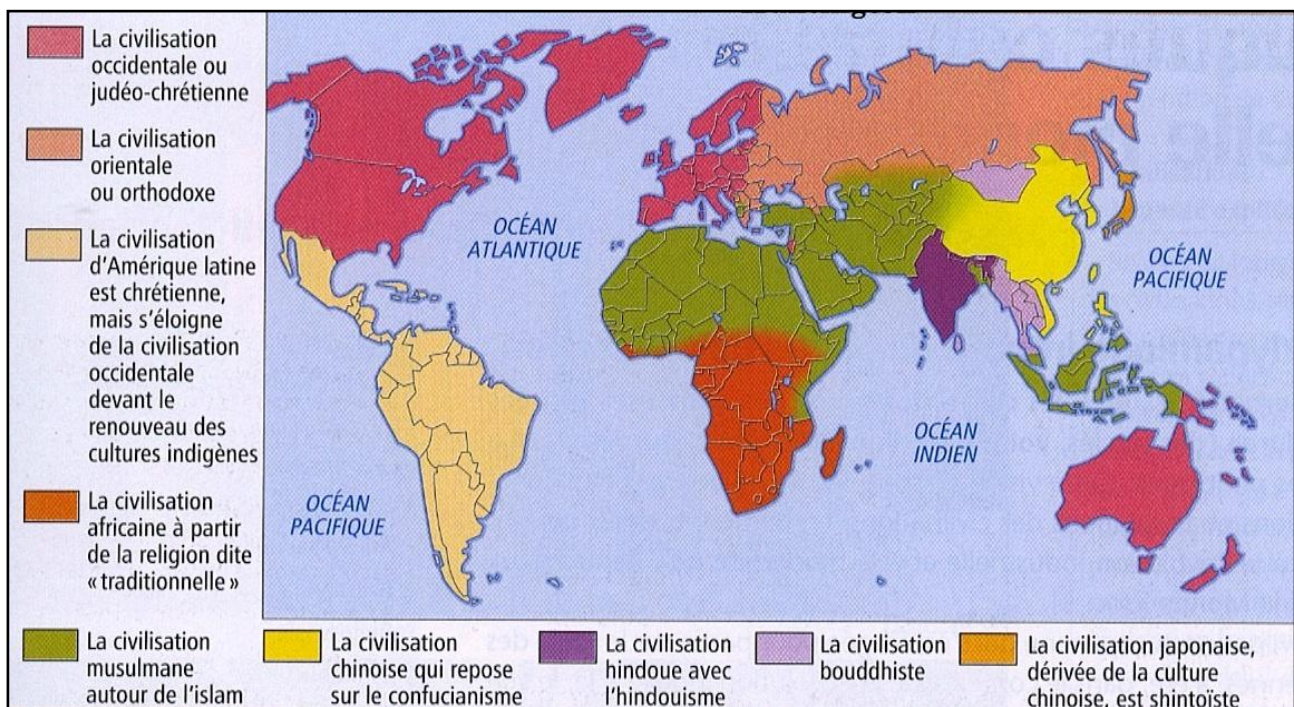
## 2 Le monde selon Bush

Les attentats du 11 septembre réactive les thèses de **Samuel Huntington qui avait publié *Le choc des civilisations***. D'après lui, les relations internationales vont désormais s'inscrire dans un nouveau contexte. Dans un premier temps, les guerres avaient lieu entre les princes qui voulaient étendre leur pouvoir, puis elles ont eu lieu entre États-nations constitués, et ce jusqu'à la Première Guerre mondiale. Puis la révolution russe de 1917 a imposé un bouleversement sans précédent, en ce qu'elle a promu une idéologie. Ainsi, dès ce moment, les causes de conflits ont cessé d'être uniquement géopolitiques, liées à la conquête et au pouvoir, pour devenir idéologiques. Cette vision des relations internationales trouve son point d'aboutissement dans la Guerre froide, celle-ci ayant institué l'affrontement de deux modèles de société. Cependant, la fin de la Guerre froide marque un nouveau tournant dans les relations internationales.

Huntington nous dit qu'il faut désormais penser les conflits en termes non plus idéologiques mais culturels, les opinions publiques et les dirigeants seraient nettement plus enclins à soutenir ou à coopérer avec un pays, une organisation proche culturellement. Le monde se retrouverait alors bientôt confronté à **un choc des civilisations**, c'est-à-dire à une concurrence plus ou moins pacifique, à des conflits plus ou moins larvés, tels ceux de la Guerre froide, entre blocs civilisationnels. Huntington définit les civilisations par rapport à leur religion de référence (le christianisme, l'islam, le bouddhisme ...), et leur culture. En conséquence, il distingue neuf civilisations (cf carte ci-contre). Pour limiter les conflits de civilisation, il recommande aux puissances dominantes de chaque bloc un strict respect des zones d'influence. Ce qui signifie que les puissances majeures s'interdisent d'intervenir à l'extérieur de leur zone civilisationnelle.

La thèse d'Huntington comporte de très nombreuses faiblesses analytiques : ainsi il inclut les Philippines de tradition chrétienne dans la sphère confucéenne (nombreux autres cas problématiques du même genre), plus grave encore il globalise des situations très variées. Ainsi il identifie une sphère islamique en ne tenant aucunement compte des diversités infinies des croyances (sunnisme, chiisme, soufisme...) et des pratiques (des plus rigoristes avec le salafisme aux plus libérales en Afrique du nord) de l'Islam. Il oublie (volontairement ?) que l'unité (ou supposée telle) religieuse oblitère une incroyable diversité de langues (arabe, perse, kabyle, indonésien...) et de cultures très différentes. Enfin comble de la perfidie intellectuelle (mais peut on encore parler de démarche intellectuelle ?), Huntington refuse de voir le multiculturalisme et le métissage de

l'ensemble des sociétés à l'heure de la mondialisation notamment marqués par l'occidentalisation des modes de vie et de pensée. Mais comme souvent, l'incongruité d'une thèse ne suffit pas à la recaler, bien au contraire elle va influencer grandement l'administration néoconservatrice républicaine américaine ainsi que les droites européennes. En octobre-novembre 2001, Georges Bush déclenche avec l'aval de l'ONU une opération militaire en Afghanistan pour mettre à bas le régime taliban protecteur de Ben Laden. L'attaque initiale chassa les Talibans du pouvoir, permettant l'instauration d'un gouvernement provisoire dirigé par Hamid Karzaï à la suite des accords de Bonn de décembre 2001. Mais les talibans engagèrent une guérilla contre la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS) qui regroupe les forces armées sous commandement de l'OTAN et les maigres forces du gouvernement afghan. Ben Laden n'est pas capturé. Il vivrait en Afghanistan en lisière des zones tribales pakistanaises, zone très montagneuse difficile d'accès.



Devant ces échecs, **Bush déclenche une 2<sup>e</sup> guerre contre l'Irak** accusé de protéger Ben Laden et le réseau Al-Qaïda, de posséder des « armes de destructions massives » et d'être un dictateur oppresseur de son peuple, en particulier des minorités. Même si la dernière accusation se révèle vraie, on peut objecter que ce n'est pas franchement une nouveauté et que si les Etats démocratiques se donnaient pour mission de déclarer la guerre à tous les Etats dictatoriaux, la liste risquerait d'être un peu longue... Les deux premières aux contraires sont radicalement fausses. Dominique de Villepin, ministre français des affaires étrangères, prend la tête à l'ONU des pays qui refusent avec véhémence d'accréditer les thèses défendues par Colin Powell. Les Etats-Unis, mis en minorité à l'assemblée générale, confrontés au risque de se voir sanctionnés par un veto d'un des membres du conseil de sécurité (France, Chine, Russie), passent outre et déclenchent en mars 2003 de façon unilatérale la seconde guerre du Golfe. La rapide victoire militaire est présentée comme une guerre de libération du peuple irakien en particulier pour ses composantes kurde et chiite. L'arrestation des principaux dirigeants irakiens coupables de crimes de guerre (« Ali le chimique ») de Saddam Hussein en décembre 2003 et son exécution en 2006, la mise en place d'un pouvoir constitutionnel semblent renforcer la conception américaine du monde.

### 3 Un système et un modèle extraordinairement fragiles

Pourtant le pays est depuis secoué par une grave guerre civile avec des intrusions de djihadistes étrangers qui s'attaquent aux occidentaux mais aussi à l'Etat irakien, créature selon eux des Etats-Unis. Manquant de financement, le pays végète dans une situation économique et sociale

catastrophique. Après 3 guerres, le niveau de vie est actuellement plus bas qu'avant la guerre contre l'Iran. Le retrait des forces américaine et britannique prévu pour la fin de l'année 2011 peut faire craindre une recrudescence de l'instabilité dans la région.

En Afghanistan, depuis 2006, les forces armées talibanes contrôlent la majorité du territoire, les Américains comme les Soviétiques 20 ans plus tôt se trouvent confrontés à des seigneurs de guerre, bien armés et connaissant très bien le terrain. Malgré leur puissance technologique, les troupes de l'OTAN manquent d'appui et de motivation. La **guerre asymétrique** tourne une nouvelle fois (Partisans soviétiques, FLN algérien, Vietnam) en faveur des insurgés car les opinions publiques occidentales sont lassées de ce conflit jugé lointain, incompréhensible et tout compte fait inutile. Les Etats, fragilisés financièrement, prévoient leur retrait pour 2014 au plus tard. Les Etats-Unis optent pour une afghanisation du conflit de la même manière qu'il y a 40 ans, Nixon avait encouragé la vietnamisation du conflit. On connaît le résultat. L'élimination de Ben Laden (qui vivait tranquillement au Pakistan et non en Afghanistan !) en 2011 permet-il du moins de sauver la face.

Ces deux conflits ont été ruineux pour les finances américaines. Elles sont la principale cause de la crise actuelle de la dette américaine. De plus l'image des Etats-Unis et pas seulement celle de Georges Bush fils et des néoconservateurs, s'est profondément dégradée réveillant un **violent antiaméricanisme** notamment dans le monde arabo-musulman. Plus grave encore, l'administration Bush a porté des atteintes aux libertés fondamentales avec le **Patriot Act** rappelant les heures les plus noires du maccarthysme. Les Etats-Unis se sont perdus eux-mêmes. L'élection de Barack Obama a cependant infléchi positivement le cours des choses même si sa politique étrangère s'inscrit dans la logique de ses prédécesseurs : les retraits d'Irak et d'Afghanistan n'ont pas été accélérés.

## **C Une réalité complexe, le nouveau désordre mondial**

*Sur quelles bases économiques et politiques se recompose le monde ?*

### **1 D'une recomposition économique à l'émergence de nouvelles puissances politiques**

Le modèle économique, politique et culturel américain, sa puissance diplomatique et militaire restent dominants, mais les affaiblissements structurel et conjoncturel américains de ce début de 21<sup>e</sup> siècle marquent la fin de l'espoir d'hégémonie de ce pays sur le monde.

De nouvelles puissances concurrentes émergent :

- Le Japon et l'Union européenne restent de grandes puissances économiques. La France, l'Angleterre gardent toujours un rôle diplomatique et militaire notamment dans leurs anciennes colonies (opérations en Côte d'Ivoire notamment).
- La Russie, ayant dépassé les difficultés de la période de transition post soviétique, s'affirme grâce à sa puissance énergétique et a conservé une force technologique et militaire. Ce pays dispose aussi d'une forte capacité de nuisance (risque nucléaire et militaire, coupures d'approvisionnement en gaz de l'Europe). Ces atouts lui permettent de maintenir sa position dominante dans les territoires de l'ex-URSS (à l'exception des pays baltes solidement ancrés à l'UE et à l'OTAN) malgré les interventions occidentales en Ukraine, en Géorgie... La Russie se rattache à un groupe appelé **BRICS** qui conteste la domination américaine.
- Les cinq pays constituant les BRICS sont considérés comme des grandes puissances émergentes (Brésil, Inde, Chine, Afrique du sud) ou réémergente (Russie), ils sont respectivement les neuvièmes, sixièmes, quatrièmes, deuxièmes et vingt-cinquièmes puissances économiques mondiales. Ils comptent 40% de la population mondiale et, en 2015, ils devraient assurer 61 % de la croissance mondiale. S'appuyant sur ces constats et ces dynamiques, les BRICS veulent renforcer leur poids et mieux faire avancer leurs points de vue dans les négociations économiques internationales notamment au Groupe des 20, au FMI et à l'OMC.

Les pays composant le BRICS pourraient, dans un avenir proche, renforcer davantage leurs coopérations économiques en échangeant les ressources naturelles et technologiques, l'Afrique du Sud, le Brésil et la Russie produisant des métaux, du pétrole et du gaz naturel, tandis que la Chine et l'Inde sont en plein processus d'industrialisation qui nécessite beaucoup d'énergie. Au-delà de ces accords, on perçoit chez ces pays, la volonté de traduire politiquement leur nouvelle force économique. Les BRICS n'ont pas de forte politique étrangère bien définie mais il y a certains points communs, comme l'équilibre des relations internationales avec les États-Unis. De manière générale les BRIC plaident pour une refondation des organisations internationales comme le Conseil de Sécurité de l'ONU et les organisations nées de la conférence de Bretton Woods (FMI, Banque mondiale) dans un sens qui reflète mieux l'émergence des nouvelles puissances non occidentales et le caractère multipolaire du monde au 21<sup>e</sup> siècle. L'ordre politique, économique et militaire issu de la seconde guerre mondiale est aujourd'hui ouvertement remis en cause.

## 2 Balkanisation et nouvelles conflictualités

**La fin de la guerre froide a entraîné la fin de nombreux conflits interétatiques ou intraétatiques** (-20% de guerres civiles) grâce à la fin du soutien apporté par l'un ou l'autre bloc à des guérillas ou des gouvernements autoritaires. Ainsi, on peut observer une nette baisse de la violence en Amérique du sud, où les mouvements de guérilla (Sentier lumineux, FARC, Tupac Amaru...) sont en net repli. Des États démocratiques, soucieux du respect des minorités indiennes, prenant mieux en compte les populations les plus fragiles, ont rétabli la paix civile.

Cependant, le nombre élevé de guerres civiles s'expliquent par un entrelacs de motivation dont la hiérarchisation varie selon le conflit :

- le vieux désir de contrôler des territoires pour s'accaparer les richesses qui s'y trouvent (Congo, Sud Soudan)
- le séparatisme régional fondé sur les poussées nationalistes et religieuses qui peut se confronter à des États défaillants (Russie, Ethiopie, Soudan, ex-Yougoslavie)
- de nouveaux éléments comme la **dégradation écologique** (sécheresse, disparition de terres arables...) stimulent de nouvelles conflictualités ou en stimulent d'anciennes dans des zones fragilisées comme le Sahel, le Proche et le Moyen-Orient. Le développement d'AQMI (Al-Qaida au Maghreb islamique) trouve plus ses racines dans la crise que connaissent les petits agriculteurs sahéliens que dans une quelconque adhésion aux thèses salafistes.

Ces conflits, certes moins nombreux, sont rendus plus visibles par la médiatisation massive de ces dernières années. **Le nouveau désordre mondial est une réalité à ne pas surestimer**, la guerre froide n'a pas été un élément stabilisateur dans les espaces non européens. Ces conflits conduisent un processus de morcellement des États qui implorent en unités de plus petite taille : c'est la balkanisation.

Il faut quand même remarquer que l'après guerre froide a été le moment où a été déclenché le 4<sup>e</sup> génocide du 20<sup>e</sup> siècle. Au Rwanda, un million de Tutsis ont été génocidés par les Hutus d'avril à juillet 1994. Ce génocide à la machette est l'aboutissement des tensions générées par la gestion coloniale et le rôle trouble de la France dans la région des grands lacs depuis 30 ans.

## 3 Les printemps arabes

Une littérature classique aimait à se répandre sur l'incapacité des peuples arabes à établir la démocratie. Relayant les visons colonialistes, teintés de racisme, elle prétendait que l'islam était un facteur d'arriération empêchant la liberté de l'individu. Après l'échec des manifestations iraniennes contre le pouvoir d'Ahmadinejad, rien ne laissait présager le fleurissement du printemps arabe. Suite au suicide d'un jeune homme, Mohamed Bouazizi à Sidi Bouzid, de gigantesques manifestations unissant classes populaires touchées par le marasme économique et moyenne bourgeoisie, révoltée

par la corruption et le clientélisme du régime de Ben Ali, demandent le renvoi du chef de l'Etat et la démocratisation. L'armée refuse d'intervenir, la grève générale paralyse le pays, le régime s'écroule le 14 janvier 2011. Les élections pluralistes visant à nommer une chambre constituante sont prévues pour l'automne, elles doivent conclure la révolution du jasmin.

L'onde de choc balaye tout le monde arabe. En Egypte, les manifestations commencent le 25 janvier L'objectif premier des manifestants était d'obtenir la fin de l'État policier et la démocratie, qui passait d'abord par le départ du président égyptien Hosni Moubarak, au pouvoir depuis le 14 octobre 1981, et une répartition plus juste des richesses. Réunissant des manifestants de divers milieux socio-économiques, c'est le plus grand mouvement populaire qu'ai jamais connu l'Égypte. Le mouvement aboutit le 11 février 2011 au transfert du pouvoir à l'armée tandis que le président Moubarak se retire dans sa résidence de Charm el-Cheikh. Son jugement a commencé, la peine de mort a été requise.

Au Maroc, où l'attentat de Marrakech a brisé l'élan de contestation, le roi entame un cycle de réformes modérées. La contestation s'étend à tout le Moyen-Orient, la répression la plus sévère s'abat sur les manifestants de Bahrein, d'Oman et surtout en Syrie, où elle a déjà fait plus de 2 000 morts. Bachar Al Assad jouit d'une impunité surprenante au regard de la guerre déclenchée par l'OTAN contre Kadhafi. Le dictateur libyen, revenu dans les bonnes grâces des puissances occidentales il y a peu, est chassé du pouvoir en août 2011 par des insurgés aux origines intellectuelles et politiques diverses.

#### J'ai retenu les grands concepts du chapitre

Partie A : Les Etats-Unis, une hyperpuissance dominant un monde pacifié et uni

Thèse de Fukuyama, processus d'Oslo, nouvel ordre mondial

Partie B : La Roche tarpéienne n'est jamais loin du Capitole

Rigorisme, fondamentalisme, intégrisme, wahabisme, salafisme, djihad, islamisme, choc de scivilisations, thèse d'Huntington, Patriot Act, afghanisation

Partie C : Une réalité complexe, le nouveau désordre mondial

BRICS, balkanisation, révolution du jasmin, printemps arabes

## Conclusion générale : quel monde pour demain ?

Il est évidemment bien difficile d'apporter une réponse à cette question, mais l'on peut faire quelques hypothèses à partir de la situation présente.

La **mondialisation du capitalisme et le règne exclusif du marché impliquant pression sur les ressources, mise en concurrence généralisée des hommes et des territoires** sous le commandement de quelques métropoles géantes, de plus en plus éclatées et difficiles à gérer, fragilise les sociétés en menaçant leur pérennité et en aggravant les inégalités. La **théorie du développement durable** prétend répondre à ces défis, mais elle reste encore, plus de 30 ans après sa conception, un vœu pieu ou au mieux une pratique largement insuffisante.

La montée en puissance des FTN et d'un **capitalisme financiarisé aveugle et glouton** détruit les Etats et provoque crises et instabilité économique. Depuis 2008, l'idée de la régulation est revenue en force, mais par delà les proclamations de «moralisation du capitalisme» qui paraissent presque puérides, les actes restent pour l'instant très limités.

Enfin, l'ensemble de ces menaces diffuses produit des **replis identitaires**, des conflits qui peuvent, dans certains cas, conduire à une remise en cause des acquis fragiles de la démocratie parlementaire y compris dans les Etats les plus avancées, même si par ailleurs de grandes vagues révolutionnaires, comme celles en cours dans le monde arabe laissent penser que les régimes autoritaires encore dominant dans le monde sont menacés.

Au total, il y a **bien peu de raison d'être optimiste** à cours terme, même si de nombreux mouvements civiques en Amérique latine, en Europe (les Indignés) montrent que les citoyens ont de plus en plus conscience de la nécessité d'agir en dehors des cadres sclérosés de partis, des syndicats et du système politique classique. Il peut sortir bien des choses de ce cours nouveau...

### Bibliographie de base :

Eric Hobsbawm, *l'âge des extrêmes*. Le livre de base sur la période 1914 1991. Gros livre, mais accessible et indispensable pour ceux qui envisage un post-bac en Histoire ou les concours de Sc Po et des prépas économiques.

Ian Kershaw, *Hitler*, 2 vol. Le meilleur livre sur Hitler pour comprendre l'un des phénomènes majeurs du XX<sup>e</sup> siècle.

Orlando Figes, *La Révolution Russe*. Là aussi, l'un des meilleures livres sur la Russie du début du XX<sup>e</sup>s. Accessible et passionnant.

Julian Jackson, *La France sous l'Occupation*. Excellent livre pour comprendre la France des années 30 et de l'Occupation.

Stéphane Audouin Rouzeau et Annette Becker, *La Grande Guerre*. Petit livre à la Découverte, chez Gallimard. Très illustré et accessible sur l'événement fondateur de l'Histoire du siècle.